

DROIT INTERNATIONAL
Dans un entretien au Monde, Richard Goldstone, procureur général du Tribunal pénal international (TPI), détaille les difficultés qu'il rencontre,

tout en soulignant l'impact positif du travail déjà réalisé, tant pour le Rwanda que pour l'ex-Yougoslavie. ● WARREN CHRISTOPHER, secrétaire d'Etat américain, doit faire une brève

visite en ex-Yougoslavie, qui le conduira à Zagreb, Sarajevo, Tuzla et Belgrade, pour sauvegarder la dynamique de la diplomatie de l'accord de paix de Dayton sur la Bosnie-Herz-

govine. Washington estime que le président serbe, Slobodan Milosevic, «traîne les pieds», la Yougoslavie refusant en particulier de coopérer avec le TPI. ● LES SERBES DE BOSNIE

sont prêts à permettre l'accès aux sites supposés renfermer des charniers, a déclaré, mercredi 31 janvier, le chef du «Parlement» de la «République serbe», Momcilo Krajisnik.

La justice a du mal à sévir en ex-Yougoslavie et au Rwanda

Les atrocités commises en Bosnie sont peu à peu mises au jour, mais les Serbes refusent d'en livrer les auteurs au Tribunal de La Haye. La juridiction chargée de juger les responsables du génocide au Rwanda bute aussi sur le peu de moyens et le manque de coopération de certains Etats

«ON NE PEUT ESPÉRER voir la fin de ce terrible conflit tant qu'on ne saura pas ce qui s'est passé et que justice ne sera pas faite», déclarait récemment le secrétaire d'Etat adjoint américain aux droits de l'homme, John Shattuck, qui venait de se rendre, près de Srebrenica en Bosnie orientale, sur les lieux où les forces serbes ont enlevé, sans doute par milliers, les corps des victimes de leurs massacres, en juillet 1995. John Shattuck ne découvrait rien : ces charniers avaient déjà été visités par la presse, ainsi que d'autres, dans le nord et le centre de la Bosnie. Washington dispose de documents photographiques. Des milliers de témoignages ont été ras-

semblés, notamment par le Tribunal pénal international de La Haye (TPI), créé par le Conseil de sécurité de l'ONU en 1993 et chargé de juger les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie.

Les récits, les constats macabres s'accumulent ; bientôt d'autres enquêtes confirmeront l'étendue des horreurs commises. Mais le Tribunal a-t-il les moyens de rendre cette justice que réclament les Bosniaques et sans laquelle, comme en convenait John Shattuck, il n'y aura pas de paix durable dans l'ex-Yougoslavie ? Le TPI ne fut, à l'origine, qu'un alibi : la communauté internationale, incapable d'arrêter les crimes en Bosnie, menaçait leurs auteurs d'un châtiment ultérieur. Une menace peu crédible, car nul

ne voulait arrêter les criminels présumés et que les grandes puissances comptaient sur eux pour mettre un terme à la guerre en Bosnie. La logique de la diplomatie s'opposait à celle de la justice.

CRIMES DES EXTRÉMISTES HUTUS

Grâce à la détermination de ses magistrats, le TPI a passé le cap périlleux de l'accord de paix de Dayton. Le risque était que le président serbe, Slobodan Milosevic, exige l'impunité pour les siens en échange de sa signature. Ce ne fut pas le cas : le TPI avait déjà acquis sa crédibilité et procédé à plus de cinquante inculpations, parmi lesquelles celles des chefs serbes de Bosnie, Karadzic et Mladic. Les signataires de la paix

durent s'engager à coopérer avec le Tribunal, c'est-à-dire à lui livrer les suspects qu'il réclame.

On en est là. Sous les pressions américaines, les Serbes font mine de jouer le jeu des enquêtes internationales sur les massacres et les disparus. Mais Radovan Karadzic et Ratko Mladic, pour ne parler que d'eux, courent toujours. Les pressions américaines en faveur de la justice ont leur limite : Slobodan Milosevic n'acceptera sans doute jamais de livrer ses lieutenants de Bosnie et personne n'envisage de mettre en œuvre contre lui les contraintes prévues par l'accord de Dayton, c'est-à-dire un rétablissement des sanctions économiques. Le TPI reste bloqué par sa tare ori-

ginelle. Il ne tient qu'un suspect, livré par l'Allemagne, dont le procès s'ouvrira en mars.

Au printemps 1994, les extrémistes hutus du Rwanda déclenchèrent les massacres qui allaient faire entre 500 000 et un million de morts parmi la minorité tutsie et les opposants hutus modérés. Le 8 novembre 1994, une résolution de l'ONU constitue le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) sur le modèle du TPI, les deux instances partageant le même procureur, le juge Goldstone. Après des débuts laborieux, le TPR devrait, en 1996, disposer enfin d'un budget propre et d'une salle d'audience à Arusha (Tanzanie), son siège officiel. Il a localisé huit suspects et lan-

cé huit mandats. Mais une partie au moins de l'état-major du génocide s'est réfugiée au Zaïre et au Kenya, deux pays qui ont montré leurs réticences vis-à-vis du Tribunal. Ce dernier risque, en outre, de pâtir de l'instabilité au Rwanda, au Zaïre et au Burundi, comme l'a montré l'agression récente contre trois de ses enquêteurs à Kigali.

Ces deux instances ont leur utilité. Mais on est loin de la juridiction internationale permanente, indépendante des Etats, du Conseil de sécurité et des aléas matériels, dotée d'une police internationale, dont rêvent les militants des droits de l'homme.

T. S. et C. T.

Richard Goldstone, procureur général du Tribunal pénal international de La Haye

«Je ne suis pas optimiste sur la capture de Radovan Karadzic et Ratko Mladic»

«Comment jugez-vous la coopération des responsables ex-yougoslaves avec le Tribunal pénal international (TPI) ?

— Les positions n'ont pas fondamentalement changé. La Bosnie-Herzégovine et la Croatie ont toujours parfaitement coopéré. Il n'y a pas d'endroits où nous n'ayons pu nous rendre, ni de demandes d'informations qui soient restées sans réponses. Le gouvernement croate a d'ailleurs annoncé cette semaine qu'il allait arrêter et extraditer le général Tihomir Blaskic. [Ce dernier, accusé de massacres dans un village musulman du centre de la Bosnie en avril 1993, avait été promu par Franjo Tudjman en novembre, ce qui avait provoqué une intervention des Etats-Unis auprès de Zagreb.]

— Et avec la Serbie ?

— Son attitude a toujours été de refuser de reconnaître l'existence et la légalité du tribunal. Quand je me suis rendu à Belgrade en octobre 1994, les autorités m'ont affirmé notamment que leur Constitution leur interdisait l'extradition. Elles m'ont aussi assuré qu'il était néanmoins possible de nommer un représentant du tribunal à Belgrade, à condition que son bureau soit situé dans l'enceinte de l'ONU, qu'il n'ait pas le droit de se dire représentant du tribunal et qu'il ne puisse parler à qui que ce soit sans l'accord du gouvernement. Bien évidemment ces conditions étaient inacceptables. Mais il me semblait qu'il s'agissait tout de même d'une petite ouverture. J'ai donc donné mon accord, mais ce minimum de coopération n'a même pas abouti. La personne que j'avais désignée a attendu pendant des mois un visa qui n'a jamais été délivré.

— Une évolution s'est-elle produite après la signature du plan de Dayton ?

— Le président Slobodan Milosevic a signé à Paris l'accord de paix qui comprend un article engageant les

parties à coopérer avec le tribunal. Le président du TPI, Antonio Cassese, s'est rendu la semaine dernière à Belgrade. Depuis cette visite, nous avons appris par la presse que les autorités avaient de nouveau affirmé que nous pourrions avoir sur place un représentant, toujours aux mêmes conditions. J'ai aussi compris que nous pourrions poser des questions écrites à des victimes serbes et qu'elles nous répondraient par le canal officiel. Mais nous n'avons toujours pas de visa.

— Quels sont les moyens de pression dont vous disposez éventuellement ?

— En cas de manquement significatif de la Serbie aux exigences du traité, nous devons dénoncer au Conseil de sécurité ce non-respect des accords de Dayton, qui entraînera un retour des sanctions économiques. Il s'agit d'une menace importante pour le gouvernement de Belgrade, et j'espère que la communauté internationale saura s'en servir. Il n'y a pas d'autre possibilité.

— Espérez-vous que l'exemple de la Croatie accentuera la pression sur la Serbie et les Serbes de Bosnie. Ces derniers sont liés par la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, qui s'impose à eux et prévoit le jugement des criminels de guerre.

— Les présidents Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman peuvent-ils être poursuivis par le TPI ?

— Tout d'abord, si quelqu'un possède la moindre preuve de l'implication des présidents Milosevic ou Tudjman dans des crimes de guerre, je demande qu'il nous l'apporte. Mais il y a une grande différence entre le tribunal de Nuremberg et le TPI. A Nuremberg, les pays victorieux ont décidé de qualifier de crime le fait de mener une guerre d'agression. Mais, pour le droit international, mener une guerre même agressive n'est pas un crime et nous n'avons pas le pouvoir

d'inculper des gens pour avoir fait la guerre.

— Espérez-vous pouvoir juger un jour les deux principaux accusés, le «président» Radovan Karadzic et le général Ratko Mladic ?

— Je ne suis pas fondamentalement optimiste sur leur capture à court terme. S'ils continuent à rester dans leurs bunkers entourés d'hommes armés...

— Il vous est possible de mettre en jeu l'article 61 de vos statuts selon lequel ces inculpés deviendraient «ingratis internationaux».

— Nous pourrions aussi cette procédure vraisemblablement à la fin du

dépend de l'OTAN) m'a donné l'assurance qu'elle nous aidera, dans la limite de son mandat et de ses ressources. Nous avons besoin d'une protection pour faire notre travail, particulièrement en ce qui concerne les charniers, et aussi de l'assurance que nos enquêteurs pourront circuler librement sur tout le territoire de l'ex-Yougoslavie.

— Quelles leçons tirez-vous de dix-huit mois au sein du TPI ?

— Le Tribunal international est nécessaire. Même si nous n'avons pas un seul auteur détenu à La Haye [un seul s'y trouve actuellement], je suis

Un départ annoncé

Le procureur Goldstone a confirmé son prochain départ du Tribunal pénal international. Il devrait quitter son poste, et retourner à la Cour suprême d'Afrique du Sud - où il avait été désigné par le président Nelson Mandela peu avant sa nomination au TPI - dans le courant de l'été. «La date de mon départ dépend de la nomination de mon successeur, dit-il, mais le processus est en marche, depuis plusieurs semaines, et c'est une tâche qui incombe au secrétaire général de l'ONU.» «Mon départ, ajoute Richard Goldstone, ne peut en aucun cas être présenté comme un échec du tribunal, ce serait totalement faux. J'ai dit dès ma première conférence de presse, en juillet 1994, avant même ma prise de fonctions officielle, que je ne pourrais rester à ce poste que dans un délai maximum de deux ans.»

mois de février. Pour le docteur Karadzic et le général Mladic, nous ferons cela au moment opportun, au plus tôt dans quelques mois. Cela dépendra de nos investigations, en particulier de l'exhumation des charniers, même si leur examen n'est pas nécessaire comme élément de preuve. Ils corroboreront l'évidence. Mais nous n'avons pas encore commencé. Il est impossible d'entamer les corps pendant l'hiver et nous avons aussi besoin d'une sécurité adéquate.

— Êtes-vous assuré de l'aide de la force multinationale ?

— L'OTAN (Implementation Force, qui

persuadé que notre temps et notre argent ont été plus que bien employés. Nous avons enquêté et rendu public ce qui s'est produit et nous voyons aujourd'hui que des gens comme les leaders des Serbes de Bosnie ont été écartés du pouvoir. Ils sont devenus des vagabonds, même plus en sécurité dans leur propre pays. Tout le monde doit le savoir, c'est un élément de dissuasion. L'alternative serait de dire aux victimes de terribles atrocités et de tortures que «nous n'en avons rien à faire».

— Cela signifie-t-il qu'un tribunal international pour crimes de guerre n'a pas besoin de prononcer

de sanctions pénales ?

— C'est une question complexe. Je sais que l'absence de sanctions pénales contre les responsables d'atrocités comme celles qui se sont produites en Yougoslavie et au Rwanda n'est pas satisfaisante. Mais il n'est pas nécessaire pour la justice de prononcer des sanctions pénales. Je pense que la Commission de vérité en Afrique du Sud est un bon exemple. Face aux violations graves des droits de l'homme, un gouvernement démocratiquement élu, représentant les victimes, s'est satisfait de l'absence de sanctions parce que les responsables ont admis leur culpabilité.

— Quelle est l'attitude des pays de la région des Grands Lacs face au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) ?

— Aucun pays ne nous a refusé sa coopération, mais nous attendons toujours la réponse de certains d'entre eux. Au-delà de toute considération morale, je ne crois pas que ces pays de la ligne de front rwandaise peuvent se permettre d'encourir la réprobation internationale, financièrement ou diplomatiquement.

— Avez-vous une idée de l'ampleur des procès à venir concernant le Rwanda ?

— Pas encore. Sur le Rwanda nous avons travaillé sous une pression très forte. Il aurait été préférable pour une enquête portant sur une période courte de dégager les grands traits et d'élaborer une stratégie. Mais nous n'avons pas pu le faire. D'abord parce que nous n'avons que trente enquêteurs. Et nous avons été confrontés à des situations d'urgence : les arrestations en Zambie, en Namibie et en Belgique. Le gouvernement zambien m'a fait savoir que si nous n'agissions pas

rapidement, ses tribunaux relâcheraient les personnes qu'ils détenaient pour infraction à la législation sur l'immigration, ce qui est légitime.

— Nous avons dû décharger nos enquêteurs des tâches qui étaient alors les leurs et leur demander d'enquêter sur ces vingt-quatre personnes. Nous avons réuni suffisamment d'éléments à l'encontre de quatre d'entre elles pour demander leur maintien en détention à la Zambie. Nous avons conclu que les trois personnes détenues en Belgique doivent être jugées par le TPR, il nous a donc fallu entamer une procédure de désaisissement devant les tribunaux belges.

— Selon la législation que la Belgique est en train d'adopter, le tribunal a quatre-vingt-dix jours pour prononcer ses inculpations et mettre en détention les prévenus. Faute de quoi ils seront libérés.

— Il nous faut travailler en réaction aux événements, ce qui m'empêche de vous répondre sur l'ampleur des procès. Il est ironique que, dans le cas de l'ex-Yougoslavie, nous disposions de cellules mais pas de détenus. Pour le Rwanda, nous avons au moins sept personnes inculpées et détenues et nous nous démenons pour trouver des cellules disponibles à Arusha.

— Où seront détenues les personnes condamnées par le TPR ?

— A ce jour aucun pays n'a proposé ses prisons.

— Même pas le Rwanda ?

— Cela ne peut pas être le Rwanda. Il serait extraordinairement difficile d'obtenir d'un tribunal qu'il condamne quelqu'un à purger sa peine dans une prison rwandaise dont les gardiens risquent de compter des victimes dans leur famille. Il faut chercher ailleurs en Afrique.»

Propos recueillis par Denis Haurin Guiraud et Thomas Sottiel

Sarajevo exige que la lumière soit faite sur les «disparus»

SARAJEVO

de notre correspondant

Malgré un retard de dix jours, les anciens belligérants de Bosnie ont obéi aux dispositions de l'accord de Dayton relatives à la libération des prisonniers. Mais le mystère des «disparus», dont une majorité seraient entrés dans divers charniers, risque de freiner longtemps les efforts d'une communauté internationale désireuse de jeter des ponts entre les communautés bosniaques.

Plus de 500 détenus ont été libérés depuis samedi 27 janvier. Tous avaient été recensés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui leur rendait parfois visite et tentait de les protéger d'une éventuelle disparition. Mardi 30 janvier, le CICR ne dénombrait plus que 30 prisonniers officiellement retenus en Bosnie-Herzégovine (20 par les Serbes, 6 par les Bosniaques et 4 par les Croates), qui pourraient être prochainement libérés. Il faut cependant ajouter 63 personnes qui sont soupçonnées de «crimes de

guerre» (50 Serbes détenus par les Croates, 7 Serbes et 3 Croates par les Bosniaques et 3 Bosniaques par les Serbes). L'accord de Dayton demeure assez flou sur cette catégorie de prisonniers, stipulant qu'ils doivent être remis à la justice internationale dans un «délai raisonnable».

200 FOSSES COMMUNES

De sources diplomatiques, on indique que des consultations ont lieu entre le CICR et le Tribunal pénal international de La Haye (TPI) afin de se mettre d'accord sur la durée de ce délai. Les belligérants devront soit libérer ces combattants emprisonnés, soit les remettre au Tribunal pénal international (TPI) afin qu'ils soient inculpés s'il est avéré qu'ils ont commis des crimes.

D'autre part, nul ne doute que d'autres prisonniers, jamais recensés par le CICR et non soupçonnés de «crimes de guerre», croupissent encore dans les prisons serbes, croates et bosniaques. Les délégués

de la Croix-Rouge se plaignent toujours de n'avoir pas accès à la prison militaire de Tuzla, en territoire contrôlé par l'armée bosniaque. Du côté serbe, plusieurs prisons seraient dissimulées dans la campagne. A Sarajevo, les Bosniaques craignent que ces détenus non répertoriés ne soient exécutés. «24 000 non-Serbes ont purement et simplement disparu. Certains sont peut-être encore en vie. Il est donc logique que nous gardions des prisonniers en monnaie d'échange», indique-t-on de source gouvernementale bosniaque.

Il est cependant vraisemblable que la plupart des «disparus» sont morts. L'élimination systématique d'hommes musulmans par les soldats serbes à Foca et à Visegrad en 1992, autour de Banja Luka de 1992 à 1995 puis à Srebrenica en juillet 1995 n'est plus un secret. Selon des organisations humanitaires, environ 200 fosses communes recèleraient les cadavres des prisonniers exécutés. En outre, des détenus ont été

tués lors d'opérations de travaux forcés, dans les tranchées ou les champs de mines, et vite enterrés.

La communauté internationale s'est engagée, en créant le Tribunal de La Haye, à faire la lumière sur les disparus et à poursuivre les auteurs de massacres. Les enquêteurs et les diplomates chargés du dossier des «crimes de guerre» ne se pressent toutefois pas sur le terrain afin d'exhumer les preuves des carnages. L'OTAN a rétabli, depuis plusieurs semaines, la liberté de mouvement sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine, mais la région de Srebrenica, où plusieurs charniers ont été récemment découverts par la presse, n'est touchée par aucune visite inopportune. Les fosses communes gardent leurs secrets. Et, malgré les libérations des derniers jours, le sort des prisonniers ne sera totalement réglé que lorsque la lumière aura été faite sur celui des disparus.

Rémy Ourdan

En ouvrant un espace virtuel sur CompuServe, Le Monde ouvre de réels débats.

Appeler le 01 43 36 63 81 22 pour demander votre ligne de communication.

CompuServe
LE MONDE VIRTUEL EST BIEN REEL

M. Cimoszewicz va tenter de former un gouvernement en Pologne

Le nouveau premier ministre post-communiste doit encore convaincre le Parti paysan

Le président Alexandre Kwasniewski a chargé, jeudi 1^{er} février, Włodzimierz Cimoszewicz, un représentant du Parti social-démocrate (post-

communiste), de former un gouvernement appuyé sur la coalition actuellement au pouvoir. Mais les post-communistes et le Parti paysan gardent des exigences contradictoires et la mission du premier ministre désigné pour succéder à Józef Oleksy risque d'être difficile.

VARSOVIE
de notre correspondant
La candidature de Włodzimierz Cimoszewicz a été présentée, mercredi 31 janvier, au président Alexandre Kwasniewski par les chefs des deux partis - social-démocrate et paysan - constituant l'actuelle coalition parlementaire. Ces deux hommes, Józef Oleksy, soupçonné d'espionnage au profit de la Russie, et élu tout récemment président de la formation post-communiste, et Waldemar Pawlak, se trouvent aussi être les deux précédents chefs de gouvernement. Ils ne se vouent aucune amitié particulière, les relations entre leurs partis respectifs sont nourries d'une profonde méfiance, et les négociations pour la désignation d'un premier ministre ont été très difficiles : le Parti paysan (lui-même très divisé) a paru longtemps hésiter à continuer de lier son sort à un parti désormais dirigé par M. Oleksy.

La désignation de M. Cimoszewicz, juste avant que le président Kwasniewski ne parte pour le fo-

rum économique de Davos, permet cependant de donner l'impression, en particulier à l'étranger, que la crise polonaise est en voie de règlement. De plus, l'intéressé dispose d'atouts personnels non négligeables, en raison notamment de l'indépendance d'esprit qu'il a manifestée à plusieurs reprises à l'égard du parti qu'il représente (mais dont il n'est pas formellement membre).

Ancien communiste, il a été le candidat des « sociaux-démocrates » lors de l'élection présidentielle de 1991, gagnée par Lech Wałęsa, et a exercé par la suite les fonctions de ministre de la Justice, s'opposant dans certains cas aux intérêts de ses amis politiques. Devenu ensuite vice-maréchal de la Diète, il s'était dans un premier temps opposé à la candidature d'Alexandre Kwasniewski à la présidence de la République, considérant qu'elle conduirait à une division du pays en deux. Ce qui était un assez bon pronostic. Cela ne l'a pas empêché de prendre ensuite la tête du comité électoral de

M. Kwasniewski. Mais il est toujours perçu comme un homme différent, pas tout à fait « contrôlable » : le quotidien de droite *Zywiec* *Warszawy* le décrit même comme « l'unique politicien (post-communiste) à l'égard duquel l'opposition manifeste un certain respect ».

L'ATTRIBUTION DES MINISTÈRES
M. Cimoszewicz, lui-même considéré avec une certaine méfiance par plusieurs ténors du Parti social-démocrate, n'est cependant pas au bout de ses peines. Sa désignation est intervenue avant qu'un accord définitif n'ait été obtenu à propos de l'attribution de certains ministères, tout particulièrement celui de la Justice, qui pose problème. Le comportement défectueux partisan de l'actuel titulaire, le « social-démocrate » Jerzy Jaskiewicz, est jugé scandaleux par l'ensemble de la classe politique, à l'exception des post-communistes eux-mêmes, et les « paysans » ont exigé son remplacement.

Cependant, leurs partenaires so-

ciaux-démocrates se font tirer l'oreille. En Pologne, le ministre de la Justice exerce aussi les fonctions de procureur général. Abandonner ce poste éminemment stratégique au moment où la justice va devoir se prononcer dans l'affaire d'espionnage concernant M. Oleksy ne va pas sans risques : même s'ils se résignent au « sacrifice », apparemment inéluctable, de l'actuel ministre, les sociaux-démocrates souhaitent confier le poste à un homme de confiance.

L'enjeu est d'autant plus important que la commission parlementaire chargée d'examiner le comportement des services secrets dans « l'affaire Oleksy » n'a trouvé aucune trace d'un « complot » ou même d'un comportement impropre de la part de ces services. La principale ligne de défense du premier ministre démissionnaire, qui s'était présenté comme la victime d'une opération de déstabilisation de l'Etat ourdie par Lech Wałęsa, est donc sérieusement affaiblie.

Jan Krauze

Les ex-communistes freinent les réformes économiques en Ukraine

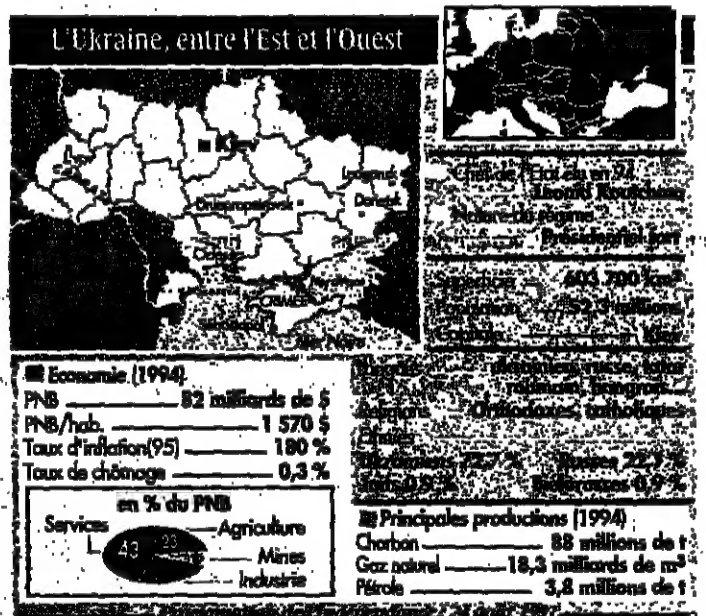
Mécontent des « promesses non tenues » par Kiev, le FMI a suspendu son aide

KIEV
de notre correspondant
Embarquée des années après ses voisins post-communistes sur la route vers l'économie de marché, l'Ukraine, la plus importante des Républiques ex-soviétiques après la Russie (52 millions d'habitants et un territoire plus grand que la France), traîne les pieds. Des historiens s'opposent à l'effacement de la « nécessité constante de bâtir des consensus qui de consolider le pays en tant qu'Etat-nation » - chose que les Russes n'ont pas eu à faire après la disparition de l'URSS. D'autres attribuent ce retard à la corruption des élites dirigeantes, soucieuses de préserver les biens économiques et de garantir les revenus, qui seraient menacés par la privatisation.

Alors que le Parlement examine le budget d'assistance proposé par le gouvernement pour 1996, les craintes se multiplient au sein des réformes économiques. Un an après son lancement par le président Leonid Kouchma, le vaste plan de transformation économique du pays tient plus du vœu pieu que de la « thérapie de choc » espérée par les bailleurs de fonds occidentaux. Mécontent des « promesses non tenues » par l'Ukraine, le Fonds monétaire international (FMI) a suspendu, en janvier, son aide à l'Ukraine, en reportant au mois de mars 1996 un vote sur l'octroi de la dernière tranche d'un crédit *stand-by* de 1,5 milliard de dollars.

LES BLOCAGES DU PARLEMENT

L'Ukraine est ainsi « épinglée » pour ne pas avoir tenu son engagement en matière de déficit budgétaire (supérieur à 7,3 % du PNB) et pour avoir accumulé les retards dans le paiement des importations énergétiques. Entièrement dépendante de la Russie pour son approvisionnement en gaz et en pétrole, l'Ukraine n'a en effet pas réglé sa facture pour les deux derniers mois (200 millions de dollars). La dette totale envers la compagnie russe Gazprom s'élève à 1,6 milliard de dollars. Par ailleurs, l'inflation n'a



pas été jugulée : elle a atteint 180 % pour l'année 1995. Le lancement de la nouvelle monnaie nationale, la hryvna, est reporté depuis des mois. Seules 300 grandes entreprises ont été privatisées par la méthode des « coupons » distribués au public, alors que le gouvernement avait annoncé qu'il en privatiserait 8 000 avant la fin de 1995.

A l'origine de cette dérive, l'incapacité de l'équipe du premier ministre, Yegor Marchouk, à surmonter les blocages du Parlement. Déjà majoritaires au sein de l'Assemblée, les « conservateurs » ukrainiens (communistes, socialistes et agrariens) ont encore été ragailardés par le succès communiste aux élections russes de décembre. D'abord, parce que « la classe politique ukrainienne a tendance à trahir, sous certains aspects, la classe politique russe, même après cinq ans d'indépendance », comme l'indique le politologue Pavlo Zhovtyrenko. Ensuite, parce que les communistes ukrainiens auraient, selon un diplomate occidental, conservé la vieille habitude d'être financés par leurs homologues moscovites. Ce qui ne signi-

fié pas qu'il y a osé une totale entre le Parti communiste ukrainien et le Parti communiste russe : les « conservateurs » ukrainiens restent prudents sur le thème de la « vieille URSS ». Pour Alexander Moroz, le « speaker » du Parlement, « ceux qui regrettent l'Union soviétique ont du cœur, ceux qui veulent la restaurer n'ont pas de cervelle ».

Pour l'heure, la bête noire des communistes ukrainiens est le FMI, source, à leurs yeux, de tous les problèmes sociaux. « Nous devons faire la distinction entre vrais patriotes et agents du FMI », disent-ils en guise de pique contre les réformateurs. Ces derniers, qui sont une petite poignée au gouvernement, semblent avoir perdu de leur influence, ou du moins de leur pugnacité. Parmi eux se trouvent deux vice-premiers ministres et... le président, Leonid Kouchma. Ancien directeur d'une des plus grosses usines de missiles de l'URSS et technocrate converti tardivement à l'économie de marché, premier ministre sous la présidence du nationaliste Leonid Kravtchouk (1991-1994), M. Kouchma avait été l'auteur d'une première tentative - avortée - de réformes économiques. Il lui reste à prouver que l'expérience, cette fois, peut marcher. Mais, soucieux de ménager son assise électorale dans l'est industriel du pays (là où de vraies réformes feraient le plus mal), Leonid Kouchma s'est définitivement désolidarisé du dossier des réformes, indique un observateur.

Le débat sur l'adoption d'une nouvelle Constitution, prévue d'ici début juin, pour remplacer la vieille loi fondamentale soviétique, devrait détourner encore plus le président ukrainien des impératifs de la réforme. Le texte mis en avant est en partie inspiré du modèle

russe : un Parlement bicaméral et des pouvoirs présidentiels étendus. La bataille s'annonce rude au Parlement. Les nationalistes craignent qu'une « surreprésentation » des régions menace « l'unité de la nation », en attisant les tensions entre l'ouest nationaliste et l'est russe-phonie, ou bien entre Kiev et la Crimée. « Il est probable que tout cela débouche sur des élections législatives anticipées, peut-être à la fin de l'année », estime M. Vydrin, un conseiller du président.

En attendant, la grogne monte dans la population. Des milliers de mineurs sont en grève dans les régions de Donetsk et Lougansk, pour cause de salaires non versés. A Kiev, chacun se plaint de l'augmentation, ce mois-ci, des loyers, du prix du gaz et du charbon. Les vacances scolaires du Nouvel An orthodoxe ont été prolongées jusqu'en 1^{er} février, car il fait trop froid dans les écoles. Le Parti communiste ukrainien a lancé une pétition à travers le pays « pour la défense des droits sociaux acquis du temps du pouvoir soviétique ».

REVENUS PARALLÈLES

Une étude de la Banque mondiale indique que 82 % des Ukrainiens ont une source secondaire de revenus pour compléter leurs salaires officiels miséreux : certains s'improvisent chauffeurs de taxi (24 dollars supplémentaires par mois), d'autres vendent les légumes et les fruits de leur dacha (15 dollars par mois). Sans parler de tous ceux qui s'installent chez un parent afin de louer leur appartement (100 dollars), ou leur garage (30 dollars). 20 % de la population voyage vers la Turquie, la Pologne ou la Chine pour acheter des produits bon marché et les revendre à prix élevé en Ukraine. « Nous avons un capitalisme de sacs en plastique », dit Oleg Oustenko, un jeune économiste.

Comme en Russie, des « clans » émergent pourtant, qui ont intérêt à voir les réformes progresser. C'est le cas des nouvelles « compagnies commerciales » responsables de la distribution du gaz naturel russe sur le territoire ukrainien. Autre exemple : Vladimir Shourban, l'influent gouverneur de Donetsk, région industrielle sinistrée, est un chaud partisan des réformes. On dit de ce « roi des supermarchés » qu'il est « l'homme le plus riche d'Ukraine ».

Signe des temps, la mode des « raves » (grandes fêtes de musique techno) est arrivée à Kiev, où des milliers de jeunes se défilent chaque semaine dans d'immenses halls sportifs, au son de disc-jockeys scandant : « Vous êtes libres », « L'Ukraine entrera dans l'Europe ! ».

Natalie Nougayrède

Jacques Santer veut relancer l'emploi

BRUXELLES. Pour relancer la croissance, l'investissement et l'emploi dans l'Union européenne, le président de la Commission européenne, Jacques Santer, a proposé, mercredi 31 janvier, un « pacte européen de confiance pour l'emploi ». Dans un discours prononcé devant le Parlement européen, Jacques Santer a invité les partenaires sociaux à une table ronde au mois de mai sur les thèmes de la flexibilité du travail, de la formation, des créations d'emplois, de la modération des coûts. Le président de la Commission a également annoncé de nouvelles initiatives pour soutenir la conjoncture, en particulier pour dégager 1 milliard d'euros pour les réseaux de transport transeuropéens et 700 millions d'euros pour la recherche. - (AFP)

Les Etats-Unis soutiennent l'économie russe

WASHINGTON. La visite du premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, aux Etats-Unis se révèle fructueuse. La banque américaine fédérale d'import-export (Eximbank) a annoncé l'octroi à Moscou d'un prêt de 5 milliards de francs, destiné à la modernisation de la compagnie Aeroflot. Il financera la vente de moteurs Pratt & Whitney et de composants électroniques fabriqués par Rockwell International pour la construction de 20 nouveaux Ilouchine IL-96. Le président Bill Clinton a en outre réaffirmé, mardi 30 janvier, son soutien aux réformes économiques et à l'octroi par le Fonds monétaire international d'un crédit de 45 milliards de francs. - (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS/FRANCE :** le consulat général des Etats-Unis à Bordeaux, la plus ancienne représentation diplomatique américaine dans le monde, inaugurée en 1790, a fermé définitivement ses portes, mercredi 31 janvier, pour des raisons d'économies budgétaires. - (Reuters)

■ **NICARAGUA :** une centaine d'étudiants ont été arrêtés et plus de 500 bombes artisanales ont été saisies par la police, mercredi 31 janvier, après l'évacuation par la force du ministère des affaires étrangères à Managua. Les étudiants y avaient séquestré pendant quatre heures, la veille, des ambassadeurs et plusieurs fonctionnaires. - (AFP)

■ **COLOMBIE :** l'ancien ministre de l'éducation et contrôleur des comptes Manuel Francisco Becerra a été arrêté, mercredi 31 janvier, sous l'accusation d'enrichissement illicite. L'ancien trésorier de la campagne du président Ernesto Samper, Santiago Medina, avait affirmé que M. Becerra lui avait remis environ 300 000 dollars du cartel de Cali pour la campagne du chef de l'Etat. - (AFP)

EUROPE

■ **ITALIE :** le parquet de Milan a demandé que les anciens présidents du conseil Silvio Berlusconi et Bettino Craxi, ainsi que dix-neuf de leurs collaborateurs, soient jugés pour financement illicite de parti politique. Selon les enquêteurs italiens, des transactions financières auraient eu lieu entre M. Craxi et plusieurs sociétés, dont le groupe de communication de M. Berlusconi. - (AFP)

■ **IRLANDE :** Gerry Adams, le leader du Sinn Féin (aile politique de l'IRA) a quitté Dublin, mercredi 31 janvier, pour Washington, où il espère obtenir un « soutien » américain contre le projet britannique d'élections en Irlande du Nord avant des pourparlers multipartites. Il n'est « pas question », pour le Sinn Féin, de s'associer à un processus électoral pour l'instant, a réaffirmé M. Adams. - (AFP)

■ **ALLEMAGNE :** l'ancien grand argentier de la RDA, Alexander Schalch-Golodkowski, a été condamné, mercredi 31 janvier à Berlin, à un an de prison avec sursis pour trafic d'armes. Il a été reconnu coupable de l'importation illégale en RDA de 246 appareils de vision nocturne et 69 revolvers ou fusils de chasse, d'une valeur de 15 millions de francs. - (AFP)

ASIE

■ **SRI-LANKA :** l'attentat-suicide commis à l'aide d'un camion bourré d'explosifs, mercredi 31 janvier, au cœur du quartier d'affaires de la capitale, Colombo, a fait au moins 72 morts et 1 300 blessés, selon un bilan provisoire établi par des sources hospitalières. - (AFP)

■ **TAÏWAN :** les Etats-Unis ont accordé un visa temporaire au vice-président de Taïwan, Li Yuan-zu, a annoncé, mercredi 1^{er} février, le département d'Etat. Le visa est valable du 3 au 12 février et permettra à M. Li de faire escale aux Etats-Unis, avant de se rendre en Haïti et au Salvador. L'octroi d'un visa pour une visite privée du président Lee Teng-hui, en avril 1995, avait provoqué une grave crise diplomatique entre Washington et Pékin. - (AFP)

AFRIQUE

■ **NIGER :** le président Mahamane Ousmane, le premier ministre Hama Amadou et le président de l'Assemblée nationale, Mahamadou Issoufou, arrêtés par les auteurs du putsch de samedi, ont été libérés mercredi 31 janvier. - (AFP)

■ **DJIBOUTI :** la présence militaire française sera maintenue, a affirmé, mardi 30 janvier, le général François Guénod, commandant des forces françaises à Djibouti. Il a précisé que les forces seraient réduites mais que la base demeurerait le point de départ des actions françaises en Afrique. - (Reuters)

MAGHRES

■ **MAROC :** le quotidien d'opposition *Al Anoual*, journal de l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP), a dénoncé, mardi 30 janvier, la saisie, à Casablanca, de son édition dominicale, où étaient reproduits des extraits du livre *La Monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir*, écrit par l'historien Maïf Monjib et préfacé par l'écrivain français Gilles Perrault. - (Reuters)

■ **SAHARA OCCIDENTAL :** le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, mercredi 31 janvier, de proroger jusqu'au 31 mai le mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), prenant acte des difficultés qui rendent improbable l'organisation d'un tel scrutin cette année. - (AFP)

Le chef de la diplomatie russe en visite à Kiev

Les relations « de partenariat » entre la Russie et l'Ukraine « sont d'une importance fondamentale » pour Moscou, a déclaré, mercredi 31 janvier, le ministre russe des affaires étrangères, Evgeni Primakov, en visite officielle à Kiev (sa ville natale). M. Primakov doit rencontrer jeudi le président ukrainien, Leonid Kouchma, et le premier ministre, Yegor Marchouk. Indiquant, lors d'une conférence de presse, que sa tâche consistait à « donner la priorité aux relations au sein de la Communauté des Etats indépendants », M. Primakov s'est engagé à « poursuivre le rapprochement » entre Kiev et Moscou tout en se plaignant des récentes « critiques » de la délégation ukrainienne contre l'admission de la Russie au Conseil de l'Europe. Parmi les problèmes à résoudre, M. Primakov a cité l'éternelle question du partage de la flotte en mer Noire : Moscou continue de brandir « la finalisation du dossier » comme condition préalable à la signature d'un traité d'amitié et de coopération avec l'Ukraine.

Un plaidoyer pour une forme nouvelle de sécurité

Jacques Isnard, Le Monde

Le président Chirac devrait prêter attention à cette contribution d'un des rares Français qui allie une connaissance réelle de la scène stratégique à un ancrage dans les réalités de l'industrie de défense.

David Buchan, THE FINANCIAL TIMES

Balland

Les Volontaires de l'an 2000

Pour une nouvelle stratégie de défense

Philippe Houtrey

L'Espagne choisit des hélicoptères européens plutôt qu'américains

M. Chirac avait fait pression sur Madrid

MADRID
de notre correspondant
Après de longs mois de réflexion, Gustavo Suarez Perterra, le ministre espagnol de la défense, a décidé, mardi 30 janvier, d'acheter quinze hélicoptères Cougar Mk1 au consortium franco-allemand Eurocopter.

« La décision n'a pas été facile », a reconnu le ministre, qui a fait valoir que les deux appareils en concurrence – le Cougar Mk1, version moderne du Super-Puma, et le UH-60 Black Hawk américain de Sikorsky – « affaiblissent les caractéristiques opérationnelles suffisantes ». L'armée de terre espagnole avait cependant publiquement manifesté sa préférence pour l'hélicoptère américain qui, de plus, était nettement moins cher que son rival. Le chef de l'état-major de l'armée de terre espagnole avait indiqué, en octobre 1995, que le Black Hawk était un hélicoptère qui a plus de possibilités et qui consomme moins. Les militaires espagnols estimaient, d'autre part, que le précédent contrat d'achat de dix-huit Super-Puma, en 1987, ne leur avait pas donné complète satisfaction.

Une lutte féroce s'est engagée entre Washington et Paris pour enlever ce marché de 26 milliards de pesetas (1,5 milliard de francs). Le président Jacques Chirac avait adressé, au mois de septembre 1995, une lettre à Felipe Gonzalez, le chef du gouvernement espagnol, lui demandant de faire le choix européen plutôt qu'américain. Lors du sommet franco-espagnol des 9 et 10 octobre, le chef de l'état français avait, une nouvelle fois, insisté pour que le gou-

vernement espagnol mette à l'unisson ses convictions européennes et ses achats militaires, d'autant que Madrid fait partie de l'Eurocorps et que l'Espagne met sur pied, avec la France et l'Italie, une force d'action aéromaritime en Méditerranée.

EFFORTS

Début décembre, la visite du président Bill Clinton dans la capitale espagnole a été l'occasion pour les Américains de remettre la pression, alors qu'au cours de l'automne les hauts fonctionnaires de Washington s'étaient relayés pour tenter de faire fléchir le gouvernement espagnol.

Aucun détail n'a été fourni sur les conditions du contrat. Au ministère de la défense, on ne cache pas que les Français ont fait des efforts du côté du prix, de l'assistance, de la formation des personnels et des modalités de la construction, à laquelle les Espagnols seront associés. Il est indéniable également que l'achat par Paris de sept avions de transport légers CN-235 fabriqués par CASA (Compagnie espagnole de constructions aéronautiques), venant s'ajouter aux huit autres déjà vendus à la France, a joué un rôle dans le choix de Madrid. Ce contrat avait valeur de symbole de « choix communautaire » dans la lutte que se livrent les industries militaires européennes et américaines après la préférence accordée par les Pays-Bas et la Grande-Bretagne à l'hélicoptère américain Apache plutôt qu'au Tigre franco-allemand.

Michel Bole-Richard

La crise avec la Turquie contrarie la politique d'ouverture du nouveau gouvernement grec

Costas Simitis doit faire face aux critiques des ultranationalistes

L'investiture, mercredi 31 janvier, du premier ministre grec Costas Simitis, a été marquée par la crise entre Athènes et Ankara à propos de la

souveraineté d'un îlot en mer Egée. Si la crainte d'une confrontation armée entre les deux pays est apaisée, le problème est loin d'être réglé. Richard Holbrooke, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes doit se rendre dans la région pour tenter d'y réduire la tension.

chard Holbrooke, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes doit se rendre dans la région pour tenter d'y réduire la tension.

ATHÈNES

de notre correspondant
Le nouveau premier ministre socialiste grec Costas Simitis a été investi, mercredi 31 janvier au soir, par un vote de confiance du Parlement sanctionnant sa déclaration de politique générale. Le débat a été marqué par la crise grecoturque autour de la crise grecoturque autour du Dodecanèse, revendiqué par la Turquie (Le Monde du 1^{er} février). Costas Simitis, élu le 18 janvier à la suite de la démission d'Andreas Papandréou, a dû faire face à une crise majeure, la plus importante depuis mars 1987, lorsque la Grèce et la Turquie s'étaient également retrouvées au bord du conflit armé.

Durement attaqué par l'opposition mais aussi par des députés de son parti, M. Simitis qui se présente comme un homme d'ouverture et un européen convaincu a expliqué qu'il avait choisi d'éviter « un conflit généralisé » avec la Turquie qui aurait, outre le nombre des victimes, abouti à négocier avec les Turcs le statut de la mer Egée, ce que les Grecs refusent de toute leur force.

« Les Turcs veulent en permanence pousser la Grèce à négocier le statut de ses îles en mer Egée, la souveraineté grecque n'est pas négociable et l'intérêt du pays était d'éviter le piège turc », a-t-il affirmé. Cherchant à rassurer son opinion, il a rappelé qu'« il est et restera grecque » et que le gouvernement « conserve le droit de hisser des drapeaux où il le veut, comme il le veut et quand il le veut ». « Nous aurions fait la guerre s'il le fallait », a-t-il aussi déclaré.

Mais il a aussi tenu le langage de



la raison et de la paix : « Si nous voulons que notre drapeau flotte haut, il n'y a pas que la protection des armes, il y a aussi la force de la pensée, de la logique, de la politique et de la tactique. »

« TRAHISON »

L'opposition de droite, menée par le président de la Nouvelle Démocratie, Kiriakos Karamanlis, est montée au créneau en accusant Costas Simitis de « trahison », car il avait laissé un commando turc d'une dizaine d'hommes investir pendant plusieurs heures un autre rocher perdu, Afrogialia, proche d'Imlia. M. Karamanlis a demandé la démission du tout jeune gouvernement, tandis que le Parti communiste (KKE) et certains députés du Pasok, le

parti socialiste au pouvoir, ont également critiqué M. Simitis pour la gestion de la crise et pour les remerciements que le chef du gouvernement a adressés au président américain Bill Clinton qui, par son intervention, a fortement contribué à réduire la tension entre les deux pays.

M. Simitis a répondu qu'il n'avait en rien négocié le retrait du drapeau grec d'Imlia avec Richard Holbrooke. Le secrétaire américain adjoint aux affaires européennes a annoncé une tournée dans la région dans une dizaine de jours : il aura du pain sur la planche car, si les forces navales grecques et turques ont regagné leur bases mercredi, rien n'a pour autant été réglé.

A l'adresse de ses partenaires européens, M. Simitis a souligné qu'il « devait être clair que la Turquie, avec sa politique provocatrice, ne pouvait être un pays qui revendique son adhésion à la réalité européenne ». Selon lui, le gouvernement grec prendra « des initiatives concrètes pour informer tous les pays de l'Union européenne afin qu'ils prennent leurs responsabilités ».

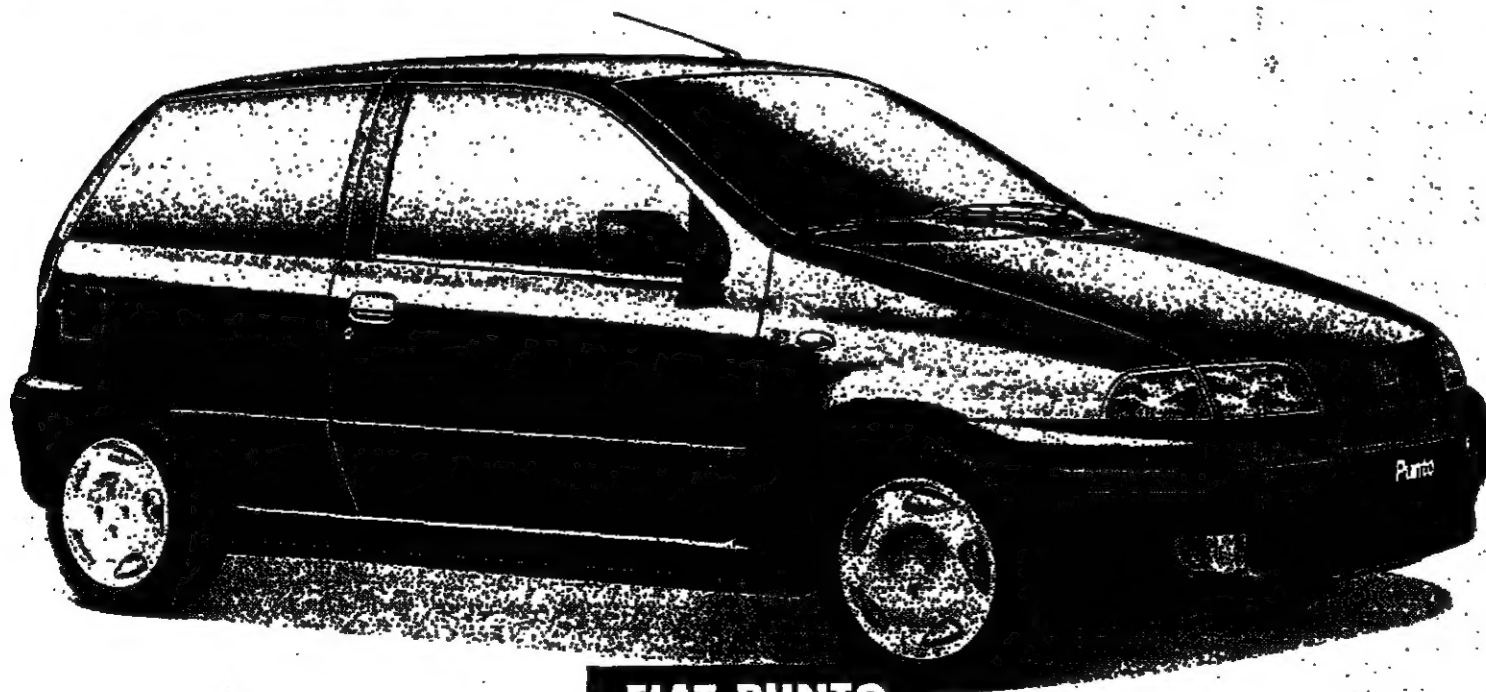
Didier Kuntz

Ankara critiqué au Parlement européen

« Le Parlement européen est très inquiet des tentatives de remettre en question les frontières du sud-est de l'Union européenne. Nous avons tendu la main à la Turquie, il y a quelques jours à peine, en ratifiant l'union douanière. et, aujourd'hui, la Turquie pense pouvoir nous infliger un camouflet : en cette fin de siècle, cette diplomatie du torpilleur est inacceptable », a déclaré, mercredi 1^{er} février, Pauline Green, la présidente (britannique) du groupe socialiste du Parlement européen. Plusieurs députés, surtout grecs, mais pas uniquement, sont revenus sur la crise entre la Grèce et la Turquie à propos de la possession de l'îlot d'Imlia - Kardak pour les Turcs - en mer Egée. Jacques Santer, tout en se montrant critique à l'égard des Turcs, est resté prudent, soulignant que ce type de question ne relevait pas exactement des compétences de la Commission.

LES JOURNÉES PASSION DU 15 JANVIER AU 10 FÉVRIER

FIAT PUNTO UNE VOITURE PAS COMME LES AUTRES AVEC DES AVANTAGES PAS COMME LES AUTRES.



FIAT PUNTO
à partir de
46 900*

REPRISE ARGUS + 7 000F
OU 12 000F
SI VOTRE VOITURE A PLUS
DE 8 ANS

Pour connaître un tel succès : Voiture de l'année 95, voiture la plus vendue en Europe dans sa catégorie... il faut vraiment que la Fiat Punto superbement équipée et motorisée, soit une voiture "pas comme les autres". En plus, jusqu'au 10 février, elle vous offre des avantages "pas comme les autres". Outre la reprise de votre ancien véhicule 7 000F au-dessus des conditions générales de l'Argus, des crédits exceptionnels vous sont proposés. Exemple : **0F à payer pendant 3 mois pour une Punto 55 S 3p. au prix tarif de 58 900F (au 02.01.96. A.M. 96), apport 12 000F, constitué par l'offre Fiat de 7 000F et des 5 000F d'aide gouvernementale, découvert 46 900F, taux 9%, durée 62 mois avec 1^{re} échéance à 90 jours, remboursable en 60 mensualités de 988,23F, coût total du crédit hors assurance 12 393,80F. Sous réserve d'acceptation du dossier par Fiat Crédit France.

OF D'APPORT**
COMMENCEZ
À PAYER
APRÈS PÂQUES

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES

FIAT

552 من لامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 2 FÉVRIER 1996 / 5

Le Conseil de sécurité condamne le Soudan pour son soutien au terrorisme

Les diplomates américains rappelés

LE CONSEIL de sécurité de l'ONU a formellement accusé le Soudan, mercredi 31 janvier, de « soutenir et faciliter des activités terroristes », voire de « donner asile ou refuge à des éléments terroristes » et l'a sommé d'extrader trois islamistes réclamés par l'Éthiopie pour avoir tenté d'assassiner le président égyptien, Hosni Moubarak, le 26 juin 1995, à Addis Abeba. Adoptée à l'unanimité, la résolution 1044 demande au secrétaire général de l'ONU d'obtenir la « coopération » du Soudan dans les prochains jours.

Quelques heures plus tard, les États-Unis annonçaient le rappel de leur personnel diplomatique du Soudan du fait des « préoccupations croissantes » face à « la présence » et aux « activités » de « groupes terroristes » dans ce pays. Washington a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une rupture des relations diplomatiques, mais seulement d'une suspension des liens avec Khartoum. Le département d'État a demandé au « pouvoir soudanais de prendre les mesures nécessaires qui permettraient de rétablir la présence américaine ».

Si les États-Unis ont toujours été extrêmement critiques vis-à-vis du Soudan - qui figure sur la liste des pays soutenant le terrorisme, mise à jour tous les ans par le département d'État -, la décision de retirer leurs diplomates, conjuguée à la condamnation du Conseil de sécurité, accroît considérablement la tension contre le régime. Déjà isolé géographiquement - le pays a maille à partir avec ses voisins éthiopiens, érythréens, ougandais, kényans et surtout égyptien -, Khartoum se voit mis en quarantaine politiquement, tandis que sa situation économique et financière ne fait qu'empirer, du fait notamment de la guerre qui oppose, depuis 1983, l'armée aux rebelles sudistes.

Dans un entretien avec notre correspondant au Caire, Alexandre Bucciand, le chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa, a estimé, mercredi, que la résolution du Conseil de sécurité était un « message fort » adressé aux autorités soudanaises. « Si le Soudan, comme il le prétend, n'a rien à voir avec l'attentat (contre M. Moubarak), il devrait livrer les accusés. S'il ne le fait pas, c'est un aveu » de culpabilité, a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas rendre la vie du peuple soudanais encore plus difficile, a-t-il ajouté, mais nous ne pouvons pas accepter un régime qui soutient le terrorisme et qui pense, à tort, pouvoir changer l'ordre des choses dans le monde arabe ».

ACCUSATIONS ÉTHIOPIENNES La junte militaire islamiste au pouvoir à Khartoum depuis 1989 est surtout accusée d'abriter des organisations musulmanes extrémistes, voire d'assurer à certains groupes un entraînement militaire. Les accusations de l'Éthiopie sont très précises. « Nous savons que le gouvernement soudanais a participé à la logistique et que l'attentat (contre M. Moubarak) a été préparé à Khartoum (...) Des responsables au plus haut niveau étaient au courant », avait déclaré, en octobre 1995, le premier ministre éthiopien Meles Zenawi. Khartoum a toujours démenti ces accusations. - (AFP/AR)

L'espionnage israélien aux États-Unis crée des tensions entre Washington et l'Etat juif

Tel-Aviv veut obtenir la libération de Jonathan Pollard, mais refuse celle de Marcus Klingberg

Après des fuites relatives à une note interne, mettant en garde contre le dynamisme de l'espionnage israélien aux États-Unis, le Pentagone a dû désavouer l'auteur du document. Cette affaire éclaire alors que l'État juif vient d'accorder la nationalité israélienne à l'espion américain Jonathan Pollard, toujours détenu aux États-Unis, et refuse de remettre en liberté Marcus Klingberg, arrêté pour espionnage au profit de l'ex-Union soviétique.

JÉRUSALEM

de notre correspondant. Les services d'espionnage israéliens usent-ils du « facteur ethnique » pour recruter d'utiles informateurs civils et militaires dans les communautés juives de la diaspora ? Dans un article intitulé « Tout le monde le sait », publié, mercredi 31 janvier, par Haaretz, un spécialiste israélien de la question, Yossi Meiman, auteur d'un ouvrage de référence sur les services de son pays, précise : « Pendant les années 60, 70 et 80 », l'idée qu'Israël « utilisait des juifs américains pour obtenir des informations [aux États-Unis], était considérée comme le modus operandi de nos services. Il n'y a rien là de bien nouveau ».

Ce qui l'est bien davantage, c'est de laisser entendre que le modus operandi du célèbre Mossad ou de l'Aman - service de renseignements de l'armée - n'a pas changé au cours des années 90. Pour l'avoir écrit dans une note confidentielle distribuée, en octobre 1995, à deux cent cinquante sous-traitants du ministère américain de la défense, un expert de la sécurité au Pentagone, Deborah Herick, s'attire aujourd'hui les foudres de l'une des plus puissantes organisations juives américaines, la Ligue antidiffamation du B'nai B'rith.

Révisée, mardi, par le Washington Post, l'affaire a fait tant de bruit que le Pentagone, sévèrement interpellé par la Ligue - « votre accusation frise l'antisémitisme », a écrit son directeur, Abraham Foxman, au secrétaire américain à la défense, William Perry, a dû désavouer publiquement son officier.

Le document, qui aurait été « retiré » en décembre dernier, était, a affirmé un porte-parole du Pentagone, « complètement inapproprié (...) et ne reflète en aucun cas la position du département de la défense ».

Soulignant qu'Israël « est un allié politique et militaire des États-Unis », donc « un adversaire non traditionnel », avec lequel l'espionnage est plutôt de nature « compétitive », M^{me} Herick précisait dans sa note que « les techniques de recrutement » du Mossad et de ses différentes branches « incluent le ciblage ethnique, l'enrichissement, l'identification et l'exploitation des faiblesses individuelles ». Elle ajoutait que « les liens ethniques forts avec Israël qui existent en Amérique, couplés avec un personnel du renseignement agressif et extrêmement compétent », ont permis à l'État juif d'engranger une moisson d'informations importantes dans les domaines « militaire et industriel » tels que les satellites-espion, les missiles de défense, les vedettes lance-missiles, les chars d'assaut et les radars. « Placer des citoyens israéliens dans les industries-clés [des États-Unis], ajoute-t-elle, est une technique utilisée avec grand succès ».

LE REFUS DE LA COUR SUPRÊME

Coincidence malheureuse pour des services attachés à la discrétion, l'affaire de « la note du Pentagone », si elle ne révèle rien de bien nouveau pour les spécialistes de la question, éclaire au moment où l'on repère de l'un des cas les plus célèbres d'espionnage israélien aux États-Unis : celui de Jonathan Pollard. Condamné à la prison à vie en 1985, cet analyste juif des services de renseignements de la marine américaine avait fourni aux Israéliens, pendant dix-huit mois, des informations si capitales que le secrétaire à la défense de l'époque, Caspar Weinberger, avait déclaré qu'à son avis « le traitre aurait dû être fusillé ».

Soutenu par un puissant comité de défense israélo-américain, Jonathan Pollard, publiquement répudié par ses employeurs clandestins, très embarrassés lors de son procès, s'est vu décerner, la semaine dernière, la citoyenneté de l'État juif. « Avec ce geste, a dit Haim Ramon, ministre de l'Intérieur, nous marquons notre détermination, notre engagement à obtenir la libération prochaine de Jonathan et son transfert en Israël. » Pour le moment, Bill Clinton, à qui Shimon Peres, aussi bien que son prédécesseur Itzhak Rabin, réclame régulièrement la grâce de Pollard, résiste.

Autre coïncidence malheureuse, au moins pour une certaine idée de justice dans le monde trouble du renseignement : la Cour suprême d'Israël qui a sommé, la semaine dernière, le gouvernement d'attribuer la citoyenneté à Jonathan Pollard, a refusé la libération d'un autre « traître-espion » célèbre : Marcus Klingberg. Il est vrai que ce professeur d'épidémiologie, une sommité dans sa spécialité jusqu'à sa « disparition » en 1983 - sans secrets, l'arrestation et le procès de cet homme n'ont été révélés que dix ans plus tard en Israël (Le Monde du 8 janvier 1994) - n'espionnait pas pour, mais contre Israël, au profit de l'ex-URSS.

Aujourd'hui âgé de 78 ans, malade et quasiment grabataire, Klingberg, qui a déjà accompli treize des vingt ans de prison auxquels il fut condamné, détiendrait toujours, selon la Cour, « des informations susceptibles de nuire à la sécurité de l'État ». M. Klingberg était numéro deux de l'institut de recherches biologiques de Ness Ziona, près de Tel Aviv. A en croire la presse, c'est dans ce domaine qu'Israël - qui n'a pas signé la Convention internationale contre le développement des armes chimiques et biologiques -, poursuit un programme de recherches, ce que démentent les autorités locales. Son avocat jure que, s'il n'est pas rapidement libéré, Marcus Klingberg risque de mourir en détention. Pourtant, mis à part sa famille et quelques amis, nul ne réclame l'élargissement du vieil homme.

Patrice Claude

■ Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, fera une nouvelle tournée au Proche-Orient, du 5 au 9 février, pour tenter d'aplanir les obstacles sur lesquels butent les négociations syro-israéliennes de paix. Mercredi 31 janvier, au terme d'une nouvelle série de pourparlers près de Washington, les négociateurs n'ont pas réussi à s'accorder sur les modalités d'un retrait israélien du plateau du Golan. Le médiateur américain Dennis Ross n'en a pas moins estimé que des « progrès significatifs » avaient été faits, même s'il demeure des « divergences de fond ou d'appréciation ». - (AFP/Reuters)

10 FÉVRIER

TRES AVEC
AUTRES.



A L'INITIATIVE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Les Sans-visages de la
CHANSON
Dibats
rencontres
La Fête du disque
Présentation de clips en salles
de cinéma
Cours Chanson dans 3000 classes
3^e Edition Février 96

TÉL : (1) 44 29 08 08 - MINITEL 3615 CULTURE (1,29F Mn) - INTERNET : HTTP://WWW.CULTURE.FR



52: من لامل

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 2 FÉVRIER 1996

DÉFENSE La réduction des crédits militaires et la concurrence des entreprises américaines sur le marché mondial font planer une menace sur l'industrie française de l'armement, qui

emploie, directement ou indirectement, 320 000 personnes. Le gouvernement tente de préparer, avec les élus des régions concernées et avec les responsables d'entreprise, des res-

tructions qui s'annoncent comparables à celles de la sidérurgie dans les années 80. ● LES STATUTS des personnels des entreprises, différents selon les branches et les réglementa-

tions en vigueur, vont compliquer la tâche du gouvernement. Les salariés assimilés à des fonctionnaires civils ou militaires ne devraient pas avoir à subir de licenciements « secs ». ● LES

RÉGIONS sont invitées à contribuer aux dépenses de reconversion des sites qui seront inévitables. Rhône-Alpes et l'Aquitaine seraient les premières à signer un contrat avec l'État.

L'industrie de l'armement va subir une douloureuse restructuration

Les élus et les populations des régions les plus concernées par la réduction d'activité des arsenaux redoutent de connaître à leur tour l'équivalent de la crise de la sidérurgie. Les projets de diminution de l'armée de terre ajoutent aux craintes des villes menacées de perdre des emplois

L'ÉTAT ENGAGE une restructuration de l'industrie de défense - un secteur de six mille entreprises, qui représente deux cent vingt mille emplois directs et cent mille autres indirects -, à un moment où il est sans doute le moins armé pour l'entreprendre. Et cela, pour quatre raisons.

D'abord, l'État n'a plus la totalité du pouvoir sur des groupes qui ont tendance à sortir du cercle des entreprises nationales, et il hésite en permanence entre deux comportements, libéral un jour, protectionniste le lendemain. Ensuite, il invite la plupart de ces industriels à conduire une dynamique d'alliances à l'heure où ils se révèlent sous-capitalisés, endettés, et où l'Europe a du mal encore à se déployer au travers d'une Union politique enserrée dans des règlements, tel l'article 223 du traité de Bruxelles, qui mettent en marge les questions de défense au nom du respect de la souveraineté des États.

De même, la France réduit ses commandes, et donc les plans de charge de ses industries de défense, contribuant à les handicaper davantage par leur surdimensionnement, voire leurs sureffectifs, tandis que les États-Unis précipitent - sans égard pour l'emploi - les fusions, les regroupements, ou les simples rapprochements de leurs firmes. Enfin, l'offensive des Américains sur le plan commercial est telle, à travers la planète, qu'en France l'exportation a de plus en plus de mal à prendre le relais.

Le gouvernement complique encore sa tâche en envisageant de « réformer », comme il dit, ses forces armées, c'est-à-dire ses

lants professionnaliser les unités et comprimer des effectifs qui s'élèvent aujourd'hui, toutes catégories confondues, à six cent six mille hommes et femmes (lire page 14), ce qui va se traduire par des fermetures dans les trois armées.

UN SÉRIEUX

Le sérieux - même si le ministre de la Défense, Charles Millon, dit ne pas apprécier cette expression -, est si menaçant qu'il inquiète la corporation militaire, à l'idée qu'il puisse y avoir des départs décidés de façon autoritaire dans ses rangs, et les organisations syndicales de l'armement, qui redoutent des suppressions massives d'emplois dans les arsenaux de l'État comme dans les usines privées. Diverses évaluations

sont avancées : entre vingt-cinq mille et cinquante mille emplois en moins durant les cinq à six années à venir, sur la base d'un calcul contesté, selon lequel une diminution de 1 milliard de francs du budget d'équipement équivaldrait à la perte de deux mille cinq cents postes de travail.

Pour l'instant, le gouvernement en est à élaborer les principes de sa révision de l'édifice militaire et il ne prévoit de trancher, entre plusieurs options que lui prépare un comité d'experts, qu'après un débat au Parlement, en mars ou en avril, préparatoire à l'adoption, en juin, du projet de programmation militaire 1997-2002. Deux points paraissent cependant acquis. D'abord, les PDG des groupes d'armement, branche par branche, société par

société, centre par centre, devront prendre leurs responsabilités de gestionnaires et s'adapter par eux-mêmes, dès lors qu'ils seront informés des engagements de la programmation.

L'EXEMPLE DU GIAT

Ensuite, un plan d'accompagnement économique et social, conçu par le gouvernement, devrait déterminer, au-delà des modes de traitement social généralement admises, le cadre général de ces redéploiements de main-d'œuvre, comme le développement de la mobilité professionnelle ou géographique et l'aménagement du temps de travail. « Il faudra que les régions concernées ne soient pas pénalisées », a expliqué Alain Juppé, jeudi 1^{er} février, sur Europe 1, en citant l'Aquitaine.

Le secteur de l'armement a longtemps vécu au large. En 1958, le général de Gaulle en avait fait une priorité, avant que Georges Pompidou ne commence, dix ans plus tard, à restreindre ses capacités de recherche sur le long terme. Ensuite, durant quelque vingt années, les grands corps, singulièrement celui de l'armement issu de Polytechnique, se sont substitués à l'État, s'arrogeant des parcelles de responsabilité et parant sur la coopération multinationale pour rendre les programmes intangibles. Aujourd'hui, c'est l'argent qui manque le plus, mais on assiste aussi à des querelles entre les grands corps de l'État (énarques, X-Armement, X-Mines) pour gagner des lieux de pouvoir. La restructuration qui se profile se heurtera, comme les précédentes, à des considérations locales.

Les élus sont les premiers à admettre cette contraction du dispositif de défense dans son principe et, en même temps, à en souhaiter les effets concrets ailleurs que sur leurs terres. De ce point de vue, l'exemple de GIAT Industries est parlant. Quand le PDG, Pierre Chiquet, avait proposé de remettre de l'ordre en faisant partir quatre mille salariés et en fermant les sites de Salbris, dans le Loir-et-Cher, et du Mans, dans la Sarthe, les gouvernements successifs s'y étaient opposés sous la pression des élus et lui avaient demandé de limiter ses ambitions à la suppression de moins de mille cinq cents emplois.

Il n'en demeure pas moins que l'industrie française de l'armement aura perdu, entre 1982 et 1993, l'équivalent de quatre vingt dix mille emplois directs, soit 31 % de ses effectifs, quand l'ensemble du secteur civil dit manufacturier s'est séparé de 20 % des siens. Dans le même temps, le chiffre d'affaires de la profession (commandes nationales et étrangères) a chuté de 23 % à francs constants. C'est ce qui rend toute solution de repliage désormais dépassée, mais, à l'inverse, toute reorganisation en force impossible si, auparavant, la France n'a pas défini avec précision les domaines technologiques et stratégiques (nucléaire, spatial, systèmes électroniques et informatiques complexes, par exemple), où elle entend rester en situation de constituer des « pôles » dits de compétences avec, au premier chef, l'appoint de partenaires étrangers.

Des employés à statuts multiples

revanche, la question se pose pour les contractuels (environ 780 ingénieurs) et, surtout, pour les 15 000 ouvriers de l'État ou techniciens à statut ouvrier.

Contrairement à une idée répandue, ce ne sont pas des fonctionnaires - ils ne sont pas recrutés par concours - et ils n'ont pas la garantie de l'emploi. Les deux décrets, parus en 1953 et 1962, qui régissent leurs conditions d'emploi ne les mettent nullement à l'abri des licenciements. Cependant, de la théorie à la pratique, il y a un pas. Les ouvriers de l'État, dont la dénomination officielle est « ouvrier sous contrat », n'ont jamais fait l'objet d'un licenciement économique. Le gouvernement actuel osera-t-il ouvrir la boîte de Pandore ? C'est peu probable.

Si la DCN pose un problème à l'État, les employeurs, celui-ci ne peut se dissimuler qu'il est assésé à GIAT Industries, et qu'il ne peut pas

puis 1990, dont il détient 100 % du capital. GIAT Industries emploie 10 772 personnes sous contrat à durée indéterminée, dont 2 156 recrutées depuis la transformation du statut. Régis par un contrat de travail privé et dépendant de la convention collective de la métallurgie, ceux-ci peuvent faire l'objet d'un plan social et être licenciés. En revanche, GIAT Industries emploie 1 500 fonctionnaires détachés, qui ne peuvent être licenciés, et environ 6 000 ouvriers de l'État, régis par les mêmes décrets que ceux de la DCN.

Si, politiquement et socialement, l'État ne peut se permettre de procéder à des licenciements massifs, il est évident que les mesures d'âge ne suffiront pas. Des mesures plus contraignantes comme la mobilité géographique risquent d'être mises en place.

Frédéric Lemaître

Jacques Isnard

Les régions devront participer aux reconversions

CHARLES MILLON est l'un des rares à affirmer que « si la situation est préoccupante, elle n'est pas insurmontable au secteur de la sidérurgie » (Les Echos du 31 janvier). Car ce traumatisme des années 80 est évoqué par tous ceux qui auront à accompagner à la fois le « resserrement de l'outil industriel de défense » et la réduction du « format des armées », selon le jargon militaire. La mutation de la sidérurgie avait entraîné la suppression d'environ 100 000 emplois directs et indirects pendant la décennie 80. A combien s'élèveront les pertes dues au « retard d'adaptation » de l'armement ?

Si l'est trop tôt pour le prédire, on sait que cette dernière vague sera encore plus concentrée dans le temps - cinq ou six ans - et qu'elle s'abattra, sur tout le territoire. Le rythme des réunions interministérielles s'accroît depuis quelques semaines, mais, pour l'heure, aucun « plan Orsec » n'est officiellement annoncé. Il va falloir se contenter de « la boîte à outils existante », selon le ministre de la Défense. Quitte, à en croire cette fois Alain Juppé, à revoir nettement à la hausse les fonds mobilisables, ainsi qu'il l'a indiqué vendredi 1^{er} février sur Europe 1.

Les collectivités locales sont invitées à participer à l'effort de redéploiement et de reconversion. C'est devenu une habitude des gouvernements de les appeler à la rescousse. En tant que président de région, M. Millon aurait mauvaise grâce à ne pas montrer l'exemple : Rhône-Alpes devrait donc être la première à signer une convention avec le gouvernement. L'Aquitaine devrait lui emboîter le pas, un délégué régional pour la conversion venant d'y être nommé par la Défense. Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Bretagne - deux régions particulièrement exposées avec l'Île-de-France - devraient suivre. Le Centre avait déjà signé, en février 1994, un premier accord avec la délégation générale pour l'armement.

Le ministre de l'Aménagement du territoire s'apprête à activer les réseaux de prospection économique de la Datar. Au chapitre des finances, le ministre délégué par Jean-Claude Gaudin met moins en avant ses ressources propres que les fonds structurels européens. Toutefois, concevoir les financements de Bruxelles pour la reconversion industrielle (appelés « objectif 2 ») sur de nouveaux sites nécessiterait de réviser la carte au détriment de bénéficiaires actuels. Reste, comme marge de manœuvre, les subventions du programme communautaire Konver-

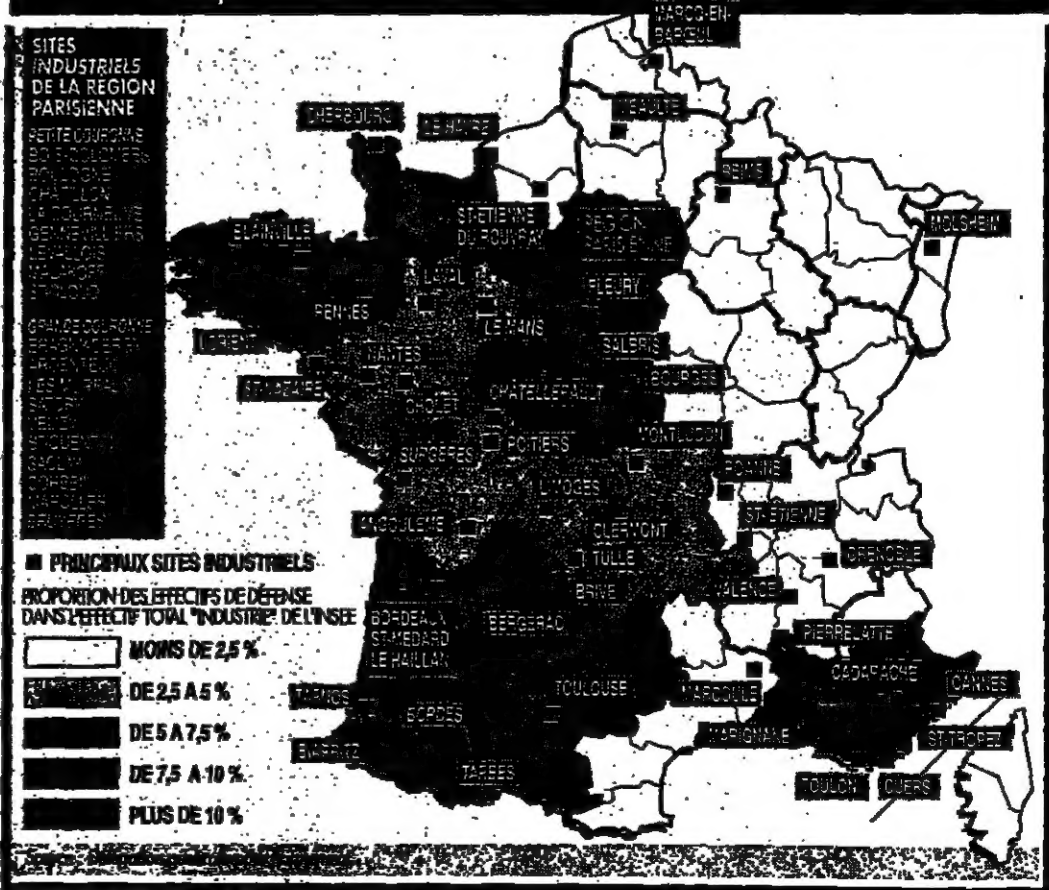
destées aux zones dépendant des fabricants de matériel militaire.

Le ministre de la Défense a eu, l'occasion de s'essayer à son nouveau rôle économique lors du plan Armées 2000. En 1991, à l'initiative de Pierre Joxe, était créée en son sein une cellule ad hoc, dotée d'un fonds de restructuration de la Défense (FRED) de 100 millions de francs. L'impact de suppressions d'emplois dans le secteur privé de l'armement ou d'une unité entière de l'armée de terre se traite finalement de la même façon : il s'agit d'essayer de remplacer une activité par une autre. Le ministre a donc développé ses missions d'aide et de conseil aux petites entreprises qui, directement ou non, dépendent de ses activités.

Environ deux départements sur trois peuvent prétendre bénéficier des subventions de la délégation aux restructurations (le FRED s'élève à 110 millions de francs pour 1996), tant les mutations militaires se répercutent sur un très large tissu économique. Face aux plans sociaux qui s'annoncent, M. Millon plaide pour l'aménagement du temps de travail. Au moins en Rhône-Alpes, région qu'il veut pionnière en la matière.

Martine Vialo

320 000 emplois directs et induits



La fragile unité de la région Centre est menacée

ORLÉANS
de notre correspondant
Le grand chambardement annoncé risque de précipiter la région Centre dans sa première grande crise. L'emploi se trouve en majorité dans les départements « sudistes », les moins favorisés, le Cher en particulier, où, au milieu d'une industrie naufragée, l'armement arrivait à se maintenir. Depuis 1982, ce secteur a perdu quelque 6 000 emplois, passant de 17 000 emplois à 11 000 environ aujourd'hui (8 000 dans les grandes sociétés, près de 3 000 emplois de sous-traitance dans 300 PME-PMI). « Le dégraissage continu des effectifs a été jusqu'ici relativement indolore »,

Les purges qui s'annoncent risquent d'être autrement sévères », résume la chambre de commerce du Cher. Avec ses trois établissements (Aérospatiale, GIAT Industries, Etablissement technique de Bourges), dépassant chacun les 1 000 salariés et totalisant 30 % de l'emploi industriel, Bourges fait figure de capitale de l'armement. « C'était une industrie qui vivait bien, sans autre besoin autour d'elle qu'un réseau de petits sous-traitants. Résultat, il manque aujourd'hui un tissu industriel intermédiaire », observe Philippe Girard, le « M. Armement » de la région. Mais la situation est lourde de menaces à Salbris (Loir-et-Cher), où à un degré moindre à La Ferté-

Saint-Aubin (Loiret), où toute l'économie locale repose sur l'armement. A Salbris (6 200 habitants, 270 emplois à GIAT Industries, 140 chez SMS, filiale de Thomson), ce sera la catastrophe en cas de fermeture. « Avec le centre du Mans, Salbris se trouve dans le colimateur de GIAT depuis l'annonce des pertes colossales du groupe. Nous lutons. SMS vient d'annoncer la suppression de 40 emplois. Avec notre député, nous avons rencontré M. Millon. Mais nous influençons en infime », lance Daniel Corbinus (div. d.), adjoint au maire. Le chargement d'obus est la spécialité de Salbris. « Il y a quelques années, continue Daniel Corbinus, GIAT a fait construire à Salbris une

chaîne ultramoderne, aujourd'hui sous plastique, qui n'a jamais servi. » Les responsables régionaux, notamment les élus de la majorité, ne veulent pas attendre que la crise soit là, avec son cortège de drames sociaux. Que la région n'apporte pas son soutien à Bourges et aux zones sensibles mettrait à mal une unité régionale déjà bien fragile. En février 1994, une convention originale a été passée entre le conseil régional, la direction générale de l'armement (DGA) et les industriels. Trois objectifs avaient été assignés : affirmer l'existence d'un pôle « missiles tactiques-munitions » dans la région, soutenir les PME-PMI sous-traitantes dans leur reconversion, et

enfin renforcer Bourges comme pôle de formation. « Ces objectifs ont été remplis », assure Philippe Girard. Des transferts de fabrication ont été réalisés. Quatre cents emplois sont ainsi arrivés ou ont pu être protégés. GIAT a démarré à Bourges la fabrication d'un engin blindé à usage civil. Le jour venu, une deuxième convention « prendra en compte la nouvelle donne ». « Mais il ne pourra s'agir que de mesures d'accompagnement, destinées à rendre la crise moins douloureuse », prévient Philippe Girard. A l'inquiétude s'ajoute la colère des élus. L'annonce des pertes de GIAT a fait sortir Jean-François Deniau de ses gonds. Le président, du

conseil général du Cher (UDF-FR), évoquant le fiasco du marché des chars Leclerc aux Emirats arabes unis - les pertes de change auraient coûté 2 milliards de francs - se demande s'il ne faut pas porter plainte « comme pour le Crédit lyonnais », même si « le délit de mauvaise gestion n'existe pas ». « On ne peut demander aux salariés de se serrer la ceinture sans rechercher les responsabilités (...). Une mise en cause de l'ensemble du conseil d'administration, qui a laissé faire, des élites de l'entreprise et de son PDG d'ailleurs est nécessaire », soutient l'ancien ministre.

Régis Guyotat

Socialistes et balladuriens critiquent les mesures économiques de M. Juppé

Le PS défend le livret A

EN DÉCIDANT d'abaisser de 4,5 % à 3,5 % le taux de rémunération du livret A, le premier ministre, Alain Juppé, savait par avance qu'il s'en prenait à un tabou et que cette mesure phare du nouveau dispositif de soutien à l'économie serait par le gouvernement susciterait une levée de bouillottes. La réforme a été accueillie par des critiques virulentes, dans les rangs de la gauche, mais aussi dans ceux de la majorité.

Lionel Jospin s'est ainsi inquiété que le dispositif gouvernemental « ne soit pas à la hauteur des problèmes et des enjeux ». Invité du journal du soir de France 2, mercredi 31 janvier, le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) a jugé « singulier » qu'après les récentes mesures sociales que prend le gouvernement pour relancer l'économie soit « la diminution de la rémunération du livret A », lequel « symbolise l'épargne populaire ».

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a déclenché une violente controverse dans l'hémicycle en faisant grief au gouvernement « d'amputer le pouvoir d'achat de dizaines de millions de

Français ». Défendant la réforme, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, lui a répondu qu'en d'autres temps, et par trois fois, les socialistes avaient donné l'exemple en abaissant la rémunération du livret A : « En 1981, le taux était de 8,5 %, il a été ramené à 7,5 % en 1983, à 6,5 % en 1984 et à 6 % en 1985 », a-t-il dit.

Les socialistes, pourtant, n'ont pas eu le monopole de la critique. « Parler d'un plan de relance sans parler d'une baisse des impôts, c'est de la rouspétiade sans sonnet ! », s'est exclamé Phillipe de Villiers, président du Mouvement pour la France. Dans le monde syndical, c'est la CGT, par la voix de son secrétaire général, qui a eu les mots les plus durs : cette baisse, a dit Louis Vianney, c'est de la « foutaise » ; elle « ne donnera aucun résultat ». « Le chômage monte, la Bourse monte. Le premier ministre bluffe et sème des illusions avec ses mesures qui intéressent d'abord la Bourse », a-t-il protesté.

Dans un registre différent, Alain Madelin d'un côté, les balladuriens de l'autre, se sont gardés de critiquer la réforme du livret A, mais ils ont profité de la circonstance pour critiquer de nouveau la politique économique du gouvernement. Invité mercredi soir de France Inter, M. Madelin a considéré que la baisse était « nécessaire », à cela près « qu'elle intervient dans un contexte où les gens ont le sentiment d'être beaucoup trop ponctionnés par ailleurs ».

Évoquant les réformes fiscales, Nicolas Sarkozy s'en prend lui aussi implicitement au gouvernement dans un entretien au *Nouvel Observateur* (daté 1^{er}-7 février) : « Il y a aujourd'hui une nouvelle pensée unique du "pas à l'épargne qui est payiblement étonnée", estime-t-il. Edouard Balladur lui-même n'est pas en reste, dans un entretien publié jeudi par *Presse Océan* (lire ci-contre). Enfin, dans *Sud-Ouest*, jeudi, le président du Parti républicain, François Léotard, met en garde le gouvernement contre la tentation du « refus d'agir ». Il évoque notamment, et de nouveau, la réforme fiscale.

Laurent Mauduit

Le premier ministre invoque le précédent de 1986

« Quand M. Balladur est arrivé en 1986, il a fait ce que nous avons fait. Il a constaté que l'inflation était basse, et le taux du livret A a été baissé de 6 à 4,5 % », a rappelé Alain Juppé, jeudi 1^{er} février, sur l'antenne d'Europe 1. Évoquant les taux d'intérêt, le premier ministre a indiqué qu'il y a « encore une marge de baisse ». Il a assuré que « le gouvernement a devant lui la durée, la stabilité politique et le soutien de la majorité », mais il s'est montré pessimiste sur l'évolution du chômage dans les prochains mois. Espérant toutefois que la courbe « s'inverse à la mi-1996 », M. Juppé a appelé tous les acteurs à un « devoir national d'insertion ».

A Paris, l'exaspération spontanée des petits épargnants

« SCANDALEUX », « inadmissible », « injuste », « complètement nul »... Devant les guichets de cette caisse Ecureuil parisienne, les clients ne trouvent pas de mots assez durs. La baisse des taux du livret A ne les mécontente pas, elle les exaspère. C'était prévisible : « Depuis deux jours nous sommes complètement débordés, les gens étaient inquiets », note la responsable de l'accueil.

Mercredi 31 janvier, l'indignation l'emporte sur l'angoisse. Les petits épargnants sont écoeurés et le disent. « C'est très injuste. Les riches, c'est pas ici qu'ils mettent leur fric ! », proteste une fonctionnaire. « C'est encore les petites gens, le peuple qui va payer. Les impôts sur la grande fortune, on n'y a pas touché ! », réchérchit son voisin. « C'est inadmissible, il n'y avait que ça qui permettait de placer des petites sommes et de les garder disponibles ! », précise une dame qui « s'y connaît » parce qu'elle travaille à la CNP, avant d'ajouter : « Pour tous les placements intéressants, il y a un dépôt de fonds important au départ. Cela va encore favoriser les gros revenus. »

Quant à consommer plus parce que les taux baissent, la question provoque au mieux la dérision, parfois la colère. « Consommer ? Ah non ! Mon mari est au chômage, j'ai un petit salaire, je suis déjà obligée de rogner sur tout. Je ne peux pas ! », martèle une dame pourtant bien mise. Une jeune femme sourit tristement en agitant son petit livret rouge : « Avec ce que j'ai là-dessus, je n'ai malheureusement pas ce genre de dilemme. »

« Le problème, c'est l'emploi, intervient un cadre. Une fois que les gens auront la sécurité de l'emploi, ils consommeront. Sinon, rien ne les empêchera d'épargner. C'est une façon de se sécuriser. »

« C'EST INCOHÉRENT ! » Derrière le guichet, les employés de la caisse compatissent. « On dit aux gens depuis des années que l'avenir est incertain, qu'ils doivent préparer eux-mêmes peu ou prou leur retraite. Maintenant, on leur dit consommez. C'est incohérent ! » Des retraités, pour le moment, il n'y en a pas. C'est encore un peu tôt. Mais les guichetiers de l'Ecureuil redoutent « des réactions de dépit » après le 1^{er} mars. En attendant, on se renseigne : les nouveaux « livrets jeunes » étant destinés aux « 12-25 ans », « pour les enfants plus jeunes, que fera-t-on ? », demande une grand-mère.

L'augmentation du plafond de ressources pour le livret d'épargne populaire (LEP) suscite la perplexité. Une dame confond plafond de ressource et plafond de dépôt. On lui explique. Elle repart, déçue. « De toute façon, ceux qui paient moins de 4 000 francs d'impôts n'ont pas de quoi épargner grand-chose », commente un client. amer. D'autres, parmi les mieux lotis, pensent déjà à trouver de meilleurs placements. « Il y en a, mais il faut bloquer une somme plusieurs années. Là, c'était disponible, regrette un homme. En fait, cette décision va m'obliger à épargner plus... »

Véronique Maurus

M. Balladur appelle les chiraquiens à tourner la page pour ressouder la majorité

L'ancien premier ministre met à l'ordre du jour la préparation des élections législatives de 1998

Le premier déplacement en province d'Edouard Balladur, jeudi 1^{er} février, devait lui permettre de lancer, à Nantes, un appel à dépasser le clivage

né de la rivalité entre Jacques Chirac et lui-même pour l'élection présidentielle. Selon l'ancien premier ministre, qui maintient ses critiques contre

la politique économique d'Alain Juppé, l'heure est à la réconciliation pour préparer les élections législatives de 1998.

tendue ? La grande réconciliation au sommet avec M. Chirac n'est toujours pas prévue. Mais, à tout le moins, dans le train pour Nantes, l'entourage de M. Balladur se réjouissait d'avance de retrouver Elisabeth Hubert, ancienne secrétaire générale adjointe du mouvement néogaulliste, puis ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie, congédiée du gouvernement le 7 novembre 1995.

LE DÉBAT D'IDÉES

Dans les Pays de la Loire, l'ancien premier ministre allait aussi rencontrer un authentique « baron » du gaullisme, Olivier Guichard, et l'un des dignitaires de l'empire de presse de Robert Hersant, Philippe Mestre, ancien ministre des anciens combattants, premier vice-président du conseil régional et député (UDF) de Vendée.

Proposer ? C'est devenu un leitmotiv du camp balladurien. M. Balladur cultive, à regret, la nostalgie du temps des « états gé-

néraux de l'opposition ». A Nantes, l'ancien premier ministre devait proposer que « le RPR et l'UDF, d'un commun accord, se mettent à l'œuvre » pour organiser la réflexion sur le retour de la croissance, la formation des jeunes, la lutte pour l'emploi, « la nécessaire construction de l'Europe ». Même si cela doit parfois agacer les proches d'Alain Juppé, voire frustrer l'opposition socialiste, encore timorée, les balladuriens en font une fixation : il leur faut « enrichir le débat des idées » à intervalles réguliers, programmés.

Dans *Presse-Océan*, jeudi, M. Balladur réaffirme que « les prélèvements obligatoires atteignent dans notre pays un niveau excessif qui pèse sur la croissance et risque de compromettre le développement de l'emploi et de rendre par conséquent plus difficile la lutte contre les déficits ».

Le débat d'idées, c'est aussi un rendez-vous déjà pris, dit-on chez les balladuriens, par l'un d'eux, la semaine prochaine, sur une chaîne de télévision, à une heure de

grande écoute, sur un sujet de société pour lequel on ne l'attend pas forcément... Et tout cela sans diviser ! Alors que la cacophonie, quasi permanente dans la majorité, est alimentée par la sureprésentation de celle-ci sur les bancs de l'Assemblée nationale et par la peur d'une grosse centaine de députés de la vague « bleue » de 1993 de ne pas retrouver leur siège, M. Balladur a l'habileté de prétendre « rassembler les énergies pour gagner » les prochaines élections législatives. « Il faut nous mettre au travail rapidement, résolument, tous ensemble, et nous mettre au travail pour gagner », devait-il lancer dans une phrase qui pourrait laisser comprendre que son successeur à l'hôtel Matignon n'a pas encore fait ce qu'il devrait.

L'ancien apôtre de la cohabitation fait même entendre qu'à bien l'écouter, le président de la République pourrait s'épargner un tel souci, à fronts renversés, dans deux ans.

Jean-Louis Saux

Dans votre
Agence France Télécom,
le téléphone mobile

GSM Itineris®
690 F T.T.C.*

c'est à partir de

et c'est
maintenant.



Et si vous communiquez
avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

* Les tarifs sont en francs TTC. Les tarifs sont en francs TTC. Les tarifs sont en francs TTC.

Changement de préfet de région en Corse

JACQUES COEFFÉ, préfet de Corse-du-Sud et préfet de la région Corse, a été nommé préfet hors-cadre et conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes, par le conseil des ministres du mercredi 31 janvier. Il est remplacé à Ajaccio par Claude Erignac, jusqu'alors préfet des Yvelines. Le départ de Jacques Coeffé, nommé le 14 décembre 1994, intervient peu de temps après la visite controversée du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré. Cette venue avait été précédée d'une conférence de presse clandestine, dans la nuit du 11 au 12 janvier : six cents membres armés du FLNC-canal historique avaient annoncé une trêve de trois mois.

On exclut, place Beauvau, l'idée d'un « désaveu » à l'égard de M. Coeffé, mais on confirme que l'arrivée d'un nouveau préfet de région correspond à un redémarrage de la politique corse du gouvernement.

Date limite le 4 mars pour les déclarations de revenus

TOUS LES CONTRIBUABLES assujettis à l'impôt sur le revenu, qu'il soient ou non imposables, doivent envoyer, au plus tard le lundi 4 mars à minuit, leur déclaration de revenus pour l'année 1995, a annoncé, mercredi 31 janvier, le ministère des finances. Les modifications de l'imposition des revenus se limitent cette année principalement à trois dispositions : la disparition de l'avantage fiscal de couples concubins ayant des enfants, la limitation des déductions fiscales à l'assurance-vie et des allègements fiscaux pour les achats de titres mobiliers.

DÉPÊCHES

■ **RÉVISION** : la commission des lois du Sénat a adopté, mercredi 31 janvier, le projet de révision constitutionnelle approuvé par l'Assemblée nationale, visant à donner compétence au Parlement sur la Sécurité sociale. Après l'examen de ce texte en séance publique au Sénat, les 6 et 7 février, son adoption définitive devrait être acquise lors de la réunion du Parlement en Congrès, probablement le 19 février.

■ **OFFICE SCIENTIFIQUE** : Robert Galley, député (RPR) de l'Aube et ancien ministre de la recherche, a été élu, mercredi 31 janvier, président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques dont il était le vice-président. Il succède à Jacques Monod, sénateur (UDF-FD, Somme). Cette élection met fin à un long bras de fer entre les groupes RPR et UDF (Le Monde du 1^{er} février).

■ **FSU** : le Conseil d'Etat a reconnu la représentativité de la Fédération syndicale unitaire (FSU) devant le Conseil économique et social, mercredi 31 janvier. Il a estimé que la FSU était une organisation professionnelle représentative « des salariés », et non seulement des fonctionnaires de l'éducation nationale. La FSU devrait utiliser ce jugement pour défendre un autre recours qu'elle a introduit devant le Conseil d'Etat, concernant, cette fois, sa représentativité au conseil supérieur de la fonction publique d'Etat.

■ **CFDT** : les opposants à la direction confédérale ont lancé un mensuel. Tous ensemble, mercredi 31 janvier, pour exprimer leurs divergences. Le comité de rédaction est composé d'opposants de longue date à Nicole Notat : Michel Perret et Guy Robert, anciens responsables de la fédération des transports et de l'union régionale Basse-Normandie, Jean-Claude Aparicio, secrétaire général de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Marie-Claude Herboix, du SGEN-Basse-Normandie.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.16 - FAX : 45.63.89.01

Vente au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 15 Février 1996 à 14h30
APARTEMENTS à PARIS 9ème
au 5^e et 6^e étages du plan et à droite, n°12 du plan - au 7^e et 8^e étages du plan :
UNE CHAMBRE n°15 du plan et au 7^e et 8^e étages s'appellent :
UN DEBARRAS n°20 du plan
UNE CAVE au 1^{er} étage s'appelle :
9 Bis, Boulevard Rochechouart
MISE A PRIX : 100.000 Frs
S'adresser à : Me DEVOS-CAMPY, Avocat, 57, Av. de Suffren 75007 PARIS
Tél : 45.67.98.84 - Et tous autres avocats près le TGI de PARIS.

Vente au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 22 Février 1996 à 14h30
APARTEMENT à PARIS 4ème
33, Quai d'Anjou - Ile Saint-Louis
sur 3 niveaux comportant grand séjour, 3 chambres 2 salles de bains, 2 cuisines
MISE A PRIX : 1.000.000 de Frs - LIBRE -
Me Yves TOURAINE, Avocat à PARIS 9ème, 48, Rue de Clichy
Tél : 48.74.45.85 - Me B. PENET-WEILLER, Mand. Jud. à PARIS 3ème
39, Bd Beaumarchais - Visites les 12 et 16 Février 1996 de 14h à 16h.

SERVICE DES DOMAINES
ADJUDICATION JEUDI 15 FÉVRIER 1996
A 13 H A PARIS 9ème
Salle des Ventes des Domaines, 17, Rue Scribe
APARTEMENTS - STUDIO
CHAMBRES - LOCAL COMMERCIAL
à PARIS 7ème, 10ème, 11ème, 12ème, 13ème, 17ème, 18ème et 19ème
MISES A PRIX de 35.000F à 390.000 F.

RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DES CARIERS DES CHARGES:
Lundi, Mercredi et Vendredi de 9h à 12h et Mardi et Jeudi de 14h à 16h.
D.N.I.D. - Ventes Immobilières Bureau 109
17, Rue Scribe, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél : 44 94 78 19 ou 44 94 78 22
DETAIL DES VENTES DES DOMAINES : B.O.A.D. Abonnement 170F
par an. Ecrire S.C.P. 17, Rue Scribe - 75436 PARIS CEDEX 09
ou tél : 44 94 78 78. Minitel 3617 VAE - 3617 DROUOT.

Vente d'immobilier, Palais de Justice de VERSAILLES
le Mercredi 7 Février 1996 à 9h - En un lot
BATIMENT UNIQUE à BUCHELAY (78)
Avenue du Lot et Rue du Taz, sans n°
à usage commercial, Restaurant, Bureaux, Parkings
MISE A PRIX : 800.000 Frs
S'adresser à : SCP d'Avocats J.M. ALEXANDRE et M. BRESLIN
24, Rue d'Alsace 78200 MANTES LA JOLIE - Tél : 30.94.44.11
Fax : 30.33.43.76 - Me EL ASSAAD, Avocat, 29, R. Cambacérès
(75008) PARIS - Greffe du TGI de Versailles où le cahier des charges
est déposé - Sur les lieux pour visiter, en s'adressant à l'Avocat.

L'opposition sénatoriale critique vivement le projet de loi sur le terrorisme

Certains orateurs de la majorité ont souligné le caractère « disparate » du texte

Le ministre de la Justice Jacques Toubon, s'est attaché, mercredi 31 janvier, à convaincre les sénateurs du bien-fondé du projet de loi sur le

terrorisme qu'ils ont commencé à examiner, après son adoption en première lecture par l'Assemblée nationale. Malgré des critiques,

dans l'opposition, voire dans la majorité sénatoriale, l'adoption du texte, sans bouleversements majeurs, ne semble pas faire de doute.

« **DISPOSER** d'un arsenal législatif aussi efficace que possible, tout en respectant de façon scrupuleuse les exigences constitutionnelles qui sont celles d'un État de droit », venu défendre au Sénat, mercredi 31 janvier, le projet de loi, adopté le 20 décembre 1995 en première lecture par l'Assemblée nationale, tendant notamment à renforcer la répression du terrorisme, Jacques Toubon a ainsi défini les objectifs poursuivis par le gouvernement. Restait, tâche autrement délicate, à persuader les sénateurs que le texte élaboré par la chancellerie représentait un juste milieu en la matière.

Interpellé sur sa gauche par Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) et, plus vigoureusement encore, par Robert Pagès (CRC, Seine-Maritime), le garde des sceaux a une nouvelle fois dû répondre aux accusations d'« amalgame » entretenues, selon l'opposition, par le fait que le projet de loi, qui rallonge la liste des infractions considérées par le code pénal comme des « actes de terrorisme », punit de peines aggravées par rapport au droit commun, « fasse tomber sous le coup de la législation antiterroriste « l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger ».



notamment fait l'écho le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et la Ligue des droits de l'homme. Reprenant les termes qu'il avait employés au Palais Bourbon, M. Toubon s'est une nouvelle fois élevé contre ce qu'il qualifie de « procès d'intention tout à fait détestable ». Mais il a cette fois donné par avance son accord à un amendement de la commission des lois, élaboré notamment à l'initiative de son prédécesseur Robert Badinter

(PS, Hauts-de-Seine), tendant à préciser que les infractions visées par le projet de loi ne peuvent constituer des actes de terrorisme que si elles sont « intentionnelles » en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur. Rappelant que, selon l'article 121-3 du nouveau code pénal, les crimes et les délits sont toujours intentionnels, M.

Toubon a estimé que cette précision n'était pas « juridiquement indispensable », mais que, « compte tenu des malentendus qui ont pu résulter de ce texte », il était effectivement « opportun », afin de « renforcer l'accessibilité, la lisibilité et l'expressivité du code pénal », de « montrer clairement que le fait d'aider un étranger en situation irrégulière ne constituera un acte de terrorisme que si l'auteur de ces faits soit qu'il participe à une entreprise terroriste ».

Si certains orateurs de la majorité, au premier rang desquels Paul Masson (RPR, Loiret), rapporteur de la commission des lois, ont joint leurs voix à celles de l'opposition pour dénoncer le caractère « disparate » des dispositions contenues dans ce projet de loi - dont l'intitulé précise qu'il tend à « renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire » -, l'adoption du texte élaboré par la chancellerie ne fait aucun doute : la commission des lois n'a aucunement bouleversé l'édifice construit par la chancellerie, et tous les orateurs de la majorité ont d'ores et déjà annoncé un vote favorable.

J.-B. de M.

Le Sénat accepte la création d'un office d'évaluation des politiques publiques

LES FORTES RÉTICENCES - ou l'enthousiasme modéré -, selon un euphémisme en vogue au palais du Luxembourg - des sénateurs pour créer deux nouveaux offices parlementaires peuvent se résumer en quelques chiffres : il aura fallu six mois pour que les propositions de loi adoptées par l'Assemblée nationale soient examinées ; puis six réunions de la commission des lois pour l'adoption d'un texte de compromis.

Mercredi 31 janvier, les sénateurs - qui avaient accepté, la veille, la création de l'office d'évaluation de la législation (Le Monde du 31 janvier) - ont adopté, par 183 voix (RPR, UC, RI) contre 114 (PS, PCF et une partie du RDSE), la proposition de loi instituant un office d'évaluation des politiques publiques. Non sans avoir sérieusement remanié. Revenant à l'origine aux propositions initiales de l'ancien rapporteur Pierre Fauchon (UC, Loiret-Cher), la majorité sénatoriale a accepté le principe d'un office « composé de deux délégations constituées l'une à l'Assemblée nationale et l'autre au Sénat ». Chaque délégation serait « chargée, sans préjudice des compétences des commissions permanentes, de faire évaluer les résultats économiques et financiers de toute politique publique ». Supprimant l'assistance, votée par les députés, d'un « conseil scientifique composé de

personnalités choisies en raison de leurs compétences », le texte prévoit que « les délégations peuvent faire appel à un ou plusieurs experts » soumis à un « cahier des charges ». Le Sénat laisse aux commissions compétentes la possibilité de désigner l'un de leurs membres pour « suivre le déroulement » d'une évaluation.

UNE PRÉTENDUE « INUTILITÉ »

L'autonomie financière de l'office a été aussi revue à la baisse. La référence à un budget propre, notamment, a été supprimée. En outre, la proposition adoptée au Sénat souligne que « les délégations peuvent faire appel à la Cour des comptes, au Commissariat général du Plan, aux inspections générales de l'Etat ou aux organismes administratifs remplissant des missions d'évaluation » : façon de rappeler incidemment la prétendue « inutilité » de l'office, argument maintes fois entendu au palais du Luxembourg.

Le principe de la double délégation adopté par le Sénat répond au souci de ce dernier de préserver son autonomie par rapport à l'Assemblée nationale ; la place réservée aux commissions permanentes - ainsi que la suppression du conseil scientifique - minimise les risques d'empiètement sur leurs prérogatives. Il reste à savoir si les deux

Assemblées pourront parvenir à un accord. Au terme du débat, Jacques Larché, président de la commission des lois, a fermement invité le gouvernement à ne pas laisser le « dernier mot » à l'Assemblée nationale, prédisant ainsi un « sombre avenir » aux offices.

Les sénateurs doivent aussi intégrer dans leurs réflexions une déclaration de Jean Arthuis, le ministre de l'économie et des finances, faite en ouverture du débat, qui laisse mal augurer de l'avenir des offices. M. Arthuis a indiqué que le gouvernement « réfléchit à une réforme en profondeur du Commissariat général du Plan, regroupant les moyens publics de l'évaluation et disposant de pouvoirs d'investigation ». Selon M. Arthuis, il s'agit de « créer un instrument capable d'éclairer la cohérence des choix, d'analyser les effets de décisions et de mesurer la productivité des dépenses. [Et de] faire du Commissariat général du Plan l'outil privilégié du dialogue social et de la maîtrise de nos finances publiques ». Le ministre a précisé que le Parlement pourrait « se doter d'une capacité de saisie » du Plan.

Jean-Baptiste de Montvalon

Lire aussi notre éditorial page 14.

Les rocardiens créent Action pour le renouveau socialiste

LIONEL JOSPIN devait installer, jeudi 1^{er} février, la commission chargée d'élaborer un projet de texte sur le premier grand débat thématique choisi par le Parti socialiste (PS) pour 1996 : « la mondialisation, l'Europe, la France ». Ce texte sera présenté au bureau national du 28 février, avant d'être débattu lors d'un conseil national le 2 mars puis envoyé aux militants, et d'être enfin adopté par une convention nationale les 30 et 31 mars.

L'importance de cette commission - composée de cinquante et un membres et présidée directement par M. Jospin, secondé par Pierre Moscovici, secrétaire national - la présence des principaux dirigeants du PS - de Martine Aubry à Jean Poperen, en passant par Jacques Delors, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jack Lang, Marie-Noëlle Lienemann ou Michel Rocard -, la représentation de tous les courants pourraient cependant déboucher sur la « présélection » de plusieurs textes.

Pour démarrer leurs travaux, les membres de la commission devraient discuter principalement de la méthode, avec la mise en place de sous groupes de travail et la liste des personnalités qui vont être auditionnées. Ce n'est que la semaine prochaine qu'un premier tour de piste sur le fond devrait avoir lieu, des contributions étant

d'ores et déjà annoncées par la Gauche socialiste et la motion 2 du congrès de Liévin (« Agir en socialistes »).

A cette fin, mais sans vouloir fermer le débat par un texte qui apparaîtrait comme la position de la direction du parti, la commission économique a préparé un projet de note d'orientation. Cet éclairage part du principe que l'Europe telle qu'elle est - c'est à dire libérale - n'est pas en elle-même un régulateur suffisant pour conjurer les effets menaçants de la mondialisation. L'idée est de ne pas focaliser le débat européen sur les critères de convergence requis pour le passage à la monnaie unique, le respect de ces critères pouvant être vérifié le moment venu, et de donner à l'Europe une double dimension sociale (en mettant l'emploi au cœur des priorités) et politique (mise en place d'un gouvernement économique). Le PS devrait appuyer son projet européen sur un nouveau projet français, affirmant une ambition de retour au plein emploi, de relance salariale, de réduction de la durée du travail.

Les rocardiens, qui avaient choisi, à la fin de 1995, d'opter pour la double autonomie (en maintenant leur courant mais en revendiquant leur liberté d'expression par rapport à M. Rocard), ont annoncé, jeudi, la création de l'Action pour le renouveau socialiste (ARES),

animée notamment par Alain Bergounioux, secrétaire national à la formation, Michel Sapin, ancien ministre et maire d'Argentan-sur-Creuse, et Catherine Trautmann, maire de Strasbourg. Dans leur acte fondateur, jeudi, les rocardiens jugent les anciens clivages du PS dépassés. « Si de nouveaux débats sont à naître, affirment les quatorze signataires, parmi lesquels les anciens ministres Claude Evin, Louis Le Penec et Jean-Pierre Sueur, ils doivent porter sur les enjeux de l'avenir et ne plus opposer des équipes ou des réseaux rivaux par principe. »

« Le travail de rénovation qu'a entrepris notre parti, sous l'autorité de Lionel Jospin, est maintenant engagé, soulignent-ils. Nous le soutenons avec conviction. Pour mieux

participer à ce nouvel élan et pour aider à un travail de recherche et de réflexion sur les idées et les pratiques politiques, nous avons décidé de créer l'Ares qui travaillera avec d'autres pour contribuer à forger le projet cohérent, réaliste et volontaire, dont les socialistes et la France ont besoin. » Dès le 17 février, l'ARES organisera une rencontre sur la mondialisation. Un débat qui se déroulera aussi dans les fédérations, au moment même où le PS lance une campagne d'adhésion que Manuel Valls, secrétaire national à la communication, a présenté, mercredi au bureau national, avec comme support un dépliant de quatre pages, tiré à deux millions d'exemplaires.

Michel Noblecourt

stages intensifs
PRÉPARATION AUX CONCOURS
DES ÉCOLES DE COMMERCE ET DE GESTION
BACHELIERS : SESAME, VISA, EBS, CESMI...
BAC+2 : TREMPLIN, PROFILS, PASSERELLE, ISG...
(stages d'une semaine pendant les vacances d'hiver ou de printemps)
CONTACTER FRANCIS PASTEUR A PREP. HEM
6, RUE PICOT - 75116 PARIS - (16-1) 53 70 71 03 / 00
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ABUS Les séjours linguistiques sont devenus une industrie mais leurs organisateurs ne sont pas toujours à la hauteur. Sur quarante organismes contrôlés, la direction gé-

nérale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a recensé quinze contrats comportant des clauses abusives ou illégales. ● CER-

TAINS organisateurs prévoient ainsi l'exonération complète de leur responsabilité ou l'impossibilité de réclamer des dommages et intérêts en cas d'inexécution du contrat. En gé-

néral, il s'agit de petits organismes qui ont promis de se mettre en conformité avec la réglementation. ● LA LOI du 13 juillet 1992, qui impose un agrément, se révèle difficile

à faire respecter. La DGCCRF, qui constate que la qualité des prestations est variable, souligne qu'il est impossible de réaliser des contrôles à l'étranger.

Les pouvoirs publics critiquent les organismes de séjours linguistiques

La direction de la concurrence met en garde les parents contre les abus de certains organisateurs de voyages à l'étranger. L'enquête menée par ses soins révèle que les contrats comportant des clauses abusives sont relativement fréquents

A LA RUBRIQUE « séjours linguistiques », le serveur Minitel (3614 CONSOM) de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) s'ouvre par une mise en garde aux parents : « Il est bon que vous preniez quelques précautions ». Autant dire que le consommateur se trouve fort désarmé quand, au printemps, il s'interroge sur la plus sûre façon de faire faire des progrès linguistiques à son rejeton en l'envoyant pendant l'été outre-Manche, outre-Rhin, outre-Pyrénées, si ce n'est outre-Atlantique.

La DGCCRF a réalisé une enquête auprès de quarante organisateurs de séjours linguistiques, dans treize départements, au premier semestre de l'année 1995. Les résultats, rendus publics à la mi-janvier, sont alarmants : quinze contrats comportaient des clauses abusives ou illégales. Parmi les clauses relevées, figuraient l'exonération complète de responsabilité des organisateurs, le non-remboursement des frais engagés en cas d'annulation de sa part, ou encore l'impossibilité de demander des dommages et intérêts en cas d'inexécution du contrat.

Tenue au secret professionnel, la DGCCRF ne divulgue jamais le nom des sociétés qu'elle épingle au cours de ses enquêtes. Elle admet toutefois qu'en l'occurrence il s'agit de petits organismes, qui ont promis de se mettre en conformité avec la réglementation. Il faut dire

que l'existence d'une législation est récente. La loi du 13 juillet 1992, en application depuis décembre 1994, oblige les associations organisatrices de séjours linguistiques à requérir un agrément - moyennant caution - et les sociétés une licence d'agent de voyages. La loi de 1992 doit en outre être reproduite dans toutes les brochures.

PLACE AUX PROFESSIONNELS

« La législation a voulu faire le ménage », note Jean-Michel Roques, délégué général de SUC, l'une des dix-huit organisations nationales, mais les petits organismes n'ont pas les moyens matériels de respecter la loi. Résultat : l'exercice de l'activité devient certes plus transparent, plus professionnel, mais au détriment des petits, comme ces professeurs d'anglais qui organisent des séjours en Grande-Bretagne en sus de leur métier. A l'issue d'une enquête réalisée il y a deux ans, l'Union nationale des organisations de séjours linguistiques (l'Unosel, qui compte trente-trois adhérents) avait recensé en France 354 organismes, dont 57 % étaient illégaux. « Certains existent depuis la fin de la guerre, ils ont la même brochure depuis des années, ils n'y ont pas ajouté la loi, et pourtant j'y enverrais mes propres enfants », confie Roger Akoka, président de l'Unosel, néanmoins convaincu qu'« il n'y a plus de place aujourd'hui pour l'amateurisme, même éclairé ».

Place, donc, aux professionnels. Le séjour linguistique est devenu une véritable industrie. Première destination, la Grande-Bretagne reçoit chaque été environ 1,5 million de jeunes du monde entier. A éviter : la première quinzaine de juillet, pendant laquelle toute l'Europe scolaire est en vacances - d'où des difficultés pour trouver des familles d'accueil où l'enfant sera le seul francophone, condition sine qua non pour la plupart des consommateurs français.

« Très souvent, les familles anglaises ont trois élèves en permanence pendant trois mois », témoigne Hugues Lavaud, responsable de programme chez EF Voyages linguistiques, un organisme appartenant à un groupe suédois présent dans trente pays. Les dirigeants d'EF ont récemment été convoqués au service des agences de voyages de la préfecture d'Île-de-France, qui avait eu

connaissance de « pas mal » de réclamations de parents. Lesquels se plaignaient, entre autres, de ne pas avoir disposé de l'adresse de la famille d'accueil avant le départ de leur enfant. « Il y a une corrélation entre le nombre de plaintes et le nombre d'enfants qui partent », défend Hugues Lavaud ; on a tous les mêmes difficultés de fonctionnement, ça ne veut pas dire dysfonctionnement. » Et d'admettre qu'EF, qui organise environ 10 000 séjours à l'étranger par an, « reçoit plusieurs dizaines de courriers en fin de saison ».

« LE SOIR, JE MANGEAIS TOUT SEUL. » J'avais le cafard, je pleurais tout le temps, je vomissais, je craquais, quoi ! Deux ans après les faits, Timothée, onze ans, se souvient encore avec effroi de son séjour en Angleterre, chez « une dame et sa fille de vingt-cinq ans ». « C'est pas qu'elle était méchante, mais elle

s'en fichait un peu ; le soir, je mangeais tout seul et chaque fois c'était des fish and chips. » Pour le père, il s'agissait de la « caricature absolue du séjour linguistique » ; pour l'organisateur, « du cas particulier d'un enfant que sa famille n'aurait pas dû envoyer en séjour ».

Toujours est-il que le comité d'entreprise qui avait recours à cet organisme se contente aujourd'hui de financer pour moitié les séjours linguistiques des enfants des salariés, à charge pour eux de choisir la société organisatrice. « Dans ce métier, il y a des gens très sérieux, d'autres beaucoup moins », constate-t-on à la DGCCRF, où l'on reconnaît que les contrôles sont difficiles, presque inexistant à l'étranger. En cas de conflit, tout consommateur peut toutefois s'adresser à la direction départementale de la DGCCRF.

François-Jean Huc, lui, est bien placé pour savoir qu'« on n'est ja-

mais à l'abri d'un pépin ». Le PDG de Nacel a souffert d'une médiation catastrophique au cours de l'été 1995, lorsque cinquante des cent vingt jeunes gens envoyés en Californie pour un séjour de surf se sont retrouvés sans famille d'accueil. La moitié du séjour a été remboursée aux parents des adolescents concernés, lesquels ont attendu dans un quatre-étoiles, aux frais de Nacel, que des familles américaines leur proposent le gîte. Nacel vit aujourd'hui dans l'attente d'un double procès : celui intenté contre TF1 (pour information non vérifiée) et Patrick Poivre d'Arvor (pour diffamation) mais aussi celui contre le prestataire américain. Five, qui n'avait pas rempli son contrat. « Ça nous a coûté très, très cher », conclut François-Jean Huc. Mais encore ? « Aux alentours de 1 million de francs. »

Marie-Pierre Subtil

Jacques Crozemarie va porter plainte contre le nouveau président de l'ARC

EN PÉRIPHÉRIE de l'instruction confiée au juge Jean-Pierre Zanotti, l'affaire de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer) connaît de multiples prolongements judiciaires. Après le professeur Léon Schwartzberg, qui annonçait il y a quelques jours sa décision de porter plainte pour diffamation contre Jacques Crozemarie, ce dernier annonce aujourd'hui son intention d'engager, sur le même thème, des poursuites contre Michel Lucas, nouveau président de l'association. Ces poursuites font suite aux propos tenus par M. Lucas, mardi 30 janvier sur TF1, dans le cadre de l'émission télévisée « Le droit de savoir ». L'ancien chef de l'IGAS avait notamment déclaré que M. Crozemarie avait été rémunéré sur des fonds publics, ce qui devait déclencher l'ire du fondateur de l'ARC.

LIENS ÉTROITS AVEC LE CNRS

« Je maintiens bien évidemment mon propos. D'ailleurs, Jacques Crozemarie lui-même explique qu'il est un fonctionnaire à la retraite, a expliqué au Monde le nouveau président de l'ARC. Il s'agissait pour moi de préciser pourquoi j'avais été surpris, en 1990, de la position du tribunal administratif de Paris qui avait refusé à l'IGAS de poursuivre l'inspection, demandée par Claude Evin, concernant cette association. Il y avait pour moi deux éléments qui permettaient un contrôle de l'ARC par l'Etat. Le premier était le fait que cette association était reconnue d'utilité publique. Le second tenait au fait que plusieurs des personnes qui travaillaient à l'ARC, dont le président, étaient rémunérées sur des fonds publics. »

Plusieurs documents témoignent des liens très étroits existants entre le CNRS et l'ARC et ce depuis la création, en juin 1962, de cette association. Un document confidentiel de l'IGAS daté de novembre 1990 précise : « Jacques Crozemarie a été réélu depuis l'origine dans ses fonctions de président. Directeur de recherches au CNRS jusqu'au 7 octobre 1990, il est réélu de cette administration depuis cette date. » Ce même document, dont Le Monde (daté 9 janvier) a

récentement révélé les principaux chapitres, ajoutait : « Il semble anormal que des agents de l'Etat, rémunérés sur des fonds publics, aient pu pendant si longtemps consacrer toute leur activité à une association de droit privé. Cette anomalie surprend d'autant plus que le président excipe de ce statut de droit privé pour refuser au ministre la possibilité d'évaluer le rôle de l'ARC (...) ».

Le document précisait encore que le président de l'ARC était logé par l'association « pour un loyer mensuel de 1 300 francs » et que le CNRS, l'Inserm et l'Institut Gustave-Roussy avaient détaché plusieurs membres de leur personnel au service de Jacques Crozemarie et de son association. « Le secrétaire particulier du président est tenu par trois personnes venant du CNRS, dont l'une a une qualification d'ingénieur mais exerce des tâches de rédaction », peut-on lire dans ce rapport, qui ajoute que l'un des deux chauffeurs de Jacques Crozemarie était payé par le CNRS et que la déclaration annuelle des salaires incluait le nom du président pour « frais professionnels ». Ces derniers étaient, en 1988, de 210 581 francs pour l'ensemble de l'association « dont 151 369 francs pour le président et le directeur général ».

L'affaire pourrait rapidement connaître de nouveaux développements. Il apparaît en effet que le nouveau président de l'ARC commence à disposer d'éléments qui le conduiront à interroger son prédécesseur sur l'usage qu'il a pu faire des chèques de l'association et sur la destination exacte de certains chèques. Une rencontre était prévue mardi 30 janvier entre MM. Lucas et Crozemarie après l'enregistrement de l'émission de TF1. « Jacques Crozemarie n'est pas venu au rendez-vous qui avait été fixé, nous a expliqué Michel Lucas. Pourquoi ? Préfère-t-il que je l'interroge sur ses chèques lors du prochain conseil d'administration du 14 février ? Pour ma part, je ne recule pas devant une telle perspective. »

Jean-Yves Nau

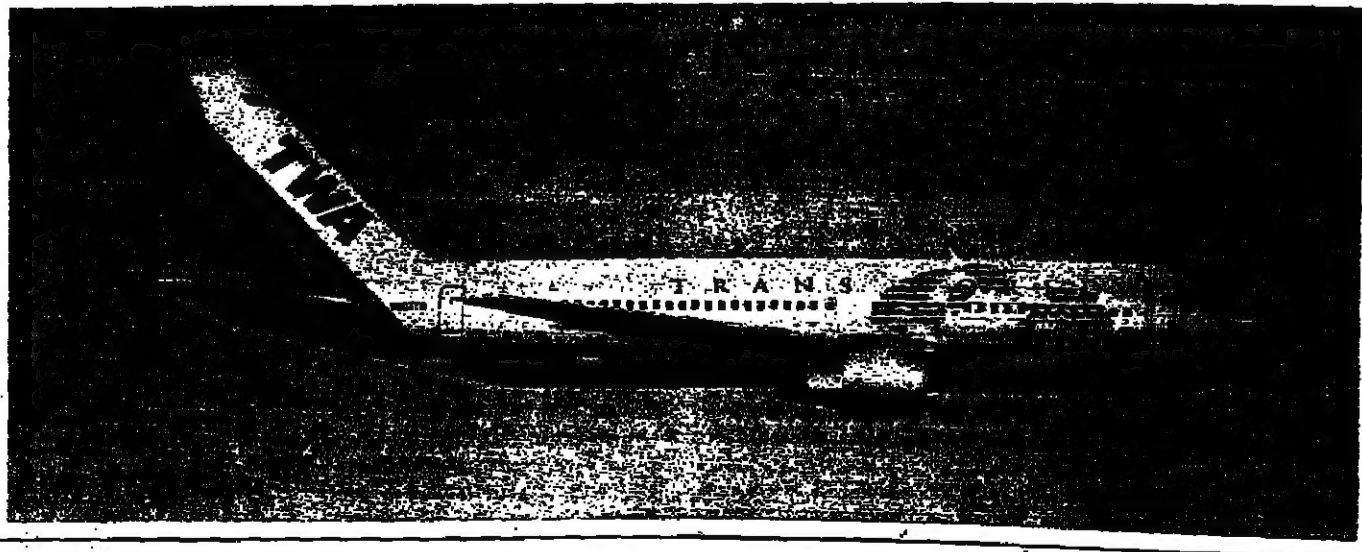
Si 50 ANS D'EXPÉRIENCE TRANSATLANTIQUE
NOUS ONT APPRIS QUELQUE CHOSE,
C'EST QU'ON NE PEUT PAS SE
REPOSER SUR 50 ANS D'EXPÉRIENCE.



Le 5 février 1946, nous inaugurons notre première traversée transatlantique par un vol New York-Paris. Dès lors, nous avons consacré tous nos efforts à satisfaire pleinement nos passagers. Pour une meilleure sécurité, nous étions la première compagnie à équiper nos avions de radar. Pour un meilleur confort, nous étions les premiers à projeter un film pendant le vol. Aujourd'hui, nous proposons des vols quotidiens non-stop vers New York et Boston, ainsi que Trans World One, notre service Première Classe au tarif Classe Affaires.

Et pour fêter nos 50 ans d'expérience, nos passagers pourront voyager du 1^{er} février au 29 février sur tous les réseaux TWA nord-américain continental pour 1946^e seulement. Car ce que notre expérience nous a appris, c'est de faire chaque jour comme si nous avions tous à faire.

Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages, TWA au 49 19 20 00 ou tapes 3615 TWA (2,23^e TTC/mn).



هكذا من لا يمل

La commission Fauroux montre les limites de sa réflexion sur l'éducation

L'instance chargée de réfléchir à une réforme du système porte un regard sévère sur les échecs de l'école. Mais la première d'une série d'auditions publiques, conçue comme une émission télévisée, n'a pas permis de formuler de nouvelles propositions

La commission chargée de réfléchir à une réforme du système éducatif, présidée par Roger Fauroux, a procédé, mercredi 31 janvier, à la première d'une série de huit auditions publiques, qui se dérouleront jus-

qu'au début du mois de juin. Consacrée à la question des programmes et des « savoirs indispensables », cette audition s'est cou-

lée dans le moule d'une émission télévisée que diffusera La 5, avec toutes les limites qu'impose un tel exercice. Deux heures de

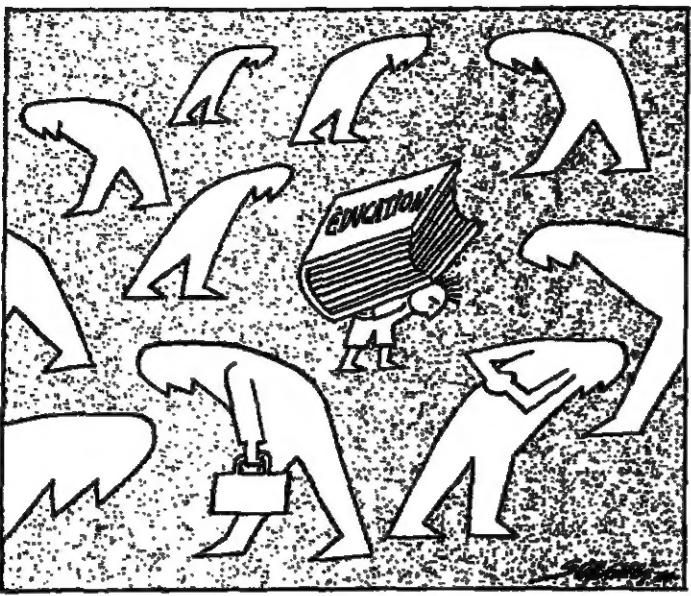
débat n'ont guère permis de dégager de nouvelles idées. Un « grand jury » composé de douze des vingt-deux membres de la commission a entendu cinq « grands té-

moins » ; mais plusieurs de ses membres ont quitté la salle avant la fin des débats. La commission dresse un constat sévère des échecs de l'école, estimant que 15 % des élèves quittent le système scolaire sans

diplôme. Luc Ferry, président du comité national des programmes, estime pour sa part urgent de repenser la place de l'école primaire et d'alléger les programmes pour se concentrer sur « les fondamentaux ».

ILS ONT parfaitement joué le rôle que l'on attendait d'eux. Dans le réfectoire transformé en studio de télévision, les élèves du collège Georges-Braque, un établissement du XIII^e arrondissement de Paris, sont restés sagement assis, figurants muets sur leur estrade au second plan. Pour l'enregistrement, mercredi 31 janvier, de la première des huit « auditions publiques » prévues d'ici au mois de juin, la commission nationale « chargée de conduire la consultation sur le système éducatif » s'est pliée aux exigences de la formule du débat télévisé qui sera retransmis vendredi à 14 heures sur La 5. Avec ses contraintes de paroles convenues, de propos alignés, d'absence de contradiction et, en fin de compte, d'absence de propositions originales.

Sur le modèle policé de « La Marche du siècle », avec Roger Fauroux, son président, dans le rôle de l'animateur assisté d'un journaliste, le « grand jury » composé de douze des vingt-deux membres de la commission n'est guère sorti de sa réserve. Habitués depuis quatre mois à travailler dans l'ombre, les « sages » ont patiemment écouté, usant, sans en



abus, d'un droit d'intervention savamment minuté. Ce qui n'a pas été du goût de tous les membres. Alain Lancelot a quitté la salle en cours de débat tandis que d'autres faisaient part de leur déception à l'issue de cette première audition.

CINQ « GRANDS TÉMOINS »

Le thème retenu était pourtant fondamental. Sur la question des programmes et des « savoirs indispensables » que l'école doit dispenser, la commission a déjà forgé une grande partie de ses convictions. Son regard sur le système éducatif est sévère. Son constat implacable sur les échecs de l'école, l'absence d'obligation de résultats à l'égard d'environ 15 % d'élèves rejetés « sans bagage de survie » à la fin de la scolarité obligatoire. Pour étayer cette réalité, elle a fait appel à l'expérience de cinq « grands témoins ».

Dans le rôle du professeur de base, Laurence Robertella a planté le décor, avec franchise, mais non sans naïveté. Jeune enseignante de français fraîchement sortie de l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Besançon, elle n'était guère préparée à affronter

un collège de banlieue, à Aulnay-sous-Bois. « J'ai toujours voulu faire ce métier, avoue-t-elle, mais je ne savais pas que c'était ça. Ça, ce sont des « élèves mal élevés », à qui il faut sans cesse « faire la morale ou distribuer des punitions ». « A mon arrivée, j'ai été baptisée, confesse-t-elle. J'ai eu droit à tout. » Face à des élèves imperméables à l'étude des classiques, elle s'est essayée à la littérature fantastique : « L'acquisition des savoirs théoriques ne passe pas. Je suis confrontée à un refus (...) qui s'exprime dans la langue des banlieues qu'ils se sont créée. » Dans son tailleur gris et son chemisier blanc à collierette, Laurence Robertella ne se sent pas prête à endosser les habits « de la maman, de la grande sœur, de la copine, de l'infirmière... », des rôles que chaque jour on lui demande d'assumer.

Parce qu'il est enseignant à l'Institut universitaire de formation des maîtres, M. Loui, professeur de physique au lycée international de Saint-Germain-en-Laye, affiche plus de certitudes. Même si elles ne dépassent guère le cadre de sa discipline. Avec un peu plus d'expérience, il a retenu que « l'important,

ce n'est pas le savoir, mais le chemin qui y mène ». Selon lui, « on demande beaucoup aux professeurs. Quand j'ai commencé ma carrière, il s'agissait de transmettre un savoir. Maintenant, tout est affaire d'éducation. Il faut jouer le rôle d'un capitaine d'équipe de foot ».

Le regard d'Antoine Martin, directeur de l'ANPE, n'est guère plus rassurant : l'école est loin de répondre à l'attente des entreprises. « Je ne cherche pas à connaître le bagage des candidats qui se présentent. Le contenu des savoirs m'intéresse peu. Ils doivent être capables d'exprimer ce qu'ils sont, de se présenter correctement, de travailler en équipe et de s'intégrer. (...) Cela ne s'apprend pas au tableau noir. »

« De quoi avons-nous besoin ? A quoi sert l'éducation nationale ? », s'interrogeait encore Francis Mer, membre de la commission et président du groupe Usinor-Sacilor, à l'issue d'un débat qui a décliné le thème récurrent des missions de l'école. Celle qui éduque le comportement pour apprendre à s'insérer dans la société, ou celle qui instruit par l'acquisition de compétences, selon les deux objectifs résumés par Yves Bottin, inspecteur d'académie et lui aussi membre de la commission.

Certes, la France n'est pas la seule à s'interroger sur ses programmes et ses finalités, a précisé Norberto Bettani, responsable de l'unité statistiques et indicateurs de l'enseignement à l'OCDE. Mais « elle détient le triste privilège du taux de chômage (le plus important) des jeunes sortants des collèges ».

L'ENJEU DE L'ÉCOLE PRIMAIRE

Dès lors, « à quoi servent des programmes uniformes pour des élèves si différents ? ». En réponse à cette question de Roger Fauroux, Luc Ferry, président du comité national des programmes, s'est référé aux principes fondateurs de l'école de Jules Ferry, « celle de l'élitisme sélectif qui a pour fonction de sélectionner les meilleurs par le mérite et non par l'aristocratie. Dans une société atomisée, il est bon que

l'école offre un socle commun de connaissances et de savoir-faire. (...) Il ne faut pas opposer l'école patrimoniale à la culture du temps présent, ouverte sur la vie ».

Selon lui, « tout se joue à l'école primaire. A l'âge de cinq ou six ans, les enfants sont en éveil et en capacité d'apprendre. Encore faudrait-il, ajoute Luc Ferry, alléger ces programmes trop lourds, « supprimer ce qui n'est pas essentiel », pour se concentrer sur les « fondamentaux » de l'apprentissage de la langue et de l'expression, casser la logique des disciplines qui, dès le primaire, s'impose au collège. « Est-il indispensable de parler de Luther et Calvin quand 15 % des élèves ne savent pas lire à la fin du CM2 ? Quand obtiendrons-nous un seul livre pour la sienne ou la cinquième qui contiennent l'essentiel des connaissances indispensables ? »

COMMENTAIRE OCCASION MANQUÉE

Une commission de plus, oubliée dès que créée ? Ce n'était certainement pas l'ambition qui présida à l'installation, le 15 septembre 1995, du « comité de sages » que préside Roger Fauroux. A cet ancien ministre de Michel Rocard, homme de bonne volonté et archétype de l'élite républicaine, ayant fait une carrière remarquée dans l'industrie comme dans la haute fonction publique, il revenait de mettre en musique l'un des principaux projets de Jacques Chirac : un référendum sur l'école. C'est la mission première de sa commission : « Conclure la consultation sur le système éducatif ». « Le gouvernement tiendra cet engagement essentiel pour notre jeunesse et notre avenir », martelait Alain Juppé le 15 septembre. Un précédent permettait d'espérer beaucoup : celui de la commission Marceau Long, créée en juin 1987. Ses travaux sur le code de la nationalité comme ses longues auditions publiques avaient inauguré un nou-

veau type de débat citoyen, dont la qualité fut unanimement reconnue. En regard, la première audition organisée par M. Fauroux a déçu. La réforme du système éducatif, indispensable mais sur laquelle ont débattu bon nombre de gouvernements, mérite à l'évidence un vaste débat national. Celui-ci ne saurait se réduire à une mise en scène télévisée reposant sur un échange en studio aimable et minuté. Les enjeux de l'école, des savoirs fondamentaux acquis en primaire à l'insertion professionnelle des jeunes, exigent une tout autre campagne d'explications, de pédagogie et de propositions. Surtout si cette campagne ambitieuse de déboucher sur un référendum. François Bayrou, qui demeure hostile à la consultation voulue par l'Elysée, a pris grand soin depuis des mois de marginaliser la commission Fauroux. Bien loin des hearings américains et des travaux de certaines commissions d'enquête parlementaire, cette première audition publique sur l'école a manqué sa cible.

Michel Delberghe

François Bonnet

Vingt-deux membres

● A l'origine, la commission Fauroux était composée de vingt-deux membres. Deux d'entre eux, le philosophe Michel Serres, membre de l'Académie française, et le physicien Jacques Prost, n'ont jamais siégé. ● Roger Fauroux a été ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire du gouvernement Rocard. Ancien PDG du groupe Saint-Gobain, il fut également directeur de l'ENA. Les autres membres sont : René Blanchet, recteur d'académie ; Michel Bon, président de France-Télécom ; Yves Bottin, inspecteur d'académie ; Huguette Bouchardau, ancien ministre ; Françoise Cachin, directrice des Musées de France ; Jean-Claude Casanova, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Paule Constant, romancière, professeur d'université ; Michaël Delafosse, étudiant en histoire ; Jean Drucker, président de M 6 ; Danièle Fouache, responsable du programme pédagogique de l'Opéra national de Paris ; Marc Fumaroli, membre de l'Académie française ; Adrien Gouteyron, sénateur (RPR) de Haute-Loire ; Jacques Julliard, directeur-adjoint du *Nouvel Observateur* ; Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris ; Dimitri Lavroff, professeur d'université ; Wolf Lepenies, université de Berlin ; Francis Mer, président du groupe Usinor-Sacilor ; Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; Gérard Saillant, professeur de chirurgie orthopédique et de traumatologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ; Dominique Schnapper, sociologue ; Jean-Christophe Yoccoz, mathématicien.

Une note interne plaide pour une meilleure « recherche de productivité »

QUEL EST le « savoir indispensable » que tout jeune devrait avoir acquis à l'âge de seize ans, terme de la scolarité obligatoire ? Telle est la première question à laquelle tente de répondre la commission Fauroux dans une note d'étape interne, préparatoire à la première « audition publique » du mercredi 31 janvier. L'expression de « savoir indispensable » ne satisfait pas pleinement la commission. Il s'agit en fait de « l'ensemble des connaissances, codées et conduites » que tout jeune devrait posséder à seize ans ; un bagage qui serait mieux défini par l'expression « *survival kit* » (« boîte à outils de survie ») qu'emploient les experts de l'OCDE, « moins soucieux de controverses idéologiques ».

Poser cette question présente, selon la commission, un avantage certain : elle oblige à s'interroger sur l'obligation scolaire jusqu'à seize ans, obligation qui a perdu « son sens et sa valeur » dès lors que plus de quatre élèves sur cinq restent dans le système scolaire au-delà de cet âge. Si l'on considère qu'une partie d'une classe d'âge,

que la commission estime à 15 %, quitte le système éducatif sans aucun diplôme, il lui paraît alors urgent de redonner sa valeur et son sens à l'obligation scolaire, en la redéfinissant « en termes d'obligations de résultats ».

DEUX QUESTIONS SIMPLES

Autrement dit, lorsque l'on aura bâti un « socle commun » à tous les élèves et que l'on aura évalué si les élèves le maîtrisent à l'échelle de l'obligation scolaire, on aura mieux mesuré l'efficacité du système éducatif, pense la commission.

Rendre sens et valeur à l'obligation scolaire suppose de « répondre à deux questions simples ». « Pourquoi ne pas donner un contenu pédagogique plus fort à la préscolaire, puisque 100 % des enfants vont en classe dès trois ans ? », s'interroge la commission. « Pourquoi admettre au terme d'un tel parcours un taux d'échec supérieur à 0 % ? Aucune raison ne justifie que l'on exempte l'activité enseignante et les méthodes pédagogiques de l'impératif de pro-

grès, de la recherche de productivité, du souci d'efficacité optimale », conclut-elle pour ce chapitre.

Abordant la question des programmes, le rédacteur de la note fait preuve d'un plus grand classicisme. Surchargés, construits par strates successives, trop strictement disciplinaires, les programmes sont élaborés par les professeurs et pour eux, sans se soucier de l'élève, diagnostique-t-il. Les solutions sont plus décapantes.

Pour reconstruire son attention sur l'élève, il faudrait abandonner le principe du maître unique progressivement, et non d'un seul coup en passant du CM2 à la sixième, en proposant une « pluridisciplinarité effective des enseignants des deux premiers cycles du collège ».

UNE « DEMANDE SOCIALE DE COMPÉTENCES »

Parallèlement, la commission suggère, en sus des manuels disciplinaires classiques, l'utilisation d'un manuel scolaire unique, transdisciplinaire, « regroupant l'ensemble des connaissances fondamentales qui doivent

être acquises à chaque étape du parcours ». Il faut enfin « définir une demande sociale de compétences ». Dure tâche, estime la commission, dans un pays où ne sont validés que les savoirs qui sont inscrits dans les programmes et sanctionnés par des examens. Cette demande sociale de compétences s'entend comme « les moyens de la citoyenneté, les savoir-faire nécessaires à toute activité et ce qu'il faut de culture pour vivre ». Ce savoir ne peut procéder d'une offre de programmes et être absolument stable.

Quant à l'évaluation du « savoir indispensable », dont la commission mesure bien la difficulté, elle pourrait se présenter comme « une batterie d'épreuves vérifiant, sous une ou deux douzaines de rubriques, que chaque futur adulte possède, à l'issue de l'actuelle obligation scolaire, les savoir-faire également nécessaires à l'entrée dans la vie active, à la poursuite d'une formation alternée ou à la poursuite d'un parcours d'études générales ».

Béatrice Gurrey

Une polémique oppose Michel Giraud à Charles Pasqua sur le pôle Léonard-de-Vinci

UNE nouvelle polémique oppose Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, à Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, à propos du pôle Léonard-de-Vinci, communément appelé « fac Pasqua ». Plus précisément, la controverse porte sur la création d'un centre de formation d'apprentis (CFA) au sein de l'établissement et sur l'homologation des titres correspondants, délivrée par le ministère du travail dans un arrêté du 9 janvier publié au *Journal officiel* du 21 janvier. Un texte dont Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, s'est engagé à obtenir l'annulation, à la demande des élus socialistes.

L'affaire intervient alors que M. Giraud est toujours en quête

d'une majorité pour faire passer son budget. Il y a un an, durant la même période, il avait dû s'incliner face à une coalition composée d'élus écologistes, du PS, du PCF et du Front national lui demandant d'engager des négociations en vue de « l'insertion de la fac Pasqua dans le cadre des universités publiques ». Au nom de cet engagement, les mêmes élus ont craint que cette homologation purement administrative déviée avec l'aval des services du conseil régional, ne vaille reconnaissance de facto du pôle contesté. Cette inquiétude devait être rapidement apaisée.

La querelle porte sur la création de filières de formations par apprentissage, celles-là mêmes, assure M. Pasqua dans un communiqué en date du 31 janvier, qui font

partie de « l'objectif prioritaire du gouvernement pour permettre au plus grand nombre de jeunes d'accéder à une formation débouchant sur un emploi ». Un objectif que Michel Giraud se faisait fort d'encourager lorsque, ministre du travail du gouvernement Balladur, il rédigea la loi quinquennale pour l'emploi.

TEMPÊTE DANS UN VERRE D'EAU

Six mois avant l'ouverture du pôle en septembre 1995, son responsable, Michel Barrot, avait déposé un dossier d'homologation de six filières de formation (gestion financière, gestion internationale de la production, de technicien supérieur de vente, d'assistant concepteur en systèmes mécaniques, gestionnaire de ressources informatiques, ainsi que vente et

stratégie commerciale). Au total, le centre de formation d'apprentis devrait accueillir une centaine de stagiaires.

Charles Pasqua assure que la demande de création du CFA a été présentée le 19 janvier 1995, que le dossier d'homologation des titres correspondants a été déposé le 10 avril et que le groupe régional de la commission technique d'homologation a été saisi le 13 octobre. Un avis favorable a ensuite accordé les 23 octobre et 16 novembre 1995, avant la transmission du dossier au ministère du travail, qui, en fin de compte, donné son accord à l'homologation dans son arrêté du 9 janvier.

Ces précisions contredisent donc les déclarations du président du conseil régional, qui, interpellé

mardi 30 janvier par Philippe Bassinet (PS), avait, dans un premier temps, feint la surprise et indiqué que « cette demande ne correspondait en aucun cas à la volonté du conseil régional et ne repose sur aucune volonté de l'exécutif ». De surcroît, invoquant un « dysfonctionnement administratif », il avait annoncé qu'il prendrait des sanctions à l'encontre des personnels concernés.

Cette affaire, qualifiée de « tempête dans un verre d'eau » par l'opposition elle-même, traduit l'extrême attention politique à l'égard de ce dossier « sensible », malgré le premier pas effectué par Charles Pasqua en direction des universités publiques (*Le Monde* du 15 janvier). Dans un avenir proche, le conseil régional sera de nouveau saisi de

ce dossier. Il s'agira cette fois d'examiner la convention de création du CFA prévoyant un financement régional de l'ordre de 40 % à 55 % des frais. Les responsables du pôle Léonard-de-Vinci misent d'autant plus sur cette création qu'il inclut la participation des entreprises « partenaires » de l'établissement. Dans son communiqué, Charles Pasqua ne se prive pas d'ironiser « en s'interrogeant sur le fonctionnement du conseil régional et en se demandant si ce spectacle ne contribue pas à démontrer que la composition politique de l'Assemblée lui interdit de gérer correctement les intérêts de l'Ile-de-France en l'absence de majorité nette et cohérente ».

M. D.

Le gouvernement défend les zones franches devant la Commission de Bruxelles

Le cas des zones portuaires âprement discuté

1924, le nouveau « patron de la crime » a suivi un cursus professionnel relativement classique. Forcée dans le sésail, le commissaire Monteil connaît aussi bien les ficelles du métier que les arcanes de la PJ, dont elle a déjà dirigé avec suc-

cès plusieurs brigades centrales. L'accession de Martine Monteil à ce poste, qui a fait rêver des générations d'inspecteurs, symbolise la banalisation en cours de la place des femmes dans l'institution policière.

sexuel, inexpliqué, a été commis dans le quartier. Avec la bienveillance de la hiérarchie et les conseils d'un inspecteur principal qui lui sert de chaperon, Martine Monreil épiluche les fichiers sur les agressions et les viols.

commissaire Monteil ouvre des brèches, anime des conférences sur les stupéfiants devant des enseignants.

Puis sept années durant, elle apprend sur le terrain les rudiments de la lutte contre les trafiquants. Planques interminables dans les « sous-marins », interpellations de suspects préablement « jicelés » par les preuves recueillies pendant des semaines de filature, « chansonnette » des interrogatoires prolongés parfois deux nuits durant, retournelle des procédures. L'insénescence de Martine Monteil dans la hiérarchie administrative, la lente érosion d'une profession qu'une affiche de recrutement vantait encore, dans les années 80, comme « un métier d'homme ».

de procédure pénale. « Être en brigade centrale, ça se mérite et ça exige une disponibilité hors du commun, celle de ses subordonnés. J'ai eu plus d'une fois des coups de fil d'épouses qui se plaignaient de ne plus voir leurs maris... » Ses supérieurs hiérarchiques s'accordent à louer la détermination, la rigueur, la loyauté et l'autorité du commissaire Montiel, capable de les réveiller en pleine nuit pour leur rendre compte des difficultés surgies dans une enquête.

« Être en brigade centrale, ça se mérite et ça exige une disponibilité hors du commun »

« A mon arrivée aux stupés, il y avait déjà dix ou trois femmes parmi les inspecteurs, embauché-e-elle. En fait, j'ai vu venir deux, trois autres, pas plus d'une par groupe d'enquête. Pas par misogynie, évidemment, mais parce qu'on n'arrive pas toujours à surprendre l'adversaire lors d'une interpellation et qu'il faut alors de la force physique. » En 1992, la brigade de répression du proxénétisme, dont elle est devenue le chef, permet l'incarcération de Madame Claude, qui n'avait jusqu'alors jamais pu être inquiétée par la justice.

a Justice. En 1994, chef de la brigade de répression du banditisme, un service d'interventions muscées qu'elle a dirigé jusqu'à l'été dernier, les capitaines Michel et Monique ont habillé conjuguement leur fille, Shana, en "she's so soft and feminine as only a Parisienne can be". Elle est Théma, dans le patraque : joliment tirée « A mademoiselle Marguerite » — qu'il lui consacra le 6 décembre 1994. Elle n'en conserve pas moins, dans son bureau, la pampille (jean, blouson et chaussures de sport) habituelle des « couz-boy » de la BRB qui font du « *cute-dessus* » sur des troncots prompts à désigner leur arme. Les cent vingt-cinq policiers de la BRB — tous des hommes, plus une femme qu'elle a fait venir — ont découvert un « patron » exagérant, rappelant à l'ordre ceux qui avaient oublié les rigueurs du code

Marthe Mouton dispose, elle, de soutiens assurés du côté des différents pouvoirs, qui comptent dans cette police judiciaire où elle a réussi une carrière sans faute. Avec les magistrats, elle a ainsi toujours entretenu de bonnes relations de travail, n'hésitant pas à traverser le boulevard du Palais pour « mettre à plat » un dossier.

Le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, qu'elle a connu jadis d'instruction au palais de justice de Paris, lui a fait une bise remarquée pour lui souhaiter la bonne année 1996, en décembre, lors de la traditionnelle cérémonie des vœux organisée par le syndic majoritaire chez les commissaires, dont elle est l'un des secrétaires nationaux. Dès le 22 janvier, M. Debré a vendu la mèche en annonçant l'arrivée d'une femme à la tête de la brigade criminelle, sans même attendre la nomination officielle intervenue jeudi 1^{er} février devant la commission administrative paritaire. Et vendredi 2 février, les cent dix policiers de la « crime » se retrouveront autour de Martine Montel, dans le bureau 315, comme le veut la tradition du service, pour entendre le directeur de la PJ parisiennne, Olivier Pol, retracer la carrière du nouveau « patron » de la plus fameuse brigade centrale du 36 qu'il des Officiers.

Erich Indyean

PORTBRIAT rean - numéroté
315 - de l'île de la Cité, les « *grandes* »
« *sfics* » placés à la tête de la brigade
criminelle ont, plus récemment, vu
passer des affaires assez délicates que
l'assassinat de Chappou Balducci ont
les meurtres en série de Thierry Paul-
lin. Des homicides à énigme aux at-
tentats terroristes, une cinquantaine
de dossiers brûlants sont confiés
chaque année à cette brigade dont
Martine Montell est devenue, jeudi
1^{er} février, le vingt et unième en date
des « patrons ». La première femme,
aussi, dans cette « maison » où les
clichés ont jauni et où la gent femi-
nine a longtemps été cantonnée à
l'écart des enquêtes.

An début des années 70, un journaliste du *Monde* interroge un policier chevronné, Jacques Gentil, sur la possibilité de nommer un jour une femme commissaire à la PJ. Un soir, l'un d'eux chez un inspecteur d'élitisme parisien, le commissaire Gentil sonde ses collègues sur ce sujet iconoclaste. L'inspecteur, vieux briscard de la police judiciaire où il participera à la création de la brigade antigang, est plutôt qu'hésitant. Sa fille, Martine, réagit au conservatisme dominant : non, la PJ ne sera pas une forteresse d'hommes ! Enquiquiné en droit, la jeune femme passionnée arole pour la mettre pénalement à l'Institut de criminologie de Paris.

Elle fait son miel des cours du professeur Yves Roumajou, un expert psychiatre auprès des tribunaux qui intervient dans les plus grands procès criminels de l'époque. Après avoir hésité à devenir magistrat, elle est recte *major* au concours d'entrée à l'école des commissaires de police, qui accueille, en 1976, sa dernière promotion comprenant des femmes. Sur les bancs de Saint-Cyr-an-Mont-d'Or, Marine Feugas, petite-fille et fille de police, rencontre Jocelyn Montpell, son futur commissaire de mari.

Un Yougoslave, violeur et étrangleur de femmes, lui vaut son premier coup d'éclat alors qu'elle est encore élève commissaire en stage à la 3^e brigade territoriale, place du Marché-Saint-Honoré à Paris. Un crime

Aucune piste sérieuse. Un deuxième viol meurtrier, puis un troisième, provoquent un début de psychose. Le dernier cadavre, retrouvé dans les décombres d'un immeuble incendié, est celui d'une femme yougoslave. Enquête de voisinage : les inspecteurs « ciblent » un Yougoslave habitant le quartier, découvrent qu'il a déjà été condamné pour viol dans son pays. L'homme, une forte tête qui avait avalé des fourchettes en prison pour obtenir sa libération, est interpellé. Face aux enquêteurs de la 3^e ST, il reste muet, les yeux rivés au sol.

Profitant d'une pause repas, Martine Mottet et son collègue inspecteur s'introduisent dans la pièce de garde à vue. « On discute en douceur, mais soigneusement. Ça va durer. Insistez. On a senti que ça allait. Enfin, il m'a regardé en face et s'est mis à parler: j'ai joué des tons de cordes assourdis, je lui ai montré une photo de son orgueil. Il s'est mis à pleurer. Puls, d'un coup, il a commencé à avouer, de façon froide, mécanique, comme s'il ne se rendait pas compte de la gravité de la situation. Je lui ai fait donner des détails. Il m'a raconté sa pulsion d'étranger, en me regardant sans perversité. » Discrettement, l'inspecteur principal prend la confession sur procès-verbal. Le lendemain, la photo du jeune commissaire en robe et cheveux blancs flait la « une » de France-Soh.

La suite de la carrière serait celle, classique, d'un commissaire destiné au sommet de la PJ parisienne, si Martine Monteli n'avait dû faire œuvre de pionnière. Sortie de Saint-Cyr dans le peloton de tête, elle sera l'une des trois premières femmes nommées commissaires divisionnaire, en 1991, aux côtés de ses deux camarades de promotion, Mireille Bellestazzi, aujourd'hui directrice du SRPJ d'Alajarcio, et Danielle Thiéry, détachée à Air France. C'est fois, dans le premier commissariat parisien qu'elle a dirigé à partir de 1979, Martine Monteli aura vu des vêtus entrant dans son bureau lui rejouer la scène du « Pardon Madame... je voudrais parler au commissaire ».

Trois ans plus tard, elle est appelée dans une brigade centrale, le saint des saints de la PJ parisienne, en l'occurrence la brigade des stupéfiants et du proxénétisme. A l'époque, l'éducation nationale et la police se regardaient en chien de faïence : le

« PROFIL BAS ». Tel est le mot d'ordre affiché à Paris au moment où s'engage, jeudi 1^{er} février à Bruxelles, la discussion dont dépend le projet de création de zones d'activités nouvelles, dites « zones à profil bas ». Elles ont été conçues par Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, devaient plaider, jeudi matin, en faveur de cette initiative gouvernementale devant Karl Van Miert et Monika Wulf-Mathies, commissaires européens respectivement chargés de la concurrence et de la politique régionale et, à ce titre, gardiens de la libre concurrence dans l'Union. Si les Français admettent que les États allouent certaines zones d'activités strictes limites au fait que dans de strictes limites autre que ne soit pas faussé le jeu de la concurrence au sein du Marché commun.

« Les États, les zones franches, défilées par Alain Juppé comme le fleuron du Pacte de relance pour la ville (*Le Monde* des 19 et 20 janvier), seront-elles présentées aux instances européennes avec beaucoup plus de modestie, afin d'éviter leurs foudres. « Nous admettons leurs positions, montrer que notre intention n'est pas d'implanter, à proximité des quartiers sensibles, de grosses unités industrielles susceptibles de fausser les échanges européens, mais de favoriser les PME, le commerce et l'artisanat », explique-t-on dans l'entourage ministériel. « Nous réprouvons l'usage abusif mais nous n'avons aucune aide sélective qui créerait des avantages défectueux », répond-on en écho à Bruxelles. Nous n'avons aucun préjugé défavorable, mais nous ne prenons pas le risque d'une « blâture ».

Les Français ont une mauvaise réputation internationale en matière d'investissement fiscal dans les activités aux entreprises de moins de cinquante et un salariés, que les futures zones franches seront redevues à une centaine d'hectares, jouxtant des secteurs d'habitation, et excluant donc l'industrie lourde ou polluante. La délimitation des sites devrait s'opérer par référence à des critères objectifs marquant les bandes des quartiers concernés : taux de chômage supérieur de 35 % à 40 % à la moyenne nationale (soit environ 50 % au-dessus du niveau européen), taux de chômage des jeunes supérieur de 25 % à 30 %, pourcentage de non-diplômés dépassant de 15 % à 30 % la moyenne nationale, faiblesse du potentiel fiscal. Mais les insuffisances de l'appareil statistique français sont limitées aux quartiers « sensibles », données obsolètes du recensement de 1990 pourraient susciter des controverses.

(630 000 francs) le plafond des aides pouvant être accordées par les Etats sans autorisation de Bruxelles apparaît comme un signe favorable à la demande française. Elle devrait éviter à Paris d'avoir à négocier pour les avantages, plus limités, prévus en faveur des 350 « zones de redynamisation urbaine ».

En revanche, la partie du projet visant à inclure les entreprises déjà existantes parmi les bénéficiaires des exonérations s'annonce nettement plus délicate à négocier. L'administration européenne conditionne généralement ce type d'aide à la réalisation de nouveaux investissements. Le cas des zones portuaires (Marseille, Le Havre, Calais) et frontalières (Strasbourg, Mulhouse), particulièrement sensibles dans le contexte européen, risque également d'être ardemment discuté.

« **APPEL À PROMET** »
Le message, non nulle, de voir capoté le dossier-plan de la nouvelle politique de la ville, après avoir suscité des orages, explique le refus de MM. Gaudin et Raut de rendre publique la quarantaine de sites retenus, parmi lesquels ils souhaitent sélectionner rapidement une vingtaine, au terme d'un appel à projet lancé la mi-février. Parmi les heureux élus devraient figurer des quartiers situés à Grigny (Seine-Saint-Denis), à Mantes-la-Jolie (Yvelines), Cligny-Montfermeil (Seine-Saint-Denis), au nord de Paris (Seine-Saint-Denis), à Bagnols (communes de Lormont, Floirac et Cenon), 5^{es} de M. Juppé, Mais, tandis que des maires ont exprimé leur scepticisme, voire leur refus des zones franches (Saint-Denis, Vaucluse-Vellin), de nombreux autres d'au-

deuxième, de « déconcentrer les services de l'Etat, de faire passer les services de l'Etat du département à la commune ». La première mesure est en action... La commune de Joux-la-Vieille, dans l'Aube, a été choisie pour servir d'exemple. Les maires de France (AMF) ont ainsi soutenu : « L'extradéconcentration » suscitée dans les banlieues par l'annexion du Pacte pour la ville.

Pourtant, les maires de quasiment pas leur inquiétude à propos de la délimitation des zones franches et du financement des « emplois », dont l'Etat ne prend en charge que la moitié. Ils craignent que « les exonérations accordées dans certains périmètres ne tendent à déplacer les problèmes dans d'autres quartiers de la commune » et réclament plus de « cohérence » entre les politiques menées par les différents ministères : « L'Etat (...) ne peut vouloir redynamiser un quartier tout en fermant des classes », remarquent-ils.

A Bruxelles ne se joue donc que la première manche du défi lancé par Alain Juppé pour les banlieues. De l'attitude des élus locaux dépendra l'impact réel de ce Pacte dans les quartiers minés.

Philippe Bernard

Les promoteurs accueillent favorablement le plan de relance

UN « COUP DE POUCE non négociable » pour Jean Domange, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) : une « mesure révolutionnaire puissante » pour André Antofini, président de la Fédération nationale des promoteurs-construteurs (FNPC) : les professionnels du secteur, particulièrement les promoteurs, qui savent que les annonces peuvent avoir des effets immédiats sur les courbes de vente, saluent avec enthousiasme les mesures de relance du logement annoncées mardi 30 janvier (*Le Monde* du 31 janvier). Après la baisse de 30 % des droits de mutation en juin, destinée à ranimer le marché immobilier de l'ancien, après l'instauration en septembre du prêt à taux zéro, censé relancer l'accèsion à la propriété, puis en décembre la majoration à 20 %, pendant un an, des droits à prêt des plans d'épargne logement (PEL), le gouvernement tire une nouvelle carte et tente de dopper l'investissement locatif privé. Il s'agit, par le truchement d'un avantage fiscal nouveau, d'encourager l'achat par des particuliers de biens neufs destinés à la location. Le dispositif actuel, dit « Quilès-Méhaignerie », qui reste une option possible jusqu'à la fin 1996, permet une déduction du revenu imposable de 10 % évaluée sur deux ans dans la limite de 60 000 francs. Pour les logements neufs acquis entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 dé-

cembre 1998, les acheteurs pourront désormais déduire de leurs revenus 10 % du montant de leur investissement chaque année pendant quatre ans et 2 % pendant les vingt années suivantes, sans plafonnement, ce qui porte à 80 % le taux d'amortissement du bien. Par rapport au dispositif actuel, selon les calculs de la FNB, ces nouvelles dispositions permettraient de réaliser, au terme de l'amortissement, pour un achat de 600 000 francs, une économie supplémentaire de l'ordre de 70 000 francs. La déduction forfaitaire sur les revenus locatifs passe, en revanche, de 13 à 6 %. Enfin, le locatif privé ancien n'est pas oublié puisque les inves-

Desormais, les classes moyennes, le gouvernement entame aussi une réforme du financement du logement local par l'intermédiaire, accessible sur critères de revenus mais souvent portés au regard des plafonds de ressources exigés, même dans les zones tendues comme Paris et sa région. Pour rendre le produit plus avantageux pour les investisseurs, le gouvernement baisse le taux des prêts locatifs intermédiaires de

6,5 % à 8 % et permet que ces prêts financent désormais la totalité du programme de logements réalisés au lieu de 70 % actuellement. En outre, pour une durée de prêt égale ou inférieure à quinze ans, l'obligation de maintenir le programme réalisé dans le parc locatif passe de douze à six ans. Enfin, les règles de plafonnement des loyers, calculée au mètre carré, seront désormais fonction de la taille des logements, c'est-à-dire moins chers pour les petits logements.

petits logements.

Le plan - la baisse d'un point du taux du livret A - concerne le monde HLM. Pour le remboursement de leur dette comme pour la construction de nouveaux programmes, le taux consenti aux organismes est indexé sur celui du livret A. Au terme des trente années de la durée des prêts, une baisse d'un point équivaut à un allègement de la dette de 31 milliards de francs. Une inconnue pesé néanmoins : quels seront les effets de la baisse des taux sur l'importance des fonds collectés ? Les brèches ouvertes par le lancement du nouveau livret jeune et du nouveau livret d'épargne populaire inquiètent l'Union des fédérations d'organismes HLM, qui demande que les fonds qui garantissent le niveau des prêts au logement social soient maintenus à un niveau suffisant.

Christine Garin

Ecoutes de l'Elysée : Alain Marsaud (RPR) dénonce le recours au « secret défense »

DANS UNE LETTRE adressée mercredi 31 janvier au garde des sceaux, Jacques Toubon, Alain Marsaud, député (RPR) de la Haute-Vienne, estime que la notion de « secret-défense » invoquée dans l'affaire des écoutes téléphoniques de la cellule de l'Élysée, de 1983 à 1986, est « erronée ou détournée de son objet ». « L'enquête [du juge d'instruction] est aujourd'hui entravée, car on lui oppose le « secret-défense », écrit Pancelin magistrat, qui souligne que ces écoutes « ont été utilisées non à des fins de service public, mais, semble-t-il, pour mener purement et simplement des investigations sur la vie privée de ceux qui passaient, à tort ou à raison, comme étant des opposants ».

M. Marsaud demande à M. Toubon de lui indiquer s'il envisage de « tout mettre en œuvre pour que les éléments de preuve recherchés par le juge lui soient communiqués sans aucune entrave ». Le directeur de cabinet de François Mitterrand, Gilles Ménage, et le généraliste devenu préfet, Christian Prostreau, ont été mis en examen dans ce dossier.

■ **DROGUE** : un réseau international de trafiquants de cocaïne a été démantelé, le 27 janvier, au Venezuela à la suite d'une enquête de l'Office central français pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRIS), en liaison avec les polices italienne, vénézuélienne et colombienne. 650 kilos de drogue ont été saisis. Neuf personnes, dont deux Français, ont été arrêtées.

■ **ENVIRONNEMENT : la RATP met en service, jeudi 1^{er} février à Paris, deux bus électriques expérimentaux sur les 6 kilomètres de la ligne du Montmartrobus, entre la mairie du 18^e arrondissement et Pigalle. Cette opération destinée à lutter contre la pollution est menée conjointement par la RATP, EDF et la Mairie de Paris.**

ÉTVDES

L'avenir de Jérusalem
Frédéric ENCEL

Espace public
Dominique WOLTON

février 1996

Le numéro : 55 F

LA rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél : (01) 44 89 46 49
Ce numéro sur abonnement : 35 15 SÉRIELLES

HORIZONS

ENQUÊTE

CIGARE vissé aux lèvres, Andrés a l'œil aux aguets. L'homme conduit une Lada pousuée dans le dédale des rues de la périphérie havanaise. Des grues, des docks, des groupes de HLM bas, jaunés. Des maisons aux toits de tôle, propres et bien tenues. La misère à Cuba n'a pas la brutalité du dénuement haïtien, elle n'a pas généré de bidonvilles à la brésilienne. Mais ici, comme ailleurs dans le continent métis, la courbe de l'aisance et du pouvoir est influencée par la couleur de la peau.

A Andrés, fils d'ouvriers de la canne à sucre de la province de l'Orient, grand nègre à la peau d'une couleur d'encre rare à Cuba, la révolution a apporté ce à quoi il n'aurait jamais pu prétendre sous le régime dictatorial et corrompu de Fulgencio Batista, renversé par

date de Mathusalem, et, d'ailleurs, il ne marche plus, mais, lui, continue d'aimer la chanson mélancolique, la trova traditionnelle, celle de Francisco Repilado, dit Compay Segundo, quatre-vingt-huit ans, ancien ouvrier d'une manufacture de cigares devenu musicien fonctionnaire après la révolution. Un vieux Noir du quartier de Cayo Hueso (« tas d'os »), joueur de tres, petite guitare à trois cordes doubles. « Tu es belle comme un lys, nous ne voudrions pas que tu te fasses. » Au cœur de cette vieille Havane si nègre, les femmes sont des lys.

Andrés « a pleuré, comme beaucoup de Cubains », le jour de l'excution du général Arnaldo Ochoa, « son » général, héros national des guerres lointaines, de l'Éthiopie, de l'Angola, tombé en disgrâce et condamné à mort en 1989 pour trafic de drogue.

Les couples mixtes ne sont pas rares à Cuba, mais Andrés n'a pas

listes Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal dans *Fin de siècle à La Havane* (Le Seuil), au début des années 90 – une femme et deux Noirs sur quatorze personnes – montre que, comme le machisme, le racisme ne peut être aboli par une décision. Le castrisme a donné la priorité à « l'homme cubain » et

Ici comme ailleurs dans le continent métis, la courbe de l'aisance et du pouvoir est influencée par la couleur de la peau

laissé en friche le champ de l'identité noire, inexistant une fois l'égalité sociale, économique et politique déclarée. Il a confondu conflit racial et conflit de classes. Dès lors, toute idée plurielle de la « cubanité » menaçait l'unité de la nation.

En 1988, Carlos Moore, exilé

taires) de la révolution, présente *Now*, un montage d'images sur le tabassage des Noirs militant pour les droits civiques par la police américaine, les Cubains n'y voient qu'une manifestation de la barbarie yankee.

Des tambours batons aux fêtes du synchrisme religieux (la proces-

sion de Saint-Lazare, les célébrations à la Vierge de la Charité du Cuivre, patronne de l'île, dont Oshum, déesse yoruba de la sensualité, des rivières et des sources, a emprunté les traits), la culture noire est omniprésente à Cuba.

Andrés, l'ex-colonel des armées africaines, sourit quand on lui

Noire fut la rumba, avant de s'affadir à New York ou à Paris. L'Afrique se l'est d'ailleurs réappropriée, et Andrés, dans ses bunks anglois, n'a pu échapper aux vagues de bonne humeur dansante de la rumba zairoise qui domine la musique populaire africaine. « *La Havane danse aussi* », dit Andrés.

Le son, la salsa et la rumba, malgré la « période spéciale » (la faillite économique qui dure depuis 1989) qui creuse la faim et coupe l'électricité, sont toujours habités du souvenir de l'épiphanie, pendant laquelle les Noirs des *calibdos* (associations religieuses et créatives) avaient le droit de se déguiser, de porter des masques, des costumes brodés d'or pour défilier gaillardement sous les yeux fascinés des Blancs emperruqués postés aux balcons. Suprême élégance, que le peintre espagnol Victor Patricio Landaluze peignait au milieu du XIX^e siècle tandis que,

La révolution castriste a voulu donner la priorité à « l'homme cubain »



Cuba, la négritude niée

les « barbus » en 1959. Andrés est allé à l'école, il a étudié les sciences sociales à l'université, puis il a été boursier de l'URSS à Leningrad, quatre années durant. Une impression bizarre, dit-il, le froid, et cette camaraderie un peu paternaliste. Franchement diplômé, cet homme à la carrure de docker intègre le corps expéditionnaire cubain en Afrique : l'Angola, quatre ans, avec un grade de colonel. « *De l'Afrique, je n'ai vu que la guerre, des galeries souterraines, des bombes, j'avais peur.* »

Qu'avait-il en tête avant son départ pour le continent noir, la mère Afrique ? A la question, Andrés répond par un rire. En 1965, le médecin militaire Rafael Zerkera, dit « Kumi », partait pour le Congo avec Ernesto Che Guevara. Il pensait, écrivait-il, que l'Afrique était « un continent au retard évident, avec des régimes coloniaux. Beaucoup de singes, la forêt, des zèbres, des éléphants, des troupeaux. Beaucoup de cobras ». Autre membre de l'expédition, « Genge » croyait quant à lui qu'il y avait là-bas « des forêts vierges, des Africains féroces, des sarbacanes, toutes ces choses sinistres apprises dans *Tarzan* » (propos cités dans *L'année où nous n'étions nulle part : extraits du journal de Ernesto Che Guevara en Afrique*, éditions Métailié). « *Je n'ai rien vu, maréchal Andrés. Je ne parlais pas la langue.* »

SON Afrique à lui, c'est un faubourg de La Havane. Rentré « victorieux » dans la capitale cubaine, il se voit offrir un poste de gratte-papier à l'université pour 360 pesos (environ 75 francs). Andrés vend des cigares sortis de l'usine d'Etat Partagas, des poulets trouvés miraculeusement, et cherche des dollars en échange, comme tout Cubain des villes. Rires. Andrés est un sentimental, son autoradio

cédé à l'attribution de la blondeur, tel le héros de *Emelina Cudalamar*, la pièce du dramaturge noir Eugenio Hernandez Espinosa, dans laquelle un ingénieur, après un séjour en Hongrie, oblige sa femme à porter une perruque blonde. Andrés a épousé Celina, une femme à son image, grande, large, nègre « congo », amie des *santeros* (adeptes des cultes afro-cubains). Celina est institutrice, responsable du Comité des femmes de son quartier. Chaco, leur voisin, est plombier. Mais les bus ne roulent plus faute de carburant ; alors il reste à la maison. Les riches sont blancs, surtout « les étrangers qui ont des dollars », dit sa sœur.

Les statistiques à Cuba sont une demie aussi rare que les tomates ou la viande rouge. Selon le recensement de 1981, le dernier dispo-

cubain d'origine jamaïcaine, publiée aux États-Unis un livre ressemblant à La Havane comme un brûlot contre-révolutionnaire : *Castro, les Noirs et l'Afrique* (UCLA Press, Los Angeles). Fidel Castro, un Blanc, comme la majorité des ex-guerrilleros de la Sierra Maestra, y est accusé de déni du problème noir et d'intolérance envers la culture afro-cubaine.

Moore reproche à Castro d'avoir utilisé les Noirs pour les guerres africaines, comme hier les planteurs pour la culture de la canne à sucre. L'année suivante, à La Havane, les éditions José Martí financent une étude sur la question noire, menée par une journaliste multirace, Gisela Aranda. En 1990, on réédite *El Monje*, un des livres les plus profonds sur la *santería*, écrit par la grande prêtresse

parle de la *santería* : « *Je ne crois pas aux fétiches, ni aux mauvais cell, mais c'est normal pour nous.* » Tout à l'heure, avec sa femme, ses amis, ses voisins, il boira l'alcool (du rhum rude) passé de bouche en bouche dans une calebasse et caressera le poulet décapité proposé par le *babalao*. L'animatrice du comité des femmes se laissera alors entraîner dans les danses et trances collectives devant les maisons aux toits de tôle ondulée et les offrandes déposées près de l'image peinte de Yemanjá, déesse de la mer.

Cuba est une drôle de combinaison de réalisme socialiste, de bureaucratie héritée du clientélisme, de joie sensuelle, de croyances éparées. Avant chaque cérémonie, le *babalao* aura demandé l'autorisation d'honorer les dieux yorubas au pincho, le fonctionnaire du Parti responsable du quartier. « *Maintenant, les gens célèbrent les orishas comme ils chantaient auparavant un hymne à l'entrée des classes ou lors de l'acte civique du vendredi consacré à la libération du Vietnam*, poursuit l'héroïne du *Néant* quotidien, le roman de Zoé Valdés. *Allez savoir, tout cela est peut-être lié... Dans mes veines coule du sang noir, je n'ai qu'à écouter un tambour et je sens des chatouilles dans la zone du petit os de la joie.* »

Au musée afro-cubain de Guanabacoa, Castro est venu signer le livre d'or. Une photo au mur l'atteste, qui cotoie un diplôme décerné au musée par le Syndicat national des travailleurs de la culture « pour avoir maintenu son statut d'Unité modèle, dans la lutte pour la qualité et l'efficacité ». L'entrée coûte 2 dollars américains ; on peut y étudier les caractéristiques des divinités yorubas, y entendre un concert de Mercedes Valdés, y boire un verre en contemplant un ancien moulin à broyer les cannes à sucre, vestige du temps des barons, de l'esclavage.

L'HISTORIEN du cinéma

Paulo Antonio Paranagua raconte qu'« aux premiers temps de la révolution il y a eu une réelle volonté d'aborder la question raciale. Puis les temps se sont gâtés. Il y avait eu des cinéastes dérangeants, comme Sara Gomez, femme et noire ». Sara Gomez (1943-1974), qui fut l'assistante de Tomas Gutierrez Alea et d'Agnes Vanda, s'était attachée à filmer les marginaux, petits voyous, trafiquants, délinquants, dont la révolution aurait bien voulu nier l'existence. Son unique film de fiction, *De Cierta Manera* (1974), se déroulait dans le quartier de Miraflores, construit en 1962 pour reloger les habitants d'un bidonville éradiqué.

La révolution sociale est en marche, mais les contumes, les préjugés, les croyances, ont la vie dure. Présenté avec succès il y a deux ans à La Havane, le film *Maria Antonia*, du cinéaste noir et homosexuel Sergio Giral, aujourd'hui exilé aux États-Unis, revenait sur la période coloniale (en réalité aujourd'hui). « *Il en profitait, explique Paulo Antonio Paranagua, pour montrer de façon très sensuelle, chaude, tout ce qui était refoulé hors du politique et du social.* » Un champ incontrôlable que Fidel Castro, père autoritaire, n'est pas encore prêt à laisser aux mains des enfants de Cuba l'afrique. Mais cela a-t-il jamais empêché Andrés et ses proches d'honorer Oshum, la déesse de l'amour, la mulâtresse, la joyeuse, parée de jaune et d'or ?

Véronique Mornaigne

en négligeant l'identité noire. Comme partout sur le continent américain, les préjugés ont la vie dure

par Michel Roussin

tières sont vouées au déperissement. On peut toujours se plaindre de ce que les Américains mènent une offensive commerciale, ce qui est vrai. On peut aussi dire qu'en Afrique il y a de la place pour tout le monde, à la condition d'être un peu plus agressif que par le passé.

Enfin, un phénomène doit être signalé : c'est le retrait des grands réseaux bancaires français d'Afrique. On peut en comprendre les raisons eu égard à l'exigence de rentabilité de ces entreprises. Mais les systèmes bancaires locaux ne sont pas mûrs. Alors, nos partenaires doivent être vigilants. Nous aussi.

Michel Rousstin, adjoint au maire de Paris (chargé de la francophonie), est ancien ministre de la coopération.

poubelle

par Emmanuel Ball

nucéaires français ? Le « clone » de ce spectacle montrait des journalistes munis d'un radiamètre DYP 80 en plongée sur une tête de pits à Mururoa. Une telle prestation relève en effet plus de la propagande que de l'information quand on sait qu'un tel appareil est tout à fait inadéquat à ce genre de

par Emmanuel Ball

ET de six ! La France a terminé enfin ses rododromes nucléaires et l'éclatante affirmation de sa virilité. Au moment même où l'actualité se fait écho de la polémique soulevée par le gouvernement japonais à propos de la fuite d'iode radioactif consécutive à un tir français constante dans le lagon de Mururoa par le navire *La Cyprien*.

N'est-il pas désormais temps, maintenant que le mal est fait, de réfléchir au devenir de la poubelle nucléaire que la France jette au Pacifique et à la planète ?

Au fil de quelque 200 tirs, nous avons fracturé le sous-basement basaltique des atolls de Mururoa et Fangataufa et déstabilisé le récif corallien qui le surmonte. Nous avons surtout émis une quantité d'éléments radioactifs dont la période va de quelques jours à quelques dizaines de milliers d'années. La période, ou demi-vie, est le temps nécessaire pour qu'un élément radioactif perde la moitié de sa radioactivité. Cette période est très variable : de 8 jours pour l'iode, elle est de 24 100 ans pour le plutonium 239. Nous avons enfin emprisonné sous forme de chaleur une formidable quantité d'énergie.

Au contact d'une évolution inéluctable, la chaleur va maintenant remonter pour se dissiper dans l'océan. En circulant, l'eau réchauffée au contact des roches en sera le véhicule privilégié, drainant irrémédiablement des isotopes radioactifs vers la mer où les chaînes alimentaires les concentreront. Ce processus est lent et durera longtemps. La source ne s'en éteindra pas avant des centaines de milliers d'années. Il est donc impératif de suivre attentivement l'évolution du déséquilibre thermique, radiologique et chimique que nous avons

nucléaires français ? Le « clou » de ce spectacle montrait des journalistes munis d'un radiamètre DYP 80 en plongée sur une tête de puits à Mururoa. Une telle prestation relève en effet plus de la propagande que de l'information quand on sait qu'un tel appareil est tout à fait inadapté à ce genre de mesure, quand on voit par ailleurs que c'est à des journalistes que l'on demande de tenir le discours de justification, tandis que l'accès à des soins soigneusement interdit aux scientifiques.

Il est aujourd'hui indispensable qu'un bilan rigoureux soit effectué et une surveillance maintenue. Qu'y soient associés des organismes totalement indépendants tant du ministère de la défense que du Commissariat à l'énergie atomique. Que leur soient données toutes facilités pour échantillonner et mesurer, ainsi que l'accès à toutes les mesures effectuées jusqu'ici.

Il est aujourd'hui indispensable qu'un bilan rigoureux soit effectué et une surveillance maintenue

Mais laissons là les questions du scientifique et voyons celles que se pose le citoyen. On lui a dit depuis vingt ans déjà qu'en matière nucléaire la stratégie française reposait sur la dissuasion. C'est le général de Gaulle en personne qui lui a expliqué : tout agresseur éventuel doit savoir qu'il s'expose en nous attirant à lui des destructions

**Il est aujourd'hui
indispensable
qu'un bilan rigoureux
soit effectué
et une surveillance
maintenue**

Mais laissons là les questions du scientifique et voyons celles que se pose le politique. On lui a dit depuis vingt ans déjà qu'en matière nucléaire la stratégie française reposait sur la dissuasion. C'est le général de Gaulle en personne qui l'a expliquée : tout agresseur éventuel doit savoir qu'il s'expose en nous attaquant à des destructions plus importantes que l'avantage qu'il en retirerait.

Si la dissuasion constitue toujours la clé de la stratégie de défense française, il est clair que notre arsenal, en l'état, est amplement suffisant pour assurer ce rôle. Point n'était besoin d'effort de nouveaux tirés pour conserver toute notre puissance de feu. Tous les experts internationaux en conviennent. Si donc on envisage, comme on le propose, une action appuyée sur les tirés au cours, de perfectionner notre arsenal nucléaire, c'est bien qu'on en attend un autre usage, c'est que l'on veut des armes d'un autre type, destinées à être utilisées autrement, destinées précisément sans doute à être utilisées. Voilà qui change singulièrement la donne ! L'envisage-t-on pas de se servir, le cas échéant, de ces armes dans des conflits locaux, alors que jusqu'ici le propre de l'arme nucléaire était de ne jamais servir ?

S'agit-il bien du mandat que le citoyen a confié au président qu'il a élu ? Il est grand temps que soit redéfinie et clarifiée la stratégie nucléaire française et que s'instaure un débat de fond sur ce sujet.

par Gérard Leclerc

E TONNANTE intervention, dans *Le Monde* du 19 janvier, de Danielle Sallenave : « En entrant François Mitterrand, la République aura du même coup entré un de ses principes fondateurs : la séparation de l'Eglise et de l'Etat. » On lit l'article et on a la stupeur de comprendre que pour M^{lle} Sallenave la séparation en question, loin de signifier la distinction nécessaire et classique entre le spirituel et le temporel, renvoie en fait à la nostalgie d'une République qui se serait approprié le sacré, ou du moins qui camouflerait fermée sur son propre sacré, défiant du haut de son Panthéon une « Notre-Dame » qui n'aurait qu'à bien se tenir.

Passons sur le ton agité (« l'union sacrée des notables et des cléricaux »). Certes, l'auteur se réclame de « la liberté de toutes les croyances et de leur expression ». Elle vitupère vertueusement contre « l'intrusion de l'Eglise dans les affaires publiques ». Mais elle va très vite au problème de fond quand elle explique : « La République n'a jamais su trouver d'équivalent symbolique aussi puissant que les cérémonies religieuses pour la naissance, le mariage, les funérailles. » C'est un regret qu'elle exprime, et plus encore un désir insoufflé de sacralisation républicaine qu'elle avoue !

Lorsqu'elle évoque « l'embarcadere de la décoration vaguement spiritualiste du dôme du crématoire au cimetière du Père-Lachaise » et le léger ridicule des « baptêmes républicains », elle laisse perler tout haut le fond de son cœur. M^{lle} Sallenave a la nostalgie d'une République anticléricale, opposant aux liturgies de l'Eglise les pompes de la laïcité. Pas un instant elle ne semble songer que ce genre de rites de substitution avait trouvé son lieu d'élection privilégiée dans la défunte Union des républicains soviétiques socialistes. Le rapprochement aurait été trop dangereux. Autant avouer que la laïcité, loin d'être simplement la neutralité de l'Etat en matière philosophique et religieuse, s'est vouée et se veut encore, chez quelques-uns de ses sectateurs une contre-culture religieuse, qui s'oppose terme à terme à son *adversaire-rival* et ne cesse de rêver de s'approprier le symbolique dont il est porteur, face aux grands événements et

mystères des hommes, de leur naissance à leur mort.

Que M^{me} Sallenave parle du Panthéon en priorité ne laisse aucun doute sur ses intentions. Quel autre édifice que une église désaffectée pouvait mieux convenir à l'obscure objet de son désir ? Quelle étonnante histoire que celle de ce « temple », haut lieu des fantasmes d'une « religion » qui hésite entre le culte positiviste de l'humanité et l'occultisme de type hégélien qui trafique avec les fantômes. Le seul nom de cette néoéglise est lourd de toutes les équivoques qui ont toujours entouré les mises en scène de la mort. Certes, de très grands souvenirs l'habitent. Mais quel genre de déesse est la République guerrière (celle de la Convention) qui est en son chœur ?

« Bonnet rouge, dit joliment M^{me} Sallenave, mais sans jamais dire non à la robe noire ». Tout est dit ! elle brûlerait volontiers la robe noire en face du Panthéon, ou à l'intérieur de la Bourse du travail. Ou, plutôt, elle préférerait une liturgie bonnet rouge qui ferait la nique à la robe noire.

Mais soyons sérieux. La messe à Notre-Dame constitue-t-elle une

entorse à la loi de séparation de l'Etat ? Il faut avoir l'âme bien grincieuse pour l'affirmer. Pourquoi, lorsqu'il s'agit de « gérer » un événement tel que la disparition d'un président de la République, l'Etat ne négocierait-il pas avec l'Église l'organisation d'une cérémonie religieuse ? Au nom même de sa neutralité métaphysique, une telle demande serait plus cohérente que la volonté d'organiser un culte laïque sui generis qui serait révélateur d'une trouble tendance à fabriquer du religieux d'Etat, ou encore une religion civile.

Dans d'autres pays démocratiques, qui respectent la liberté des citoyens et qui affirment scrupuleusement la neutralité de l'Etat, une protestation contre une cérémonie religieuse apparaîtrait invraisemblable. Mais c'est toute la différence entre tolérance et intolérance. Comprendra-t-on un jour dans ce pays que la laïcité passe aussi par la séparation du laïcisme et de l'Etat ?

Gérard Leclerc est éditorialiste à l'hebdomadaire France catholique.

par Michel-Louis Lévy

M AIS si, Danièle Salenave, les juifs, les musulmans, les agnostiques et les athées, les Français comme les étrangers, étaient là, « en symbiose », émus et recueillis, dans Notre-Dame sur le parvis, devant leur télévision, lors des fêtes nationales de François Mitterrand. Ce n'était pas un événement de la laïcité. S'édifiait là, tout au contraire, la religion de la République, celle qui respecte la loi et toutes les croyances qui ne lui sont pas contraires, celles des morts et des vivants, celles des bâtisseurs des cathédrales et des habitants de nos banlieues. Puisque François Mitterrand avait indiqué : « Une messe est possible », Jacques Chirac se devait de présider une cérémonie d'inspiration catholique, tout comme, dans des circonstances comparables (la violence en mots à Paris), il avait assisté à Jérusalem à une cérémonie d'inspiration juive, ou le discours de la petite-fille du défunt fut très émouvant, quoique non orthodoxe.

Cette religion de la République, il y a longtemps qu'elle est en chantier. Rappelons que « les représentants du peuple français, réunis en Assemblée nationale

(...) ont résolu d'exposer dans une déclaration sommaire les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme (1) ». En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême... (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen).

Reste cependant à corriger deux siècles d'*« antilibéralisme primaire »*. C'est devenu un scandale qu'on puisse faire de bonnes études en France sans entendre jamais parler de Moïse, Salomon, Isaïe, saint Paul, saint Augustin, Mahomet.

Au lieu que Spinoza, né juif, excellent connaisseur de la langue et de la grammaire hébraïques, serve de référence. C'est Voltaire, hélas ! Qui fit le maître à penser de la République. L'écriture sainte a été en France confondue avec les productions de la superstition, et l'enseignement religieux abandonné au quasi-monopole du catholicisme romain. Tout s'est passé comme si la République française avait censuré la Bible. Les passions anticléricales de la Révolution ont jeté l'enfant avec l'eau du bain, la religion avec la superstition, Dieu avec le Diable. Il semble bien que Danièle Sallenave appartienne à cette école *« ultralique »*.

Il en est d'autres inversement qui, sacrifiées par les excès auxquels les passions antireligieuses ont conduit les nazis et les Ministères, tombent aujourd'hui dans l'excès contraire et n'osent plus distinguer ce qui relève de la foi et de connaissance. Par exemple, les médias ont parlé à Noël de « *Bethléem, ville natale du Christ* », sans ajouter de réserve comme « *selon les Evangiles* », ou « *dans la tradition chrétienne* ».

Maintenant que le pape a reconnu que la Trinité franc-maçonnerie et républicaine, Liberté, Egalité, Fraternité ne contredit nullement la Trinité chrétienne Père, Fils, Esprit - pourquoi ne pas les éteindre l'une et l'autre ? Pourquoi l'école ne réussirait-elle pas ce que la télévision et la radio font le dimanche matin ? Réserve-t-on aux juifs l'émission juive et aux catholiques la messe dominicale ? Créons un cours d'instruction civique et religieux commun à tous les élèves de la République. Et étendons aux autres cultes la « prière pour la République française » qu'on récitait naguère tous les samedis matins dans les synagogues :

Dieu Eternel, maître du monde, la
trinité embrasse les cieux et la

terre ; la force et la puissance l'autoritairement ; par toi seul nous nous sentons s'élever et tout s'affermir. De ta demeure sainte, ô Seigneur, bénis et protège la République française et le peuple français. Amen.
 Que la France vive heureuse et prospère ; qu'elle soit forte et grande par l'union et la concorde. Amen.
 Que les rayons de ta lumière éclairent ceux qui président aux destinées de l'Etat et qui font régner dans notre pays l'ordre et la justice. Amen.
 Que la France jouisse d'une paix durable et conserve son rang glorieux au milieu des nations. Amen.
 Accueille favorablement nos vœux ; que les paroles de nos lèvres et les sentiments de notre cœur trouvent grâce devant Toi, ô Seigneur, notre Créateur et notre Libérateur. Amen.
 Ce texte est un peu « rétro », d'accord. Mais enfin, pourquoi le cardinal Lustiger ne l'aurait-il pas lu à Notre-Dame ? Et pourquoi les professeurs ne l'auraient-ils pas commenté dans les écoles ?

Certes, il serait tentant de faire concorder la notation «bonne étoile nationale». Ne nous a-t-elle pas protégés lors de l'accident de Tchernobyl? On se souvient en effet que, contrairement aux autres pays d'Europe contaminés par une pollution atmosphérique poussée par un vent d'est, la France en avait été protégée, le nuage radioactif ne franchissant pas nos frontières, mais les contourant pour aller contaminer l'Espagne, les Pays-Bas et l'Angleterre.

Il faut donc confiance au gouvernement. Le président, Jacques Chirac, s'est publiquement engagé à ce que les scientifiques qui le soulaieront puissent mener sans entraves toutes les études et tous les contrôles qu'il jugeront utiles. Regrettons simplement qu'il se soit opposé à ce qu'un bilan radiologique soit effectué avant un tir et tout de suite après, car seule une telle étude peut mettre en évidence une fuite quand il s'agit d'éléments à courte période.

Regrettons aussi le manque de clarté de la réponse adressée au laboratoire du CRII Rad qui souhaitait participer à cette étude. Il est vrai que le CRII Rad ne s'était pas privé de critiquer le film de la Dincé (direction des centres d'expérimentation nucléaire), présenté lors du débat télévisé du 14 septembre 1995. Pourquoi reprendre les essais

plus importantes que l'avantage qu'il en retirerait.

Si la discussion constitue tout-
jours la clé de la stratégie de dé-
fense française, il est clair que notre
arsenal, en l'état, est amplement
suffisant pour assurer ce rôle. Pou-
vrait-il besoin d'affermir de nou-
veaux tirés pour conserver toute
notre puissance de feu. Tous les ex-
perts internationaux en
conviennent. Si donc on envisage,
sur les moyens de la simulation appuyée
sur le tir en cours, de perfection-
ner notre arsenal nucléaire, c'est
bien qu'on en attend un autre
usage, c'est que l'on veut des armes
d'un autre type, destinées à être
utilisées autrement, destinées pré-
cisément sans doute à être utilisées.

Voilà qui change singulièrement la
donnée ! L'envisage-t-on pas de se
servir, le cas échéant, de ces armes
dans des conflits locaux, alors que
jusqu'ici le propre de l'arme nu-
cléaire était de ne jamais servir ?

S'agit-il bien du mandat que le
citoyen a confié au président qu'il a
 élu ? Il est grand temps que soit ré-
 définie et clarifiée la stratégie nu-
cléaire française et que s'instaure
un débat de fond sur ce sujet.

Emmanuel Ball est ingé-
nieur de recherche au CNRS (La-
boratoire de tectonophysique, uni-
versité Montpellier-II).

Emmanuel Ball est ingénieur de recherche au CNRS (Laboratoire de tectonophysique, université Montpellier-II).

Jacques Jenuard

LE FEUILLETON
DE PIERRE LÉPAGE
Une nouvelle édition
des œuvres
de Joseph Conrad
page II

MASCULIN / FÉMININ
de Françoise Héritier page VI

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 2 FÉVRIER 1996

ENQUÊTE
Le Goncourt des lycéens,
le prix d'une ambition :
redonner le goût
de la lecture aux jeunes
page V



JEU D'ESPIONS
Un trio amoureux
au centre du nouveau roman
de John Le Carré page III

EN DIRECT DU COULOIR
DE LA MORT
(Live from Death Row)
de Mumia Abu-Jamal.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jim Cohen,
préface de Jacques Derrida,
La Découverte, 240 p., 85 F.

Intelligence au bord de la mort

Ancien militant des Panthères noires condamné
à la peine capitale pour le meurtre d'un policier,
Mumia Abu-Jamal
dénonce la dérive
du système pénitentiaire américain.

Il ne faudrait pas prendre le livre de Mumia Abu-Jamal, ce journaliste noir, accusé de meurtre pour le simple témoignage - et le témoignage militant - de la cruauté et de l'inefficacité grandissante du système pénitentiaire américain. Par son énergie vibrante, par l'animation et même, paradoxalement, par les éclats de gaieté qui parsèment ce recueil de méditations et d'articles, par l'extraordinaire lucidité et la rigueur d'un homme sur lequel pèse, depuis 1982, la menace d'une exécution capitale. En direct du couloir de la mort à sa place dans les grands Mémoires de prisonniers du XX^e siècle.

A côté, toutes proportions gardées, de *Souvenirs de la maison des morts* de Dostoïevski et d'une *Journal d'Ivan Denisovitch* de Soljenitsyne. L'ouvrage n'est pas sans rappeler aussi certains témoignages de victimes de la Shoah, qui frappent par leur acuité d'analyse, comme le *Journal* de Cael Perchodnik, paru récemment chez Liana Levi.

Une telle comparaison n'implique pas un parallèle entre la situation faite aux Afro-Américains aux États-Unis et l'extermination des juifs nazis. Le système de la guerre mondiale (malgré les rumeurs de « génocide » par le crack ou le crime qui traversent régulièrement la communauté noire et de « complot diabolique » qu'Abu-Jamal reprend à son compte). Elle tend simplement à ranger ce livre dans la série des ouvrages où triomphe l'humanité de l'homme, et qui démontrent que, jusqu'au bord du gouffre, la raison peut ne pas perdre ses droits ni l'analyse

politique céder forcément le pas à l'émotion ou à l'introspection. Comme le fait remarquer l'écrivain noir John Edgar Wideman dans l'introduction (« *Quand on dirait Pharoah Sanders arrivait d'une plume au lieu d'un sax* », s'écrit Abu-Jamal), en direct du couloir de la mort est à la fois l'antidote et l'antitype de ce que Wideman appelle le « *réalisme* », nouvelle manière. Par là, il désigne les biographies censées établir la preuve de la ténacité de la société américaine au travers de quelques exemples de réussites aussi flamboyantes que mythiques (comme celle de la richissime animatrice Oprah Winfrey ou d'O. J. Simpson).

En même temps qu'une description des antichambres de la mort où crouissent près de trois mille détenus en attente d'exécution, ce document constitue un réquisitoire

implacable contre le caractère répressif ou « correctif » de la prison.

Symbole pitoyable et absurde de la transformation du système pénitentiaire en machine de répression pure, voire en machine de mort, le portrait de ce compagnon d'infortune d'Abu-Jamal, doté du pseudonyme de Harry Washington : « *Un jeune homme noir autrefois gardien de prison, maintenant condamné au couloir de la mort. Jadis il portait les clés, maintenant il les entend, dans son angoissant attente de la mort. Les conditions de détention de la plupart des couloirs de la mort en Amérique fabriquent des Harry Washington par dizaines* ». Aujourd'hui, dit Abu-Jamal, « les prisons » sont devenues « des accumulateurs de colère, des foyers de haine socialement acceptable où les mondes entrent en colli-



Prisonnier dans le couloir de la mort

son comme des particules atomiques ». Mumia Abu-Jamal est précis, il connaît bien les coins et recoins du labyrinthe juridique américain et il aime les chiffres. Ceux qu'il cite, à plusieurs reprises, forment une accablante litane : sur les dix États ayant les taux de crimes les plus élevés, huit sont aussi les plus chargés en condamnés à mort ; les Noirs, qui représentent 13 % de la population américaine, rassemblent 54 % du million cinq cent mille détenus que totalise en 1996 la population pénitentiaire - laquelle a triplé en quinze ans - et environ 40 % de la « population du couloir de la mort » ; en Géorgie, ceux qui sont accusés d'avoir tué des Blancs ont 4,3 fois de risque plus d'être exécutés que ceux qui le sont d'avoir tué un Noir, etc. Par ces supputations en forme de refrains macabres, Mumia Abu-Jamal entend démontrer que le système carcéral s'est métamorphosé en arme d'une guerre raciale larvée. De l'entretien de ce chaos, la police a sa part : commentant l'affaire Rodney King, Mumia Abu-Jamal constate que, de 1981 à 1991, plus de soixante dix-neuf mille cas de brutalité policière ont été recensés : « *Autrement dit, un civil est brutalisé par la police en moyenne 658 fois chaque mois, soit plus de 164 fois par semaine !* ».

Faire droit à l'analyse d'Abu-Jamal, c'est également faire la part de ce qui dans son texte provient du débordement militant, et ce qui démonte réellement le mécanisme d'emballage d'une répression légale. Une répression qui semble se résumer au principe « *lock them and throw away the key* » (enfermez-les et jetez la clef), et qui s'exprime par la redoutable loi de 1994, imitée d'une règle de base-ball, « *three strikes, you're out* » (trois

« *atrait tous les enfants du monde et était l'adversaire de tous les oppresseurs* » et qu'il avait « *discuté philosophie avec Chou En-Lai* (...), rencontré Mao, dîné avec Kim Il-sung ». On peut diverger aussi sur les éloges adressés au révolutionnaire Malcolm X, préféré à la figure de Martin Luther King, et ne pas partager non plus sa lecture de l'affaire de la secte Waco, quelque peu indulgente pour les sectateurs de David Koresh. Le processus de démonstration de tout futur adversaire du système dont la télévision est largement responsable, qui est à cette occasion dénoncé, n'en prête pas moins à réflexion. De même l'utilisation massive de la dite télévision à l'intérieur d'un système carcéral où il est par ailleurs extrêmement difficile d'obtenir une simple machine à écrire.

Plus généralement, on peut aussi se méfier des effets pervers qui consistent à interpréter systématiquement toute législation criminelle en termes d'affrontements raciaux, ce qui a pour résultat de délégitimer toute tentative de lutte contre le fléau de la drogue. Ainsi, dans un récent numéro de l'hebdomadaire *The New Republic* (1), un professeur de droit de Harvard, Randall Kennedy - lui-même Afro-Américain - proteste-t-il contre l'usage abusif du terme « *raciste* » appliqué à une loi fédérale qui veut qu'une personne trouvée en possession de 5 grammes de crack encourre la même peine que celui qui détient 500 grammes de poudre de cocaïne (90 % des condamnations liées au crack frappent des Noirs). « *Y a-t-il un complot pour incarcérer autant d'Afro-Américains que possible* », a demandé le représentant démocrate Bobby Rush lors de la discussion de la loi. Ce genre d'opinion a conduit des jurés noirs à acquiescer des inculpés dont la culpabilité était évidente, pour éviter d'envoyer d'autres Noirs en prison », déplore Randall Kennedy.

Une vaste campagne internationale (*Le Monde* du 9 août 1995) a permis d'obtenir un sursis, dix jours seulement avant la date fixée, à l'exécution de celui qui est



Mumia Abu-Jamal.
Né à Philadelphie, le 24 avril 1954, militant des Panthères noires, Mumia Abu-Jamal devient journaliste de radio dans les années 70. Son engagement dans le groupe MOVE, communauté radicale noire, provoque son licenciement. Il est chauffeur de taxi quand il est inculpé puis condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier.

Passeur de nuances

Un dernier florilège de textes critiques écrits par André Pieyre de Mandiargues, disparu en 1991

QUATRIÈME BELVÉDÈRE
d'André Pieyre de Mandiargues.
Gallimard, 248 p., 140 F.

Il y a tout juste deux ans, dans ces colonnes, on se réjouissait qu'un récit aussi admirable que *Monsieur Mouton* (1), d'André Pieyre de Mandiargues - disparu en 1991 -, nous parvienne, pour ainsi dire, de l'autre côté du monde.

Aujourd'hui, en attendant le classement de sa correspondance, laquelle sera, sinon œuvre elle-même, du moins la face cachée de l'œuvre officielle, le lecteur a droit à un quatrième, et dernier, *Belvédère* - non générique que l'écrivain donnait à ses florilèges de textes critiques, pour la plupart consacrés à la littérature et à la peinture : « *Il est permis que l'on soit un peu fier d'avoir été, parfois, un bon lecteur* », disait-il de lui-même, et toujours à son propre sujet : « *Ainsi qu'il y a des hommes à femmes, il y a des écrivains à peintres* ».

C'est, à quelques exceptions près, entre 1971 et 1985 que Mandiargues a écrit la quarantaine d'« *enquêtes* », au sens bourgeois du terme, qui composent ce recueil, lequel, comme les précédents *Belvédères* (2), témoigne d'un esprit doué d'une curiosité supérieure, d'une soif de connaître qui s'apparente à l'espérance, et qui est incapable d'admirer sans amour.

Ici, il décortique, non sans amusement, la dialectique de ces théologiens, dits « *libres penseurs* » sous

Louis XIII et Louis XIV, qui se poussaient l'un l'autre, et à qui mieux mieux, vers le cachot ou le bûcher ; là, il déplore « *l'énorme machine à trafiquer de l'art* » que nous appelons Beaubourg « *par répuance à user du nom d'un homme qui fut pernicieux à notre beau Paris plus que quiconque* » ; qui ne songe avec mélancolie au promoteur du matin qu'il fut lui-même, et que l'on pouvait croiser dans les marchés du Marais, un cas bas à la main ? Qui ne pense à la petite échoppe qui s'obstinait entre deux immeubles de construction récente, ou à ce coin qui « *avait une âme* », disparu au bénéfice des spéculateurs immobiliers ?

André Pieyre de Mandiargues

Mandiargues décèle en Théophile Gautier, outre un grand romantique considéré trop souvent comme secondaire, une sorte de beatnik ou plutôt un hippie, qui se réincarnerait sans aucune gêne au milieu de nous ; et, dans Gérard de Nerval, « *le type le plus admirable de l'homme qui ne se pas vivre* ». Et de constater, au sujet de ceux qui ont perdu le savoir-vivre tout en gardant la capacité d'écrire ou de raconter - Unica Zürn (3) et Leonora Carrington (4) en premier lieu, parmi nos contemporains -, que le contraste d'égarement et d'inspiration, manifeste dans leurs ouvrages, se libère dans le monde de la poésie avec une splendeur tragique que, dit-il, il ne saurait évoquer « *qu'en la rapprochant de*

celle de l'aurore boréale, dont le pourpre glacé est comme la lueur de la raison qui éclate ».

Enfin, à propos de Balzac, l'auteur de *La Motocyclette* observe qu'il n'est pas un seul de ses tableaux, même parmi les paysages ou les natures mortes, « *qui ne produise l'impression d'avoir été dévoilé avec brusquerie* ». Voici un verbe et un substantif à jamais compliqués pour définir l'impression qu'une toile de Balzac provoque. Voici le style, qui n'est pas un ornement, mais une spécialisation de la sensibilité permettant au « *sens* » de s'affirmer, au point que l'on pourrait même dire que le style a par lui-même autant de sens que les mots auxquels il désigne telle ou telle place dans la phrase, afin que celle-ci rende mémorable l'idée ou la sensation qu'elle exprime.

Mandiargues aura été un « *passeur* » hors de pair des subtilités et des nuances de timbres émotifs de la langue française. Et peut-être est-il un grand écrivain surtout parce que, de ses livres, tous genres confondus, émane cette qualité de conscience qu'il possédait au degré le plus haut. A lui seul, il prouverait, encore une fois, que la civilisation est un phénomène individuel.

- (1) Rara Morgana, 1993.
- (2) Chez Grasset, coll. « *Les Cahiers rouges* » : *Le Belvédère et Deuxième Belvédère*, 1990. Chez Gallimard : *Troisième Belvédère*, 1971.
- (3) *L'Homme-jasmin*, Gallimard, 1970.
- (4) *En bas, éd. de la Revue Fontaine*, 1945 (épuisé).

JEAN-NOËL JEANNENEY

JEAN-NOËL JEANNENEY

Editions du Seuil

هكذا من لاجل

II / LE MONDE / VENDREDI 2 FÉVRIER 1996

De Pierre Lepape

Traduire Conrad



DIX ROMANS
ET NOUVELLES DE JOSEPH CONRAD
Traduits de l'anglais
par Odette Lamolle.
Ed. Autrement.

Cette nouvelle édition des œuvres de Joseph Conrad est le fruit d'une longue passion. Henry Dougier, le directeur-fondateur des éditions Autrement, nous raconte qu'il y a longtemps, au début des années 30, une jeune fille découvrit *Lord Jim* et en tomba amoureuse. Le fait était assez fréquent. Conrad était, de son vivant déjà, un écrivain à succès en même temps qu'un maître de la littérature, reconnu et salué par ses pairs. *Typhon* avait été traduit en français dès 1918, et par André Gide lui-même, ce qui n'était pas rien. Lequel Gide avait découvert Conrad par le truchement d'un autre monstre sacré, Claudel. Et à la mort du romancier anglo-polonais, en 1924, *La Nouvelle Revue française* lui avait consacré un numéro spécial; bonjour rarissime qu'il ne partageait alors qu'avec Proust. Même les Américains adoraient Conrad, et l'auteur de *La Folie Almayer* confessait la stupeur et la fierté que lui causaient les sommes faramineuses obtenues par la vente aux enchères de ses manuscrits à Boston et à New York. Seuls les jurés du prix Nobel étaient demeurés insensibles, mais on sait que la politique n'est jamais complètement absente de leur appréciation esthétique.

La jeune admiratrice de *Lord Jim* était donc dans l'air du temps, mais son amour avait cette vertu que Conrad plaçait au tout premier rang des qualités humaines: la fidélité. Soixante ans après, dans l'hermitage d'une petite maison des Landes, Odette Lamolle a entrepris de retraduire, dans un même élan, dans un même souffle, l'œuvre entière de Conrad, tout ce que l'ancien marin polonais écrivait depuis qu'en 1894 il décida de poser son sac à terre et de devenir un romancier anglais. L'entreprise d'Odette Lamolle a un parfum d'aventure et d'extravagance qui la rend d'emblée sympathique. On ne peut pas vibrer aux défis et aux entêtements des héros de Conrad et demeurer insensible à l'ardeur obstinée de sa traductrice. Ni ne pas trembler à la pensée qu'elle se soit fourvoyée et que l'amour l'ait aveuglée.

Il n'en est heureusement rien. Les dix romans et nouvelles - deux bons milliers de pages - qu'elle publie sont mieux qu'un encouragement à poursuivre. Non que ses traductions soient toujours meilleures que les précédentes, mais elles possèdent un atout qu'Odette Lamolle n'a pas gaspillé: elles parlent d'une seule voix, d'un même grain, d'une même couleur. Ce n'est peut-être pas tout à fait la voix exacte, le grain exact, la couleur exacte de Conrad - et ça ne peut pas l'être, jamais - mais au moins l'unité de l'auteur trouve-t-elle sa correspondance dans l'unité de ses traductions. Cet avantage aurait pu se révéler catastrophique si Odette Lamolle avait porté sur son auteur de prédilection un de ces regards fanatiques qui tordent un écrivain dans un sens à ce point inédit qu'on ne peut qu'accepter l'en-

semble de leurs hypothèses et de leurs partis pris ou bien les rejeter en bloc. Par bonheur, notre traductrice est modeste. Elle ne développe pas des thèses fulgurantes sur le style et sur la langue de Conrad; elle ne se soucie pas de fêter ni de rendre caduques les traductions antérieures. Ni même de les améliorer: elle propose ses solutions qui ne sont ni plus ni moins modernes que celles qu'adoptèrent les traducteurs de la NRF dans les années 20, ou ceux de « La Pléiade » dans les années 80. C'est sa traduction, voilà tout.

Une entreprise au parfum d'aventure et d'extravagance

On ne pourra donc la reprendre que sur des détails - mais s'agissant d'un écrivain de cette envergure, les détails ont leur importance. Odette Lamolle a eu, semble-t-il, le souci inutile d'alléger Conrad. L'auteur de *Lord Jim* aime les longs paragraphes compacts où le récit se trouve comme enfoncé dans le débit ininterrompu du narrateur. Pour des raisons d'agencement typographique, peut-être, la traductrice a décidé, souvent, de tronquer par des alinéas ces longues plages de paroles. De la même façon, elle a choisi de marquer davantage la ponctuation plutôt parcimonieuse de Conrad, de mettre des points-virgules là où l'écrivain se contentait de virgules et des points alors que le point-virgule lui paraissait une pause suffisante. La même logique conduit Odette Lamolle à introduire, après les vingt premiers chapitres de *Lord Jim*, la césure d'une « seconde partie » qui n'existe, sans erreur, dans aucune des nombreuses éditions anglaises ou américaines publiées du vivant de l'auteur.

Il est vrai que l'immense monologue de Marlow racontant les aventures de *Lord Jim* a quelque chose d'irrespirable. Certains critiques de Conrad lui en faisaient déjà le reproche en 1900, comme ce commentateur de la revue *Academy*: « Cette histoire racontée sans interruption comprend environ quatre-vingt-dix mille mots. Or il est déraisonnable de supposer que le narrateur, qui choisissait ses mots avec soin, ait parlé avec un

debt de plus de cent cinquante mots à la minute, ce qui signifie qu'il a raconté son histoire à ses compagnons pendant onze heures d'affilée. Nous pensons que M. Conrad, dans son ardeur, a perdu de vue cette amusante prohibition. Il a parfois aussi fait employer à son porte-parole des phrases telles qu'aucun conteur ne pourrait les dire d'une seule haleine. » Les critiques de ce temps ne plaisaient pas avec le réalisme. Ils étaient aussi, souvent, décontenancés et irrités par la manière dont Conrad racontait ses histoires. Comme un écrivain, précisément, et pas comme un conteur.

Sauf dans *Victoire*, qui n'est pas son livre le plus réussi, Conrad ne raconte pas. Question de probité: il ne pourrait faire le récit que de choses qu'il a lui-même vécues ou vues; or sa vie de marin et de baroudeur a été, en fin de compte, assez banale. Il a entendu davantage qu'il n'a vu, et imaginé plus encore qu'il n'a entendu. Voilà son travail d'écrivain réaliste: restituer dans toute sa force, dans toute sa complexité, dans toute sa puissance poétique, l'impact de ces récits entendus sur sa sensibilité et sur son imagination. En ce sens, Conrad est le contraire de Balzac; il ne décrit pas le monde mais cherche à saisir et à traduire les images du monde qui se réfléchissent dans le miroir déformant des âmes.

Il y a donc quelque dommage à vouloir le rendre, par quelques artifices, plus clair et plus accessible. La déroute - relative - du lecteur est un charme que Conrad utilise en virtuose. En font partie les phrases longues et compliquées, les incises multiples, les silences, les hésitations à la recherche du mot juste et de l'accent précis, et ces cascades de mots, ces juxtapositions de phrases à travers lesquelles le discours s'emballe jusqu'aux limites de la dislocation. C'est là, au bord de la confusion, aux frontières de la raison raisonnable et des sagesse de la grammaire, que se ressent au mieux l'intensité dramatique, le véritable « suspense » de ces histoires (1). Le lecteur n'a donc besoin ni de garde-fou ni de poteaux indicateurs. Il lui est requis au contraire de se laisser aller, de se laisser saisir et de plonger, avec le narrateur lui-même, dans le paysage inconnu d'une âme, dans

les détours sans fin de son mystère. Paul Valéry s'étonnait: « Conrad parlait le français avec un bon accent provençal; mais l'anglais avec un accent horrible qui m'amusait beaucoup. Être un grand écrivain dans une langue que l'on parle si mal est une chose rare et éminemment originale. » Conrad, en revanche, affirmait qu'il n'avait pas adopté l'anglais mais qu'il s'y était abandonné par le génie de cette langue et qu'il s'y était abandonné. En fait, Conrad ne s'abandonne jamais complètement à son idiome d'adoption: il le possède, il le domine, avec un orgueil d'adoption. Il le domine dans le texte anglais de Conrad quelque chose de cette satisfaction de dresseur qui est très étonnante et que le naturel de la traduction d'Odette Lamolle a parfois estompé. Le fils d'Apollon Korzeniowski et d'Eva Bobrowska, l'enfant de Berdyczow est devenu un « sur-Anglais » que la comparaison, à bien des égards justifiée, de ses livres avec ceux de Dostoïevski jetait dans de violentes colères. Comme pour mieux éloigner ce spectre, l'écrivain l'anglais le plus riche, le plus profus, le plus concret, le plus sensuel qui se puisse imaginer. Il arrive à sa nouvelle traductrice de pêcher par modération et de faire quelques concessions au caractère de la langue française, laquelle penche, comme on sait, vers les concepts davantage que vers les émotions. Or, chez Conrad, tout est affaire de climat et de tempérament, rarement d'idées.

Nempêche: le travail d'Odette Lamolle est mieux que bon, et ses traductions de Conrad tiennent la comparaison avec les meilleures, celles de G. Jean Aubry, celles de Robert d'Humières ou de Philippe Néel que le romancier, en connaisseur, appréciait. Le reste est l'affaire du goût et des mystères de la transcription. Au chapitre 14 de *Lord Jim*, Conrad évoque la rencontre de Marlow, le narrateur, avec Robinson, un vieux forban décati: « He poked the ribs of his partner. "He! He! He!" laughed the Ancient. » Dans la traduction d'Henriette Bordenave pour « La Pléiade », cela donne: « Il chatouilla les côtes à son associé: "Hi! Hi! Hi!" se mit à rire l'Ancien. » Et dans celle d'Odette Lamolle: « Il martela les côtes de son associé. "Ha, ha! ha!" hoqueta l'Ancien. » « Hi! », « Ha! » ou « He »?

(1) *The Suspense*, c'est le titre du livre que préparait Conrad dès 1919 et dont sa mort interrompit l'achèvement. Il voulait « traiter de l'influence de l'anglais sur le bas-nord ouest de la Méditerranée: deux volumes avec notes, appendices et tables statistiques. Et cela sera un roman » (Lettre à André Gide, 20 septembre 1919).

Dans l'ordre de leur parution originale, voici les titres de Conrad traduits par Odette Lamolle: *Un paria des îles* - 1896 - (408 p., 120 F); *Korolenko* - 1897 - (96 p., 59 F); *Jeunesse* - 1898 - (80 p., 59 F); *Lord Jim* - 1900 - (480 p., 140 F); *Au bout du rouleau* - 1902 - (224 p., 89 F); *La Compagnie secrète* - 1910 - (96 p., 59 F); *Un sourire de la fortune* - 1911 - (136 p., 79 F); *Freya des sept îles* - 1912 - (132 p., 79 F); *Victoire* - 1915 - (464 p., 130 F) et *La Ligne d'ombrage* - 1917 - (192 p., 89 F).

Ecrire les morts

LE SCRITTURE ULTIME
Ideologia della morte
e strategie della scrittura
nella tradizione occidentale
d'Armando Petrucci
Giulio Einaudi editore,
186 p., 60 000 lire.

Une petite ville d'Italie, aujourd'hui. Collées aux murs, bordées de noir, les affiches mortuaires indiquent aux passants les noms des défunts et les dates de leurs funérailles. Dans leur disposition et leur typographie, elles imitent les textes des avis de décès publiés dans les journaux. Les unes et les autres rendent la mort publique en la donnant à lire à tous. Pour les plus proches (parents, amis ou simples connaissances), l'annonce du décès et la mémoire du défunt sont rappelées par un autre objet imprimé, le « santino ». Constitué par une feuille de carton plié par le milieu, il porte une image du Christ ou d'un saint, le portrait photographique du mort, son nom, son métier, les dates de sa naissance et de sa mort et, souvent, un texte de nature religieuse. Au cimetière, sur les tombes des plus humbles, les écritures sont multipliées, déposées sur les livres, les pages, les rouleaux de marbre et de pierre. Une semblable prolifération, quelque

peu anarchique, n'est pas de mise sur les sépultures bourgeoises. Leur sobriété graphique et la concision de leurs textes funéraires sont justement ce qui les distingue.

Pour comprendre ce présent, Armando Petrucci, dont un premier livre, *Jeux de lettres*, a été traduit en français il y a deux ans (voir « Le Monde des livres » du 5 novembre 1993) (1), a entrepris une longue quête rétrospective sur les pratiques d'écriture et les productions écrites liées à la mort. Le résultat est un livre signifié, original, au titre sans doute trompeur puisqu'il ne concerne pas les « dernières écritures » des mourants mais celles que les vivants leur consacrent pour indiquer leur trépas et perpétuer leur souvenir. Comme le précédent ouvrage, celui-ci fait la part belle aux écritures « exposées », portées par les monuments funéraires, gravées sur la pierre, destinées à une lecture publique, mais il n'oublie pas pour autant d'autres formes de la mémoire des morts, des nécrologes monastiques aux livres de famille, des recueils d'épithètes aux « tombeaux » poétiques et musicaux.

PRÉSENCE ORSÉDANTE

L'intérêt majeur du livre d'Armando Petrucci vient de ce qu'il pose un regard original sur la longue durée des attitudes devant la mort. La chronologie qu'il suggère s'écarte sensiblement de celles proposées par Philippe Ariès dans ses deux grands livres sur le même thème. Dans *L'Homme devant la mort*, la périodisation était organisée à partir de plusieurs ruptures: la plus fondamentale oppose, de part et d'autre des XV^e et XVI^e siècles, une mort proche, familière, maîtrisée, à une mort devenue redoutable, inquiétante, « ensauvagée ». Deux autres inflexions scandent le cours des temps: entre XII^e et XIII^e siècle, l'affirmation de la conscience individuelle de la mort de soi; à l'âge romantique, le déchirement

devant la mort de l'autre (2). Cinq ans plus tard, les *Images de l'Homme devant la mort* suggèrent une autre chronologie: celle d'une expansion continue, de la fin du Moyen Âge au premier XIX^e siècle, de la présence de la mort et des morts parmi les vivants. « Sortie de son gîte », la mort hante, d'abord, les pensées et les imaginations, puis, à partir du XIX^e siècle, elle habite toute la vie quotidienne, vécue désormais en sa compagnie. Ce n'est qu'à partir des années 50 de ce siècle, quand la solitude des mourants et le refus du deuil brisent le modèle romantique, que la mort commence à reculer, vouée au secret et au silence (3). L'« ensauvagement » de la mort à l'âge moderne, entre XV^e et XIX^e siècles, a donc ici un autre sens: non celui d'une mise à distance, mais celui d'une présence obsédante.

Construite à partir de la plus ou moins grande extension du « droit à la mort écrite », la chronologie d'Armando Petrucci marque d'autres trajectoires et d'autres césures. Une grande rupture survient au Haut Moyen Âge, entre VII^e et IX^e siècle. Auparavant, dans les cités de la Grèce classique, dans l'Empire romain païen comme dans le christianisme primitif, l'épigraphie funéraire n'est pas l'apanage d'une élite étroite; elle s'étend aux classes moyennes et aux plus favorisés des milieux populaires. La raison en est sans doute le fort lien noué entre le corps et l'écriture. Pour la loi romaine, effacer le nom d'un défunt sur une stèle funéraire équivaut à violer sa sépulture: « L'éternité, présumée, et l'immortalité, sanctionnée par la loi, des sépultures devaient garantir non seulement l'inviolabilité des corps, mais aussi, sinon plus, la perpétuation du « nom » du défunt, de sa mémoire, de sa personnalité en toutes ses manifestations, privées et publiques. » Le christianisme ajoute à cette écriture des morts, devenue moins ostentatoire, l'écriture sur les morts. Les inscriptions multipliées sur les tombeaux des mar-

tyrs, ou dans ces cités des morts souterraines que sont les catacombes, visent, en effet, à faire bénéficier de la force sacrée et protectrice des restes saints celui ou celle qui grave son nom au plus près d'eux.

A partir du VII^e siècle, un double processus prive les morts ordinaires de la mémoire écrite. L'épigraphie funéraire se concentre désormais dans les églises et elle ne concerne que les puissants, clercs ou laïques. L'histoire que conte l'ouvrage de Petrucci est celle d'une reconquête: la reconquête d'une « mort écrite » par une population qui va s'élargissant au fil des siècles. Dans ce processus de longue durée, quelques temps forts sont à marquer. Au XIII^e siècle, alors que l'élite intellectuelle des professeurs d'université est honorée par des monuments semblables à ceux qui étaient jusque-là réservés aux nobles, les marchands, entrés dans la culture écrite, enregistrent les noms des défunts dans les livres de famille. Au XVI^e siècle, la « littérarisation » de l'écriture de la mort fait le succès de nouveaux genres imprimés: les collections d'inscriptions funéraires, les recueils d'épithètes, les poésies funéraires. Enfin, au XVIII^e siècle, dans les cimetières protestants, les stèles rappellent à la mémoire des vivants des morts modestes, marchands et artisans, tandis qu'en pays catholiques, le déplacement des cimetières et des tombes hors les murs démultiplie les espaces graphiques ouverts à l'épigraphie funéraire.

Mais c'est la guerre moderne qui est le grand facteur de la démocratisation de la mort écrite. Les États-Unis donnent l'exemple lorsque, après la guerre de Sécession, le gouvernement américain décide que chaque victime des combats aura droit à une tombe individuelle et à l'enregistrement de son nom. Après 1918, les cimetières militaires et les monuments aux morts inaugurent en Europe le processus qui fait que « aujourd'hui, à la suite du droit

Sous le titre *Version originale*, « Le Monde des livres » proposera régulièrement des éclairages sur l'actualité littéraire internationale - compte rendu d'un livre non traduit, rencontre ou entretien avec un écrivain étranger, etc.

conquis par les jeunes victimes de la Grande Guerre, pratiquement tous les défunts ont droit au souvenir écrit de leur nom au lieu même de leur sépulture ».

Le livre d'Armando Petrucci, savant paléographe devenu historien des usages sociaux de l'écrit, est construit sur deux tensions. La première, proprement épigraphique, oppose les temps où l'écriture funéraire est subordonnée et ceux où elle est centrale. Les meilleurs exemples « mis en pierre » qui minorent la part de l'écrit sont les monuments funéraires gothiques des XIII^e et XIV^e siècles, où le texte, s'il est visible à tous, n'est lisible, du fait de ses abréviations nombreuses, que par un petit nombre, et, plus tard, l'épigraphie baroque où des écritures dispersées et polychromes, souvent placées sur des matériaux en trompe l'œil (faux draps, faux rubans, faux billets), se déploient en des lignes courbes malaisément déchiffrables. En revanche, la primauté du texte, mis au centre du monument, clairement lisible, caractérisé, tout ensemble, la majestueuse épigraphie renais-

sance (ou supposée telle), les stèles funéraires de la Nouvelle-Angleterre, et les inscriptions néoclassiques des grands cimetières du XIX^e siècle.

La seconde tension, plus sociologique, oppose distinction et divulgation. Nombreux sont les exemples où la diffusion d'une pratique, un temps distinctive, entraîne du même coup la recherche de nouvelles différences après la rendre visible les écarts sociaux. Il en va, ainsi, avec les avis de décès publiés dans la presse qui, avec leur vulgarisation et banalisation, ont perdu la force de distinction qui était la leur dans la première moitié du XIX^e siècle. Ou encore avec la préférence donnée par les élites à une épigraphie funéraire sobre et brève au moment où les tombes populaires accumulent les écritures.

Le *Scrirture ultime*, comme chacun des textes d'Armando Petrucci, apporte d'ambitieux diagnostics sur une rigoureuse description des formes et des objets. Le plus aigu est celui qui souligne l'ambiguïté de notre présent. La mort y est cachée, expulsée, effacée. Pourtant, à travers la pluralité des écrits fixes ou éphémères qui en disent l'annonce et en gardent la mémoire, elle est sombremen présente dans la cité et la pensée des vivants. « Sortie de son gîte » avec les temps modernes, elle n'y est peut-être pas tout à fait rentrée: « Même une société comme la nôtre, qui ne réussit pas à accepter l'idée de la mort individuelle ou collective, ne peut renoncer à rappeler dans la forme la plus mémorable et sûre ses propres morts, immortalisant "in praesentia" ou "in absentia" leur nom dans l'écrit. »

Roger Chartier

(1) Armando Petrucci, *Jeux de lettres. Formes et usages de l'écriture en Italie, XI^e-XV^e siècles*, éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1993.

(2) Philippe Ariès, *L'Homme devant la mort*, Seuil, 1977.

(3) Philippe Ariès, *Images de l'Homme devant la mort*, Seuil, 1983.



Ménage à trois et jeux d'espions

Un espion « en somnolence » voit disparaître la femme de sa vie avec son meilleur ami. De ce qui semble être une simple fugue amoureuse, le romancier a tiré un roman d'espionnage derrière lequel se dessine une caricature de la réalité

NOTRE JEU
de John Le Carré
Traduit de l'anglais
par Mimi et Isabelle Perrin.
Seuil, 365 p., 130 F.

Quand la femme de votre vie s'en va, que faire ? Le dernier roman de John Le Carré cherche à résoudre ce problème classique, presque ordinaire. L'une des solutions possibles pourrait être justement d'écrire un roman, et pourquoi pas un polar, ne serait-ce que pour raconter votre histoire de manière crédible et amusante. Ce pourrait être le choix d'un écrivain aussi doué que le fameux auteur de romans d'espionnage. Mais Tim Cramer, le héros du livre, n'a rien d'un écrivain. C'est un espion anglais que la fin de la guerre froide oblige à prendre à quarante-huit ans une retraite anticipée. Ses qualités et son expérience ont été rendues d'un seul coup obsolètes par le nouveau cours de l'histoire. Exilé volontaire dans le superbe manoir du Somerset dont il a hérité, il sera vite rattrapé par son destin d'agent secret.

La femme, c'est Emma. Emma, pour les intimes. Le genre de créature dont on tombe immédiatement amoureux et pour laquelle on fait des folies. A moins de devenir fou soi-même. Emma est superbe. Mais le livre refermé, on serait incapable de dire de quelle couleur sont ses yeux. On garde en mémoire de longues jambes, une chevelure noire, somptueuse, et tout un jeu d'enroulement (en chignon) et de déroulement (sur la poitrine de son amant). Et cette façon qu'elle a d'attendre nue à la fenêtre de sa chambre. Parée d'une nudité aussi totale, elle ne peut être que la splendide femme. C'est un peu frustré comme matériau à souvenirs, mais cela suffit aux amoureux. Même quand ils ne sont plus

aimés. Emma est un peu trop jeune pour Tim, dans la vie duquel elle vient tout juste d'entrer. Et Tim, qui l'a sortie du ruisseau, lui offre un peu trop de bijoux, respecte trop son intimité et sa liberté. Le manoir est si vaste. Emma est capricieuse, fantasque, franche, cruelle quand il le faut, et même quand il ne le faut pas. Bref, elle est désirable. Infinitement désirable. Mortellement désirable. Un seul homme ne pourrait suffire à tant de beauté.

Le troisième côté du triangle inséparable est Larry, l'ami de toujours. Tim et Larry se sont connus au collège. « Notre jeu », l'expression qui fait le titre du livre, date de cette

époque. Larry est le double de Tim en plus passionné, en plus drôle, en plus doué, en plus vrai. Professionnellement aussi, c'est son double. Précisément, sa créature. Tim a tout appris à Larry. Du coup, Larry se trouve lui aussi à la retraite. Ce genre de situation ne vaudrait rien aux ménages à trois, même s'ils restaient platoniques. De toute façon, Tim ne se doute de rien, ou s'aveugle lui-même.

Un beau jour, Larry disparaît avec Emma. S'agit-il seulement d'une fugue amoureuse ? Ou du vol à la Russie de 37 millions de livres (285 millions de francs) ? Ou d'une aide aux peuples opprimés du Caucase ? Tim se lance à leur

poursuite, lui-même soupçonné et recherché par toutes les polices, secrètes et officielles. Il me Larry. Ou croit le tuer. En fait, il le manque. Le polar peut commencer.

Étonnant, c'est qu'on se laisse emmener jusqu'à la dernière ligne, page après page, en faisant bien attention de ne manquer aucun épisode, de ne rater aucun détail. Il serait si facile d'en finir tout de suite en lisant la page ultime. Mais ce serait comme d'en terminer avec la vie ! Et l'on continue. Et l'on se donne beaucoup de mal, car elles sont tout de même assez compliquées et même fastidieuses, ces histoires d'espionnage. D'autant que l'auteur joue avec nos nerfs et



John Le Carré.
C'est après le succès de son troisième roman, *L'Espion qui venait du froid* (1963), que David John Moore Cornwell - né en 1931 - quitte le Foreign Office pour se consacrer à la littérature d'espionnage. Sous le pseudonyme de John Le Carré, il va devenir l'un des maîtres du genre, avec notamment sa trilogie : *La Toupe* (1974), *Comme un colézien* (1977) et *Les Gens de Smiley* (1980).

nos impatiences, avec un délicieux humour, toujours aussi british. Dans le « nouvel ordre mondial » dont a accouché la chute du mur de Berlin, les agents ne sont plus seulement doubles, mais triples, quadruples. Repères et frontières sont brouillés.

Pour nous aider dans notre plaisir, mais aussi dans notre « travail » de devinette, l'auteur (ou l'éditeur ?), gentiment, a reproduit au tout début de l'ouvrage une carte de la région où aboutit l'intrigue. Le Carré a un sens bien connu de l'actualité, et son lecteur serait désormais impardonnable de ne pas savoir situer l'Ingouchie, entre la Tchétchénie et l'Ossétie, aux frontières du Daghestan, de la Kabardino-Balkarie, de la Karatchaï-Tcherkessie et de l'Abkhazie. Comme s'il avait inventé lui-même ces mots abracadabrants qui font la « une » sanglante des journaux depuis quelque temps. Et il nous donne suffisamment de détails pour nous faire croire qu'il s'y est rendu lui-même le mois dernier à des fins de documentation ! Il viendrait même à nous émouvoir pour la cause de ce malheureux peuple ingouche, martyr des impérialismes russe, puis communiste, puis russe encore.

Tim Cramer est le narrateur de ce roman écrit à la première personne. Et comme le livre commence avec la disparition des deux autres personnages, le lecteur est obligé de se fier aux souvenirs qu'en a gardés Tim. A croire que cette disparition est définitive.

Pourtant, et Le Carré est ici au sommet de son art, nous espérons de toutes nos forces que Larry et Emma soient encore vivants, que nous puissions les rencontrer en chair et en os, sans le truchement de ce coco magnétique de Tim. A la page 295, Emma réapparaît enfin, retrouvée dans un appartement de l'île Saint-Louis, à Paris. Bien sûr, c'est Tim qui continue sa narration. Mais nous assistons nous-mêmes à cette scène très crue, très douce, de défaite avouée et de renoncement définitif. « Emma était morte parce qu'elle m'avait tué... Seul Larry survivait. » Vraiment ? Il est impossible de répondre ici sans dévoiler la solution de l'énigme. Il n'y a pas de trio sans relation de deux à deux. L'amour vaincu, l'amitié triomphante, plus ambiguë encore, mais aussi plus généreuse, atteignant à une sorte de perfection.

« Nous autres êtres humains sommes des armes redoutables, dit un des personnages. D'autant plus redoutables que nous sommes faibles. Nous savons tant de choses sur le pouvoir des autres, mais si peu sur le nôtre. » Rarement Le Carré nous aura fait comprendre avec aussi peu de ménagement, avec tant d'efficacité, que l'espionnage policier est un prétexte, une métaphore, une caricature de la réalité, et que nous sommes tous, en amour comme en amitié, les agents doubles d'une puissance étrangère à nous-mêmes.

Philippe Simonnot



La Tchétchénie en toile de fond du « Jeu » de Le Carré

Arrabal chroniqueur de Cervantès

UN ESCLAVE NOMMÉ CERVANTES
de Fernando Arrabal.
Traduit de l'espagnol par Luce et Fernando Arrabal.
Pion, 270 p., 190 F.

Arrabal provocateur ? Arrabal fantasiste ? Pourquoi pas... Quel mal y aurait-il à faire entrer un peu de dérision dans ce qui n'est pas raisonnable ? Le *Quichotte* par exemple ou, plutôt, son créateur, Cervantès, le seul Espagnol qui ait atteint une renommée vraiment universelle. Cervantès le mystérieux, dont tous les biographes s'accordent à dire que nous ne savons rien de sa vie. On ne sait rien. Pas d'archives intimes, pas de correspondances, pas de témoignages de contemporains, mais de rares écrits sur lui-même ainsi que quelques actes notariés. Qui peuvent donner lieu à beaucoup d'interprétations, à l'expression de tous les fantasmes. Pourquoi Arrabal se priverait-il de cette liberté, puisque les historiens et les chercheurs eux-mêmes en donnent souvent l'exemple ?

Aucun portrait authentique non plus, comme le revendique la couverture du livre d'Arrabal arborant une illustration non datée, portrait d'un homme qui montre ostensiblement sa longue main gauche, et cache la droite. « Au « manchot de Léopante », manquant-il vraiment un bras ? », demande Arrabal le gèneux, prêt à démontrer, preuves à l'appui, que Cervantès lui-même affirme « avoir perdu l'usage de la main gauche pour la plus grande gloire de la droite » et qu'il restera hanté toute sa vie par la condamnation royale du 15 septembre 1569 - il avait vingt et un ans - à « avoir, avec infamie publique, la main droite tranchée », condamnation qui le fera s'enfuir d'Espagne pour Rome où l'attendent

d'autres aventures. « Si jamais j'apprenais que la lecture de ces nouvelles pût induire leur lecteur en quelque mauvais désir ou pensée, je couperais la main qui les écrit plutôt que de les publier », notera-t-il plus tard dans les *Nouvelles exemplaires*. « De quelle troisième main Cervantès disposait-il ? », interroge Arrabal, imperturbable.

Ce n'est donc ni une biographie, ni un essai, ni un roman qu'a écrit Fernando Arrabal avec *Un esclave nommé Cervantès*. Plutôt une prose de poète, qui, tout en s'appuyant sur des textes avérés et de doctes ouvrages universitaires, revendique toutes les libertés, exprimant une fois de plus, comme dans son théâtre ou ses films, sa propension naturelle à mêler l'humour, l'amour, l'érotisme, l'angoisse, le « panique ».

Il a tout lu. Le *Quichotte* évidemment, qui l'habite depuis qu'il sait lire. Mais aussi toutes les archives, aussi que les innombrables études, universitaires ou non, en français, en anglais, en espagnol. Il va profiter du mystère qui entoure Cervantès, de son ignorance, et de la nôtre, pour bousculer quelques idées reçues, renverser les statues du Commandeur, et du Manchot, et fantasmer doctement le sourire en coin. Il rappelle d'abord la thèse, désormais répandue, d'un Cervantès juif, fils d'un père chirurgien qui se disait *hidalgos*, en réalité descendant de maraîchers. Il fait reposer toute la vie et les aventures de l'écrivain sur le « péché abominable », l'homosexualité, qu'il expérimenta notamment pendant les cinq années de sa captivité auprès du bey d'Alger et des « mignons » qui l'entouraient, dont il ne parle que pour se scandaliser. Il s'appuie sur des documents pour

Insolite, insolent, le romancier espagnol bouscule quelques idées reçues et tord le cou aux tabous qui ne l'encombrent pas.

rapporter qu'aucune de ses sœurs ne se maria, mais que, filles d'un modeste bourgeois, elles eurent à Madrid une vie de « courtisanes honnêtes », que même il se fit passer pour le père de l'enfant de l'une d'elles. Surtout, il insiste sur le fait qu'il a surtout vécu toute sa vie dans l'obsession d'être manchot, après la condamnation à avoir la main coupée. Et qu'à la fameuse bataille de Léopante, contrairement à l'image du combattant vaillant, il fut « pris de fièvre et de vomissements » à bord de l'Armada catholique du roi Philippe II, et resta dans la cale. Pourquoi aurait-il dû être un héros ? De son bras, on ne parla que beaucoup plus tard. « Je n'invente rien », dit-il. Ce livre n'a rien d'extravagant. Dire que c'est iconoclaste amène à soutenir les théories anciennes : qu'il était catholique, héritier, qu'il était conforme à la morale de l'époque, qu'il aimait les femmes.

Toujours insolent et insolite, Arrabal se place aussi dans une tradition littéraire qui a tenté des romanciers désireux de tordre le cou à des tabous. A l'image des innombrables exégètes de Dom Juan jusqu'à Gabriel Garcia Marquez qui réinterprète Bolivar dans un de ses derniers livres. Ou bien Alejo Carpentier qui, dans *La Harpe et l'Ombre*, mettrait Christophe Colomb dans le lit d'Isabelle la Catholique. Mais c'est d'abord de lui qu'Arrabal veut

parler. De son Espagne intérieure. Quatre cents ans après, en 1967, il avait été arrêté et incarcéré à la prison de Carabanchel pour « injures contre la patrie » et pour « blasphème » parce qu'il avait écrit dans une dédicace à un lecteur : « Je me fous du Bon Dieu, de la patrie et de tout le reste. » Finalement, il avait été acquitté, le tribunal estimant qu'Arrabal n'avait pas écrit « Patria », mais « Patra », du nom de sa chatte qui figure dans plusieurs de ses romans !

Dans son film *L'Arbre de Guernica* (1975), par exemple, il inventait sa guerre d'Espagne, secouait la chronologie, mélangeant des images d'actualité à celles de sa mémoire, à la guerre qu'il avait vécue.

Dans *Cervantès*, il ne cesse de faire des allers et retours dans le temps et dans l'espace, de régler ses comptes avec un empire de Charles Quint « aussi vaste que l'ex-Union soviétique jointe aux Etats-Unis, avec les finances du Mexique actuel », de mettre côte à côte, près des bûchers des autodafés, Savonarole de Florence et le cardinal Cisneros, l'inquisiteur fondateur de l'université d'Alcala de Henares. Il évoque Dali, Picasso, Breton, ou « la cervantine Lou Salomé » à propos d'Elisabeth de Valois, Pensacolate, qui séduisait Don Carlos, son beau-fils. Il admire les femmes intrépides et audacieuses de la famille de Cervantès comme les championnes d'échecs d'aujourd'hui, la Hongroise Judith Polgar, la Chinoise Xie Jun. Le livre chemine jusqu'à Léopante et s'arrête en 1575, quand Cervantès est prisonnier. Comme dans une série TV, Arrabal annonce un second tome : *Dans les prisons d'Alger*. Odyssée non moins parodique que celle du chevalier à la Triste Figure qui s'interroge sur la vraisemblance de la fiction.

Robert Reed innove

LE VOILE DE L'ESPACE
de Robert Reed.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Natalie Zimmermann.
Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain », 370 p., 199 F.

Robert Reed est l'un des nouveaux auteurs américains de science-fiction les plus intéressants de ces dernières années, et ce n'est le plus brillant et le plus inventif. Le thème du *Voile de l'espace* - le contact extraterrestre - même s'il semble rebattu, n'a rien perdu de son pouvoir de fascination. Encore faut-il savoir le traiter de façon neuve. Robert Reed aborde ce thème de deux manières différentes, à deux âges de la vie de son héros, Cornell Novak. Au premier, Cornell, encore enfant, accompagne son père dans sa quête des traces laissées par de mystérieux visiteurs clandestins. Au second, des années plus tard, devenu colosse dans une mystérieuse agence gouvernementale, il est envoyé sur une planète du nom de Haut Désert, dans l'équipe d'un certain Logan, obsédé par l'idée de passer à la postérité en établissant le premier contact.

Rien de commun, apparemment, entre ces deux parties du roman ; entre la chronique un peu nostalgique d'une enfance placée sous l'égide d'une intrigante légende familiale et le compte rendu de la mission effectuée sur Haut Désert, qui sombre peu à peu dans la folie et le cataclysme. Rien, sinon un mouvement souterrain de l'intrigue qui se referme en boucle, et qui appartient à un registre fort peu scientifique : celui de la description de complexes relations familiales. Tout l'art de Robert Reed est d'avoir su assembler ces éléments en un roman dépayssant, polyphonique et d'une belle originalité. Une réussite exemplaire.

Jacques Baudou

● NOUVELLES 1952-1953, de Philippe K. Dick

Ce deuxième volume omnibus des nouvelles de Philippe K. Dick couvre une période réduite - de novembre 1952 à décembre 1953 -, mais extrêmement féconde : pas moins de trente-sept nouvelles. A ce moment précis de sa carrière, Dick s'adonne encore au fantastique. Mais déjà la science-fiction le requiert ; et il s'y affirme d'emblée comme un écrivain novateur. Soit qu'il remette en cause les préceptes de l'école campbellienne comme dans « L'Homme doré », ou qu'il commence à développer sa thématique du simulacre, à l'œuvre dans les deux nouvelles les plus marquantes du volume : « L'Imposteur » et « Le Père truqué », dont la parution dans la revue *Fiction*, en 1956, imposa d'un coup Dick en France (Traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Hélène Collon, Denoël, coll. « Présences », 738 p., 250 F.).

● LE VISAGE VERT, N°1

Dans cette nouvelle revue fort bien présentée, Xavier Legrand-Ferromière et Norbert Gaulard se sont livrés à un formidable travail d'archéologie littéraire dans les domaines de la littérature fantastique et mystérieuse : deux nouvelles inédites en France de Mary Shelley, la traduction de la première version d'un texte de W. B. Yeats, *Rosa alchemica*, la réédition d'un pastiche de Sherlock Holmes, paru dans *Les Annales* en 1902 et écrit par Robert Barr, le prologue d'Adolfo Bioy Casares à l'anthologie de littérature fantastique qu'il a publiée en 1940 en compagnie de Borges et de Silvina Ocampo, un conte d'Assène Houssaye et un autre de l'Américaine Mary L. Bissell dénichés dans la « Revue britannique » de mai 1870, et une étonnante nouvelle de Gabriel de Launay. Le tout est accompagné de notices de présentation et de notes bibliographiques d'une étude confondante. Dès son premier numéro, *Le Visage vert* s'impose comme une revue extrêmement précieuse (chez Xavier Legrand-Ferromière, 38, avenue du Maréchal-Joffre, 92190 Meudon, 80 F.).

هكذا من الرجل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

LES HÉRACLIDES, de Jean Giono

Giono donna beaucoup de chroniques aux journaux : plusieurs volumes ont paru chez Gallimard. Présentés par Jean-Louis Roux, qui se livre à une lecture des « 152 chroniques journalistiques de Jean Giono », les dix-huit textes rassemblés sous le titre de l'un d'eux, *Les Héracles*, qui rappellent la dévotion de l'écrivain pour l'univers solaire des Grecs, ont été écrits dans les années 50-60, pour divers journaux de province. Même les plus grands écrivains ont des faiblesses. Celles de Giono s'accroissent davantage lorsqu'il pense ou donne son avis « à chaud ». Sa langue belle et vive s'empare souvent, ne repoussant plus aucune banalité contre le monde moderne, le progrès, la perte des valeurs terribles... Idées en forme de trinités qu'il suit admirablement métamorphoser et transcender dans son œuvre romanesque (Ed. Quator, 73670 Entremont-le-Vieux, 174 p., 75 F). Signalez également la réédition d'un bref texte datant de 1953 : *L'homme qui plantait des arbres* ; c'est du grand Giono (Gallimard, 34 p., 40 F).

LITTÉRATURE FRANÇAISE

LES DÉTAILS, d'Anne Lagardère

Pointilliste éprise d'exactitude, Tanila, la narratrice, livre ici des bribes de son passé. Ils ont un relief, une couleur : son anorexie, ses syncopes, un séjour dans une institution psychiatrique à l'âge de seize ans, la mort d'un frère, celle du père... Visions fragmentées d'une enfance, d'une jeunesse aux multiples meurtrissures, aux interrogations désarmantes qui ont aidé à faire de Tanila ce qu'elle est : un écrivain. Ce constat éclaté, sensible, plaira aux amateurs de consciences malheureuses en quête de leurs plus intimes vérités (Seuil, 124 p., 80 F).

LES COQUELICOTS SONT REVENUS, de Michel Ragon

Il n'est guère facile de faire d'une « actualité brûlante » un roman d'amour. Michel Ragon y réussit en poussant un cri de colère qu'on peut dire douloureux et majestueux. Cette histoire d'une famille de paysans qui jouent honnêtement « le jeu des marionnettes de Paris et de Bruxelles » emporte l'adhésion par sa simplicité et sa force. Amoureux de ces terres abandonnées où le coquelicot revient, et de ces gens poussés au suicide par l'inhumanité des banques et la dictature des multinationales, Ragon témoigne sans comment : ce qui donne encore plus de vigueur à sa dénonciation d'un drame qu'il nous expose avec un certain sourire et un optimisme dont on ne saurait dire s'il est raisonnable (Albin Michel, 245 p., 98 F).

LA VIEILLE FEMME ET LES MOUETTES, de Véronique Le Goaziou

Une jeune femme visite une vieille femme dans sa maison de retraite. Enfant, la première a découvert la Bretagne et ses légendes aux côtés d'une femme devenue la vieille femme. C'est tout. Et ce ne serait pas grand-chose sans un talent d'écriture assez rare pour un premier roman. Nous sommes emportés dans des rythmes adéquats, de l'éprouvance d'une enfance à la langue d'une vie d'hospice, de la lumière de la jeunesse à la pénombre qui précède la mort. Sur les lettres « jeune » « vieille », Véronique Le Goaziou compose une sorte de mélodie qui rompt des airs plus vifs, enjoints. Sans emphase, elle dit à mots mesurés les beautés et les déchéances de la vie. Aucune sensiblerie, beaucoup d'émotion (La Table Ronde, 200 p., 89 F).

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LE LIVRE DU BONHEUR, de Nina Berberova

Les éditions Actes Sud poursuivent donc la publication des titres posthumes de la romancière russe, découverte en 1985 avec *L'Accompagnatrice*, et décédée en 1993. *Le Livre du bonheur* est ainsi le quatrième récit à paraître. Véra apprend le suicide de son ami d'enfance, Sam, un violoniste juif : « C'est son enfance morte qui gît ici, son passé mort qui lui a été rendu si brutalement et si tristement ». De cet événement tragique surgissent les souvenirs des premiers émois amoureux... (Traduit du russe par Cécile Térouanne, Actes Sud 278 p., 135 F).

LA PASSION TORQUEMADA II. Purgatoire, de Benito Pérez Galdós

Dans la trilogie *La Passion Torquemada*, de Benito Pérez Galdós, le « Balzac espagnol », deux mondes contradictoires s'affrontent dans l'Espagne du dix-neuvième siècle : celui des privilégiés enrichis et celui d'une aristocratie ruinée par la poussée de la classe moyenne. Torquemada est un usurier qui s'immisce dans les hautes sphères de la société par le biais d'un mariage d'intérêt. Dans ce deuxième volume, il s'oppose à sa belle-sœur Cruz. L'un veut la richesse, l'autre désire monter dans la hiérarchie sociale. Le tout est écrit avec férocité, humour et même tendresse (traduit de l'espagnol par Caroline Pascal, Desjonquères, 260 p., 125 F).

ROMANS, de Nikos Kazantzaki

On connaît davantage *Alexis Zorba*, auquel on associe évidemment le visage d'Anthony Quinn dans le film tiré du livre, que les autres romans de l'écrivain crétois, mort en 1957. Sont rééditées ici deux œuvres plus tardives : *La Liberté ou la mort*, récit pittoresque publié en 1953, et *Les Frères ennemis*, qui date de l'année suivante, livre plus grave qui relate un épisode de la guerre civile en Grèce (postface de Bernard Gestin, plusieurs traducteurs, Omnibus, 980 p., 145 F).

Le Monde PRIX DU JEUNE ECRIVAIN 1996

AVEC Le Monde ET Le Monde

Vous avez entre 15 et 23 ans. Vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Vous voudriez être lu(e), voire édité(e).

Le Prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 10 février 1996 à :

PRIX DU JEUNE ECRIVAIN
6, route de Labarthe, 31600 MURET FRANCE
Tél. : 61-56-13-15 - Fax : 61-51-02-92

Le Jury du Prix du Jeune Écrivain 1996 est composé de Christiane Baroche, Abraham Bengio, Henry Beulay, Georges-Olivier Châteaureynaud, Noëlle Châtelet, Jean-Christophe Duchon-Doris, Christian Giudicelli, Jean-Marie Lacleuve, Jean-Noël Pancrazi, Daniel Pennac, Marc Sebbah, Roger Vignery, Anne Wiazemsky.

Les prix : voyages culturels, festivals, bibliothèque idéale, etc. Les textes primés, s'ils sont de qualité, seront édités par Le Monde-Éditions.

Votre texte devra être tiré et ne porter ni nom ni signature. Joindre à votre envoi : un chèque de 100 F à l'ordre du Prix du Jeune Écrivain, ainsi qu'une enveloppe kraft (225 x 320, timbrée à 16 F) libellée à votre adresse, et une photocopie d'une pièce d'identité. Indiquer également votre numéro de téléphone et, le cas échéant, le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix sera remis le 31 mai 1996 à Muret.

Le Prix du Jeune Écrivain 1995 a été édité par Le Monde-Éditions, avec le concours de la BNP. Cet ouvrage est disponible en librairie, ou à défaut, au Monde-Éditions, 15, rue Falguière, 75015 Paris.

Dominique Rolin, « l'Accoudée majeure »

Du haut de son balcon, la romancière guette le quotidien. Les « dehors inconnus » au bord desquels défile l'histoire fictive d'une vie qui prend corps dans la réjouissance du verbe

L'ACCOUDOIR de Dominique Rolin. Gallimard, 146 p., 80 F.

Si Dominique Rolin n'est pas, comme elle le dit, « fétichiste », c'est sans doute à cause du regard exact et immédiat qu'elle porte sur les personnes, les lieux, les tableaux ou la vie qui passe, ce qui lui donne un curieux pouvoir : quelque chose comme la propriété intérieure des objets. Le portrait que Jean Cocteau avait fait d'elle, elle l'a perdu, naturellement. Il lui avait aussi donné son recueil d'illustrations destinées aux *Enfants terribles*, avec cette dédicace : « A Dominique Rolin, qui dort debout ».

Autant dire que cette dame de quatre-vingt-deux ans, avec sa beauté intacte, son regard clair et son rire de très jeune fille, a le sommeil lucide. Depuis le balcon de sa fenêtre, dans le café de Saint-Germain-des-Près - « l'endroit secret » - où elle a ses habitudes, ou encore au Monoprix d'à côté, elle regarde passer le monde avec une malice clairvoyante. Mais ce sont les rêves qui l'empêchent, ou plutôt des interrogations profondes et étranges, comme si Dominique Rolin retrouvait malgré elle la voix des écrivains de son pays d'origine, la Belgique, où le merveilleux finit toujours par émerger de l'observation du quotidien, avant de l'engourdir tout à fait.

Tout au long de son œuvre, Dominique Rolin observe. « Je suis comme au cinéma », raconte-t-elle joyeusement, dans son petit appartement qu'on dirait taillé à sa mesure, pas très loin du fameux café. Il y a des dizaines de romans qui se présentent à moi sans cesse, à la pharmacie, en traversant la rue ou dans tel autre endroit secret, comme il y a plusieurs *Dominique* en moi qui ont besoin de se manifester. Il reste à faire tenir tout ce

la dans un récit. Voyez-vous, je ne suis pas intelligente : j'ai des tentacules sensitives. » Est-ce un hasard si, dans les années 60, elle s'était laissée séduire par « l'école du regard », ainsi qu'on avait surnommé le nouveau roman, et si son œuvre, bien que plus charnelle, plus savoureuse, se construit comme un *Planéarium*, évoquant de loin l'écriture irisée de Nathalie Sarraute ?

Dans *L'Accoudoir*, on dirait que Dominique Rolin a trouvé, non seulement sa voix la plus accomplie, mais l'espace fictif qui lui convenait le mieux : « Penchée à la fenêtre, la tête évanée, prête à percevoir l'indicible, l'inconcevable, l'improbable, le douteux ». Enfin, la narratrice est véritablement à sa place, en « guetteuse professionnelle », accoudée à son balcon du cinquième étage, telle une spectatrice à sa loge, face à ses quatre chapitres : « La rue », « Les fenêtres », « Les toits », « Le ciel ». Voici Venise, « la ville étrangère », et le café avec Jim, sur un ponton. Voici Boisfort et l'enfance en Belgique. Voici Esther, sa mère, et Martin, le sculpteur qui fut son



Dominique Rolin.

Née à Bruxelles le 22 mai 1913, Dominique Rolin est l'auteur de trente-trois livres. Son premier roman, *Les Marais*, qui paraît en 1942, est suivi, entre autres, par Jean Paulhan, Max Jacob et Jean Cocteau. Commence alors une carrière houleuse, faite de reconnaissances, d'éclipses et de redécouvertes. Elle a succédé à Marguerite Yourcenar, en 1988, à l'Académie royale de Belgique.

mari, et Brenda, l'amie devenue voyante en Australie, et Jim, toujours, Jim que l'on attend et qui revient dans tous les livres, « l'écrivain de génie » qui apporte l'énergie du bonheur, l'amant clandestin qui fait le tri dans les phrases dites « dans un élan de plaisir distraît », pour donner sa lancée au livre.

Au nom du père

Yves Laplace a composé un roman frémissant d'affection et d'inquiétude. Sous le signe de Michel Leiris et de Philip Roth. Et du football

LA RÉFUTATION de Yves Laplace. Seuil, coll. « Fiction & C° », 188 p., 89 F.

Yves Laplace est arbitre de football. Il connaît le règlement sur le bout des doigts, un règlement qui comporte dix-sept chapitres, le dix-septième s'intitulant « Coup de pied en coin ». *La Réfutation* est donc un livre en dix-sept chapitres, tableaux, puzzles, ou rébus, consacré à son père.

Le football est d'ailleurs, explique-t-il, le seul lien direct entre eux. Mais c'est un lien puissant et magique. Dès l'âge de cinq ans, pour se montrer digne de ce maître difficile et paradoxal, il connaissait des dizaines de listes de joueurs par cœur, tous les renseignements que donnaient sur eux les journaux. Mais « je n'étais pas mauvais ». Comme son père, hélas, il avait les bras faibles, les yeux myopes, une haine horrible des vestiaires, un asthme qui n'en était pas vraiment un, mais qui l'empêchait quand même de respirer. Et le nez bouché toute l'année.

Comme son père, il avait aussi le goût du droit, et du procès-verbal, un sens inné de la justice et du dernier mot. C'est ainsi qu'il est devenu, bien plus tard, un « homme en noir ». Mais, même s'il est doux et facile d'être, comme il dit, « un personnage », puisqu'il suffit de mêler franchise et candeur, je passe sur la pudeur, je passe sur le scrupule qui est une pierre pointue, je passe sur le mépris qui pète un prix inférieur à la valeur réelle », ce n'est pas pour faire l'arbitre qu'Yves Laplace se présente aujourd'hui, un peu tremblant et incertain, avec ce treizième livre, son plus beau. C'est une sorte de dictionnaire biographique et familial, un

dictionnaire plein de blancs, et de doutes, plein de tâtonnements destinés à « redonner la défiance verbale » qui a momentanément frappé son père, atteint d'encéphalite, une perte provisoire de la mémoire et du langage qui l'a amené à faire la « réfutation de sa vie », à la diffamer de diverses manières.

UNE LAUDATIO

Parce qu'il écrit aussi contredire, parce qu'il s'est toujours su destiné à écrire « à la place de son père et dans sa direction », Yves Laplace compose « à la manière analogique », à la manière du cerveau quand il associe librement, à la manière du rêveur qu'on laisse en paix, un livre filial en mémoire de son père vivant : la réfutation de la réfutation. On sait que moins par moins fait plus, c'est donc une *laudatio*. Un livre frémissant d'affection et d'inquiétude, sous la corne du taureau. Placé explicitement sous le signe de Michel Leiris, de Philip Roth. Et qui fait sans cesse penser à l'invention de la solitude de Paul Auster, car, écrit-il, et c'est la première phrase du livre : « Aussi loin que je me souviens, le monde est divisé entre les pères et les fils ».

On pourrait mettre des titres aux chapitres, comme il y en a au règlement des arbitres de football. Premier chapitre : « Le nez bouché ». C'est ce qui correspond à « terrain », dans le manuel. Nez bouché, qui signifie gouttes, et larmes, et mouches, et noués à son mouchoir pour ne pas oublier les promesses. Comme dans toutes les histoires entre pères et fils, il y a entre Yves Laplace et son père de sacrés comptes en retard, promesses non tenues, reproches et fautes avouées. De très jolies histoires absurdes de matches de football qu'ils se sont mutuellement fait rater. Ils sont pourtant

des gens sérieux, et même légèrement pointilleux et maniaques, découpeurs de journaux, collectionneurs, amis aussi des chiffres, puisque le père était « économiste au BIT ». Les chiffres jouent un rôle magique dans *La Réfutation*. Ils ne font jamais défaut, ce n'est pas comme les mots. Ils sont la chose la plus solide. Ils prouvent que la réalité a un sens caché, ainsi le 58, pour 1958, année de naissance du narrateur, et qui est au centre de la plaque d'immatriculation de la voiture de son père : GE 56 58 6... Deuxième chapitre. Il s'intitulerait « Blaise Cendrars », brisées et cendres, et remplacerait le chapitre « Le ballon ». Il en retient le goût de l'aventure : « Nous menons sous nos latitudes, une existence fétale ». Troisième chapitre : « Quarante histoires du petit Nicolas » écrites par l'auteur et dactylographiées par son père. C'est le chapitre « Nombre de joueurs » dans le manuel de l'arbitre. Et cætera, et cætera.

Si l'on insiste sur ces symboles, ces correspondances, c'est parce qu'Yves Laplace est calculateur, il l'a dit, et méthodique. Il aime les compositions savantes et préméditées. Le jeu. C'est enfin parce que ce livre sincère et grave est rempli d'un humour salubre et élégant. Pourrait-on entre les mailles tissées serrées du père au fils, du fils au père, il ne faut pas laisser filer l'histoire saugrenue des cravates du grand-père qui étaient pré-nouées, avec un élastique, ce qui est, comme chacun sait, le début de la fin, puisqu'il n'y a alors plus de risque, plus de technique, plus de rituel, ni de jeu, plus rien. Si vous aimez le football, l'humour froid, les phrases ciselées et Michel Leiris et si vous réprochez le déclin des cravates, vous êtes un lecteur en puissance d'Yves Laplace.

Geneviève Brisac

Delbourg sur notre chemin

L'AMPLEUR DU DÉSASTRE de Patrice Delbourg. La Cherche-Midi éditeur, 175 p., 98 F.

Le titre annonce la couleur. Grisâtre. Non sans nuances qui vont jusqu'à un bleu. Avec Delbourg, « le pionnier trépas », la rue rêve à ses autopsies... les deux sont en radoub... le béton hurle dans les vitrines blafardes des pharmacies... l'aube à vu rose harponne les derniers spectres en salopette. Mais ces images sombres sont moins un hymne au désespoir qu'un constat désolant et désolé. Est-ce la faute au poète si « il y a du fading dans la tendresse » ? Qu'on ne s'y trompe pas. Tendresse est l'un des maîtres mots de ce portraitiste au fusain, les autres étant lucidité et humour. Ce qu'il voit est sous nos yeux qui ne veulent pas toujours voir, et il nous offre à regarder, à découvrir l'absurde, la folie, le ridicule d'un monde à vau-l'eau, de plaies en cicatrices. De quoi se laisser aller à l'à quoi bon, au néant, mais « on a toujours quelque chose en chantier / ne serait-ce qu'une vie », et nous voici invités : « Un matin partir... juste avant l'avarie finale... battant de violente dans la main... ne plus mentir même à voir basse aller vers le bleu plus bleu ».

Sur le chemin de Delbourg, les aubes sont comme chez Rimbaud, « navrantes ». Il serait fou de penser que sur ce chemin il est seul. C'est le nôtre. Celui des villes dont personne ne sait comme lui évoquer la morbidité et les éclats de lumière. Parce que, si Delbourg a le vocabulaire de tout le monde, sa façon de juxtaposer les mots est d'une modernité et d'une inventivité particulières. De celles qui font qu'une œuvre est sans pareille, de celles qui font la différence entre le prosateur et le poète.

Pierre-Robert Leclercq

Goncourt des lycéens, le parti pris de la lecture

A l'occasion des rencontres nationales de Rennes, toute une ville accueille de jeunes lecteurs et leurs aînés pour une vraie fête littéraire.

Mélieux des Bretons ! On prétend qu'il est difficile de montrer plus d'obstination et de détermination, et Bernard Le Doze, président de l'association rennaise Bruit de lire, pourrait en être l'illustration la plus sympathique. L'homme a bâti patiemment le succès d'une opération en forme de pari impossible : créer un « prix Goncourt des lycéens », c'est-à-dire demander à des élèves du second cycle, toutes options et types d'établissement confondus — ce qui interdit un tri trop flateur qui ne rendrait pas compte de l'exacte situation de la lecture en milieu scolaire —, de couronner, à l'imitation des jurés de la célèbre académie, un roman français. Le choix se fait parmi les dix titres retenus par les Goncourt dans leur première sélection de rentrée. Mandatés par leurs camarades qui les élisent — ainsi déterminé le tiers qui résume les désirs de la classe —, les délégués deviennent ainsi les plus jeunes membres d'un jury littéraire.

Le but était aussi simple qu'ambitieux : encourager la pratique de la lecture dans des classes d'âge difficilement séduites par le livre, en profitant du temps fort médiatique que représente, chaque automne, la moisson des prix littéraires. Cette opération téméraire, lancée de Rennes dès 1988, y ramène désormais chaque année les représentants des classes qui participent à l'aventure, dans un restaurant du centre-ville. La Chope, où ils débattent le jour même où leurs aînés choisissent, à Paris, chez Drouant, le lauréat du Goncourt.

Le rendez-vous breton s'impose depuis l'origine : n'est-ce pas le lycée Brizeux de Quimper (encore présent dans le jury 1995) qui tout est parti en 1987, à l'initiative d'un professeur de lettres, M^{me} Beloni, aujourd'hui en charge du centre départemental de documentation pédagogique du Finistère. Bernard Le Doze, dès l'année suivante, réalise l'exploit : obtenir des jurés Goncourt qu'ils autorisent l'emploi du nom magique — synonyme de tirages mirifiques et de notoriété — pour le lancement, modeste, de cette aventure provinciale. La révérence à la sélection des académ-

ciens et la reproduction des rites de la proclamation emportent l'adhésion. L'investissement majeur de la FNAC de Rennes fait le reste. La première édition a la chance de voir les lycéens rennais, encore seuls concernés, couronner Erik Orsenna, lauréat dans le même temps des convives de Drouant, pour son *Exposition coloniale*.

La conjonction contribue à la promotion de l'événement et se reproduit avec *Un grand pas vers le Bon Dieu* de Jean Vautrin l'année suivante, tandis que l'éventail des établissements concernés s'élargit à toute la région.

Un an encore et l'aventure devient nationale, toujours avec le relais de la FNAC, ce qui oblige à sélectionner des établissements situés à proximité d'un magasin. C'est en effet là que se déroulent des rencontres qui mettent en contact les jeunes lecteurs et les auteurs en cours. Le rôle médiateur de l'enseignant, volontaire et choisi avec le concours des services de l'éducation nationale, comme d'un journaliste-parrain qui anime les débats, permet un dialogue inédit où le lycéen se fait tour à tour reporter et critique. Un exercice que tous prennent très au sérieux, comme cet élève de Saint-Etienne qui, cette année, s'y préparait comme s'il s'apprêtait à rencontrer les futurs classiques de la littérature contemporaine.

« ÉCARTS » AVEC LES GRANDS
En 1990, le jury « des jeunes Goncourt » s'autorise un écart d'avec les aînés puisque *Les Champs d'honneur* de Jean Rousaud ne réussit pas le double — c'est Françoise Lefèvre qui obtient le prix des lycéens pour *Le Petit Prince carnibale*. Double couronne encore pour Pierre Combescot, l'automne suivant. Hasard pur ou réaction salutaire ? Les trois crûs lycéens suivants ne recourent pas les choix parisiens et ni Patrick Chamboiseau, ni Amin Maalouf, ni Didier Van Cauwelaert ne réussissent la passe de deux... Il faut attendre 1995 et le cumul historique d'André Makine pour son *Testament français* — prix Goncourt, prix Médicis ex æquo et... prix Goncourt des lycéens — pour que les convives de La Chope et ceux de



Drouant décerne les mêmes lauriers.

Dans l'intervalle, le label rennais est devenu une référence. Victoire patiemment, quoique rapidement, acquise. Le grand public n'a reconnu vraiment le rendez-vous breton qu'à dater du jour où il eut une audience nationale — ce que les premières rencontres entre l'ensemble des lycéens impliqués et le lauréat (1991) n'étaient pas parvenues à établir. C'est la presse écrite qui réagit la première, et le quotidien *Ouest-France* publia durant plus de deux mois une critique hebdomadaire écrite par un lycéen sur l'un des dix ouvrages en lice pour le titre. *InfoMatin*, puis *Le Magazine littéraire* s'associèrent à leur tour à la manifestation. C'est cependant le partenariat avec France 3, en 1994,

qui impose réellement la manifestation : diffusée en direct sur la chaîne à vocation régionale dans son édition de la mi-journée, la proclamation rennaise précède ostensiblement le verdict des grands aînés. Mais la médiatisation n'est pas une fin en soi, et le projet original — rapprocher les adolescents du livre pour éveiller en eux une vraie passion de lecteur — conduit dès 1993, en Bretagne toujours, à des jumelages entre les lycées participant à l'opération et les bibliothèques. Pour tenter de créer une osmose entre lecture scolaire et lecture publique, que les grands rendez-vous nationaux, comme *Le Temps des livres* élargissent volontiers à la famille. Les trois milieux conjugués développent ainsi une dynamique

dont les effets commencent à se faire sentir. L'édition 1995 vient de connaître, mardi 30 et mercredi 31 janvier, son terme — quelque peu retardé par les mouvements sociaux de décembre. Prévue pour associer tous les participants (élèves, enseignants, auteurs en lice et membres de l'académie Goncourt), les rencontres nationales de Rennes ont été reportées exceptionnellement à cette fin de janvier. Usage récent — 1991 —, cette fête commune s'impose comme le vrai temps fort de la manifestation. Cette année, Edmonde Charles-Roux et Didier Decoin sont du voyage, avec Erik Orsenna et Claude Pujade-Renaud, d'anciens lauréats venus soutenir avec enthousiasme ces « jeunes aînés dans la bataille du livre » — la formule est de François Nourissier. D'un coût considérable pour le jeune organisme rennais, le déplacement et l'hébergement des adolescents ne sont possibles qu'avec l'aide des ministères de la culture et de l'éducation nationale, de la municipalité et de l'académie de Rennes, du conseil régional de Bretagne, et surtout l'active collaboration de la FNAC et des partenaires associés, le magazine pour adolescents *Phosphore*, le CROUS de Rennes, l'INA et la délégation régionale des automobiles Citroën.

MOMENT PARTICULIER
Mais ces parrainages institutionnels ne compromettent pas la convivialité des rencontres, qui demeurent fidèles aux traditions estudiantines. Les chahuts des lycéens furent tels, une année, qu'un hôtel les interdit de séjour pour l'année suivante. On ne compte plus les concerts improvisés et les mésaventures sans gravité (une élève, oubliée par sa classe, qui repart avec le train des invités). Telles sont les premières pages pittoresques d'un folklore de potache, qui sied bien à cette jeune manifestation littéraire. Gros liseurs et adolescents peu familiers des bibliothèques se retrouvent ainsi confrontés à un monde tout à fait nouveau, celui des auteurs et des critiques.

L'exercice en est éternel plus d'un, mais pour beaucoup c'est un moment particulier où l'on découvre qu'un livre ne ressemble pas forcément à son auteur et que « lire sans avoir à faire un devoir noté », c'est aussi un plaisir. La découverte du « challenge » n'a pas fait que des heureux, mais, par amour-propre (« pour qu'aucune autre classe ne puisse nous « taper » en disant que nous sommes des incapables »), par conscience de l'enjeu (« je finis par comprendre que nous étions responsables d'une charge importante et qu'on attendait beaucoup de nous ») ou simplement « pour ne pas décevoir » le professeur, la plupart jouent le jeu. Certains, même, avec une fierté évidente (« pour une fois, on nous confie une tâche d'adulte et non d'adolescent ! »). Certains s'interrogent sur les choix qui doivent guider leur choix (« Ce n'est pas parce qu'on décerne le Goncourt des lycéens qu'on choisit un livre qui doit plaire spécialement aux jeunes. Ce serait assez dérangeant ») ; c'est parmi ceux-là que l'on retrouve les délégués.

En novembre, il a fallu plus de deux heures de délibérations et quatre tours de scrutin pour désigner le lauréat 95. Le décompte des suffrages suggère une victoire de Franck-Olivier Giesbert, suivi à distance par Jean-Marie Lachet et André Makine. C'est finalement parce que « personne n'avait d'arguments contre » et que « sa capacité d'émotion était incontestable » que Claire, la déléguée stéphanoise, se rallia au *Testament français* de Makine, assurant sa victoire sur *De main la veille* de Lachet, encore à égalité (six voix chacun) à l'issue du quatrième tour. Le talent persuasif du jeune Rostislav, élève tchèque du lycée de Dijon et partagé, comme le lauréat, entre deux cultures, n'y fut sans doute pas étranger. Il ne manquait que l'épave internationale pour confirmer l'insaisissable progression d'un prix né d'un pari courageux et insolent. C'est maintenant chose faite. Mais cette extension compte bien moins que le constat de la jeune Bénédicte, de Paris, qui reconnaît que participer à cette expérience lui a « apporté enrichissement personnel aussi bien qu'ouverture vers les autres », avant d'ajouter : « J'ai la curieuse sensation d'avoir enfin appris à lire ! »

Les risques d'une grande ambition

Au fil des ans le prix Goncourt des lycéens s'est imposé comme un événement littéraire. Pourtant, ce succès n'a pas désarmé toutes les critiques. Dès l'origine, on suspecta l'académie Goncourt d'encourager l'aventure pour redorer son image quelque peu ternie par ses palmarès, soupçonnés d'obéir plus à des contingences économiques qu'à des choix intellectuels. La participation de la FNAC renforça certaines préventions : ne s'agissait-il pas d'une astucieuse opération de marketing où l'enjeu de la lecture des jeunes n'était plus guère qu'un prétexte pour s'arroger une réputation de mécène culturel ?

Comme l'indispensable relation entre les établissements partenaires et les magasins du groupe conditionne la répartition géographique, fortement défavorable au sud du pays cette année, d'anciens ont mis en cause la représentativité de l'échantillon retenu. Plus grave, certains lauréats n'auraient dû leur récompense qu'à une intervention déplacée des enseignants, suspectés d'avoir trop « investi » le prix, comme s'ils se sentaient comptables de la qualité littéraire

de l'ouvrage désigné par leurs élèves : les lycéens peuvent-ils avoir voté spontanément pour le roman baroque et folsonnant de Pierre Combescot en 1991 ?

Quoi qu'il en soit, la vraie question reste celle de la fidélité aux sélections successives des jurés Goncourt, qui empêche un choix réellement ouvert. Ainsi, cette année, pour « coller » aux choix des académiciens parisiens, on a écarté *Le Pas si lent de l'amour* d'Hector Bianciotti, *Les Grandes Blondes* de Jean Echenoz ou *La Classe de neige* d'Emmanuel Carère, bien plus accessibles que les livres de François-Olivier Rousseau et de Jacques-Pierre Amette, que les lycéens ne purent apprécier. Faut-il aller jusqu'à renoncer à s'inspirer de la sacro-sainte sélection qui ne tient naturellement pas compte du jeune âge et du manque de pratique, des jurés en herbe, et recommander Daniel Picouly et son *Champ de personne* ou *Monsieur Malaustral* de Daniel Pennac ? La fidélité à l'esprit des Goncourt tient d'ailleurs à la démarche qu'à la révérence étroite aux choix de ceux-ci. Faut-il opter d'emblée pour dix titres — éventuellement soumis à l'académie — et s'en tenir à une sélection adaptée ? Il serait pourtant malvenu de se montrer trop sévère. Le vrai projet de ce prix est assez séduisant pour qu'on se garde de le condamner aussi vite. Donner le goût de la lecture aux jeunes : le pari justifié qu'on taise l'imitation devant un jeu faussé d'avance.

L'essentiel est moins le prix — et la tenue de son palmarès qui, somme toute, n'est pas particulièrement contestable — que le changement de comportement du lycéen face au livre, enjeu plus décisif. Il faut avoir entendu la pertinence des questions posées aux auteurs lors des rencontres, où même les dissensions se faisaient discrètes, observé l'investissement des délégués lors des délibérations rennaises — l'une d'entre eux, qui soutenait passionnément le choix de sa classe (Makine), confiait, épuisée mais ravie du succès : « On a tout donné ! » —, pour être convaincu de l'utilité de la démarche. Il n'empêche que, faute de mieux contrôler le menu proposé, on risque de retrouver souvent les remarques désabusées de Marion (« Le Goncourt des lycéens nous a permis d'avoir un aperçu sur la littérature contemporaine, qui nous a un peu déçus »), de Solène (« Ça ne

m'a pas apporté grand-chose, si ce n'est un peu de vocabulaire ») ou d'Aziz (« C'est une bonne idée, même si elle me paraît être une promotion pour la FNAC »), tous trois élèves de 1^{re} S au lycée Victor-Hugo, à Paris. Le bilan mérite en fait plus d'optimisme, puisque l'aventure d'une année se prolonge parfois de manière inattendue. Ainsi les élèves du lycée technique Jean-Perrin, de Saint-Tronc (Bouches-du-Rhône), depuis leur participation de 1993, décernent-ils leur propre prix littéraire (cette année à Yann Queffélec), tandis que ceux de Blaise-Pascal, à Rouen, participent au Salon du livre de Paris et ceux de Paul-Bert (Paris) lancent un atelier d'écriture. Aujourd'hui, déjà, la classe de 2^e du lycée Honoré-d'Urfé (Saint-Etienne) entend continuer l'aventure avec les mêmes partenaires locaux (journalistes et FNAC). Il y a bien un « après-Goncourt-des-lycéens », et si tous ne s'y investissent pas, gageons que les plus engagés sont contaminés par le virus de la lecture... Mission accomplie, donc, pour un prix qui, en se réformant, pourrait amplifier encore son rayonnement.

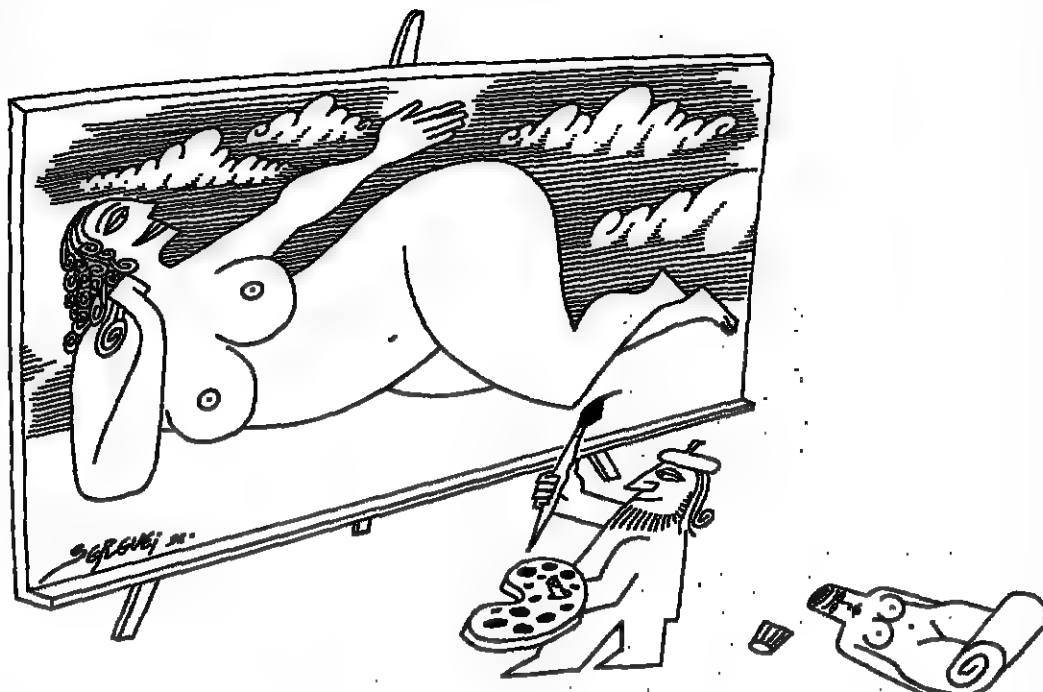
Ph.-J. C.

هكذا من لاصل

VI / LE MONDE / VENDREDI 2 FÉVRIER 1996

de Roger-Pol Droit

L'évidence invisible



Les femmes sont les
égales des hommes.
Personne ne dit plus
le contraire. Mais qui
oserait affirmer
que les inégalités
ont disparu ?

sens ? Pour quelle raison ? Et s'il était avéré qu'un tel mépris des femmes, dans l'histoire de la pensée, n'était pas un accident, un trait secondaire, une excoissance fâcheuse, mais bien une caractéristique sous-jacente et centrale, fondatrice, constitutive, faudrait-il renoncer à philosopher ? Evidemment non, mais de nouveaux travaux seraient nécessaires. L'objectif de telles recherches n'est pas, patiemment, de reconstituer la représentation de la femme et son évolution dans les textes philosophiques de l'Antiquité à nos jours. Il s'agit plutôt de contribuer à l'élaboration d'une nouvelle approche théorique de la différence des sexes. L'histoire, selon Geneviève Fraisse, montre en effet que cette question a suscité bien plus de remarques qu'on ne le croit généralement. Mais ces indications se présentent le plus souvent en désordre, sous des intitulés dispa-

rates, dans des notes de bas de pages, des appendices, des digressions. C'est généralement en passant, à propos d'autre chose, que les philosophes parlent d'amour, de mariage, de célibat, ou mentionnent la gestation de leurs idées, l'enfement de leurs systèmes, l'histoire de leurs grossesses intellectuelles. Bon nombre de leurs propos ont trait à la différence des sexes, mais elle n'est pas, le plus du temps, un objet explicite de leurs méditations.

Une approche historique met aussi en lumière des ruptures. Depuis 1789, la politique a surgi au sein de la famille. L'égalité des femmes, d'emblée proclamée dans les principes, demeure longtemps maintenue à l'écart des faits, qu'il s'agisse du code civil, des lois électorales, ou de l'instruction publique. Aujourd'hui, Elise Domenech et Myriam Valise, deux étudiantes à qui Geneviève Fraisse,

encore elle, donne la parole dans le volume collectif *De l'égalité des sexes*, brosent un tableau désenchanté, parfois désabusé, de la situation faite aux jeunes femmes dans la France de cette fin du XX^e siècle. Elles ont été élevées dans l'idée que filles et garçons avaient les mêmes chances. Elles découvrent, à l'orée de l'âge adulte, que ce n'est pas ainsi que les hommes vivent.

Ces deux témoignages sont justes. Ils se trouvent dans un ouvrage que sa faible diffusion risque de laisser injustement dans l'ombre (1). Au sommaire figure pourtant, parmi quelque vingt-quatre auteurs, un bel ensemble de signatures connues : Françoise Balibar, Pierre Bourdieu, Hélène Cixous, Luce Irigaray, Julia Kristeva, Michelle Perrot, entre autres. La diversité des analyses et des thèmes est grande, on s'en doute. Il est toutefois particulièrement frappant que ces approches multiples s'accroissent sur ce point : des inégalités majeures persistent entre les femmes et les hommes, dans la plupart des domaines, au sein des sociétés qui se disent égalitaires.

Il y a une vingtaine d'années, les mouvements des femmes annonçaient des libertés neuves, des mutations radicales, une nouvelle culture. Quelques lois ont changé, et quelques attitudes, en surface. L'essentiel, immobile, demeure. Faudrait-il se décourager, se croire lucide en constatant que le machisme est indépassable ? Ou bien se dire qu'un creux de vague ne saurait empêcher de continuer le combat ? La différence des sexes, et leur inégalité, cela se sait, et s'oublie. Cela se répète, et s'efface. C'est évident, et invisible. Jusqu'à quand ?

(1) Edité par le Centre national de documentation pédagogique, l'ouvrage est en vente soit dans les librairies des centres régionaux, soit à Paris, 13, rue du Four 75006, soit par correspondance, en écrivant à CNDP/VPC, 77568 Lieusaint Cedex.

* Signaler également la réédition de *Muse de la Raison* de Geneviève Fraisse, Folio, « Histoire », no 64.

LE FÉMININ
de Véronique Nahoum-Grappe.
Hachette,
coll. « Questions de société »,
144 p., 59 F (en librairie le
21 février).

LA DIFFÉRENCE DES SEXES
de Geneviève Fraisse.
PUF, coll. « Philosophiques »,
128 p., 45 F.

DE L'ÉGALITÉ DES SEXES
sous la direction
de Michel de Manassein.
Préface d'Elisabeth Roudinesco
et Michel de Manassein.
CNDP, « Documents, actes et
rapports pour l'éducation »,
320 p., 110 F.

La situation des femmes, aujourd'hui, est curieuse. Leur égalité avec les hommes est proclamée, et en principe acquise. Mais la souveraineté masculine ne semble pas bouger. Les humiliations, discriminations et autres injustices subies quotidiennement par les femmes ont été dites et cent fois soulignées. Les pouvoirs, gouvernements ou familles, ont adapté leurs discours. Les réalités, grosso modo, sont demeurées immuables. Pire : on peut craindre une régression dans les pays développés, une nouvelle résignation dans le reste du monde. Comprendre pourquoi n'est pas simple. On dirait que la lucidité, en ce domaine, est intermittente. Les changements sont recouverts, un peu partout, par le poids des jours. L'espoir se mêle au doute. Y a-t-il des bousoles ?

On repartira d'une première et apparemment facile certitude : l'humanité se partage en deux sexes. Aussitôt, pourtant, des perplexités s'installent : la différence des sexes semble à la fois évidente et insaisissable. Mille comportements et expressions la signalent - que ce soit dans les corps, les sentiments ou les rôles sociaux. Malgré tout, à peine aperçue, la voilà qui se dérobe. Physique, mais pas seulement biologique. Psychologique, mais pas uniquement mentale. Sociale, mais pas entièrement culturelle. Comment la délimiter ? On peut décrire ce qui se passe, au jour le jour, observer les mœurs.

Pas de vastes perspectives. Du concret, du vécu : publicités, tournures de phrase, petits faits oculaires.

Véronique Nahoum-Grappe, au début d'un court volume sur *Le Féminin*, préconise cette perspective. Pour comprendre la situation réelle des femmes aujourd'hui dans la société française et dans celles qui sont comparables, elle suggère de prendre « au pied de la lettre les affiches publicitaires, les manières de parler, les romans-photos, les feuilletons télévisés, les chansons, etc. » On s'aperçoit ainsi qu'une « femme libre », dans le vocabulaire courant, n'est pas celle qui décide vraiment de ses choix, mais celle qui se conforme au modèle de sexualité à la carte devenu dominant. Egalité ? Les magazines et la télévision imposent une image du corps féminin qui convient avant tout au regard masculin. Les pouvoirs, d'autre part, sont tous, ou presque, entre des mains d'hommes. Enfin, ce qu'on croit neutre - « le public », « l'opinion », voire « l'être humain » en général - ne l'est pas. Si l'on regarde de près, ce prétendu neutre révèle toutes sortes de « masculinisations » masquées, oubliées à force d'habitude.

Sartre est épinglé au passage, pour sa tendance à penser que les femmes à gros seins ont une petite cervelle. Les philosophes, dans l'histoire de la misogynie, occupent décidément une place de choix. Un bêtisier rassemblant leurs délires serait volumineux. Geneviève Fraisse, dans un excellent texte sur *La Différence des sexes*, en donne quelques exemples. Schopenhauer insiste sur la laideur physique des femmes : « Il a fallu que l'intelligence de l'homme fût obscurcie par l'amour pour qu'il ait appelé beau ce sexe de petite taille, aux épaules étroites, aux larges hanches et aux jambes courtes. » Kant, pour sa part, souligne leur incapacité intellectuelle : « Pour ce qui est des femmes instruites, elles usent des livres à peu près comme de leur montre ; elles la portent pour qu'on voie qu'elles en ont une ; peu importe qu'à l'ordinaire elle soit arrêtée ou ne soit pas réglée sur le soleil. »

Que faire de telles phrases ? Doit-on les dissocier des œuvres,

comme si elles dépendaient de préjugés extérieurs à la philosophie, comme si elles n'affectaient pas l'essentiel, la pensée sous sa forme universelle ? Ou bien doit-on au contraire, comme le propose Geneviève Fraisse, les considérer comme partie intégrante de la démarche philosophique ? On se trouve alors face à une nouvelle série de questions : les philosophes seraient-ils misogynes ? En quel

La différence des sexes à l'origine de toute pensée

Partant de l'irréductible constat biologique, Françoise Héritier démontre comment se sont élaborées les représentations et les institutions sociales. Et comment des époques les plus reculées jusqu'à aujourd'hui, l'« universalité de la suprématie masculine » s'est inscrite profondément dans les mentalités

MASCULIN/FÉMININ
La pensée de la différence
de Françoise Héritier.
Ed. Odile Jacob, 332 p., 140 F.

A l'aube de l'humanité, Homo sapiens se met à penser, à parler, à donner du sens au monde, à partir de ce qu'il voit ou, plus précisément, de ce qu'il distingue : le jour de la nuit, le chaud du froid, le sec de l'humide et, évidemment, l'homme de la femme. Notre ancêtre hypothétique, observateur avisé, constate que leurs corps se ressemblent en étant différents anatomiquement et physiologiquement, par les liquides qu'ils produisent, sperme pour l'un, sang et lait pour l'autre, et que seule la femme a la faculté de procréer. Ce qui paraît commencer ainsi comme un récit mythique est justement le socle originel sur le-

quel mythes, représentations et institutions sociales se sont élaborés, nous dit l'anthropologue Françoise Héritier. Altérité première donc : « C'est l'observation de la différence des sexes qui est au fondement de toute pensée, aussi bien traditionnelle que scientifique. » Cette thèse s'affirme résolument matérialiste, elle part de faits biologiques aussi élémentaires qu'irréductibles - l'existence de deux sexes distincts qui doivent s'unir pour engendrer un ordre irréversible des générations et une succession dans l'ordre des naissances des frères - pour expliquer comment le travail de la culture les a traduits et interprétés, diversement selon les sociétés. Les systèmes de parenté, dans leur variété, avec leur terminologie, leurs règles de filiation, d'alliance et de résidence, apparaissent ainsi comme autant de

constructions symboliques, réalisant les différentes combinaisons logiques possibles, à partir de ces données de base. A travers cette diversité, cependant, une constante : la différence entre masculin et féminin semble toujours avoir été interprétée, de façon hiérarchisée, au bénéfice du premier.

Françoise Héritier balise ici ces illusions, chéries de certains féministes, sur les Amazones de l'Antiquité, le culte mycénien des déesses mères ou encore l'existence d'un matriarcat primitif. C'est à prendre la mythologie pour argent comptant, confondre croyance et organisation sociale. Elle refuse également la confusion entre sociétés matrilinéaires et sociétés matriarcales : dans les premières, où la filiation et le droit à la succession passe par les mères, les pères n'ayant aucun droit sur les enfants, ce sont les oncles maternels qui exercent tous les pouvoirs ; quant aux secondes, elles n'ont jamais été observées nulle part. L'organisation sociale iroquoise est ce qui pourrait s'en approcher le plus : le système est matrilinéaire, les femmes d'une même lignée vivent avec époux et enfants dans de grandes maisons dirigées par des « matrones » qui organisent le travail agricole (féminin), contrôlent la redistribution de la nourriture et peuvent exercer un droit de veto sur la guerre, en étant représentées au conseil des anciens par un homme parlant en leur nom. Même dans ce cas pourtant, où quelques-unes détiennent un pouvoir certain, les hommes, guerriers et chasseurs, ont un statut supérieur. Bref, « il existe une forte probabilité statistique de l'universalité de la suprématie masculine, qui résulte de l'examen de la littérature anthropologique sur la question ».

Reste à expliquer la logique sociale d'une telle suprématie. Pour

cela, Françoise Héritier revient sur la théorie de Claude Lévi-Strauss concernant ces « trois piliers », base de toute société, que sont pour lui la prohibition de l'inceste, la répartition sexuelle des tâches et une forme reconnue d'union, institutions permettant d'assurer la survie démographique du groupe, la paix à l'extérieur à travers les règles d'alliance avec d'autres groupes et la stabilité à l'intérieur par l'instauration de liens d'interdépendance conjugaux et familiaux durables. Elle y ajoute un cinquième essentiel, ce qui soutient tout l'édifice et le fait tenir dit-elle, c'est la « valence différentielle des sexes », autrement dit : leurs rôles différents



Françoise Héritier. Professeur au Collège de France, Françoise Héritier est une disciple de Claude Lévi-Strauss, auquel elle a succédé à la direction du Laboratoire d'anthropologie sociale. Africaniste ayant étudié en particulier la société Samo (Burkina Faso), elle a publié des travaux sur la parenté (*L'Exercice de la parenté*, Seuil-Gallimard, 1981) et sur l'inceste - *Les Deux Sœurs et leur mère* (éd. Odile Jacob, 1994) et *De l'inceste*, avec Boris Cyrulnik et Aldo Nauri (éd. Odile Jacob, coll. « Opus », 1994) -, qui prolongent et renouvellent l'anthropologie structuraliste.

dans la reproduction. La prohibition de l'inceste et la loi d'exogamie n'instaurent pas seulement un échange des femmes mais, plus fondamentalement (et c'est si évident qu'on le perd de vue), un contrôle de leur pouvoir exclusif de donner la vie, une appropriation de leur fécondité, par les hommes.

D'innombrables représentations et constructions idéologiques découlent de ce rapport de forces initial, elles opposent la force, la chaleur, l'activité des uns, dominants dans l'acte fécondant, à la faiblesse, la froideur, la passivité et l'infériorité des autres. « Tu es frais, tu es froid comme une femme », disent les Samo en guise

porte, alors naîtra un monstre. Génétique sauvage, croyances d'un autre âge, exotiques ou antiques, dira-t-on. En sommes-nous vraiment si loin ? Françoise Héritier, avec brio, clarté et érudition, nous entraîne dans une démarche comparative, d'une aire culturelle à l'autre, d'une époque reculée à des temps rapprochés, et nous rappelle, par exemple, les termes de cet article sur la fécondation dans *Encyclopædia Universalis* de 1984 : il y est question de l'« extraordinaire inaptitude » du gamète femelle à poursuivre son développement, de son « état d'inertie physiologique » et de la nécessaire « fonction activatrice naturelle » du gamète mâle. Vocabulaire ré-

vélateur et notions mal définies qui renvoient à l'éternelle nature et expriment une bien résistante culture. Dans le même ordre d'idées qui attribue la puissance vitalisante aux hommes, la responsabilité de l'infécondité, elle, est imputée aux femmes. Dans les sociétés traditionnelles, celle qui n'a jamais eu de règles est un personnage inquiétant, menaçant, elle rompt l'ordre du monde, aussi faut-il procéder à des pratiques magiques comme, par exemple, chez les Samo encore, lui percer les reins avant de l'inhumier, afin que son trop-plein de chaleur s'échappe. Dans nos sociétés, ce n'est que depuis peu que l'on fait systématiquement des analyses pour rechercher la stérilité masculine, mais la conviction qu'elle est très généralement d'origine féminine prévaut largement.

La démonstration de Françoise Héritier est implacable : les racines de l'inégalité sont profondément ancrées dans les schèmes de pensée de l'humanité. Dès lors, les choses peuvent-elles notablement changer ? Il y a eu certes des avancées importantes autant que récentes, controversées, parfois menacées - la contraception, l'IVG, la criminalisation du viol -, et il n'est pas fortuit qu'elles concernent précisément le bastion de la sexualité et de la procréation. Mais à l'échelle de la planète, comme la Conférence mondiale des femmes à Pékin, en 1995, il a montré, les progrès sont minces. Il est difficile d'ébranler ce qui forme le socle des représentations. Aussi Françoise Héritier doute-t-elle « qu'on arrive jamais à une égalité idyllique en tous domaines », même si « on peut espérer aller vers une égalité de plus en plus grande ». Espoir que son livre, intellectuellement, accroît. Car penser ce qui structure la pensée de la différence, c'est déjà se dégager de cette armature.

Nicole Lapierre

ECRIVAIN
N°3
JEROME CHARYN
CHARLES JULIET
DAVID LODGE
MA JIAN
PAUL FURNEL
ROBERT GIRAUD
JEAN-MARC ROBERTS
EDWARD BUNKER
35 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Paul Roazen chez Sigmund Freud

Depuis plus de trente ans, ce professeur de sciences politiques à Toronto se consacre à l'histoire de la psychanalyse et à ses parts d'ombre. Dans « Mes rencontres avec la famille Freud », il relate les entretiens qu'il a réalisés dans les années 60 avec plus de soixante-dix personnes qui avaient connu Freud.

« Êtes-vous toujours une menace pour la psychanalyse ? »
 — L'idée d'être une menace est extrêmement floue. C'est un jugement qui lui a été inspiré par mon livre sur l'histoire des relations entre Freud et Tausk. Pour autant, j'ai publié le livre à dessein du vivant d'Anna, de manière à ce qu'elle puisse m'opposer ses objections. Elle ne l'a pas fait. Ce n'est que plusieurs années après, lorsque j'ai lu sa très longue lettre à Kurt Eisler sur mon travail, que j'ai réalisé à quel point je l'avais irritée.

Êtes-vous un historien iconoclaste ?
 — Ce qui est iconoclaste, c'est d'inscrire Freud dans l'univers de la pensée occidentale. J'ai étudié Freud comme j'aurais pu étudier Rousseau, saint Augustin ou Hobbes. Bien sûr, le fait d'avoir voulu rompre certains silences qui entourent l'histoire de la psychanalyse est iconoclaste. A cet égard, le travail de l'historien est toujours iconoclaste. C'est pourquoi dans beaucoup de pays les historiens sont bannis, persécutés. Faire de l'histoire, c'est inévitablement semer le trouble. Un analyste viennois vint me trouver un jour et me dit : « Vous, vous voulez trouver ce qu'il n'y a pas dans les livres, sans doute ce dont nous ne voulons pas dans les livres. »
 J'avais lu tous les livres et je n'aurais pas fait ces entretiens si j'avais voulu ne m'en tenir qu'au savoir acquis. Je voulais découvrir quelque chose sur Freud que je ne pouvais apprendre dans les livres. J'avais lu Freud mais savais-je le lire correctement ? Je n'en étais pas sûr. Lire Freud est un exercice difficile, car ses phrases peuvent dire plusieurs choses en même temps. Ce n'est qu'après avoir rencontré son entourage que j'ai mieux su le lire.

Comment faites-vous pour nouer ensemble vie privée et histoire des idées ?
 — C'est une question centrale. Ce que j'ai essayé de montrer, c'est que les idées ne sont pas de pures abstractions, mais le produit particulier d'un contexte historique spécifique. Vienna était à l'époque une ville très cosmopolite, féconde en inventions artistiques, musicales, philosophiques. La vie de famille de Freud était celle d'une certaine bourgeoisie, et celle-ci n'a rien à voir avec la bourgeoisie d'aujourd'hui. Si l'on ignore le contexte, on ne peut que se méprendre sur les idées.

Vous avez rompu le silence sur l'analyse d'Anna par son père. Pourquoi ?
 — C'est un sujet sur lequel on n'avait jamais écrit avant. J'ai fait cette découverte. Je l'ai publiée il y a vingt-cinq ans. Maintenant que les psychanalystes le savent, que pensent-ils des implications théoriques pour Freud, pour Anna ? Cela a l'air d'une transgression, une transgression que Freud a estimée juste, de même qu'Anna. Comment le comprendre ? D'autant que l'analyse a duré plusieurs années. Certains disent que c'était une pratique courante chez les premiers analystes, mais cela reste insolite. Il y a encore beaucoup trop de non-dit sur les différentes pratiques cliniques de Freud. Bien sûr, dans une collectivité donnée, il doit y avoir des sujets dont on convient de ne pas parler en public. Le fait de savoir en privé des choses qu'on ne dit pas en public est une des forces qui tiennent ensemble un groupe. Or Freud en a parlé explicitement dans une lettre à Edoardo Weiss. Y a-t-il eu une conspiration du silence ? Il savait que la lettre serait conservée. De même qu'il critiquait les changements techniques de Ferenczi, Freud pensait qu'on

doit pouvoir rendre compte aux autres analystes de sa propre technique. A ce titre, la façon dont Freud analysait doit faire l'objet de débats critiques. C'est pour cela que j'ai voulu en parler.

Pour ses fils spirituels, Freud a-t-il été un bon père ?
 — Freud n'avait rien d'un homme ordinaire. La difficulté, c'est de saisir comment il a pu en même temps être ordinaire, au sens de son appartenance à la culture de la classe moyenne de la Vienne de son temps, et provocateur. Provocateur aujourd'hui autant qu'hier. Mais en cela, à mon sens, il a peut-être en plus de succès avec ses fils spirituels qu'avec ses fils spirituels.

Freud appelait ironiquement sa fille « sainte Anne ». A-t-elle été victime ou vestale de l'héritage paternel ?
 — En faire une victime sacrifiée sur l'autel de la psychanalyse serait simpliste. En un sens, son sort lui a été imposé. Sa mère ne pouvait répondre aux attentes de Freud. Sa tante Minna était âgée et malade, Anna a dû hériter du

sceptre. Elle est devenue la vestale dogmatique du mouvement psychanalytique. Il était très difficile d'écrire sur elle tant qu'elle était vivante car elle restait extrêmement attentive et pouvait même être vindicative envers ce qui se publiait sur son père. Il n'y a pas de pire intrusion pour une famille que les questions d'un biographe. Dans le cas d'Anna, cela était exacerbé du fait qu'elle se croyait investie du devoir de « protéger la psychanalyse ». Il y a beaucoup de questions que je n'ai même pas osé poser à Anna, alors que je savais pouvoir le faire avec beaucoup d'autres, comme Esti Freud, ex-épouse du fils aîné de Freud.

Comment vous situez-vous par rapport à Ernest Jones, le biographe « officiel » de Freud ?
 — Depuis que j'ai lu la biographie de Jones et compris à quel point sa vie a été tourmentée, j'ai éprouvé une certaine compassion pour lui. Quand j'ai lu son livre sur Freud, j'ai réalisé combien son point de vue était partial. Jones nous donne une version amplifiée de la conception que Freud avait de lui-même. C'est écrit du point de vue de Freud et avec un regard critique pour tous ceux qui auraient pu être en désaccord avec

Freud. Son livre reste une référence, mais il y a d'énormes silences. Et il y a aussi des détails qu'on ne trouve nulle part ailleurs. J'espère bien ne pas être un « fils spirituel » de Jones. Je me souviens avoir reçu à mes débuts ce conseil : « Ne soyez pas comme Jones. » Pendant qu'il écrivait son livre, il entretenait une correspondance régulière avec Anna. Il suffit de la lire pour s'apercevoir qu'elle lui disait à tel ou tel propos : « Mieux vaut éviter cela », ou « Ne pensez-vous pas que telle ou telle chose est trop directe ? » Elle fut très contrariée quand j'ai révélé qu'elle avait relu ligne à ligne le manuscrit de Jones.

Que pensez-vous des Archives Freud ?
 — C'est Kurt Eisler qui a proposé la fondation des Archives Freud après la deuxième guerre mondiale. Les États-Unis furent choisis probablement pour des raisons fiscales. Anna a donné son accord en rechignant. En ces temps-là, la psychanalyse avait beaucoup de succès aux États-Unis. Or les restrictions draconiennes qui limitent l'accès à ces documents n'ont rien de rationnel. J'ai publié en 1990 le testament que Freud a rédigé en 1938, mais il est toujours inaccessible et sous clé à la bibliothèque du Congrès, et cela jusqu'en 2007. L'interview d'Eisler avec Oliver Freud est inaccessible jusqu'en 2057. Dans les Archives Freud, il y a une multitude d'interviews dont j'ai lu les originaux. Dans la plupart des cas, il n'y a rien qui justifie le secret.

Y a-t-il des textes majeurs inconnus ?
 — Il y a déjà l'étude des originaux qui fait apparaître des choses très étonnantes. Des paragraphes entiers figurant dans les manuscrits ont été purement et simplement omis dans les textes

publiés. Pourtant, je crois qu'Anna Freud n'a rien détruit. On a retrouvé, il y a quelques années déjà, dans une malle de Ferenczi, un des sept textes métapsychologiques disparus. Je pense que ce sont les lettres qui nous réservent le plus de surprises. Si vous songez au fait que Freud a écrit entre 20 000 et 40 000 lettres, on peut se dire que les historiens auront de quoi faire pour les cinquante années à venir. L'ennui, c'est que, lorsque ces lettres paraîtront, les destinataires auront tous disparu. Il sera alors très difficile de comprendre ce qu'il voulait dire lorsqu'il les écrivait.

Propos recueillis par Stefano Rampa, psychiatre au centre hospitalier Sainte-Anne à Paris et psychanalyste et Frédérique Verrier, maître de conférences à l'université Paris-IV

De Paul Roazen, sont disponibles en français : *Animal, mon frère*, *tol. L'Histoire de Freud et Tausk* (Payot, 1971) ; *La Pensée politique et sociale de Freud* (Complexe, 1976) ; *La Saga freudienne* (PUF, 1986) ; *Comment Freud analysait* (Nathan, 1989) ; *Hélène Deutsch, une vie de psychanalyste* (PUF, 1992).

Le Monde éditions
 Dessins de Plantu
 L'Histoire au jour le jour
 l'album du Festival d'Avignon
 36 15 LEMONDE

Histoire d'un problème supposé éternel

La querelle des universaux est un débat central de la civilisation médiévale. Alain de Libera en reconstitue l'origine et l'évolution en historien et en philosophe

LA QUERELLE DES UNIVERSAUX de Platon à la fin du Moyen Âge d'Alain de Libera. Seuil, coll. « Des travaux », 500 p., 160 F.

On se souvient d'une vieille question pour classe de philosophie d'hier et peut-être encore d'aujourd'hui : les oies sont-elles blanches en vertu d'une blancheur essentielle, subsistant sans les oies, ou n'existe-t-il que des oies blanches ? L'universelle blancheur existe-t-elle comme entité réelle, ou se réduit-elle à un mot, ou encore à une simple catégorie mentale ? On raconte aussi qu'il aurait eu, tout au long du Moyen Âge, un violent combat entre partisans de l'existence des oies blanches et défenseurs de l'existence de la blancheur des oies. « Querelle des universaux », tel serait le nom de ce conflit. Un conflit d'actualité, paraît-il, et qui continuerait à déchirer le camp des logiciens.

L'ouvrage d'Alain de Libera ne prétend pas résoudre enfin ce vieux débat et y apporter de réponse nouvelle. D'abord parce que « ce livre est un livre d'histoire », écrit-il. Pas question de répondre à une question philosophique, mais de « faire l'histoire d'un problème ». Il s'agit pour Alain de Libera de repérer non seulement ses points d'émergence (la trace en creux dans les textes de Platon, les fragments d'Aristote, l'Isagoge du néoplatonicien Porphyre) et ses foyers de problématisation (l'Occident chrétien, l'Islam), mais aussi ses lieux d'élaboration (les écoles, les sectes, les courants, chacun avec ses intérêts et ses stratégies). L'ouvrage analyse également les cadres généraux de réflexion dans lesquels cette querelle est débattue (ontologie, logique, théologie, sémantique etc.), les réseaux de concepts

auxquels elle donne naissance (théories de l'intention, distinction de l'universel et du prédicable, etc.).

Les penseurs dominants qui s'y illustrent comme Boèce, Abélard, Avicenne, Averroès, Albert le Grand, Thomas d'Aquin, Duns Scot, Occam, ne cessent enfin de franchir lignes de rupture. Tout en prétendant donner de simples résumés de thèses antérieures, qui se révéleront d'authentiques innovations, ils introduisent de très légers points de flexion, autour desquels tournera la pensée.



Alain de Libera. Né en 1948, Alain de Libera est directeur d'étude à l'École pratique des hautes études, spécialiste des mystiques rhénans et des pensées médiévales. Parmi ses ouvrages on retiendra notamment *Penser au Moyen Âge* (Seuil, 1991) et *La Philosophie médiévale* (PUF, 1993).

On ne dira pas pour autant que Libera simplifie, mais — et l'on s'en réjouira — il prend à chaque fois l'exacte mesure de la complexité. De telle sorte que, si c'est bien dans un labyrinthe qu'il nous mène, il tient le fil d'Ariane. L'intérêt théorique de ce livre ne se réduit pourtant pas à l'insaisissable apport d'une information singulièrement ample. Le scrupule d'historien joue ici moins comme prohibé de métier que comme l'écho le plus juste d'une décision proprement philosophique qu'il faudrait énoncer pour elle-même. Les pré-

cedents ouvrages d'Alain de Libera nous avaient révélé, on s'en souvient, un « autre » Moyen Âge : un Moyen Âge éclairé, polymorphe, en réseau, sans point de référence, où l'Occident chrétien ne constitue qu'un des points d'articulation avec l'Islam et la pensée juive ; un Moyen Âge traversé de rythmes et de durées multiples : un archipel irréductible de Moyens Âges, en somme, que l'auteur méticuleusement parcourt, fidèle à une exigence inédite de dispersion.

Mais ce qu'on perçoit plus nettement, avec ce nouveau livre, c'est que, depuis la réserve d'une érudition massive, de descriptions précises et neutres, l'auteur engage une nouvelle « image de la pensée ». On a en effet l'habitude de considérer que la querelle des universaux au Moyen Âge reconduisait une alternative philosophique éternelle : doit-on dire des propriétés communes à plusieurs individus qu'elles sont elles-mêmes des choses réelles (né-

cessairement, comme en surplomb, la question philosophique dans sa pureté antihistorique, en définissant toutes les positions possibles, la configuration idéale des réponses et des objections ; et puis redescendre dans l'histoire pour désigner qui, et à quel moment, a occupé telle place sur la carte idéalement tracée.

Mais pour Libera un problème philosophique n'existe pas en deçà de sa formulation historique : « A la question de savoir d'où viennent les problèmes philosophiques on répondra donc ici : des structures conceptuelles articulées dans des énoncés fondateurs. » Le problème philosophique se constitue tout entier à travers les aléas des traductions, les ambiguïtés définitives de fragments de textes confrontés, les contingences des traditions rapportées, les conflits d'enseignements et d'institutions, les hasards d'acheminements de manuscrits, les fautes de transcription, les mots manquants ou rajoutés.

Les tenants de la philosophie pérennis (la philosophie éternelle) objecteront sans doute qu'en historicisant de la sorte les problèmes Libera donne vite l'impression de mettre la pensée philosophique à la merci de facteurs matériels. Mais ce Libera décrit à chaque page, c'est en réalité une logique d'invention. La pensée innove à force de devoir réinvestir les écarts (contradictions, ambiguïtés, etc.) des textes. C'est dans le blanc ménagé par les contingences historiques qu'elle se forge un destin conceptuel.

Il est beau de constater qu'un tel livre paraît aujourd'hui dans une collection fondée (entre autres) par Foucault. Aussi bien, Libera en retient à chaque page la leçon comme le vocabulaire : l'histoire n'est pas pour la pensée l'« instance » de son illustration, mais de son existence.

Frédéric Gros

Daniel Jouvance
 AU NOM DE LA MER
 « La mer est notre principal espoir pour l'avenir et cet espoir est aujourd'hui menacé. Si nous n'agissons pas à temps, elle peut devenir, demain, un "Sabara marin" ».
 EDITIONS ROBERT LAFFONT.

ETUDIANTS
 BUREAU des ÉTUDIANTS
 3615 LEMONDE

Le Monde éditions
 Dessins de Plantu
 L'Histoire au jour le jour
 l'album du Festival d'Avignon
 36 15 LEMONDE

هكذا من الجمل

ECONOMIE

par Philippe Simonnot

Concini, Marie-Antoinette et... Jésus

PUBLIC/PRIVÉ
Centre universitaire de recherches
administratives de Picardie.
PUF, 230 p., 80 F.

Assassiné au Louvre le 24 avril 1617, Concini est enterré à la hâte et en cachette. Privée du spectacle de la mise à mort, la foule exige que l'on déterre le cadavre. On promène le corps à travers Paris en des lieux où le défunt avait sévi. On pend le cadavre par les pieds « de manière que tous ses membres et sa turpitude paraissent à nu ». On l'essorille. On lui coupe mains et pieds. On l'émascule. Enfin, on dévore son cœur en public comme une « vulgaire cuisine ». Pourquoi tant de haine ? Le favori de Marie de Médicis, italien et donc étranger, n'était certes pas populaire. Mais de là à subir ces supplices post mortem...

Tel qu'il apparaît au début de l'ouvrage collectif de l'université picarde, Concini est une sorte de mutant. Dépendant seulement du pouvoir royal, le gentilhomme florentin, naturalisé français en 1601, s'oppose au monde traditionnel où la défense de l'intérêt commun suppose la participation de tous, et notamment des seigneurs ; où le corps politique est un ; où la distinction entre le public et le privé n'est pas concevable. La lutte qui oppose les favoris aux nobles est véritablement une lutte à mort, chacun se recommandant en toute bonne foi du « bien public ». Si la populace s'acharne avec tant de rage sur la dépouille du favori de la reine, c'est qu'elle y est excitée par la noblesse, mais aussi qu'aucune révolution ne peut s'accoucher autrement que dans la violence.

La montée d'un pouvoir royal absolu, qui met un terme à la guerre des religions, est dans le sens de l'histoire. Parce que l'absolutisme est le vecteur de la distinction entre le public et le privé, fondatrice de la modernité. Concini dépecé revivra en la personne de Luyne, puis de Richelieu et de Mazarin. La distinction public/privé, qui d'Occident a été exportée dans le monde entier avec plus ou moins de bonheur, commence donc à travailler en profondeur la société. A l'intérêt général pourrout s'opposer les intérêts particuliers. Et c'est dans cette opposition que l'économie de marché pourra se loger. Ensuite on n'aura de cesse de recoller les morceaux.

Adam Smith essaiera de démontrer qu'une « main invisible » fait converger ces intérêts vers le bien commun, sans trop y croire tout à fait lui-même. Même les anarchistes (Proudhon, Stirner, Bakounine) percevront l'autonomisation de la sphère publique comme un facteur de dépossesion, et ils chercheront à leur tour à réintégrer l'homme avec lui-même.

A cette distinction, se superpose bientôt une dimension sexuelle, particulièrement flagrante au XIX^e siècle. Le public est masculin, le privé féminin. Ici un autre personnage « historique » annonce le nouveau code. Marie-Antoinette fait scandale, non pas seulement parce qu'elle aurait trompé Louis XVI, mais parce qu'au sommet même de l'Etat elle exige d'avoir un espace propre, soustrait au regard de tous. La reine est une féministe de l'intérieur. A la suite de quoi les « sphères » publiques et privées sont pensées comme des équivalents des sexes : aux hommes, le public, dont la politique est le centre ; aux femmes, le privé, dont le domestique et la maison forment le cœur, avec, en périphérie, marchés, lavoirs, boutiques, et plus tard Bonheur des Dames. La grande Révolution aura respecté et même accentué ce clivage : les clubs de fermes sont fermés en novembre 1793, et en 1801 un certain Sylvain Maréchal, babouviste radical, dépose un projet de loi « faisant défendre d'apprendre à lire aux femmes ». Universalisé au XIX^e siècle, le modèle occidental de la modernité connaît forcément des avatars. Né dans les Etats totalitaires avec les effets désastreux et criminels que l'on sait, il est très subtilement au service de systèmes traditionnels, comme au Japon, miné de ce fait par une « corruption structurelle », selon nos auteurs. En Afrique, l'Etat est tout simplement « introuvable », etc.

Aujourd'hui, sur leurs territoires d'origine, les frontières entre public et privé se brouillent de plus en plus.

tèmes traditionnels, comme au Japon, miné de ce fait par une « corruption structurelle », selon nos auteurs. En Afrique, l'Etat est tout simplement « introuvable », etc.

Sur leurs territoires d'origine, les frontières entre public et privé se brouillent de plus en plus. Et non seulement dans leurs correspondances sexuelles. L'existence même d'un intérêt général est mise en cause. On procède avec célérité à une privatisation du capital des entreprises nationalisées, mais aussi de la gestion des services publics. On trompette le reflux de l'Etat au moment même où de nouveaux acteurs interviennent sur la scène mondiale : entreprises multinationales, organismes supra-étatiques (ONU, GATT, Union européenne, etc.) ou infra-étatiques (régions en voie d'émancipation). Et ce n'est pas seulement l'Etat-providence, mais l'Etat lui-même qui est en crise.

Nos universitaires picards veulent croire, cependant, que les mouvements en cause, loin de signaler l'abandon du modèle, contribuent à le réactualiser, et n'ont même de sens que par rapport à la fameuse distinction qu'ils présupposent. Peut-être auraient-ils pu attribuer la solidité séculaire du système à une parole vieille de deux mille ans, génératrice du clivage le plus profond qui traverse l'histoire de l'Occident et commande beaucoup d'autres déchirures de la cité. Cette parole, on aura reconnu son auteur, nous dit : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. »

PASSAGE EN REVUES

■ Clio

L'acquis civique essentiel du droit de vote, en 1944, masque une réalité paradoxale, décrite dans le premier numéro de la revue *Clio*, consacrée à l'histoire des femmes et coéditée par Françoise Thébaud : la libération n'a pas représenté le tournant qu'on imagine dans la condition des femmes. Pour Claire Duchon, de l'Ecole des études européennes (Grande-Bretagne), « l'égalité théorique dans la vie publique ne trouve pas écho dans la vie privée » et la véritable évolution des esprits aura lieu dans les années 70. En attendant, explique Rita Thalmann, de l'université Paris-VII, l'historiographie a largement oublié le rôle des femmes dans la Résistance. Il est vrai, le statut qui était le leur rendait plus difficile, dit-elle, « la prise de conscience qu'impliquait l'engagement dans le combat contre l'occupant ». Du coup, le portrait-type de la résistante est celui d'une jeune femme non mariée, « souvent même des lycéennes de seize à dix-huit ans ». Autre phénomène difficilement quantifiable, mais dont les archives commencent à mettre en évidence à la fois le caractère massif, et plus durable qu'on ne pensait (il commence à la fin de l'Occupation et ne s'achève qu'en 1946) : celui des « tondues ». Tout se passe comme si la « tonne » devait, dans l'esprit des contemporains, écrit Fabrice Virgili, docteur de Toulouse, « permettre au pays de retrouver son honneur » (Clio « Résistances et Libérations France 1940-1945 », Presses universitaires du Mirail, 100 F).

INTERNATIONAL

par Daniel Vernet

LA TURQUIE EN MOUVEMENT
de Semih Vaner, Deniz Akagül
et Bahadır Kalegasi.
Complexe, 160 p., 95 F.

Avec un parti islamique arrivé en tête aux dernières élections, deux partis conservateurs à couteaux tirés, une formation social-démocrate en perte de vitesse et une guérilla kurde toujours aussi active, la Turquie vit des heures incertaines. La ratification controversée de l'union douanière avec l'Union européenne par le Parlement de Strasbourg aurait pu la réconforter ; elle n'a fait qu'accentuer sa crise d'identité, en apportant des arguments aux partisans de la « turcité » sans satisfaire pleinement les « européens » de toujours.

Pour comprendre ce déchirement, le petit livre collectif signé par trois universitaires d'origine turque, travaillant en Europe occidentale, fournit une aide précieuse. Semih Vaner rappelle que depuis la disparition de l'Empire ottoman la Turquie est attirée vers trois pôles de civilisation : l'Asie centrale, par ses liens culturels et linguistiques ; le monde arabe, par ses attaches religieuses ; l'Europe, par le mouvement de modernisation et d'occidentalisation.

Au cours des dernières décennies, c'est l'élément européen qui l'a emporté, malgré les quelques incursions des militaires dans la vie politique et la persistance des violences au Kurdistan. On peut même penser, avec Semih Vaner, que ces dernières sont liées « aux problèmes d'adaptation de deux modèles d'inspiration occidentale : l'Etat-naïf (lui-même assez mal en

POLITIQUE

par André Laurens

LA GAUCHE EN EUROPE DEPUIS 1945
de la direction de Marc Lazar.
PUF, 704 p., 198 F.

L'Europe qui tente de se faire, l'Europe libérale ou, de manière plus polémique, celle de « la pensée unique », dominée par la loi du marché et le monétarisme, que doit-elle à la gauche ? Et, au reste, celle-ci existe-t-elle au niveau européen ? Ces questions sont d'actualité alors que le processus d'union européenne est en train de Maastricht reste à la fois contesté et incertain. L'ouvrage collectif publié sous la direction de Marc Lazar, *La Gauche en Europe depuis 1945*, invariants et mutations du socialisme européen, leur apporte opportunément de sérieux éléments de réponse.

Vingt-quatre chercheurs européens, historiens, sociologues, politologues, ont contribué à la réalisation de cette synthèse d'un demi-siècle de gauche en Europe, de 1945 à nos jours. Plus précisément, l'étude se situe dans le contexte de l'Europe occidentale et du socialisme démocratique, avec des échappées sur l'Europe centrale et orientale de l'après-communisme. Elle retrace l'histoire des partis socialistes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en mettant en lumière leurs évolutions doctrinales, sociologiques et électorales, leurs modes d'organisation, éventuellement leur action au pouvoir, avant d'analyser transversalement les traits communs et les disparités de la gauche européenne. La matière de l'ouvrage est donc riche. Aussi, faute de pouvoir en rendre compte de manière détaillée, on s'intéressera sur-

SOCIÉTÉ

par Robert Solé

SAVOIR APPRENDRE
LES NOUVELLES MÉTHODES
de Goëry Delacôte.
Ed. Odile Jacob, 277 p., 140 F.

L'ignorance n'a jamais été aussi menaçante. Plus les savoirs se développent – et ils se développent à une vitesse vertigineuse –, plus nous risquons de nous sentir dépassés, lâchés, exclus. La solution ? Elle ne réside évidemment pas dans une course éperdue pour accumuler des connaissances, mais dans une meilleure façon d'apprendre et de formuler des jugements.

Goëry Delacôte est bien placé pour aborder ce thème. Physicien, il a été l'un des fondateurs du Musée des sciences de La Villette, puis a dirigé l'information scientifique et technique au CNRS. Depuis quatre ans, il est à la tête de l'Exploratorium de San Francisco, l'un des musées scientifiques les mieux équipés au monde. Vivre en Californie, au contact des plus grands chercheurs américains, lui permet d'observer les Etats-Unis de l'intérieur mais aussi la France avec un peu de recul. Son livre foisonne d'informations intéressantes, complétées par des schémas très clairs. Mais il aurait mérité d'être relu avec soin par un non-spécialiste, pour le débarrasser d'un vocabulaire inutilement complexe (ah, ce « pilotage métacognitif » !) et le rendre accessible à tous les lecteurs de bonne volonté, désireux d'apprendre, justement.

Depuis une vingtaine d'années, deux grands changements sont intervenus dans le domaine de l'éducation. Le premier saute aux yeux, c'est l'extraordinaire progrès dans les outils de communication. On n'est plus au simple ordinateur personnel. « la bicyclette de l'information », mais à des réseaux interactifs au niveau planétaire, comme Internet, qui peuvent bouleverser toute la transmission du savoir. L'autre grand changement est beaucoup moins connu : il s'agit de la meilleure compréhension des mécanismes humains de l'apprentissage, grâce à des recherches très pointues. Les connaissances

La Porte sublime et partagée

point de par le monde...) et la démocratie ». En ce sens, elle serait plus l'expression particulière d'un malaise général qu'une manifestation d'un « arriération » du système politique turc. De même la question chypriote peut-elle être considérée sous l'angle de « l'effet Bosnie ». « L'opinion (turque) a l'impression que sans la présence de l'armée à Chypre la communauté turque y serait massacrée par les extrémistes grecs sous le regard impuissant de la communauté internationale », écrit Bahadır Kalegasi.

Admettons. Mais « l'effet Bosnie » n'explique pas – après coup – l'invasion de l'Ile en 1974, et, dans le cas kurde, il est sans doute plus juste d'invoquer « les graves négligences – c'est un euphémisme – des élites républicaines, incapables de concevoir une nouvelle forme de citoyenneté [pour l'Anatolie] » qu'une crise globale du concept de démocratie à l'occidentale. Des progrès ont été réalisés dans les dernières années sur l'admission du fait kurde, au moins dans sa dimension culturelle ; mais aucun gouvernement n'a eu le courage ou la force d'imposer un règlement politique à un conflit qui n'a pas de solution militaire ; les officiers sont de plus en plus nombreux à en convenir.

« C'est le grand paradoxe de la modernité républicaine » qui, au nom de l'égalité de tous les citoyens, nie les droits collectifs des minorités : héritage pervers de l'Empire ottoman, qui reconnaissait les singularités culturelles des « incroyants » mais niait celles des autres musulmans. Et ce conflit sert à justifier les attentes persistantes aux droits de l'homme, malgré les quelques améliorations enregistrées récemment sous la pression du Parlement européen.

Les traditions républicaines et laïques de la Turquie peuvent bien remonter à l'entre-deux-guerres – ce qui n'est pas courant dans la région –, les femmes peuvent bien avoir le droit de vote depuis 1934 – avant les Françaises –, la démocratie turque n'en est pas moins fragile.

Et menacée par des forces opposées : les militaires qui se présentent comme les dépositaires de l'héritage kémaliste et les islamistes qui contestent cette république laïque. Le Parti de la prospérité, Refah, qui professe un islamisme « soft », selon les auteurs, a obtenu les meilleurs résultats aux législatives du 24 décembre 1995, après avoir remporté les municipales de 1994 dans les grandes villes-symboles d'Istanbul et d'Ankara. Animé par un chef populaire, Necmettin Erbakan, traversé de luttes d'influence entre « rénovateurs » et « traditionalistes », il tire parti des retombées sociales de la « crise d'adolescence » (Deniz Akagül) de l'économie turque, et peut aussi bien éviter la radicalisation du mouvement islamiste (comme en Algérie ou en Egypte) en le coulant dans les institutions que mettre en cause la marche prudente de la Turquie vers l'Europe.

Ce risque est d'autant plus réel que les dirigeants d'Ankara peuvent être, un jour, tentés de développer une politique alternative à l'intégration dans l'Europe, où siège déjà l'ennemi grec, si leur pays devient assez puissant pour valoriser seul sa position de carrefour entre l'Occident, la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Asie. Avec, dans la meilleure des hypothèses, des liens politiques très lâches avec une Union européenne qui ne peut ni se désintéresser de la Turquie ni vraiment l'intégrer.

L'Europe des socialistes

tout, dans la perspective de l'unification, à la dimension proprement européenne. Marc Lazar revient sur la distinction entre la social-démocratie du Nord et le socialisme du Sud, qui n'empêche pas de constater globalement un double paradoxe : le socialisme démocratique est devenu hégémonique à gauche alors même que l'on s'interroge sur sa nature, et il continue de s'imposer comme modèle bien qu'il ait perdu de son dynamisme. L'effondrement du système communiste, les succès du libéralisme, l'usure de l'Etat-providence, la montée de la crise économique dans le cadre de la mondialisation des échanges, l'apparition de nouvelles valeurs sociales, les mutations sociologiques de la base militante comme des électorales, la confrontation à l'exercice du pouvoir, sont pour beaucoup dans « le brouillage idéologique et identitaire ».

Au terme de cette fresque, Marc Lazar, loin de conclure à un déperissement inexorable de la gauche européenne, diagnostique plutôt « une certaine forme de vitalité politique ». Elle sera nécessaire pour mener à bien les adaptations en cours, en fonction des contraintes nationales et externes, pour surmonter les divergences entre des sensibilités qui s'affrontent autant qu'elles se conjuguent, pour s'entendre sur les acquis à protéger, les conquêtes à défendre, les valeurs à incarner. Marc Lazar note que pour l'écrasante majorité des partis socialistes européens l'instauration de l'égalité ne passe ni par l'abolition de la propriété privée ni par la suppression des bases du capitalisme. « De ce fait, l'inégalité ne peut plus être radicalement éradiquée, mais seulement rectifiée : elle ne suscite donc

qu'une condamnation morale. Aussi, écrit-il, en cette fin de millénaire, renouant avec une de leurs propensions apparues, dans une grande partie d'entre eux, dès les années cinquante et soixante, les partis socialistes accordent de plus en plus une place fondamentale à l'éthique et se rapprochent des Eglises ».

Dans cette évolution, la vocation européenne a eu sa part car « la gauche a d'autant plus valorisé son rôle qu'elle préférait occuper son rapport à la nation ». Ainsi les socialistes sont-ils apparus comme les principaux défenseurs de l'intégration européenne. Ce ne fut pas toujours le cas, rappelle Pascal Delwit, de l'Université libre de Bruxelles, qui revient sur les réserves, voire l'hostilité, des partis socialistes dans les débuts de l'europanisation incarnée par les chrétiens-démocrates. La conversion s'est opérée avec le souci de donner une dimension sociale au processus. On l'a vérifiée dans les années 60 mais l'influence social-démocrate a décroché, dans les années 80, à l'émergence du néo-libéralisme qui a tant marqué le traité de Maastricht. Dès lors, l'europanisation revivait la gauche d'anciennes préventions, d'autant plus que la pression des enduits n'est pas, au niveau européen, compensée par la force du législatif et que l'action syndicale n'y a pas trouvé sa place.

La création du Parti des socialistes européens en 1992 est, souligne Pascal Delwit, une première réplique qui peut s'organiser au Parlement européen. Encore faudrait-il que les socialistes européens se rapprochent, non seulement sur les questions économiques et sociales, mais aussi sur le cadre institutionnel de l'Europe « sociale » qu'ils imaginent. Ce chantier-là reste ouvert, sinon béant.

Apprendre debout

sur la connaissance ont, en effet, beaucoup progressé, même si les spécialistes de ces sciences cognitives sont partagés entre plusieurs doctrines.

D'ores et déjà, il apparaît clairement que l'enseignement traditionnel doit évoluer, dans le temps et dans l'espace. L'apprentissage, qui se limite à la période scolaire, devra se redistribuer à tous les âges de la vie. Et les espaces éducatifs ne pourront plus se limiter à l'école ou à l'université (où l'on « apprend assis »), mais s'étendre à d'autres lieux, comme l'entreprise, le domicile et le musée (où l'on « apprend debout »).

Par musée, il ne faut pas entendre seulement les conservatoires de chefs-d'œuvre ou d'objets anciens. L'Exploratorium de San Francisco, fondé en 1969 par Frank Oppenheimer (qui avait participé au côté de son frère Robert à la mise au point de la première bombe atomique), appartient à des institutions d'un nouveau type, tenant compte des découvertes des sciences cognitives, offrant des manipulations originales grâce à l'informatique, et ouvertes sur l'extérieur grâce à cette même informatique.

La mission du musée moderne, explique Goëry Delacôte, est de faciliter l'appropriation des savoirs, d'encourager le débat et de favoriser les rencontres et les échanges. Ce n'est plus un simple bâtiment, mais un réseau. D'espace vers lequel convergent les visiteurs, il doit se transformer en une multitude de lieux et d'expériences connectées. Certaines des six cents manipulations de l'Exploratorium ont été reproduites dans une galerie de New York et un supermarché de San Francisco. Plusieurs établissements scolaires les ont reconstitués, sous une forme plus petite et moins onéreuse. Ces mêmes classes sont connectées au musée, via Internet, et peuvent soumettre à des spécialistes leurs expériences en cours.

Les Etats-Unis se sont fixés pour objectif d'équiper et de câbler toutes leurs écoles avant l'an 2000. A raison d'un ordinateur par classe, ce projet très coûteux devrait permettre aux élèves d'échanger des données, de discuter du résultat

de leurs recherches et de rester en contact permanent avec un scientifique-parrain. Les enseignants en profiteront tout autant. Déjà, grâce à Internet, plusieurs centaines de professeurs américains de biologie communiquent entre eux, de la même manière que des savants de plusieurs pays peuvent rédiger ensemble, à distance, un même article de revue.

Les moyens techniques ne sont qu'un aspect de l'effort gigantesque que font les Etats-Unis pour améliorer leur enseignement scientifique. Goëry Delacôte raconte en détail une initiative à laquelle il a été personnellement associé : l'élaboration de normes nationales de définition des contenus, des modalités et des conditions de bon fonctionnement. Avant de proposer des moyens, que chaque enseignant est invité à adapter à la situation locale, on a établi des objectifs nationaux, en se posant une question essentielle : de quelle formation scientifique de base auraient besoin tous les Américains pour pouvoir se comporter intelligemment, comme individus (santé, nutrition, reproduction) et comme citoyens (environnement, consommation d'énergie), tout en favorisant la productivité économique ?

C'est « une nouvelle culture d'apprendre » qui s'ébauche à travers toutes ces expériences, celles d'un musée comme celles du système d'enseignement dans son ensemble. Il s'agit de se fier sur le résultat (l'acte d'apprendre) et non plus sur le moyen (l'acte d'enseigner). Dans cette perspective, le cours magistral est remis aux oubliettes. L'apprentissage progresse par le questionnement, l'échange d'idées, le tâtonnement, et non plus par l'accès le plus direct à la bonne réponse. C'est un apprentissage par l'expérience, qui retrouve et renouvelle la bonne vieille leçon de choses. Un apprentissage actif, dans lequel l'élève peut créer lui-même un outil informatique pour communiquer ses découvertes à d'autres élèves. Goëry Delacôte rassemble tout cela sous une formule séduisante : « Enseigner pour apprendre et apprendre pour enseigner ».

Vasari, peintre, écrivain, architecte...

Roland Le Mollé restitue dans toute sa grandeur celui qui fut un personnage capital de la Renaissance italienne et le rénovateur de Florence

GIORGIO VASARI
L'homme des Médicis
de Roland Le Mollé.
Grasset, 478 p., 159 F.

La biographie du biographe : exercice tentant et périlleux. Vasari est illustre grâce à ses *Vies des peintres, sculpteurs et architectes*, au nombre desquels il ne manqua pas de se compter. Il reste celui qui, à défaut de l'avoir inventé, a porté le genre de la biographie artistique à son plus haut point. Mais ses tableaux, ses fresques, ses conceptions d'architecte ont pâti de sa gloire de chroniqueur. Qu'il fût écrivain, soit. Mais écrivain et peintre, non. Trop accoutumés à des catégories closes, l'époque contemporaine n'admet pas sans répugnance ceux qui ont l'impudence de ne pas se cantonner dans une discipline.

« Artiste, c'est-à-dire spécialiste, homme attaché à sa palette comme le serf à sa glèbe », a écrit Baudelaire, pour dénoncer les « intelligences de village » qui n'aiment rien tant que les monomanes. Selon leur logique, Vasari n'aurait-il pas dû s'interdire de peindre, son ami Michel-Ange d'écrire des sonnets, son ennemi Cellini de se vouloir théoricien et, sans doute aussi, Delacroix de tenir un journal ? Ils ne l'ont pas cru nécessaire. Il se trouve qu'au XVI^e siècle ces répartitions n'avaient pas force de loi et qu'il était admis qu'un bon esprit pouvait exceller dans plusieurs disciplines. Ne tenait-on d'autres leçons du Vasari de Roland Le Mollé, ce serait assez pour inviter à la lecture de son livre, qui est donc la première biographie de Vasari en français – et mieux que cela. Pas plus que son héros ne se bornait à raconter l'existence des peintres et à énumérer leurs œuvres, il ne se satisfait de reconstituer la chronologie de celui qui naquit en 1511 à Arezzo dans une famille sans éclat



Autoportrait de Giorgio Vasari.

et, en 1574, mourut en grand homme dans la ville qu'il avait embellie, Florence. Le récit, sobre de style, est entrecoupé de développements sur le sac de Rome, l'humanisme florentin, la politique médicéenne, les rivalités principières, les progrès de l'architecture, l'humanisme à Arezzo au milieu du siècle – considérations nécessaires à l'intelligence du sujet.

D'autres développements, parmi les plus réussis, étendent le vocabulaire, le style et les conceptions esthétiques des *Vies*, dans lesquelles apparaît l'esquisse d'une explica-

tion par le lieu, le climat et le milieu qui, depuis lors, a largement prospéré. Ainsi l'air de Florence se distingue-t-il entre tous, cet air « qui de lui-même produit des esprits ingénieux et subtils, en éliminant cette pellicule de rouille grossière contre laquelle la nature elle-même ne peut rien ». A l'inverse, l'air de Rome ne vaut rien aux hommes et aux œuvres, cet air « malsain » qui « ronge les marbres et fait vieillir prématurément les tableaux : imaginez ce qu'il peut causer aux personnes qui travaillent là continuellement ».

Que Vasari ait préféré l'Amo au Tibre n'est donc que simple prudence. Il préférait aussi les Médicis aux pontifes et Cosimo I^{er} à Jules III. Sur la figure du peintre-architecte-courtois-conseiller privilégié, Roland Le Mollé a des pages remarquables, analysant le despotisme du grand-duc et montrant comment l'artiste conçoit et exécute un programme où le monument et l'image sont le moyen de la propagande. Ainsi des travaux au Palazzo Vecchio, où tout est réfléchi en fonction de l'effet à susciter. Perspectives en enfilade, alternance du somptueux et du dépouillé, répétition obsédante des armoiries, programme allégorique des plafonds : plus que d'une architecture créatrice, il s'agit d'une scénographie du pouvoir. Elle s'adapte aux circonstances, mariages princiers et funérailles solennelles, dais et catafalques. Elle s'applique à Florence, la capitale, et aux cités vassales, à Pise et à Arezzo.

La peinture endure les conséquences de ce système : répétitions, usage de stéréotypes, théâtralité factice prolifèrent, seul moyen de satisfaire la demande en allégories pieuses ou politiques, en saints et scènes mythologiques. La surprise est bannie, la nouveauté tenue à distance, l'étrangeté du spectaculaire. Vasari a compris cela aussi : il convient de ne point trop brusquer le goût de ses contemporains. « Académisme composé et artificiel », observe le biographe, plus sévère avec le peintre qu'avec l'architecte.

Il est vrai que ce dernier a quelques titres à la gloire posthume. Non content de métamorphoser le Palazzo Vecchio, il dessina le cortile de la galerie des Offices et sa loggia et, à Pise, signa le palais et la place des Cavalieri. Pour un écrivain, ce n'est vraiment pas mal.

Philippe Dagen

Le Monde Picasso

Mieux qu'une monographie, un dictionnaire de Pierre Daix sur le peintre espagnol et son siècle

DICTIONNAIRE PICASSO
de Pierre Daix.
Laffont, Coll. « Bouquins », 956 p., 169 F.

Sacré Picasso ! Les livres le concernant couvrent plusieurs mètres linéaires dans les bibliothèques spécialisées. Et cela s'accroît chaque année de quelques catalogues d'exposition, de nouvelles biographies, d'essais... Un vrai casse-tête, dont Pierre Daix est responsable en grande partie. N'a-t-il pas largement contribué, depuis trente ans, à cette avalanche, en publiant plusieurs solides ouvrages (dont le catalogue raisonné des périodes bleue et rose, avec Georges Boudaille, et celui du cubisme), sur le peintre espagnol ? Pierre Daix devait bien son aide aux amateurs perdus dans le maquis Picasso.

DE ABBESSES A ZERVOS

C'est chose faite, avec l'outil adapté à ce genre de cas, un dictionnaire. De « Abbesses (rue des) », à « Zervos (Yvonne) », ce sont plus de deux mille entrées qui permettent de pénétrer dans un monde foisonnant où se côtoient, un siècle durant, peintres, poètes, critiques et historiens d'art, marchands, tableaux aussi. Et les femmes bien sûr : rencontrées, délaissées, épousées ou peintes, au miroir ou dans un fauteuil, elles occupent la vie de Picasso et trente pages de son dictionnaire. Lequel, prédisons-le tout de suite, ne plaira pas à tout le monde : Pierre Daix a ses points de vue, ses haines, ses amitiés. Il les défend. Les spécialistes d'Aragon, par exemple, trouveront le portrait qu'en dresse Daix bien différent de l'idée qu'ils s'en font. Il y a des absents bien surprenants, comme

Charles Feld, et des présents qui ne le sont pas moins, comme Walter Benjamin. Il y a surtout un souffle, une diversité que le classement alphabétique rend plus percutante encore : l'œil glisse de Mondrian à Yves Montand, en passant par Monet et le conservateur Isabelle Monod-Fontaine. La forme du dictionnaire restitue ainsi Picasso dans sa diversité, infiniment mieux que ne pourrait le faire une monographie.

INSTRUMENT

Pierre Daix a donc réalisé un très utile instrument de travail. Il le deviendra encore plus, souhailons-le, le temps passant. Les archives de Picasso – et plus généralement celles de l'art du XX^e siècle, disséminées sur la planète – n'ont pas encore livré tous leurs secrets. Même celles du Musée Picasso à Paris, malgré les efforts des conservateurs de l'endroit, n'ont pas été totalement défrichées à ce jour. Mais le *Dictionnaire Picasso* constitue un état des lieux, et établit un inventaire des connaissances du moment. Sans imaginer une remise à jour annuelle, comme pour ses grands frères alphabétiques, une nouvelle version du *Dictionnaire Picasso* est parfaitement concevable : à chaque fois que l'avancée des recherches le justifiera.

Comme Picasso, Pierre Daix n'est pas homme à se reposer. Suggérons-lui donc un petit ajout, pour la prochaine édition : si la plupart des historiens d'art ayant écrit – même un petit peu – sur Picasso ont droit à leur fiche, Pierre Daix n'y est pas. Abs de modeste sans doute, mais mal placée : Paul Robert figure bien dans le dictionnaire qui porte son nom.

Harry Bellet

Corps indomptés

Marcelle Michel et Isabelle Giot retracent l'histoire de la danse contemporaine. Un art fermement intriqué avec les événements historiques

LA DANSE AU XX^e SIÈCLE
de Marcelle Michel
et Isabelle Giot.
Postface d'Hubert Godard,
Bordas / La Librairie de la danse
270 illustrations en couleurs
et noir et blanc,
288 p., 295 F.

Le livre n'existait pas. Il fallait donc l'écrire. Mais comment se lancer, sans ennuyer, dans cette somme que représente l'histoire de la danse contemporaine ? Quels angles d'attaque prendre ? Faut-il faire œuvre d'historien ou, à l'inverse, ne pas craindre les parties pris ? Marcelle Michel, historienne de la danse – sa thèse d'Etat portait sur *Le Ballet sous la Révolution et l'Empire* –, a réussi avec *La Danse au XX^e siècle* un livre de pédagogie qui s'adresse autant à l'amateur qu'au néophyte. Ce dernier saura tracer, sans difficulté, son propre chemin de lecture tant l'appareil critique est conçu pour ouvrir toutes les portes – qualité suffisamment rare dans l'édition des livres de danse en France pour être soulignée. Le lecteur trouvera ainsi un index complet de tous les noms cités, une bibliographie, les biographies des chorégraphes qui ont compté dans ce siècle, les œuvres repères,

des chronologies historiques commentées, rassemblées soit autour des grands courants de pensée, soit autour des chorégraphes qui, chacun à leur manière, ont fait progresser leur art.

Marcelle Michel, qui, de 1974 à 1987, sut transmettre aux lecteurs du *Monde* son enthousiasme pour la danse, prend un plaisir manifeste à mettre en forme, en ordre, ses connaissances accumulées au fil des ans. Elle tente des définitions, des explications. Ainsi la technique de l'Allemande Mary Wigman est-elle clairement analysée. L'auteur prend également le temps de préciser le sens des termes : les chorégraphes dits post-modernes aux États-Unis ne sont pas ceux qui jouent sur la mémoire et le présent, tel aujourd'hui un William Forsythe ; il s'agit tout simplement de la génération qui, dans les années 60-70, succéda à Merce Cunningham. Celle qui, à l'instar d'un Barthes, revendiquait le « degré zéro » de l'écriture chorégraphique. La *tabula rasa* des Douglas Dunn, Lucinda Childs, Trisha Brown et autres Yvonne Rainer...

L'apport d'Isabelle Giot, co-auteur de l'ouvrage, apparaît essentiel : il fallait être deux pour mener à bien cette entreprise entamée il y a plus de quatre ans. Il fallait deux regards pour garder en permanence une écriture précise et cheminant, pour tailler dans cette matière foisonnante, vivante, toujours à l'œuvre. Dans le berceau du ballet classique, c'est-à-dire en France, la danse contemporaine n'a jamais partie entièrement gagnée. Les auteurs le savent bien. C'est là un bel aspect du livre que de montrer la spécificité de la danse contemporaine française, sa difficulté à s'établir face aux ballets d'opéra tout-puissants, face aux goûts étroits des balletomanes, qui n'aiment rien tant que la permanence. La force de ce livre est d'exprimer l'irréversibilité d'une danse née avec le siècle, ha-

bitnée à bagarrer pour s'imposer. L'ouvrage examine les formes, les techniques, tout en les comparant. Une sorte d'esprit des lois et des climats du corps : de 1920 à 1939, le geste ne se développe pas de la même façon sur le terrain des universités américaines, jeunes, insouciantes, et sur le bitume de Dresde, d'Essen, dans une Europe où les idées et la morale agonisent.

Ces leçons de danse n'ont rien d'un carnet de bal. Elles sont intimement mêlées aux sauvageries de notre siècle qui s'achève. Une leçon d'histoire qui montre, sans ambages, combien le corps meurtri ressuscite, toujours vivant, indompté, indomptable.

La postface d'Hubert Godard, professeur d'esthétique à Paris-

VIII, responsable du département Danse, éclaire ce rapport entre les attitudes posturales et l'histoire. Un dernier mot sur l'iconographie : le principe de modestie qui a déterminé le choix des photos oblige à un vrai regard. Aucune éblouissement, mais là encore des gestes, des mises en espace qui dialoguent avec le texte, sans jamais prendre le pas sur l'écrit.

Merce Cunningham est en couverture. Et l'écriture chorégraphique de Dominique Bagouet anime de ses drôles de petits bonshommes les pages de garde. Deux images fondamentales.

D'entrée de jeu, mais discrètement, Marcelle Michel et Isabelle Giot disent au lecteur pour qui battent leurs cœurs.

Dominique Frenard

● LA PEINTURE, sous la direction de Jacqueline Lichtenstein

« Tenez ferme et attachez-vous aux traditions que vous avez reçues de nous, de vive voix ou par lettre. » Le conseil de saint Paul aux Thessaloniciens était naguère bien difficile à suivre : des générations d'apprentis historiens d'art ont jouvoyé d'une bibliothèque à l'autre, à la recherche de textes fondateurs de la discipline, des manifestes, des traités de peinture. Autant le dire, l'anthologie des textes sur la peinture, réunis sous la direction de Jacqueline Lichtenstein, est fort bienvenue. Elle s'attirera probablement les reproches habituels au genre, quant au choix, aux absences. D'aucuns s'étonneront aussi d'un classement thématique, qui pourtant n'est pas sans mérites. Enfin, certains regretteront l'intérêt exclusif porté à l'Occident. Néanmoins, la performance est remarquable et les textes retenus ne sont jamais anodins. Des introductions, des notes et des repères bibliographiques complètent utilement l'ouvrage. (Larousse « Textes essentiels », 928 pages, 150 F.)

● LA SCULPTURE MODERNE, d'Itzhak Goldberg

et Françoise Monnin
Petit, sans prétention, et d'aspect plutôt gai, ce livre est le résultat réussi d'un pari loufoque : traiter, sérieusement mais sans emphase ni boursoufflement, de la sculpture du XX^e siècle en 126 pages abondamment illustrées. Rédigé à quatre mains par une critique et un historien d'art, *La Sculpture moderne* se sort assez bien de ce guépier : douze artistes majeurs forment la trame d'une histoire qui évite les pièges de l'accumulation de monographies et ceux, pires encore, du cours magistral. Simplement en osant rapprocher maîtres consacrés et jeunes artistes, bien moins connus. Les points de vue sont ainsi réellement surprenants, qui entraînent le lecteur de Calder à Ogarzelec en passant par Axel Cassel et font voisiner le Musée Bourdelle et les jardins du domaine de Kerguelenhem (Scala et Centre Georges-Pompidou, coll. « Tableaux choisis » 126 p., 120 illustrations, 98 F.).

Où trouver
un livre épuisé ?
service de recherches gratuit
LE MONDE DU LIVRE
60, rue Bourne, 75019 Paris
Formulez votre demande :
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 88
PAR MINITEL : 38 15 MDL
Merci de joindre cette annonce
à votre demande

10
18

GRANDS DÉTECTIVES

10
18

FALLAIT
PAS
COMMENCER.

INÉDIT 48 F

هكذا من الامل

X / LE MONDE / VENDREDI 2 FÉVRIER 1996

actualité

L'ÉDITION
FRANÇAISE

L'industrie Ramsès

ALLANT TOUJOURS PLUS LOIN dans l'exploit des best-sellers, l'écrivain et égyptologue Christian Jacq, fondateur et directeur de l'institut Ramsès, auteur de nombreux essais et romans « grand public », tous consacrés à l'Égypte des pharaons, entreprend, aux éditions Laffont une vaste saga biographique et romancée de Ramsès II : 5 volumes d'environ 500 pages chacun, publiés à raison d'un volume par trimestre, à la façon des feuilletonistes du XIX^e siècle. Le premier tome, *Le Fils de la lumière*, a atteint 170 000 exemplaires en librairie (et 145 000 en club, chez France Loisirs) depuis sa mise en vente, en octobre 1995, et le second, *Le Temple des millions d'années*, en librairie depuis le 22 janvier, a déjà été vendu (ferme) à 59 000 exemplaires, se retrouvant en vingtième position sur la liste des meilleures ventes de Livres hebdo. Quant au troisième tome, *La Bataille de Kadesh*, à paraître en avril, le livre est en fabrication chez Laffont, Christian Jacq étant déjà en train d'achever le quatrième... Les droits des cinq volumes ont déjà été cédés à l'Allemagne (Rowohlt) et à l'Espagne (Planeta), le contrat étant en cours de négociation avec d'autres pays.

● **LA RÉFORME DU SNE EN SUSPENS.** A la suite de la décision du Groupe de la Cité de quitter le Syndicat national de l'édition (SNE), la session du comité qui était prévue pour le 31 janvier afin de débattre de la réforme des statuts du syndicat (laquelle reposait notamment sur le système d'une pondération des voix en fonction du chiffre d'affaires des maisons d'édition (*Le Monde* du 13 janvier), a été reportée sine die. « On n'est pas prêts », commente le président du SNE, Serge Eyrolles. La réforme des statuts n'est pas abandonnée, mais pour ne rien faire dans la précipitation, j'ai préféré réunir de manière informelle (le 7 février) quelques éditeurs – dont Hachette – afin de réfléchir sur la façon de permettre aux grandes maisons d'être mieux représentées que les petites. »

● **PRIX LITTÉRAIRES.** Le prix des Deux Magots 1996 a été décerné à Eric Neuhoff pour *Barbe à papa* (Belfond). Les prix littéraires de la Société des gens de lettres à Maurice Pons pour l'ensemble de son œuvre, à Michel Chailion pour *La Vie privée du désert* (Seuil), et à Vera Feyder pour *Le Fond de l'air est froid* (poèmes, éd. Rougerie).

PRÉCISIONS

■ Hubert Védrine nous demande de préciser, à la suite de notre article sur les livres consacrés à François Mitterrand, paru dans « Le Monde des livres » du 13 janvier, que son ouvrage, destiné à paraître en mai, aux éditions Fayard, est consacré à la politique étrangère de la France, et que la seconde cohabitation n'y est évoquée que dans ce cadre-là.

■ La biographie de Ben Barka par Zakya Daoud et Maïté Monfils, dont nous avons signalé la parution dans « Le Monde des livres » du 26 janvier, est publiée aux éditions Michalon (384 p., 140 F.). Par ailleurs, dans ce même numéro, nous avons commis une erreur sur le prénom de l'écrivain canadien Douglas Copland ; nous l'avons appelé Donald. Son livre *Microserfs* sort en février chez J.-C. Lattès.

Dix ans d'indépendance pour une éditrice audacieuse

Rencontre avec Odile Jacob, qui a publié les premiers titres de sa maison d'édition le 3 février 1986

Odile Jacob se souvient, avec amusement, d'une conversation avec un éditeur qu'elle admire (comme l'admirent tous ceux qui s'intéressent aux « vrais livres »), Jérôme Lindon : « Quand ta maison aura dix ans, alors tu pourras dire qu'elle existe », avait déclaré, en forme d'avertissement, le PDG des éditions de Minuit. Le 3 février, ce sera chose faite. Les éditions Odile Jacob fêteront leurs dix ans. En 1986, la maison a publié dix livres, dont, en février, *Biologie des passions*, de Jean-Denis Vincent. *Le Sexe et la mort*, de Jacques Ruffié, et *L'Espace en héritage* d'André Lebeau. « On a eu beaucoup de chance, dit Odile Jacob. Deux titres ont connu un succès immédiat, *Biologie des passions*, 80 000 exemplaires, et *Le Sexe et la mort*, 70 000 exemplaires. Peu après j'ai publié *L'Un et l'Autre*, d'Elisabeth Badinter, qui s'est vendu à plus de 250 000 exemplaires. J'estime avoir eu vraiment de la chance, parce que des auteurs m'ont fait confiance. Pour moi, une maison d'édition n'existe pas sans ses auteurs. » Un propos qui pourrait sembler banal. Mais si l'on regarde de près le fonctionnement des grands groupes qui contrôlent désormais la majorité de la production éditoriale, on y relève un dédain de la notion d'auteur. Le rêve des financiers est de voir les personnes (leur caractère, leurs passions, leurs angoisses... bref tout ce qui « gêne ») disparaître derrière la marchandise.

Elle avait alors à peine trente-

deux ans, cette jeune femme blonde et décidée. Elle possédait déjà une certaine expérience, après avoir travaillé chez Lattès, puis chez Fayard. Pour avoir vécu aux États-Unis, elle était un peu prévenue contre la filiosité française et ne craignait pas, a priori, de créer sa propre entreprise. Pourtant tous ceux auxquels elle a demandé conseil ont tenté de la décourager. Aujourd'hui, forte de sa réussite, Odile Jacob peut en sourire. Mais elle déplore la persistance de ce « climat typiquement français, qui nous empêche d'être un grand pays, compétitif sur le plan intellectuel. Cette mentalité française, à laquelle je me suis heurtée, cette absence d'audace, ne sont pas le propre de l'édition. C'est une attitude générale du "ce n'est pas la peine d'essayer". Moi je crois au contraire qu'il faut être entreprenant, aventureux. Il faut se mettre au travail, se donner des objectifs et essayer de les atteindre au lieu de trouver toutes les raisons pour lesquelles "ça ne serait pas possible". Ce que je voudrais dire aux plus jeunes, qui seraient tentés de faire quelque chose par eux-mêmes, c'est qu'il faut beaucoup travailler, mais que jamais rien n'est impossible si l'on persévère. Les choses sont difficiles, leur dira-t-on, mais les choses sont difficiles pour tout le monde. »

Après avoir pris sa décision, Odile Jacob a réuni un capital de départ, apporté par elle et son mari. Depuis, quelques actionnaires sont venus les rejoindre, mais ils possèdent toujours 98 % des parts

à eux deux. « En créant la maison, nous avons eu pour principale préoccupation de constituer un fonds, de bâtir une politique éditoriale cohérente, puis de la diversifier en la développant. Le projet de départ était de publier des livres de sciences et de sciences humaines. Autour de ce noyau-là, qui est toujours le centre de notre activité, nous avons élargi notre champ. Avec un but précis et essentiel : faire connaître et reconnaître par le plus large public possible tous les grands domaines de la connaissance. » Ce qui est généralement un secteur d'une maison d'édition plus généraliste, Odile Jacob a voulu en faire une entreprise à part entière. « Ce n'était pas seulement par désir d'être totalement indépendante, de ne plus avoir de patron, précise-t-elle. Mais je voulais pouvoir mettre en œuvre librement l'idée que j'avais de mon métier : essayer d'aller des concepts et une réalité économique. Un éditeur doit avoir un goût et de la curiosité. Mais c'est quelqu'un qui ne peut pas lire pour lui tout seul. Il lui faut avoir la représentation mentale la plus précise possible de la réalité économique. En s'engageant dans un projet, il lui est nécessaire de se représenter clairement le nombre de lecteurs potentiels. Car toutes ses idées seront soumises à la sanction du public. Dans les maisons d'édition il y a généralement un équilibre entre des "coups éditoriaux" (censés avoir de grosses ventes) et des livres plus difficiles dont on escompte peu de ventes. Nous, notre part est d'essayer que des livres porteurs de projets intel-

lectuels rencontrent un vaste public. » A partir du noyau central, sciences et sciences humaines, les éditions Odile Jacob ont développé d'autres secteurs : médecine ; santé ; vie pratique (avec des ouvrages pour le grand public, comme *Ma grossesse*, mon enfant, de René Frydman et Julien Cohen-Solal) ; psychologie/psychiatrie ; documents ; littérature (seulement 20 titres, surtout des essais littéraires et des Mémoires – parmi lesquels dès 1986, *Le Statut indéfini*, autobiographie de François Jacob, dont Odile Jacob est la fille). Puis une collection de poche, « Opus », et, enfin une toute nouvelle collection, « Collège de France ».

CATALOGUE DE QUALITÉ

Au total quelque cinq cents titres. A peine l'équivalent annuel d'une grosse maison. Mais c'est une magnifique réussite individuelle, et un catalogue de qualité, réunissant des scientifiques, des philosophes – dont Claude Hagège, Jacques Bouveresse, Jean-Pierre Changeux, Luc Montagnier, Étienne Beaulieu... mais aussi des politiques, au premier rang desquels l'ancien président de la République, François Mitterrand (ses conversations avec Élie Wiesel, *Mémoires à deux voix*, ont paru au printemps 1995, et ses *Mémoires posthumes* vont sortir dans quelques semaines), ainsi que Jacques Delors, Michel Rocard, Édouard Chevènement, Mikhaïl Gorbatchev, Alain Fekete, Shimon Péres... « Ces hommes politiques ne

sont pas venus chez moi pour publier des livres "politiciens", explique Odile Jacob, mais plutôt des textes axés sur la réflexion. Ce sont des hommes qui ont fait une œuvre et on essaie de faire connaître, à travers eux, cette œuvre. »

L'avenir ? C'est « d'une part, poursuivre un développement éditorial cohérent – on ne peut pas publier tout ce qu'on veut sous cette marque, il faut respecter les règles intellectuelles que nous nous sommes fixées – d'autre part avoir un nouveau projet d'entreprise : développer cette maison sur le plan international ; constituer un véritable pôle éditorial de la connaissance, du savoir. » « Ma préoccupation majeure aujourd'hui, conclut Odile Jacob, est de regrouper dans cette maison un certain nombre d'éditeurs. C'est le projet de l'année qui vient. Cet élargissement intellectuel va entraîner un développement. » (En 1995, les éditions Odile Jacob ont publié 60 ouvrages en édition courante et 35 en poche). « Un développement interne – de nouveaux projets éditoriaux – et un développement externe qui m'amènera à m'entourer de gestionnaires de haute compétence. » Pour les dix ans à venir, elle fait preuve de la même détermination que pour les dix années qu'elle vient de parcourir, prenant le parti d'ignorer toutes les paroles qu'on prononce seulement à propos des femmes (la séduction physique, les relations mondaines...), de ne leur répondre que par ses succès professionnels.

Josyane Savigneau

La vie heureuse d'Arléa

Il y a dix ans, trois associés – Claude Pingaud, Catherine et Jean-Claude Guillebaud – ouvraient, avec quelques « complices », une librairie parisienne, à l'enseigne de Vialatte, « Les Fruits du Congo ». Ils publiaient peu après, avec, comme partenaire et diffuseur, le Seuil, les premiers titres d'Arléa. Administrateurs de José Corti, ils voulaient renouer avec la tradition du libraire-éditeur. Ce projet-là fut vite abandonné. De la librairie d'origine, il ne reste que la vitrine, dessinée sur les livres en guise de sigle.

Claude Pingaud est à la fois le cogérant et l'un des éditeurs – au sens anglais du terme – de la maison. S'il s'emballe soudain en évoquant la vie de Casanova et en résumant des passages entiers de son œuvre, c'est qu'il a entrepris, chez Arléa, d'éditer lui-même une version de ses *Mémoires* (qui avait donné lieu à des polémiques, comme on lui doit une édition des *Essais* de Montaigne transcrits dans l'orthographe moderne. « C'est pour publier Montaigne que je suis devenu éditeur », raconte-t-il, tout en évoquant, avec la même passion, les « découvertes » d'Arléa, qui peut se féliciter d'avoir publié, avec un succès immédiat, les premiers romans de Pierre Veillet et de Christophe Bataille.

Malgré l'éclectisme de la production (romans, livres d'entretiens ou essais – de nombreux auteurs appar-

nant au club d'intellectuels Phares et balles, fondé par Jean-Claude Guillebaud et Régis Debray), Arléa est surtout identifiée, aujourd'hui, par sa collection de textes anciens, qui fait, paradoxalement, son « fond de commerce ». « Au début, nous ne pensions pas en faire une collection », explique Claude Pingaud, lui-même surpris devant le succès du premier tome de la série, *La Vie heureuse*, de Sénèque – le best-seller étant *Apprendre à vivre*, un choix de lettres de Sénèque à Lucilius (22 000 exemplaires). « Le succès, ajoute-t-il, est dû au fait d'avoir modernisé la traduction, quitte à introduire certains anachronismes, et de présenter les anciens comme des auteurs d'aujourd'hui. »

L'enthousiasme et l'exigence semblent réussir à Arléa, qui a vu à la veille à ne pas grandir (produisant toujours entre vingt et trente titres par an), et qui a récemment créé sa propre collection de poche. « Au début, nous n'étions pas très doués pour la gestion, raconte Claude Pingaud. Si on avait continué comme au début, en publiant des premiers romans et tout ce qu'on aimait, selon nos caprices, on aurait déjà déposé le bilan. Quand on aime ce métier, il faut être prudent et connaître, en gros, deux miracles par an. Si nous existons depuis dix ans, c'est que ces miracles ont eu lieu. »

M. V. R.

Freud censuré

La bibliothèque du Congrès de Washington, où se trouve l'essentiel des archives de Sigmund Freud, avait décidé de consacrer à la vie et à l'œuvre de celui-ci une grande exposition à l'automne 1996. Elle l'a, en décembre, reportée sine die. Autrement dit, sans doute, annulée. Les motifs avancés – difficultés budgétaires – n'ont convaincu personne. En réalité, à l'origine de cette décision qui a fait quelque bruit, se trouve une polémique savamment orchestrée par un groupe d'intellectuels farouchement hostiles à la psychanalyse. Leur thèse : on ne devrait plus, au soir du XX^e siècle, présenter cette dernière comme une découverte

importante, mais plutôt comme une escroquerie totalement dépourvue de valeur scientifique.

Parmi eux, Mikkel Borch-Jacobsen, auteur d'un récent ouvrage sur le cas d'Anna O. (*Souvenirs d'Anna O.*, Aubier, voir « Le Monde des livres » du 10 novembre 1995 et du 29 décembre 1995), l'écrivain Oliver Sacks et la propre petite-fille du psychanalyste viennois, Sophie Freud, aujourd'hui retirée dans le Massachusetts, qui a déclaré aux journalistes : « Les idées de mon grand-père sur l'importance des pulsions sexuelles sont devenues obsolètes. »

Ces antifreudiens convaincus

n'ont pas lésiné sur les moyens pour arriver à leurs fins. Ils ont fait circuler des pétitions, mis en cause la compétence professionnelle des responsables de l'exposition et même exigé que ceux-ci travaillent sous le contrôle d'un homme de loi chargé de veiller à leur « impartialité ». I. Devant la marée montante des problèmes, la bibliothèque du Congrès a préféré jeter l'éponge.

S'agit-il d'une manifestation supplémentaire de cette vague de « correction politique » d'une nouvelle forme de révisionnisme.

Christian Delacampagne

A L'ÉTRANGER

Gassman quasi médusé

L'ACTEUR SARDONIQUE de tant de comédies italiennes publiées avec Giorgio Sassi *Lettere d'amore sulla bellezza*, chez Longanesi, Barbara Palombelli, journaliste vedette dont la presse aime à dire qu'elle aime avec son mari Francesco Rutelli, maire de Rome, le plus beau couple du monde, signale dans la République cette « lecture délicate ». Parmi les « folies » de Gassman : mourir en Amérique. « Parce que c'est le seul pays où l'on puisse se faire empailler. Et mon désir, depuis des années déjà, est celui-là : être empaillé et rester où ma femme Diletta jugera le plus opportun que je sois pour la regarder : du salon, de la salle de bains ou de la chambre, de la manière et dans la position qui me vont le mieux. Ma femme disposera aussi d'une série de petites, c'est-à-dire brèves, conversations enregistrées qui pourront lui rappeler sans équivoque ma personne. Il y aura donc une dispute, une empoignade, une prière autoritaire, une invocation, ainsi que quelques anecdotes sur l'imbécillité des acteurs de théâtre ; et des metteurs en scène, naturellement. »

● **ÉTATS-UNIS : SYLVIA PLATH AMUSÉE.** Un « nouveau » livre pour enfants signé de Sylvia Plath devrait être publié prochainement par Faber & Faber, trente-trois ans après le suicide de l'écrivain. Le précédent, *The Bed Book*, est sorti en 1976 et est toujours disponible. On y découvre un aspect plus joyeux et plus ludique de l'auteur de *Le Cloche de déresse* et de *Le jour où Monsieur Prescott est mort* (*Le Monde Poche* du 6 janvier). Ce texte dormait à la Lilly Library de l'université de l'Indiana depuis la mort de Sylvia Plath, mais a été un tel succès à la Foire de Bologne, spécialisée dans le livre de jeunesse, qu'il y a eu une véritable compétition entre les éditeurs pour obtenir les droits, huit éditeurs européens se sont portés acquéreurs avec des propositions atteignant parfois 10 000 livres sterling (environ 76 500 F.).

● **GRANDE-BRETAGNE : CUISINIÈRE IMPOSÉE.** Avec 500 000 exemplaires vendus de *Winter Collection*, qui en est à sa sixième édition, la cuisinière préférée des téléspectateurs britanniques, Delia Smith s'impose comme un auteur à recettes. Elle a même battu ses propres records. Son éditeur, The British Broadcasting Corp., espère bien qu'elle va ainsi atteindre les 10 millions d'exemplaires, tous livres confondus.

● **ÉTATS-UNIS : GRISHAM PEUT PAVOISER.** L'auteur de romans policiers pensait plaider pour la dernière fois la semaine dernière (« Le Monde des livres » du 26 janvier) pour la veuve d'un cheminot écrasé entre deux trains. Le jury a attribué à cette femme 683 500 dollars de dommages et intérêts, la plus belle cause que l'avocat-écrivain ait jamais remportée. Il a refusé tout paiement et fera peut-être de cette affaire le sujet d'un nouveau livre.

AGENDA

● 3 et 4 FÉVRIER, à Paris : colloque sur le thème de « L'original », organisé par l'École de psychanalyse (92, boulevard du Montparnasse, 74014 Paris ; ren. : 44-84-08-49).

● 4 et 5 FÉVRIER, à Aix-en-Provence : dans le cadre des deuxièmes Rencontres franco-israéliennes, débats autour d'Abraham B. Yehoshua animés par Catherine David (à la mairie, le 4, et à la Cité du livre – 8-10, rue des Allumettes –, le 5, à 18 h 30). Dans cette même ville, dans le cadre de la Semaine d'expression chinoise, colloque sur la littérature chinoise contemporaine, en présence de Gao Xingjian, les 9 et 10 février, à la Cité du livre.

● 10 FÉVRIER, à Paris : après-midi d'étude sur les *Cahiers* de Paul Valéry (Bibliothèque nationale de France, auditorium Colbert, de 14 heures à 18 heures, 2, rue Vivienne, 75002 Paris).

● 12 FÉVRIER, à Paris : rencontre autour de Claude Lefort, sur le thème « Penser la politique », dans le cadre des Rendez-vous philosophiques proposés par l'Odéon - Théâtre de l'Europe et la librairie Carrefour de l'Odéon. Le 26 février, c'est Jacques Derrida qui décrira son itinéraire de philosophe (grande salle du Théâtre de l'Odéon, à 20 h 30 ; ren. : 44-41-36-44).

du 16 janvier au 17 février 96

HERCULE FURIEUX
HERCULE SUR L'ŒTA

Mise en scène Jean-Claude Fall | de Sénèque

du 23 janvier au 24 février 96

Montagnes

Mise en scène Antoine Caubert | Thomas Mann

nova 0015 RÉSERVATION 48 13 70 00

LITTÉRATURES

Dix romans et nouvelles de Joseph Conrad (p. II). Notre jeu de John Le Carré (p. III). Un esclave nommé Cervantes de Fernando Arrabal (p. III). L'Accoudoir de Dominique Rolin (p. IV). La Réhabilitation d'Ives Laplace (p. IV). L'Ampleur du désastre de Patrice Delbourg (p. IV).

ESSAIS

Le Féminin de Véronique Nahoum-Grappe (p. VI). La Différence des sexes de Geneviève Fraisse (p. VI). De l'égalité des sexes, sous la direction de Michel de Manassein (p. VI). Masculin/Féminin de Françoise Héritier (p. VI). Mes rencontres avec la famille Freud de Paul Roazen (p. VII). La Querelle des universaux d'Alain de Libera (p. VII). Publications du Centre universitaire de recherches administratives de Picardie (p. VIII). La Turquie en mouvement de Semih Viner, Deniz Akagül et Bahadır Kalkas (p. VIII). La Ganche en Europe depuis 1945, sous la direction de Marc Lazar (p. VIII). Savoir apprendre les nouvelles méthodes, de Gody Delacoste (p. VII).

ARTS

Giorgio Vasari de Roland Le Mollé (p. IX). Dictionnaire Picasso de Pierre Dax (p. IX).

EMPLOI La moitié seulement des branches professionnelles qui devaient négocier sur l'aménagement et la réduction du temps de travail avant le 31 janvier ont respecté cette

date établie par le CNPF et les confédérations syndicales le 31 octobre 1995. ● **DANS LA MÉTALLURGIE**, les négociations ont réellement débuté le 31 janvier. Les premières proposi-

tions de la délégation patronale n'ont pas satisfait les syndicats. La réduction du temps de travail proposée - quatre jours maximum - est jugée trop faible et l'augmentation

souhaitée du nombre d'heures supplémentaires est perçue comme une provocation. C'est sur la création d'un compte d'épargne-temps que les négociations devraient être le

plus faciles. ● CHEZ POTAIN, direction et syndicats viennent de signer un accord réduisant le temps de travail à 35 heures sans réduction de salaire.

La métallurgie a entamé ses négociations sur la réduction du temps de travail

Denis Gautier-Sauvagnac, vice-président délégué général de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), explique au « Monde » qu'il veut « proportionner » la baisse et la flexibilité des horaires. Mais aussi augmenter les heures supplémentaires. La CFDT parle de « provocation »

CONFORMÉMENT A L'ACCORD signé entre le CNPF et quatre confédérations syndicales le 31 octobre, la plupart des *grandes branches* ont entamé des négociations sur l'annualisation et la réduction du temps de travail. Sans précipitation. Selon le décompte effectué par le CNPF, cinquante-huit branches sur plus d'une centaine concernées ont respecté le délai qui leur était impartie en organisant, avant le 31 janvier, la première séance de discussions avec les syndicats. Comme le confie un responsable patronal : « les branches s'ob-

servent pour savoir qui va tirer le premier. »

Avant de recevoir les organisations syndicales le 31 janvier, Denis Gautier-Sauvagnac, vice-président délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), les a détaillées pour Le Monde. « La réduction du temps de travail, massive et indiscriminée, n'est pas en soi créatrice d'emplois. Elle n'est possible que dans la mesure où elle renforce la compétitivité de l'entreprise. » Denis Gautier-Sauvagnac le reconnaît : « la fluctuation des marchés impose de faire varier le temps

de travail. Mais c'est un inconvénient pour les salariés, qui justifie des contreparties. »

Quelles peuvent-être celles-ci ?

« Il faut proportionner la réduction du temps de travail à la disponibilité demandée. » En fonction du nombre de mois où l'entreprise souhaite que les horaires puissent fluctuer entre 0 et 48 heures, la réduction du temps de travail pourrait, selon l'PUIMM, varier entre une et quatre journées, à raison d'une journée par trimestre flexible, un chiffre que les organisations syndicales jugent largement insuffisant.

l'éventuel accord-cadre soit « optionnel ». Les entreprises pourront ne pas le prendre en compte — Peugeot ne cache pas ses réserves — ou ne l'utiliser que là où cela leur paraît utile. Autre volonté de l'UIMM : que l'accord soit « d'accès direct ». Si une entreprise souhaite l'appliquer, elle ne doit pas avoir besoin de négocier avec ses représentants syndicaux.

■ **DÉTOURNEMENT** ■
Visiblement, le « modèle allemand » inspire peu le patronat de la métallurgie. Au moment où nos voisins songent à réduire les

par an. Au contraire, l'UIMM a proposé que le nombre d'heures supplémentaires autorisées dans la branche passe de 94 actuellement à 140 par an, soit plus que n'en prévoit le code du travail (130 heures).

« C'est un détournement de l'accord interprofessionnel, une provocation et une désinformation à l'égard du chômage », s'indigne la CFDT. Pour Denis Gautier-Sauvagnac : « les heures supplémentaires constituent souvent le seul moyen de répondre aux variations de la conjoncture. C'est également un élément essentiel de souplesse autorisé par le code du travail, apprécié tant par les dirigeants d'entreprise que par les salariés eux-mêmes ».

breux éléments comme la prime d'ancienneté ou les jours de vacances non pris. Il faut également prévoir un déblocage en argent au cas où le salarié quitte l'entreprise ou si celle-ci rencontre des difficultés. »

Analysant la situation sociale actuelle, et la multiplication des mini-plans de relance économique, Denis Gaudier-Sauvagnac explique, pudiquement, que « les entreprises ont besoin d'un environnement réglementaire, législatif et social stable ». Président de l'Unedic, il ne se fait guère d'illusion : « La prochaine note d'équilibre technique de l'Unedic va, hélas, revoir à la baisse les perspectives de croissance économique... le ne suis pas sûr qu'en 1996 les comptes de l'Unedic se présentent sous un jour aussi favorable qu'en 1994 et 1995. »

Frédéric Lemaître

Les salariés du fabricant de grues Potain passeront à 35 heures en 1998

MOULINS
de notre correspondant

La direction et les syndicats de Potaïn, fabricant de grues lourdes, viennent de s'engager sur la mise en place des 35 heures de travail hebdomadaire sans perte de salaire d'ici à trois ans. Cet accord permet de limiter à quarante-cinq le nombre de licenciements initialement envisagés (238) dans l'entreprise. Représenté en 1990 par le groupe de mécanique rennais Legris Industries, Potaïn emploie actuellement 1 437 salariés essentiellement sur trois sites industriels : La Clayette (Saône-et-Loire), Charleux (Loire) et Montbrun-Auvergne (Allier).

Si Moulin-Avemes (Allier),
 Selon les termes de l'accord signé par la direction et trois syndicats (CGT, CFDT et CGC), le temps de travail sera réduit d'une heure par an pour atteindre les 35 heures le 1^{er} janvier 1998. Les hausses de salaires seront limitées à 1 % cette année et en 1997, s'il y a pas de dérapage des prix. Il y a trois ans, la CGT avait proposé à titre temporaire une réduction des horaires avec diminution des salaires afin de limiter les 274 départs prévus. « Dans

cette entreprise confrontée à de nombreux plans sociaux depuis deux ans la réflexion sur la réduction du temps de travail date de quelques années déjà», explique le secrétaire du comité d'entreprise, Alain Morand (CGT), qui, en rejetant le terme de «concession», parle «d'adaptation du dialogue social à la réalité du monde industriel».

Potain réalise 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et s'attend à un résultat équilibré en 1995 après un bénéfice de 85 millions de francs en 1994. Jean-Yves Bourault, le nouveau PDG, propose une modulation suivant la charge de l'usine (jusqu'à 41 heures par semaine) en échange de la réduction du temps de travail. Les syndicats s'y sont opposés et la direction a cédé. En 1998, les horaires pourront varier entre 33 et 39 heures, mais la direction ne pourra recourir à la modulation que durant seize semaines. Tout en déplorant la réalité des licenciements, les syndicats parlent «d'avancée sociale, compte tenu des circonstances».

Jean-Yves Vif

Antoine Riboud « charge » les comptes de Danone

LE NUMÉRO UN français de l'agroalimentaire, Danone, est saisi par la fièvre des provisions. Le groupe présidé par Antoine Riboud, qui a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 79,5 milliards de francs, en hausse de 4,6 %, a décidé de passer sur l'exercice 1995 une provision pour restructuration de 1,8 milliard de francs. Celle-ci entraîne une chute du résultat net de l'entreprise, qui passe de 3,5 milliards de francs en 1994 à 2,13 milliards en 1995.

Cette provision n'a rien à voir avec celles passées par les groupes français qui se sont décidés tardivement à nettoyer leurs comptes, comme Bouygues, Alcatel, la Générale des eaux et la plupart des établissements financiers. Elle doit permettre officiellement de restructurer les activités européennes du groupe, hors de France, au cours des trois années à venir. D'année en année, la logistique en Italie et en Espagne pour accompagner l'évolution de la distribution, qui connaît un fort mouvement de concentration. Il va rationaliser ses sites sociaux et moderniser ses usines, même si aucune fermeture n'est à l'ordre du jour. Toutes les branches du groupe et tous les pays d'Europe seraient concernés. Les économies annuelles devraient être de l'ordre du milliard de francs, mais elles devraient être en grande partie réinvesties, et s'amélioreront donc que le résultat.

Danone essaie de faire croire que cette provision est exceptionnelle, à l'image de la provision de 950 millions de francs passée en

1991 pour restructurer les activités françaises de Danone. En fait, cette provision fourre-tout, qui n'est pas affectée à des dépenses précises, permet de supporter dès aujourd'hui des charges d'exploitation à venir et de masquer la dégradation des marges de l'entreprise.

DES RÉSULTATS DÉCEVANTS
Car les résultats de 1995 sont décevants. Les marges du groupe sont restées rétrogrades, passant de 9 % en 1994 à 8,8 % du chiffre d'affaires en 1995. Cette mauvaise tenue est due à l'atonie de la consommation en Europe, l'augmentation du coût des matières premières, notamment les bouteilles plastiques dans les eaux minérales. Selon le groupe, la consommation de bière (en particulier dans les cafés) a été affectée par les attentats et les grèves. Les analystes financiers sont de moins en moins nombreux à conseiller l'achat de l'action.

Le « plomage » des comptes de Danone tombe à point nommé : il permet de mieux faire passer auprès des salariés la fermeture *différentielle* de deux usines de produits frais à Secin (Nord) et Strasbourg (Bas-Rhin), qui emploient 266 salariés. Second avantage : Danone paie aujourd'hui les charges de demain. La manœuvre permettra à Franck Riboud, fils du fondateur Antoine et vice-président du groupe, d'afficher de bonnes performances financières en 1999. Ce qui facilitera son intronisation au poste de PDG de Danone, lors du départ à la retraite de son père.

Arnaud Leparmentier

TOTAL 1995

ESTIMATION DES RÉSULTATS

TOTAL : UN RÉSULTAT NET COURANT EN HAUSSE DE 9%, MAIS DES ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS NÉGATIFS

Le Conseil d'Administration de TOTAL, réuni le 30 janvier 1996 sous la Présidence de Thierry DESMARRETS, a pris connaissance des résultats estimés du Groupe pour l'exercice 1995, qui font apparaître un résultat net courant en hausse de 9,7 milliards de francs, contre 8,4 milliards de francs en 1994. Compte tenu d'une légère augmentation du nombre d'actions le résultat net courant par action, calculé sur la base d'un capital d'achat, s'élève à 13,8 francs contre 14,6 francs en 1994, en hausse de 6%.

Cependant, en 1995, l'application de nouvelles normes comptables américaines et le coût des restructurations engagées affectent le résultat net part du Groupe de 1,5 milliard de francs. Après ces éléments exceptionnels, le résultat net part du Groupe s'établit à 2,2 milliards de francs.

□ Un résultat net en baisse après éléments exceptionnels négatifs

Nouvelles normes comptables :

TOTAL a décidé d'adopter dès 1995, comme il l'avait annoncé précédemment, la nouvelle norme FAS 121, qui consiste à limiter la valeur comptable de chaque actif à sa valeur de marché. En conséquence, TOTAL a été amené à compiler des dépréciations exceptionnelles. Elles ont un impact de 0,8 milliard de francs sur le résultat net part du Groupe, soit environ 1% des actifs long terme. D'autre part, la norme FAS 106, relative à la couverture des frais médicaux et assurance vie du personnel, a un effet négatif de 0,2 milliard de francs sur le résultat net part du Groupe.

L'application de ces nouvelles normes américaines affecte donc le résultat net part du Groupe de 1 milliard de francs, sans incidence sur la marge brute d'autofinancement.

Restructurations :

Les restructurations annoncées en 1995 - raffinerie d'Ark City aux Etats-Unis, sortie de Petrogal au Portugal, rationalisation dans le secteur pétroliers, réduction des effectifs au siège - affectent le résultat net part du Groupe de 0,5 milliard de francs, et la marge brute d'autofinancement de 0,4 milliard de francs.

□ Une progression du résultat opérationnel courant grâce à la croissance de la production et aux efforts de productivité

La progression du résultat opérationnel courant s'est effectuée dans un environnement pétrolier contrasté. Le cours moyen du baril de Brent s'est amélioré mais les marges de raffinage, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, ont été très basses au cours de l'année écoulée.

De plus, l'évolution défavorable du cours du dollar contre franc (-10%) a pesé sur les comptes.

L'ensemble de ces facteurs externes a eu un impact négatif de 1 milliard de francs sur le résultat opérationnel du Groupe. La hausse du résultat opérationnel courant provient donc à nouveau des efforts de productivité et de rationalisation développés dans le Groupe et de la croissance de la production d'hydrocarbures.

□ Un secteur Amont en forte progression

Le résultat opérationnel courant du secteur Amont a fortement progressé, grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : la hausse du prix du brut ; une augmentation de 11% de la production hors Moyen-Orient ; des gains de productivité, visant à baisser les coûts techniques

de production ; enfin, une diminution des charges d'exploration.

Les réserves du Groupe ont continué à croître en 1995, la hausse provenant entièrement des réserves hors Moyen-Orient (+8%).

□ Un secteur Aval touché par la crise du raffinage

La baisse du résultat opérationnel du secteur Aval traduit l'évolution des marges de raffinage en Europe et aux Etats-Unis. Les efforts de réduction du point mort des raffineries, le développement des produits à forte valeur ajoutée et la croissance de la distribution dans les pays en expansion se

sont poursuivis en 1995. Les gains qui en ont résulté ont été cependant érodés par la guerre des prix dans la distribution au Royaume-Uni et l'effet des dévaluations de certaines monnaies africaines.

□ Un secteur Chimie en croissance, mais

Le renforcement du secteur Chimie ne s'est pas traduit en 1995 par une hausse proportionnelle du résultat opérationnel. L'atonie des marchés européens du bâtiment et de la construction automobile, principaux débouchés de la chimie

souffrent de la conjoncture européenne de spécialités du Groupe, en est la cause principale, d'autant qu'elle a rendu plus difficile la pénétration des hausses des matières premières dans les prix de vente.

□ Une assise financière solide et des investissements prévus en hausse pour 1996

La stabilité du chiffre d'affaires du Groupe ne reflète pas la croissance en volume des activités, en raison de la baisse du dollar. La diminution de la marge brute d'autofinancement résulte des évolutions des parités de change, de moindres plus-values de cessions et de l'impact des éléments exceptionnels négatifs.

Le budget d'investissements de 1996 est fixé à 15,6 milliards de francs, en progression de 29% sur la réalisation de 1995.

La situation financière du Groupe est solide avec un ratio de dettes nettes sur fonds propres qui s'établit à 18% au 31 décembre 1995.

Résultat 95 estimé | Résultat 94

(en milliards de Francs : GF)

Résultat opérationnel courant

7,0 GF | 7,0 GF

Résultat net courant part du Groupe

3,7 GF | 3,4 GF

Résultat net part du Groupe après éléments exceptionnels

2,2 GF | 3,4 GF

Marge brute d'autofinancement

11,2 GF | 12,9 GF

Résultat opérationnel courant des secteurs d'activités (en GF)

1995(e) | 1994

4,4 | 2,9

1,7 | 1,6

7,1 | 7,0

Amont | Aval | Chimie

7,1 | 7,0

Production hors Moyen-Orient

382 000 bop | 345 000 bop

Production au Moyen-Orient

287 000 bop | 287 000 bop

Réserves d'hydrocarbures

4 486 Mbp | 4 303 Mbp

Environnement pétrolier

Cours moyen du Brent :

17,1 \$b | 15,8 \$b

Marge moyenne de raffinage en Europe :

11,4 \$t | 13,4 \$t

1995 | 1994

Chiffre d'affaires

Groupe : 136 GF | 137 GF

Chimie : 21,7 GF | 19,5 GF

Investissements / Désinvestissements

12,1 GF / 2,3 GF | 13,6 GF / 3,9 GF

Ratio dettes nettes / fonds propres

18 % | 22 %

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

3615

Le géant de l'électronique Motorola choisit la France pour implanter son centre européen de recherche

Le groupe américain embaucherait 450 personnes d'ici dix ans

Le groupe américain spécialisé dans l'électronique a choisi l'Île-de-France pour y implanter son nouveau centre de recherche européen. Le centre, qui

embauchera de 25 à 30 chercheurs par an, pourrait employer 450 personnes d'ici dix ans, si ses résultats sont probants. Très puissant dans les

semi-conducteurs et les communications mobiles, Motorola, qui est entré dans le capital de Bull en 1995, tente de se développer dans l'informatique.

LES PAYS CANDIDATS se bousculent : Ecosse, Angleterre, Allemagne, Pologne, Irlande. Finalement, le groupe électronique américain Motorola a choisi la France pour implanter son nouveau centre européen de recherche. Pour l'instant, seule la région, l'Île-de-France, est définie. « Nous étudions tous les grands pôles industriels situés à la périphérie de Paris », explique Jean Lavigne, délégué général de Motorola en France. La décision finale doit être prise « le 15 mars au plus tard », précise-t-il.

Jim Nording, président de Motorola Europe, Moyen-Orient et Afrique devait annoncer jeudi 1^{er} février que le centre européen de recherche traitera trois domaines : les télécommunications sans fil, l'architecture de nouveaux systèmes et les sources d'énergie pour les systèmes mobiles. Il a précisé que le démarrage du centre est prévu pour le premier trimestre 1996. Lors de sa montée en puissance, il embauchera de 25 à

30 chercheurs par an pour atteindre un effectif de 180 personnes en cinq ans. « Ensuite, nous réaliserons un audit en profondeur des recherches réalisées », indique Jean Lavigne. En cas de succès, Motorola estime que le centre pourrait employer 450 personnes d'ici dix ans.

INVESTISSEMENTS CROISSANTS

L'Île-de-France a été retenue après une étude détaillée de plusieurs régions (Sofia Antipolis, Toulouse, la Bretagne, Grenoble...). Mais Motorola devait répondre à un sévère cahier des charges. « Nous avons besoin d'un bassin d'emplois qualifiés », note Jean Lavigne. Le centre de recherche emploiera en effet de nombreux docteurs en mathématiques et en physique théorique. Dans ce domaine, l'Île-de-France dispose d'une « offre supérieure aux autres régions », estime Motorola. Ensuite, la vocation internationale du centre impose la proximité d'aéroports intercontinentaux et d'écoles

multilingues pour accueillir les enfants des chercheurs étrangers qui viendront y travailler. Motorola collabore déjà avec les académies de sciences de Russie (Moscou, Saint-Petersbourg) et d'Ukraine (Kiev) et avec l'Angleterre. Sur ces deux points, l'Île-de-France dispose d'atouts importants. D'où le choix de la firme américaine, même si le montant des aides à la création d'entreprise est moindre dans cette région. En France, Motorola emploie 3 100 personnes et possède deux usines, dont la principale, située à Toulouse, produit des semi-conducteurs. L'unité d'Angers fabrique des systèmes électroniques pour l'automobile.

Motorola a annoncé son choix à l'occasion de la publication de ses résultats en France. Le groupe américain a réalisé un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de francs dans l'Hexagone en 1995 contre 6,3 milliards de francs en 1994, soit une croissance de 19 %. Une performance légèrement en retrait par rapport au 22 % de progression du

chiffre d'affaires mondial de Motorola (27 milliards de dollars, soit environ 135 milliards de francs) en 1995. Le résultat net a progressé de 14 % à 1,78 milliard de dollars (9 milliards de francs).

Les investissements de l'entreprise américaine sur le sol français n'ont cessé d'augmenter au cours de ces dernières années. Ils sont passés de 130 millions de francs en 1991 à 813 millions en 1995. Cette dernière somme comprend la prise de participation au capital de Bull, dont Motorola détient 17 % (*Le Monde* du 14 décembre 1995). En 1994, l'américain n'avait investi que 330 millions de francs en France. Le rapprochement de Bull a probablement joué en faveur du choix de la France pour la création du nouveau centre de recherche. Très puissant dans les domaines des semi-conducteurs et des télécommunications mobiles, Motorola reste quasiment absent de la micro-informatique.

Michel Alberganti

Euro-RSCG devient Havas Advertising

Le groupe de publicité veut se renforcer à l'étranger et sur le multimédia

LE PREMIER PUBLICITAIRE français, Euro-RSCG, se restructure dans le but de conquérir la scène internationale. Préparée dans le plus grand secret, la nouvelle architecture de la filiale publicitaire du groupe Havas devait être dévoilée jeudi 1^{er} février par Pierre Dauzier, PDG d'Havas, et Alain de Pouzilhac, PDG d'Euro-RSCG. Signe le plus emblématique du changement, Euro-RSCG Worldwide devient Havas Advertising et modifie son ancien logo (« H » stylisé avec un globe terrestre).

Cette restructuration constitue la deuxième étape d'un processus engagé il y a cinq ans. La première a été franchie avec le mariage réussi entre le groupe RSCG (initiales du nom des quatre « monnaies » d'une des agences les plus créatives des années 80, Bernard Roux, Jacques Séguela, Alain Cayzac et Jean-Michel Goudard) et les agences du groupe Eurocom (HDM et B&B), après la fusion surprise entre les deux sociétés annoncée fin 1991. Depuis, la marque Euro-RSCG s'est imposée en France et dans quarante-deux pays étrangers répartis sur les quatre continents. En 1994, le chiffre d'affaires (26,2 milliards de francs) a dégagé un résultat net part du groupe de 136 millions. Seule ombre au tableau, l'endettement reste important, même s'il a été réduit de 1 milliard de francs à 954 millions entre 1993 et 1994.

Décidée dans le plus grand secret il y a neuf mois, cette restructuration a pour toile de fond la mondialisation. Elle prend sa source dans l'évolution des comportements et des besoins des annonceurs et des consommateurs, dans l'offre de plus en plus importante de médias et dans l'émergence des technologies multimédias (réseaux on line, autoroutes de l'information). Elle est parallèle aux grandes manœuvres entre fournisseurs et distributeurs de programmes, qui ont eu lieu à l'été 1995 aux États-Unis (fusions Disney-ABC, Time Warner-Turner, etc.).

Avec la création d'Havas Advertising, le puzzle construit pièce par pièce ces derniers mois sous l'égide d'Havas prend toute sa dimension, que ce soit la réorganisation financière d'Avenir Havas Média et sa transformation en Havas Média Communication, le rachat de CEP Communication ou l'alliance récente avec Reuters donnant naissance à Havas Intermediation Partners, réseaux et banques de données facilitant transactions et opérations publicitaires (*Le Monde* du 11 janvier).

QUATRE RÉSEAUX

« Grâce à ses filiales, Havas est présent dans les trois secteurs : la création de programmes avec CEP Communication par exemple ; la distribution, via Canal Plus, et le financement de ces programmes, c'est-à-dire la publicité ou le sponsoring, par le biais d'Havas Advertising, troisième pièce de ce jeu. Nous allons pouvoir jouer les synergies entre ces trois pôles, sans changement d'actionariat ni de direction, explique Alain de Pouzilhac. Le but est aussi d'avoir un groupe de communication plus moderne, qui prend en compte les nouvelles technologies, ce qui doit devenir les « autoroutes de l'information », et de devancer les anglo-saxons ». Pour autant, et afin de prévenir les critiques, Havas Advertising reste une « société de services et de conseils » qui n'a pas l'intention de se substituer à sa maison mère : « nous travaillons en amont, nous allons pouvoir faire bénéficier nos annonceurs des filiales d'Havas ».

Havas Advertising cofinanciera désormais quatre réseaux. Le premier garde le nom d'Euro-RSCG Worldwide et couvre les soixante et un pays où il est présent (quarante-deux en direct, dix-neuf via des accords de coopération), y compris la France. Cette entité, fondée sur un maillage par « marchés régionaux » (Europe, Amérique du Nord, Asie, Amérique du Sud), est dirigée par Alain Cayzac, ampara-

vant patron d'Euro-RSCG-France. Le deuxième réseau, Campus, regroupe quatre agences installées dans les pays européens jugés essentiels : WCRS en Grande-Bretagne, Nicoli en Espagne, Ata Tonic en Italie, Australie en France. Tout en faisant partie d'Euro-RSCG Worldwide, Campus a sa particularité : ses agences sont associées à l'agence allemande Rempen, association très profitable notamment dans le multimédia, dont Havas Advertising sera actionnaire. Basé à Düsseldorf, Campus jouera « à la fois la carte allemande et européenne » et sera dirigé par un Britannique, Robin White.

Le troisième réseau, baptisé Médias, est totalement neuf. L'idée de sa création vient du fait que l'expertise médias (et multimédias) sera de plus en plus importante et rentable, dans un univers en pleine course à la mondialisation. Il est dirigé par Didier Colmet Daage, ex-président de l'agence de publicité Saatchi and Saatchi-France. Enfin, le quatrième réseau d'Havas Advertising est Diversified Agencies. Il rassemble les agences n'appartenant pas aux autres groupes et qui doivent concevoir stratégies et projets nouveaux, notamment en matière de multimédias. C'est Jacques Héral, directeur financier d'Havas Advertising, qui prend aussi en charge ce nouveau secteur « laboratoire ». « Ce n'est pas un fourre-tout, mais le lieu où se dessine l'avenir du groupe », précise Alain de Pouzilhac.

Havas Advertising sera administré par cinq Français - son président, Alain de Pouzilhac, mais aussi Alain Cayzac, Didier Colmet Daage, Jacques Héral et Jacques Séguela - et deux étrangers - l'Allemand Thomas Rempen et l'Américain Robert Schmetterer, de l'agence new-yorkaise Messner-Vetere-Berger-McNamee-Schmetterer -, afin de témoigner de l'aspect international d'un groupe qui réalise 66 % de sa marge brute à l'étranger et de l'importance accordée à chaque secteur, tous représentés. Les objectifs assignés aux quatre branches d'Havas Advertising sont ambitieux : progresser plus vite que le marché publicitaire (8 %), doubler les profits en trois ans pour désendetter le groupe et prendre de vitesse ses rivaux américains comme Omnicom ou Interpublic.

Yves-Marie Labé

■ **GLOBAL ONE** : France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint ont signé, mercredi 31 janvier à Bonn, l'accord donnant naissance à leur société commune Global One, spécialisée dans les services de télécommunications internationaux pour les entreprises. Les opérateurs français et allemands ont également annoncé à cette occasion l'acquisition de 20 % du capital de leur allié américain. L'opération leur coûtera entre 3,5 et 3,7 milliards de dollars. Global One, dans laquelle les trois partenaires apportent leurs activités respectives à l'international, est d'emblée présente dans cinquante pays. Elle emploie un peu plus de 2 500 personnes et devrait réaliser un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars (plus de 25 milliards de francs) en l'an 2000.

■ **STET** : le groupe public italien de télécommunications sera privatisé progressivement. Son actionnaire principal, détenteur de 61 % du capital, le groupe public IRI a mis à l'étude une cession « par appartements » plutôt qu'une vente globale. La privatisation est rendue obligatoire par un accord entre l'Italie et la commission européenne qui prévoit une réduction de l'endettement de l'IRI estimée à 25 100 milliards de lire (73 milliards de francs) d'ici la fin 1996. Pour l'IRI, la Stet vaut davantage si elle est vendue par morceaux puisque le groupe estime sa valeur à 34 800 milliard contre une capitalisation boursière actuelle de 23 000 milliards de lire (71 milliards de francs). - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

EFFORT EXCEPTIONNEL DE PROVISIONNEMENT EN 1995 PERSPECTIVES DE RÉSULTAT BÉNÉFICIAIRE POUR 1996 MAINTIEN DU DIVIDENDE

Au deuxième semestre 1995, l'aggravation de la crise économique et immobilière a entraîné une modification des critères d'évaluation des différents actifs, et le Groupe souhaite ramener la valeur au bilan de ses investissements à un niveau le plus proche possible de celle du marché. Par ailleurs, conformément aux principes comptables constamment appliqués par Bouygues, l'effort consenti pour la création et le développement d'un fonds de commerce dans les télécommunications doit être immédiatement provisionné.

Face à cette situation, le Conseil d'administration réuni le 30 janvier 1996 a décidé, sur proposition de Martin Bouygues, de procéder à un effort exceptionnel de provisionnement, pour un montant total estimé à 4,4 milliards de francs au titre de l'année 1995.

Ces provisions sont de deux natures différentes :

• des dépréciations d'actifs à hauteur de 3,2 milliards de francs. Elles sont dues à l'aggravation de la crise immobilière affectant la valeur de certains investissements, qui s'agissent d'opérations de promotion ou d'actifs liés à cette activité. La dégradation de

l'environnement économique a également entraîné la dépréciation de certaines participations financières ou industrielles.

• des provisions, à hauteur de 1,2 milliard de francs, destinées à couvrir les charges liées au développement du Groupe dans les télécommunications, l'un des secteurs d'avenir les plus prometteurs. Par cette politique de prudence, Bouygues s'adapte aux réalités économiques d'aujourd'hui et conforte sa rentabilité future.

Le résultat 1995, hors immobilier et provisions exceptionnelles, sera bénéficiaire d'environ 400 millions de francs. Compte tenu de l'impact de l'immobilier et des provisions exceptionnelles, le résultat comptable sera négatif d'environ 4 milliards de francs.

Malgré le durcissement des conditions des principaux marchés de Bouygues en France, l'activité 1995 a été conforme aux prévisions. L'activité totale est estimée à 81,3 milliards de francs, en hausse de 2 % sur celle de 1994. Hors croissance externe provenant des acquisitions de Colas, l'activité 1995 est stable par rapport à celle de 1994. Les activités de diversification, notamment celles de TP1 et de Saur, poursuivent leur progression.

ACTIVITÉ - ESTIMATION 1995 - PRÉVISION 1996

(milliards de F)	1994	1995 (estimation)	1996 (prévision)
Construction	55,8	55,0	55,6
Immobilier	4,2	4,9	4,1
Diversification	19,7	20,9	22,3
Activité totale	79,7	80,8	82,0
dont international	22,0	24,3	25,0
Chiffre d'affaires consolidé	72,4	73,3	73,3

Résultat 1996 bénéficiaire

Le Groupe aborde 1996 avec confiance et devrait retrouver des résultats bénéficiaires dans la ligne de ceux qui ont été dégagés jusqu'en 1994. Les carnets de commandes au 31 décembre 1995 permettent de prévoir une légère croissance de l'activité totale (+ 1 %). A l'international, le Groupe a remporté de nombreux succès.

Les efforts de provisionnement et de restructuration de l'immobilier donnent dès cette année à ce secteur les moyens d'un retour au bénéfice. Bouygues Immobilier sera recapitalisée de manière à maintenir son activité financière.

Lancement de Bouygues Télécom en 1996

Le lancement du réseau de télécommunications de Bouygues Télécom interviendra au cours du premier semestre. Le groupe Bouygues aborde l'année 1996 avec confiance. Le Groupe 1996, le marché français, restera un bon terrain d'avenir, mais les perspectives de croissance à l'étranger sont plus faibles, les dépenses de

dépenses liées au développement de cette activité au cours des trois prochaines années ne viendront pas diminuer la capacité bénéficiaire du Groupe.

Une structure financière solide

La structure financière, en dépit des provisions exceptionnelles, reste solide. Fin 1995, les capitaux propres sont estimés à 8 milliards de francs, dont 5,1 part du Groupe. Les provisions pour risque et charges devraient atteindre 7,8 milliards de francs. Le trésorerie disponible ressort à 6,2 milliards de francs, soit un montant égal à celui des dettes financières.

Recentrage de la stratégie de Bouygues

La stratégie du Groupe est claire. À côté de son métier de base, la construction, Bouygues poursuit son développement dans trois secteurs majeurs : la gestion privée de services publics, la communication et les télécommunications. Ces axes stratégiques des actifs non stratégiques seront cédés à hauteur de 3 milliards de francs au cours des 18 prochains mois. La cession des concessions de terrain des Grands-Moulins de Paris contribuera pour moitié à ce programme de désinvestissement.

Affaires judiciaires

Le Conseil d'administration a été tenu informé des affaires judiciaires. Le Groupe Saurera tout commentaire sur ces affaires tant qu'elles sont en cours d'instruction.

La direction générale a renouvelé les instructions relatives à la gestion des affaires judiciaires, notamment pour que l'activité du Groupe ne soit pas affectée par ces affaires.

MAINTIEN DU DIVIDENDE ET NOUVEAU ADMINISTRATION

Malgré la dégradation de l'environnement économique, le Conseil d'administration a décidé de maintenir le dividende 1995 à 1,50 franc par action. Le dividende 1996 sera versé en deux versements, le premier en mai 1996 et le second en novembre 1996.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.

Le Conseil d'administration a également décidé de modifier la composition du Comité de Surveillance des Opérations de Bourse (CSOB) et de le compléter par deux nouveaux membres, M. Jean-Pierre Lecoq et M. Jean-Pierre Lecoq.



Le siège social de Bouygues à Paris.

La Réserve fédérale américaine baisse ses taux pour répondre au ralentissement de l'économie

Le taux interbancaire a été ramené à 5,25 %

La Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli mercredi 31 janvier, pour la troisième fois en six mois, sa politique monétaire, en baissant de

0,25 % son taux interbancaire et son taux d'escompte. La Fed montre ainsi sa préoccupation devant le ralentissement de la croissance. Wall

Street en a profité pour battre un nouveau record mercredi, dépassant même en séance le seul des 5 400 points de l'indice Dow Jones.

WASHINGTON

de notre correspondant

Si la Réserve fédérale (Fed) s'est résolue à accélérer le moteur de la croissance économique, c'est bien parce qu'elle avait trop longtemps appuyé sur le frein. L'image illustre le sentiment de nombreux économistes à propos de la décision prise mercredi 31 janvier par la banque centrale américaine de baisser d'un quart de point le taux interbancaire au jour le jour (ramené à 5,25 %), ainsi que le taux d'escompte.

L'effet attendu d'une telle mesure est classique : la baisse étant immédiatement répercutée par les banques commerciales sur leur taux de base, le crédit devient moins cher pour des millions d'Américains, ce qui devrait les inciter à consommer davantage. C'est donc une bonne nouvelle pour l'industrie (notamment pour les secteurs clés que sont l'immobilier et l'automobile) ainsi que pour les particuliers.

Justifiant sa décision, la Fed a estimé que ce « léger assouplissement » de la politique monétaire est compatible avec « une inflation contenue et une croissance durable », tout en évoquant « un rythme modéré de l'expansion économique ». Il s'agit d'un euphémisme pour indiquer que le comité de l'open market s'inquiète des signes d'essoufflement de la croissance et juge inévitable de corriger le tir.

PRÉOCCUPATIONS

Le risque de récession n'est certes pas bien grand, mais il ne semble pas avoir disparu. Les indices défavorables se sont en effet multipliés ces dernières semaines. Les ventes de détail n'ont progressé que de 0,5 % en décembre, une période de l'année où la consommation est traditionnellement la plus forte. La plupart des économistes tablent sur une augmentation d'au moins 0,6 %.

Ce résultat décevant a une im-

portance particulière, puisque la consommation représente les deux tiers du produit national brut. La production industrielle, d'autre part, n'a augmenté que de 1 %, le taux d'utilisation des capacités industrielles ayant chuté de 2,3 points. Quant à la situation de l'emploi, elle se dégrade légèrement. Le taux de chômage est resté inchangé, à 5,6 %, en décembre, le nombre de créations d'emplois se situant à 151 000, soit 145 000 en moyenne annuelle, contre 294 000 en 1994.

Pour couronner le tout, la fin de l'année 1995 et le début de 1996 ont été marqués par une succession de phénomènes naturels (blizzard et inondations) aux conséquences catastrophiques.

Cette perception de l'avenir économique va-t-elle changer ? En d'autres termes, la Fed prend-elle des mesures suffisantes pour relancer la croissance ? C'est la troisième fois en six mois que la banque centrale des États-Unis choisit de donner un coup de pouce à l'activité économique. Le

Nouveau geste de la Bundesbank

La Bundesbank a surpris les opérateurs des marchés financiers, en abaissant, mercredi 31 janvier, dans des proportions plus importantes que prévu, le taux de ses prises en pension hebdomadaires (REPO). Il a été ramené de 3,55 % à 3,40 %, soit une baisse de 0,15 % en trois semaines. Cette détente significative, rendue possible par l'absence de pressions inflationnistes, a relancé l'espoir d'une action du conseil de la Bundesbank, réuni lundi 1^{er} février, sur son taux d'escompte et sur son taux Lombard. Certains experts estiment que la Bundesbank pourrait également choisir de baisser de cette façon le « programme d'action pour l'investissement et l'emploi » que vient de présenter Bonn. Ce plan, d'inspiration libérale, répond aux souhaits exprimés par la banque centrale allemande : réformes structurelles destinées à restaurer la compétitivité de l'économie, baisse des prélèvements obligatoires, déreglementation du marché du travail, réduction des dépenses de l'État et modération salariale.

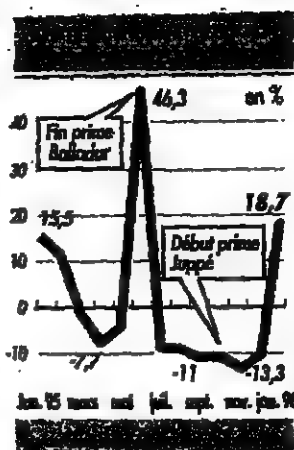
Les Américains, comme le montre la baisse enregistrée en janvier par l'indice de confiance des consommateurs, continuent d'être sérieusement préoccupés par la situation économique. Cette morosité s'explique par la stagnation du pouvoir d'achat de nombreuses familles de la classe moyenne. Des facteurs politiques entrent également en jeu, notamment la fermeture provisoire (mais répétée) de l'administration, pour cause d'impasse dans les négociations budgétaires, et l'incertitude liée à la question de l'équilibre des comptes fédéraux et à celle du relèvement du plafond de la dette.

6 juillet 1995, changeant de stratégie monétaire (jusqu'à là, elle avait procédé, à six reprises, à un resserrement du taux de l'argent), la Fed avait baissé le taux interbancaire d'un quart de point. Si certains économistes estiment que la Réserve fédérale a ainsi montré sa capacité à piloter en douceur l'économie (pas de « surchauffe », pas d'inflation et pas de récession), d'autres soulignent qu'elle s'efforce de corriger ses propres erreurs.

Selon plusieurs experts, le taux de croissance ne devrait pas dépasser 1,5 % au premier trimestre de cette année, soit un niveau de grande fragilité dans un environne-

Les ventes de voitures sont restées faibles en janvier

LE NOMBRE des immatriculations des voitures particulières en janvier s'est élevé à 185 056, en hausse de 18,7 % par rapport à janvier 1994. Sans les grèves, qui ont entraîné un retard de livraison estimé entre 12 000 et 15 000 véhicules, la progression aurait été comprise entre 9 % et 11,6 %. La comparaison s'établit par rapport au mois de janvier 1995 qui avait été très mauvais : les immatriculations n'avaient atteint que 155 915 unités. Les commandes « primées », qui s'établissent à 50 000 véhicules, retrouvent les mêmes niveaux qu'au moment de la prime Balladur. Les constructeurs français, en janvier, déclinent une part de marché de 55,8 %, avec des ventes en hausse de 8,2 %. Les étrangers, avec une part de marché de 44,2 %, enregistrent une progression de 35,2 %.



■ **FORU** : le constructeur automobile américain a annoncé mercredi 31 janvier un résultat net de 4,1 milliards de dollars (20,5 milliards de francs), en baisse de 22 % par rapport à l'exercice précédent. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 137,1 milliards de dollars avec 6,6 millions de véhicules vendus.

■ **FIAT** : le groupe italien devrait enregistrer un résultat d'exploitation de 3 400 milliards de francs (10 milliards de francs), en hausse de 27 %, selon une lettre de Giovanni Agnelli, adressée à ses actionnaires mercredi 31 janvier. Le chiffre d'affaires de Fiat a progressé de 14,7 % pour atteindre 75 500 milliards de francs (235 milliards de francs).

■ **MODULINE** : Pierre Blayau, président de Psaunt Printemps Redoute jusqu'en juillet dernier, a été pressenti pour prendre la présidence du groupe d'électroniques Jules Coulon, président du directoire, a remis sa démission, mercredi 31 janvier au conseil de surveillance. M. Coulon a « accepté de continuer à exercer sa fonction, à la demande du conseil de surveillance », avant la désignation de son remplaçant.

■ **PARIBAS** : l'agence européenne de notation financière IBCA a annoncé mercredi 31 janvier qu'elle restait sous surveillance, avec implication négative, les notes à long terme attribuées à la Compagnie Financière de Paribas et à la Banque Paribas, qui s'établissent actuellement à A+. Cette mesure fait suite à la découverte par la banque Paribas d'une perte de 250 millions de francs dans les comptes de sa succursale madrilène (Le Monde du 30 janvier).

■ **SPAC** : la Société française d'assurance crédit (SFAC) a lancé jeudi 1^{er} février une OPA amicale à la Bourse de Londres sur la totalité des actions de la société britannique d'assurance crédit Trade Indemnity. L'offre est effectuée à 97 pence (environ 7,5 francs) par action ce qui valorise Trade Indemnity à 1,35 milliard de francs. Trade Indemnity réalise un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs et la SFAC de 3,2 milliards. Les deux groupes sont numéros un dans leur pays dans le domaine de l'assurance-crédit.

Laurent Zecchini

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DANONE

1995 : RÉSULTATS PROVISOIRES

Le Groupe DANONE a montré en 1995 sa résilience et sa vitalité dans un environnement économique difficile.

1995 : UNE ANNÉE DE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES, PARTICULIÈREMENT À L'INTERNATIONAL.

Le chiffre d'affaires du Groupe a atteint 79,5 milliards de francs, contre 74,4 milliards de francs en 1994, après recensement des dépenses promotionnelles. Hors variations de change, la progression aurait été de +10%. Cette évolution résulte de deux facteurs : les acquisitions qui ont généré une croissance de 5,5% et la croissance interne qui s'est élevée à +4,6%.

En Europe, le chiffre d'affaires a progressé de 3,2%. Toutes les branches ont enregistré une augmentation de leurs ventes, sauf le biberon qui a souffert d'une baisse de la consommation.

Le chiffre d'affaires hors d'Europe occidentale a progressé de 46%, passant de 7,8 à 11,3 milliards de francs. C'est la première fois que la barre des 10 milliards de francs est franchie.

1995 : UNE ANNÉE DE PROGRESSION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET DE STABILISATION DE LA MARGE OPÉRATIONNELLE AU NIVEAU ÉLEVÉ DE 8,8%.

Le résultat opérationnel a progressé, en 1995, de 4,3% et s'est établi à 7 milliards de francs, contre 6,7 milliards de francs en 1994.

La marge opérationnelle s'est stabilisée à haut niveau. En Europe, elle s'est établie à 9,3%. Toutes les branches ont enregistré une forte hausse des marges, à l'exception des eaux minérales qui, en dépit d'une activité satisfaisante, ont supporté une forte baisse des matières plastiques.

Hors d'Europe, la marge opérationnelle poursuit sa progression régulière, en atteignant 5,9% en 1995, contre 5,0% en 1994.

1995 : UN RÉSULTAT NET QUI TRADUIT LA VOLONTÉ DE DANONE DE POURSUIVRE SES EFFORTS DE PRODUCTIVITÉ EN EUROPE.

Afin d'améliorer la compétitivité des activités européennes du Groupe, le Conseil d'Administration, sur proposition d'Antoine RIBOUD, a décidé de constituer une provision exceptionnelle de 1,8 milliard de francs (soit, après impôt, 1 milliard de francs). Cette provision s'ajoute à des facteurs externes (impôts supplémentaires en France, variations de change en Europe, ...), qui ont eu en 1995 un impact négatif sur les résultats, ramenant le résultat net à 2 130 millions de francs, contre 3 527 millions de francs en 1994. Hors cas d'écarts exceptionnels ou externes à l'activité, le résultat aurait progressé d'environ 3%. Les opérations liées à cette provision devraient permettre de dégager, à terme, une économie de 1 milliard de francs.

La politique sociale, pratiquée depuis des années par le Groupe, permet de proposer des solutions aux salariés concernés par ces opérations.

Le Conseil d'Administration a l'intention de maintenir le dividende au niveau de 1994.

DANONE POURSUIT ACTIVEMENT LA MONÉTARISATION DE SES ACTIVITÉS

Dans les produits laitiers frais, où DANONE est n°1 mondial, le Groupe poursuit son implantation dans de nouvelles régions du monde. En 1995, DANONE est devenu n°1 en Europe centrale.

En 1994, le Groupe DANONE continuera à se développer, notamment en Argentine et en Afrique du Sud.

Dans le secteur du biscuit, DANONE est désormais le 1^{er} producteur mondial avec 50% des volumes vendus hors d'Europe. DANONE est devenu n°1 du biscuit en Argentine, en Chine et en Russie. En Indonésie, le Groupe a construit une usine de biscuits, commercialisés sous la marque "Danone".

Aux États-Unis, le Groupe DANONE a décidé d'utiliser la force de sa marque "Danone" pour lancer une eau naturelle en bouteille. Par ailleurs, DANONE vient de faire l'acquisition d'un des principaux brasseurs de la région de Pôles : "Höfken", afin de participer à la croissance de la consommation de bière dans les pays émergents.

Antoine RIBOUD a souligné la performance réalisée par le Groupe dans un environnement difficile, qui s'est traduite par un maintien des parts de marché et une progression du chiffre d'affaires ainsi que du résultat opérationnel.

La provision constituée va donner un nouvel élan à la compétitivité et à l'efficacité du Groupe en Europe.

L'importance du cash-flow ainsi que la faible endettement de la société donnent à DANONE les moyens de poursuivre son développement.

INFORMATION ACTIONNAIRES : N°1, TÉL. VERT : 05 320 323 ET MINUTEL : 36 15 OU 36 14 CLIFF.

La révocation du gouverneur du Crédit foncier provoque la démission de trois administrateurs

L'ÉTAT est décidément malhabile à la manœuvre dès qu'il s'agit de manipuler ces diables d'oligarches que sont les IFS (institutions financières spécialisées). Démonstrateur commun de ces établissements créés par la loi bancaire de 1984 : la mission d'intérêt public que leur confie l'État en fait des instruments réguliers de politique industrielle. Mais la disparition progressive de ces missions ont laissé des entreprises désemparées avec un statut bédard.

Le Crédit foncier en est la caricature : c'est une société anonyme, à capitaux totalement privés, établissement de crédit contrôlé par la Commission bancaire mais dont le gouverneur et les sous-gouverneurs sont nommés par l'État. La composition du conseil d'administration reflète cette étrangeté. Outre les anciens gouverneurs, y siègent le directeur du Trésor et les représentants d'institutionnels comme le Crédit national, le Crédit lyonnais, le Crédit commercial de France et les AGF, qui détiennent chacun une petite parcelle du capital. « La situation est malsaine puisque les administrateurs n'ont pas le pouvoir et l'État, qui n'est pas actionnaire, détient le pouvoir », résume un membre du conseil.

Le mini-scandale qui s'est déroulé au cours du conseil réuni le 31 janvier est l'illustration de cette bizarrerie. C'est par la presse

que les administrateurs ont appris l'inscription à l'ordre du jour du conseil des ministres de la nomination de Jérôme Meyssonier, président de la banque La Hénin, à la tête du CFF en remplacement de Jean-Claude Collé.

ATMOSPHÈRE HOULEUSE

Le gouvernement n'a même pas pris la peine d'informer les administrateurs extérieurs. Les sous-gouverneurs, eux, n'ignoraient pas l'imminence de cette décision. Jean-Pascal Beaufort, très critique à l'égard de la gestion du CFF, avait milité pour l'arrivée de Jérôme Meyssonier, et Jean-René Bernard s'était porté candidat au poste de gouverneur.

C'est donc dans une atmosphère houleuse qu'a débuté la séance. Jean-Claude Collé, le désormais ancien gouverneur, a ouvert le feu en précisant qu'il n'avait pas donné sa démission. Cette déclaration liminaire a donné le ton. « Alors que l'État demande au Crédit foncier de se comporter comme une entreprise, il agit encore de manière réglementaire en révoquant son dirigeant sans même consulter le conseil d'administration », s'est insurgé un administrateur. Résultat, trois d'entre eux ont remis leur démission : Jean Peyrerevade, Charles de Croisset et Antoine Jeancourt-Galignani, respectivement présidents du Crédit lyon-

naï, du Crédit commercial de France et des AGF. Une manière de marquer leur désapprobation.

Leurs motivations sont cependant différentes. On ne cache pas à l'état-major des banques concernées qu'une telle décision était dans l'air depuis longtemps. Antérieurement à l'inscription à l'ordre du jour du CFF n'a eu d'être « réquisitionné » pour renforcer l'institution. Quant aux AGF, il est prévu de longue date qu'elles abandonnent leur siège. « Il était convenu avec le gouverneur que le président des AGF démissionnerait dès que la Compagnie prendrait le contrôle effectif du Comptoir des entrepreneurs, pour des questions de conflit d'intérêt », précise Antoine Jeancourt-Galignani. C'est désormais pratiquement fait depuis le feu vert de Bruxelles sur le plan de recapitalisation du Comptoir. « Ma lettre était prête depuis quinze jours. » Le patron des AGF a donc juste avancé son envoi pour manifester sa mauvaise humeur.

La mise sur la place publique des déboires du Crédit foncier remonte à la suppression, en juillet dernier, par le gouvernement des prêts à l'accession à la propriété (PAP), qui va ôter au CFF près de la moitié de son chiffre d'affaires. Depuis, les mauvaises nouvelles n'ont cessé de s'accumuler (Le Monde du 31 janvier).

Mais si la décision de l'État a bien précipité les difficultés de l'institution, la gestion passée est aujourd'hui sur la sellette. Au cours du conseil d'administration, un administrateur salarié a demandé que Georges Bonin, administrateur du CFF et président de Jean-Claude Collé, soit relevé de ses mandats, notamment à la tête de la filiale foncière du groupe et du FGAS (fonds de garantie à l'accession sociale).

Babette Stern

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés
La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

2,23 Mm

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi 1^{er} février, à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 406,25-406,65 dollars, au lieu de 403,00-403,40 dollars la veille en clôture.

CAC 40 ↗ Chlore	CAC 40 ↗ 1 mois	CAC 40 ↗ 1 an	MEDCAC ↗ 1 mois
-----------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

CAC 40:5 jours

tant, le groupe a annoncé une croissance de 44,5 % à 3,7 milliards de francs, mais le marché a été déçu par le chiffre annoncé, a indiqué un analyste.

placée dans les ventes, alors que SBC-Warburg ou BZW considèrent que le titre peut être conservé.

Bouygues sur 1 mois

Date	Cotations
12/01	517
13/01	517
14/01	517
15/01	517
16/01	517
17/01	517
18/01	517
19/01	517
20/01	517
21/01	517
22/01	517
23/01	517
24/01	517
25/01	517
26/01	517
27/01	517
28/01	517
29/01	517
30/01	517
31/01	517
01/02	517
02/02	517
03/02	517
04/02	517
05/02	517
06/02	517
07/02	517
08/02	517
09/02	517
10/02	517
11/02	517
12/02	517
13/02	517
14/02	517
15/02	517
16/02	517
17/02	517
18/02	517
19/02	517
20/02	517
21/02	517
22/02	517
23/02	517
24/02	517
25/02	517
26/02	517
27/02	517
28/02	517
01/03	517
02/03	517
03/03	517
04/03	517
05/03	517
06/03	517
07/03	517
08/03	517
09/03	517
10/03	517
11/03	517
12/03	517
13/03	517
14/03	517
15/03	517
16/03	517
17/03	517
18/03	517
19/03	517
20/03	517
21/03	517
22/03	517
23/03	517
24/03	517
25/03	517
26/03	517
27/03	517
28/03	517
29/03	517
30/03	517
31/03	517
01/04	517
02/04	517
03/04	517
04/04	517
05/04	517
06/04	517
07/04	517
08/04	517
09/04	517
10/04	517
11/04	517
12/04	517
13/04	517
14/04	517
15/04	517
16/04	517
17/04	517
18/04	517
19/04	517
20/04	517
21/04	517
22/04	517
23/04	517
24/04	517
25/04	517
26/04	517
27/04	517
28/04	517
29/04	517
30/04	517
01/05	517
02/05	517
03/05	517
04/05	517
05/05	517
06/05	517
07/05	517
08/05	517
09/05	517
10/05	517
11/05	517
12/05	517
13/05	517
14/05	517
15/05	517
16/05	517
17/05	517
18/05	517
19/05	517
20/05	517
21/05	517
22/05	517
23/05	517
24/05	517
25/05	517
26/05	517
27/05	517
28/05	517
29/05	517
30/05	517
31/05	517
01/06	517
02/06	517
03/06	517
04/06	517
05/06	517
06/06	517
07/06	517
08/06	517
09/06	

Footsie a terminé en hausse de 24 points, soit 0,6 %, à 3 759,3 points, nouveau record en clôture. C'est également une baisse des taux, en l'occurrence celui des prises en pension, qui a permis à la Bourse de Francfort d'inscrire un nouveau record en clôture, l'indice DAX a terminé sur un gain de 1,41 %, à 2 470,14 points.

	Cours au 31/01	Cours au 30/01	Var. en %
Paris CAC 40	2021,05	2003,13	+0,89
New-York/DJ Indust.	5384,10	5381,21	+0,05
Nikkei/Nikkei	20812,70	20622,48	+0,93
London/FtSE	3759,30	3755,30	+0,04
Frankfurt/DAX	2470,14	2465,50	+0,19
Commodities/Comex	1021,20	1021,40	-0,02
Bourses/Bat.20	1961,76	1945,86	+0,82
Bourses/Général	1690,23	1675,57	+0,88
IMB/IMB 30	994	988,5	+0,10
Amsterdam/AEX Cto	3364,50	3355,60	+0,27
Midi/IBEX 35	309,06	307,28	+0,58
Stockholm/Affarsl.	1575,25	-	-
London/FtSE	2768,40	2558,20	+0,87
Hong Kong/Hang S.	11359,70	11203,58	+1,39
Singapore/Strait T	2449,15	2429,52	+1,04

PARIS ↓ Jour le Jour	PARIS ↓ DAT 10 ans	NEW YORK ↗ Jour le Jour	NEW YORK ↓ Bonds 10 ans	FRANCKFORT ↗ Jour le Jour	FRANCKFORT ↓ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

séance sur une note stable, malgré la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale. Jeudi matin, la Banque de France a laissé inchangé, à 4,31 %, le taux de l'argent au jour le jour. Après la baisse du taux des prises en pension de la Bundesbank, mercredi, les opérateurs espèrent un geste rapide de l'institut d'émission français sur le taux de ses appels d'offres, fixé à 4,20 %.

TAUX 31/01	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	4,30	6,85	7,10	100
Allemagne	3,75	5,84	6,71	100
Grande-Bretagne	6,25	7,43	7,72	100
Italie	10	10,35	10,64	100
Japon	0,50	2,98	4,75	100
Etats-Unis	5,63	5,65	6,75	100

DE PARIS			
	Taux au 31/01	Taux au 30/01	Indice (base 100 fin 95)
TAUX DE RENDEMENT			
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,19	5,28	101,44
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,69	6,79	101,85
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,19	7,25	102,16
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,41	7,64	102,32
Fonds d'Etat 15 à 30 ans	7,03	8,38	102,37
Obligations françaises	6,70	7,98	101,45
Fonds d'Etat à TME	-1,60	-2,55	100,76
Fonds de Rém. à TME	-1,90	-2,78	101,05
Obligat. franc. à TME	-0,77	-1,50	99,30
Obligat. franc. à TME	+0,25	+0,21	99,99

	31/01	27/01	20/01	20/01
Jour le jour	5,3269	—	4,9702	—
1 mois	4,31	4,43	4,488	4,58
3 mois	4,37	4,50	4,5347	4,61
6 mois	4,42	4,54	4,5671	4,64
1 an	4,457	4,58	4,5877	4,71
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	4,6379	—	4,4682	—
Pibor Francs 3 mois	4,6390	—	4,5685	—
Pibor Francs 6 mois	4,6406	—	4,5658	—
Pibor Francs 9 mois	4,6436	—	4,5674	—
Pibor Ecu 12 mois	4,650	—	4,5856	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,6466	—	4,6766	—
Pibor Ecu 6 mois	4,6504	—	4,7057	—
Pibor Ecu 12 mois	4,6585	—	4,7473	—

Échéances 31/01	volume	clavier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	197255	128,24	123,24	122,78	122,78
juin 96	2544	128,52	123,68	123,22	123,28
Sept. 96	177	128,52	122,40	122,14	122,08
Déc. 96	—	—	—	—	120,92
PILOTE 3 MOIS					
Mars 96	37358	95,58	95,58	95,46	95,51

Échéances 31/01	volumé	derrière prix	plus haut	plus bas	premier prix
Janvier 96	25208	2015	2056	2010,90	
Février 96	26808	2050	2056	2028	
Mars 96	2114	2057	2056	2036	
Juin 96	—	—	—	203,30	

HAUSSES, 12h30	Cours au 01/02	Var. %	Var. %
Radio-technique	460	+28,26	+78,83
Cast.Fox.France	72,55	+2,39	+2,47
BIC	580	+23,53	+18,47
S&L Roudnigal	1718	+4,59	+25,01
Berry Combrant	157,30	+3,55	+0,83
Systelabo	369,50	+2,89	+17,17
Rochette (La)	37,50	+3,50	+13,80
BRAMET	844	+9,90	+7,50
Gr.Zarmer (N/L)	66	+10,61	+11,86
Interrel	379	+2,91	+3,40

OLIPAR	160	-5,32	-50,31
Intertechnique 1	460	-4,16	+7,40
Euroterminal	6	+3,32	-9,77
DIAC (Dollfus Mib)	329,90	-1,30	+11,80
De Dietrich	275	-2,56	+27,90
Havnil	404,90	-2,66	+4,22
Cac et Sam	1869	-2,89	+9,94
Buro RSCG W&W	466	-2,59	+16,50
Métrologie Inter.	17,20	-1,25	+28,35

SÉANCE, 12h30	0102 Thores échanges	Capitalisation en RF
Danone	428015	349947491
Sidel	242580	330325284
Radio-technique	325643	161525080
Total	400797	142298069,20
Rhone-Poulenc A	1043516	126164440,50
Elf Aquitaine	239133	91122664
Alcatel Alsthom	162923	76534858
Axa	221069	70399276,70
LYM&H Motec Vallouin	57514	65841109
Peugeot	161646	64581615

	Cours au 01/02	Var. % 31/01	Var. % 31/12
HAUSSES, 12h30			
Garbort	330	+8,52	+15,36
Raffinerie/Candellaria	175,10	+3,48	+21,26
INFRA +	302,40	+3,92	+29,42
Europ. Propulsion	438,80	+9,22	+37,37
Parabell	85	+3,66	—
BAISSES, 12h30			
Panor (ex Localis)	117,80	-1,55	-1,99
Biopact	259,50	-1,54	-2,08
Crisvograph	85	-4,69	-32,88
Red Lion	164	-0,61	+17,14

INDICES SBF120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ			
	31/01	30/01	var. %
Ind. gén. SBF 120	1389,99	1392,58	+1,02
Ind. gén. SBF 250	1336,56	1342,30	+1,08
Ind. Second Marché	260,10	259,28	+0,86
Indice MidCac	1154,41	1152,28	+1,94
Volcans Index	1540,39	1540,58	+0,13

3 - Construction	1534.33	-139.62	-1.41
4 - Biers of equip.	1066.14	216.67	+1.57
5 - Automobile	1842.68	1083.81	+0.61
6 - Biers consunt.	2283.76	2166.37	+0.70
7 - Inapex agro-alim.	1519.26	1506.01	+1.21
Services	1404.99	1365.92	+0.85
8 - Distribution	2416.27	2251.40	+1.10
9 - Aistres services	997.92	992.35	+0.26
Societes immobiliers	1004.01	999.08	+0.82
10 - Immobilier	673.69	661.92	+0.17
11 - Services financ.	1028.38	1001.26	+0.66
12 - Societes invest.	1193.92	1118.59	+1.34

The graph illustrates the significant rise in the price of gold during the 1970s. The price starts around \$150 in 1970, fluctuates, and then begins a steep climb around 1971. It reaches a peak of approximately \$800 in 1980.

Indice du CAC 40 sur 3 mois

Date	Indice
1er Jan	100
15 Jan	105
1er Fev	110
15 Fev	115
1er Mar	112
9 Mar	130

	1986	1987
Allied Lyons	5.16	5.13
Barclays Bank	7.94	7.84
B.A.T. Industries	5.84	5.77
British Aerospace	8.92	8.87
British Airways	5.29	5.33
British Gas	2.39	2.41
British Petroleum	5.28	5.28
British Telecom	3.36	3.33
B.T.R.	3.31	3.36
Cadbury Schweppes	5.45	5.45

Grand Metropolitan	4.45	4.50
Gulmies	4.50	4.61
Hanson Plc	2.02	2.15
Great Ic	8.50	6.90
H.S.B.C.	10.90	10.87
Imperial Chemical	8.22	8.04
Marks and Spencer	4.34	4.36
National Westminster	6.64	6.82
Peninsular Oriental	5.48	5.80
Reuters	6.20	6.12
Satchi and Satchi	1.07	1.05
Shell Transport	8.50	8.50
Smithkline Beecham	7.79	7.17
Tate and Lyle	4.91	4.77
Unilever Ltd	15.56	15.45
Zeneca	12.89	12.72

	31/01	30/01
Allianz Holding N	2899	2880
Bafg AG	355,20	347,50
Bayer AG	445	435
Bayer Impf-Werke AG	39,05	38,67
Bayer Vereinsbank	44,90	44,20
BAW	846	840
Commerzbank	349,30	344,20
Continental AG	24,30	23,65
Daimler-Benz AG	622,50	624,50
Deutsche	549	595

Dresdner BK AG FR	39,83	39,33
Haniel VZ	585	575
Hoerdt AG	69,50	691
Karstadt AG	569	562
Kauhof Holding	487,50	470,50
Linde AG	889	858
DT. Luftverkehr AG	223,20	216
Man AG	639,90	485
Mannesmann AG	516,50	510,50
Mittelballe AG	34,59	34,65
Preussag AG	440,50	493
Rwe	563,50	572,40
Schering AG	108	106,50
Siemens AG	844,70	838,30
Thyssen	286,70	285
Veba AG	66,25	65,28
Vag	640,50	634
Willing AG	770	775

US/F ↗ 3,7215	US/DM ↘ 1,4673	US/F ↘ 106,9800	DM/F ↘ 3,4350	£/F ↗ 7,7180
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

En revanche, il progressait face au franc, à 3,4315 francs pour un deutschemark. La relative faiblesse du franc s'expliquerait par la comparaison, à l'avantage de l'Allemagne, que les investisseurs internationaux font des plans de relance de l'économie adoptés de part et d'autre du Rhin.

Atmagnete (100 dm)	343.500	100 %
Esu	6.3020	1,8 %
Esu-Ünfs (1 f)	5.1215	1,5 %
Belgique (100 dm)	16.7070	4,9 %
Pays-Bas (100 dm)	306.700	89,2 %
Italie (1000 lr.)	3.2015	0,9 %
Danemark (100 lnd)	88.770	25,8 %
Irlande (1 rep)	7.9905	2,3 %
Grèce-Bresagne (1 Gr)	7.7130	2,2 %
Grèce (100 lnd)	3.3780	1,0 %
Suède (100 lrs)	75.600	22,0 %
Suisse (100 fr)	421.600	122,8 %
Norvege (100 kr)	76.4800	22,3 %
Australie (100 sch)	48.8310	14,2 %
Espagne (100 pes.)	4.0740	1,2 %
Portugal (100 esc)	3.3150	0,9 %
Canada (1 dollar cs)	3.0722	0,9 %
Japon (1000 yens)	4.7833	1,4 %
Finnlande (marks)	112.3200	32,7 %

	cours 31/01	cours 30/01
Or fin (c. barre)	66000	66000
Or fin (en lingot)	66100	66250
Once d'Or Londres	406,55	406,55
Pièce française (20)	380	380
Pièce suisse (20)	379	380
Pièce Union lat (20)	378	380
Pièce 20 dollars us	2305	2303
Pièce 10 dollars us	1430	1420
Pièce 50 pesos mex.	2485	2440

En dollars	cours 31/01	cours 30/04
Brent (Londres)	16,36	—
WTI (New York)	17,50	—
Crude Oil (New York)	16,91	16,91

330	334 7/8	100/100	100/100
4,720	4,730	100/100	100/100
16,050	16,100	100/100	100/100
2,870	2,880	100/100	100/100
82,500	82,550	100/100	100/100
7,930	7,940	100/100	100/100
7,340	7,350	100/100	100/100
67	67 1/2	100/100	100/100
72	72 1/2	100/100	100/100
47,400	47,450	100/100	100/100
3,700	3,710	100/100	100/100
2,850	2,860	100/100	100/100
3,420	3,430	100/100	100/100
4,590	4,600	100/100	100/100
105	105 1/2	100/100	100/100

INDICES	31/01	30/01
Dow-Jones composite	229,31	+228,96
Dow-Jones à terme	338,45	+338,20
CRU	344,66	+345,66

MÉTALLS (Londres)	dollars/tonne
Cuivre comptant	2571
Cuivre à 3 mois	2516,30
Aluminium comptant	1562
Aluminium à 3 mois	1590,50

Alain à 3 mois	6345	6280
Zinc comptant	1049	1055
Zinc à 3 mois	1064	1062
Nickel comptant	8465	8465
Nickel à 3 mois	8595	8595

année	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
1998	11,138	5,099	11,138
1999	7,882	4,772	7,882
2000	4,930	3,438	4,930
2001	2,113	4,229	2,113
2002	2,001	3,193	2,001
2003	7,029	7,682	7,029
2004	0,699	4,058	0,699
2005	7,711	16,722	7,711

Year	1990	1991	1992
50	4.62	4.62	4.62
37	5.25	5.25	5.25
31	6.06	6.06	6.06
43	3.31	3.31	3.31

EMERIEUX		\$/once
METALLS (New-York)		
Argent à terme	5,56	1000
Platine à terme	424	1000
Palladium	129,75	1000
GRAINES, DENREES (Chicago)		
Maïs (Chicago)	5,26	5000
Maïs (Chicago)	3,69	5000
Grain soja (Chicago)	7,40	5000
Tourn. soja (Chicago)	235	5000
GRAINES, DENREES (Londres)		
P. de terre (Londres)	200	5000
Orge (Londres)	115,25	5000
SOFTS		
Cacao (New-York)	1253	5000
Café (Londres)	1990	5000
Sucre blanc (Paris)	1553,52	5000
Sucre blanc (Londres)	1553,52	5000
Coton (New-York)	0,46	5000
Jus d'orange (New-York)	1,21	5000

DISPARITION

Jerry Siegel

Le cocréateur de Superman

SUPERMAN est doublement mort. Plus exactement, l'un de ses deux auteurs, Jerry Siegel, quatre-vingt-un ans, est décédé d'une crise cardiaque à Los Angeles, dimanche 28 janvier. Avec son ami dessinateur Joseph Shuster - mort en 1992 -, amateur comme lui de science-fiction, Jerry Siegel avait déjà réalisé, à l'âge de vingt ans, plusieurs histoires (*Dr Occult*, *Henri Duval*, *Radio Squad*, publiées dans le magazine *New Fun Comic*), avant de concevoir ensemble *Superman*, en 1934.

Les deux auteurs mirent toutefois quatre ans à vendre à un éditeur les aventures du premier des « superhéros » - pour 200 dollars de l'époque, selon la légende. Jerry Siegel confia plus tard que ce sont ses déboires amoureux qui lui auraient inspiré l'idée de créer

Superman, cet être venu de la planète Krypton et recueilli par le couple de Terriens Clark. « J'étais attiré par des jeunes filles qui ne se souciaient pas de moi. Je me demandais ce qui arriverait si je pouvais sauter au-dessus des immeubles et lancer des voitures en l'air », avait-il expliqué. Habillé d'un collant bleu, frappé d'un grand « S », et d'une cape rouge, doté d'une force invulnérable, capable de transpercer une planche avec les yeux, Superman, dont les aventures seront publiées à partir de 1938 dans le magazine *Action Comics* de DC Comics, va séduire des générations de lecteurs.

Jerry Siegel a aussi créé le personnage du Spectre (toujours chez DC Comics), puis a collaboré aux séries *X-Men* (chez Marvel Comics). Mais DC Comics refusa

toujours de payer les droits de Superman et les deux auteurs avaient dû trouver un autre job pour survivre : Jerry Siegel était greffier au tribunal de Californie et « Joe » Shuster employé d'une compagnie de messagerie. Quand le premier film sur leur héros fut réalisé, en 1978, ils profitèrent de son succès (il avait rapporté 82,5 millions de dollars, soit plus de 400 millions de francs) pour réclamer à nouveau leurs droits d'auteur. Grâce à une campagne de soutien, la firme cinématographique Warner, propriétaire de DC Comics, restaura ces fameux droits et alloua aux deux créateurs une pension estimée à 25 000 dollars annuels (environ 120 000 francs).

Y.-M. L.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Henri Benoit de Coligny et Philippe Loret, ministres plénipotentiaires hors classe, ont été nommés conseillers diplomatiques du gouvernement, par le conseil des ministres du 31 janvier.

[Né le 3 octobre 1935, à Brest (Aveyron), Henri Benoit de Coligny est licencié en droit et titulaire de l'école nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste à Mexico (1965-1967), à Washington (1967-1971), à Toulon (1971-1974), à New Delhi (1974-1977), à Buenos Aires (1979-1982), en Andorre (1982-1984), avant d'être nommé ambassadeur en Espagne (1984-1993), puis au Maroc (1993-1995).]

[Né le 7 juillet 1933, à Paris, Philippe Loret est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1960-1962). Il a été notamment en poste à Bruxelles auprès des Communautés européennes (1966-1971), à New York auprès des Nations unies (1981-1985). Il a aussi été membre des cabinets de François-Xavier Ortoli (1971-1972) et de Jean Chabanol (1972-1974), ministres du développement industriel et scientifique. Ambassadeur

au Ghana (1985-1988), représentant permanent auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1988-1989), puis ambassadeur en Suède (1989-1992), Philippe Loret a exercé, d'août 1994 à décembre 1995, les fonctions de secrétaire général du Comité national de commémoration du cinquantième de l'Organisation des Nations unies.]

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 31 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.** - Sont promus : général de division, le général de brigade Jean-Michel de Wiedersbach-Thor ; général de brigade, le colonel Jean Simon-Lacroix.

● **Armement.** - Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Salim Benkheiri ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Pierre Guillaume.

Est nommé directeur pour les affaires internationales de l'Office national d'études et de re-

cherches aéronautiques (Onera), l'ingénieur général de première classe Jacques Chéret.

● **Service de santé.** - Est nommé directeur du service de santé des forces françaises stationnées en Allemagne et chef du service de santé de la 1^{re} division blindée à Baden Baden, le médecin général Jean Leroy.

PARCS NATIONAUX

Antoine Durleman a été élu président du parc national des Cévennes, par le conseil d'administration du parc, réuni le 19 janvier à Mende (Lozère). Il a obtenu quarante-trois voix sur quarante-huit. Il remplace Robert Vivian.

[Antoine Durleman, quarante-cinq ans, ancien élève de l'école normale supérieure, est conseiller référendaire à la Cour des comptes et chargé des affaires sociales dans le cabinet d'Alain Juppé. Fils de pasteur, Antoine Durleman se considère comme un Cévenol d'adoption. Il possède une résidence dans le sud des Cévennes, qu'il fréquente depuis vingt-cinq ans.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Thierry MOREAU et Christine BRUNAUX, Aliette et Elvire MOREAU, Cécile et Alain MOREAU, Marion, Méloïse et Chloé MOREAU.

en bref, toute la tribu a le bonheur d'annoncer la naissance de

Josephine,

le 23 janvier 1996.

Décès

- Ses enfants, Les familles Dichter, Kolari, Figlarz, Beillon.

Ses amis et collègues, ont la douleur de faire part du décès de

Monique

BALLION-DICHTER,

survenue le 30 janvier 1996, dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le lundi 5 février, à 11 heures.

- Colette Barré, son épouse.

Ses enfants, Ses petits-enfants.

Ses frères et belles-sœurs Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain BARRÉ,

administrateur de biens honoraire, membre honoraire de l'APAB,

survenue le 27 janvier 1996, à l'âge de soixante-huit ans.

Une messe de requiem sera célébrée à sa mémoire, samedi 3 février, à 9 h 30, en l'église Saint-Eloi, rue de Reuilly, Paris-12.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chloé de Lachn, 05100 Méru.

2, rue de Lyon, 75012 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

L'INÉVITABLE RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ

Comment rendre le système de protection sociale plus juste et plus efficace dans son financement et son fonctionnement alors que des centaines de milliers de personnes en sont exclues.

GALOP RALENTI DES MÉGAPOLES

Dans dix ans, la majorité des habitants de la planète vivront dans les villes. Au Nord comme au Sud, l'explosion urbaine secrète des mutations, des déséquilibres, des mauvais fonctionnements.

FÉVRIER 1996

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHÉ DE JOURNAUX

- Michèle Centlivres-Stragioti, Bruno et Marie-Laure, Claude-Emmanuel Centlivres et Damien-Cyrille Chaillet, Claire Centlivres-Mayor, Les familles Bitter, Centlivres, Chimelli, Demont, Flury, Lasser, Mahdi, Mayor, Nanchen, Roldan, Stragioti, Verzet, Zeller, ont la douleur de faire part du décès de

Olivier CENTLIVRES,

survenue le 29 janvier 1996, dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu au temple de Morges, le vendredi 2 février, à 14 heures.

Croix de Rive 18, CH-1028 Préverenges.

Vous pouvez penser à Terre des Hommes, CCP 10-1504-S ou à la Ligue vaudoise contre le cancer, CCP 10-22260-0 (Lausanne).

- La Bouilladise.

M^{me} Colette Claudot, son épouse,

Hélène Claudot-Hawad Et Michel Claudot,

ses enfants, et leurs conjoints, Nicolas, Milla, Alexandre,

ses petits-enfants, Les familles Claudot, Doyon, Bosquier, Perrot, Filcoz,

ont le regret de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, oncle et parent.

Pierre CLAUDOT,

survenue le 31 janvier 1996, dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques civiles auront lieu le vendredi 2 février, à 16 h 30, au cimetière de la Bouilladise (Bouches-du-Rhône).

- Angeline Ellier, née Pollier, Hélène et Thierry Fée,

Jacqueline et Francis Capiau, Cécile, Juliette, Pierre, Gabrielle et Nicolas,

son épouse, ses enfants et petits-enfants, Les familles Pollier, Bajard et Vastrey,

leurs alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Max Michel ELLIER,

survenue le 17 janvier 1996, dans sa quarante-troisième année.

L'incinération a eu lieu le 31 janvier, au cimetière du Père-Lachaise, dans la stricte intimité familiale.

Les obsèques seront inhumées ultérieurement, dans le caveau de famille, au cimetière d'Ancy.

- M^{me} Pierre Ferrand, son épouse,

Le docteur et M^{me} Bernard Ferrand, M^{me} Sabine Ferrand,

M. et M^{me} Christian Ferrand, ses enfants,

Le lieutenant et M^{me} Benoît Ferrand, Alexandre, Benjamin, Nicolas et Julien,

ses petits-enfants, son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre FERRAND,

ancien assistant de l'Institut du cancer de Villejuif,

ancien chef de service de radiologie et oncologie de l'hôpital de Guéret, croix de chevalier de la Santé publique,

croix de guerre 1939-1940, ancien député,

ancien maire de Royère-de-Vassivière,

ancien conseiller général, ancien président

du syndicat mixte de Vassivière, ancien premier vice-président

du conseil régional du Limousin,

inhumé dans l'intimité, le 29 janvier 1996, à Saint-Pierre-de-Bellême.

23, avenue de la Ségonnerie, 23000 Guéret.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les

numéros de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-

munique leur numéro de référence.

- Les familles Gerin-Debouchy, Bruno et Marie-Laure, ses parents, Claude-Emmanuel Gerin-Debouchy, ses frères et sœurs, Et Chloé, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Frédérique GERIN,

survenue le 29 janvier 1996, à Marseille, à l'âge de vingt et un ans.

- M^{me} Robert Lécourt, son épouse,

M. et M^{me} Michel Charlet, ses enfants,

M. et M^{me} Eric Desmoulin, M. et M^{me} François Charlet,

ses petits-enfants, Sophie, Cécile, Alexandre et Henri,

ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert LÉCOURT,

née Marguerite CHARRIERE,

endormie dans la paix du Seigneur, le 31 janvier 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 février, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris-16.

11, boulevard Sochet, 75016 Paris.

- Rouen (Seine-Maritime).

M^{me} Eliane Manseau, son épouse,

Véronique, Eméric et Régis, ses enfants,

M. et M^{me} Francis Manseau, ses parents,

Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

Toute la famille, ont l'honneur de faire part du décès de

M. Bernard MANSEAU,

directeur régional hors classe de la Banque de France

de Rouen, ancien combattant d'Algérie, croix de la valeur militaire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président de l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III,

Le directeur de l'UFR de lettres modernes,

Les enseignants et personnels de soutien de l'UFR de lettres modernes,

Ses collègues de l'URA 382 CNRS,

Ses collègues et amis de l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III,

ont la douleur de faire part du décès de

Anne NICOLAS,

professeure de conférences en linguistique,

ancienne élève de l'école normale de Sèvres,

agregée de l'Université, membre associée de l'URA 382 du CNRS,

survenue accidentellement le dimanche 28 janvier 1996. La messe sera célébrée dans l'intimité, le samedi 4 février, à 14 h 30, à Paillet, 73200 Albertville.

Une cérémonie en son souvenir sera célébrée le mercredi 14 février, en l'église Saint-Maurice, parvis Saint-Maurice, à Lille, à une heure qui sera précisée ultérieurement.

- Economiste et humaniste Et l'association des amis du Père Lebrun, dans son combat pour l'économie humaine, l'économie de tout l'homme et de tous les hommes.

Le jeudi 25 janvier 1996.

Il fut l'un des premiers compagnons du Père Lebrun, dans son combat pour l'économie humaine, l'économie de tout l'homme et de tous les hommes.

Lyon - Paris.

- On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. André RIGAUD,

professeur honoraire de l'université McGill (Montréal),

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre des Palmes académiques,

survenue le 19 janvier 1996, dans sa soixante-quatrième année, après une longue et cruelle maladie.

De la part de M^{me} André Rigaud,

né Bruce, Elisabeth (Harold March), Olivier, Geneviève,

Véronique, Marie-Claude, Antoine (Francine Depost), ses enfants,

Abella, Julien, Delphine, Audrey, ses petits-enfants,

Des familles Rigaud, Maisson, Briot, Coudel, Kian.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 30 janvier, en l'église Saint-Joseph de Mont-Royal et suivie de l'inhumation au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

116, avenue Tremont, Mont-Royal, Québec H3P 1Z4, Canada.

- M^{me} Jean de Saint-André, née Odette Fouché,

son épouse, M. et M^{me} de Saint-André,

Laurence et Eric de Montgolfier, ses enfants,

Dorothea, Matthieu, Clémence et Quentin, ses petits-enfants,

M. et M^{me} de Saint-André, Bernard de Saint-André, M^{me} Hubert Vachette,

ont la tristesse de faire part du décès de

colonel de SAINT-ANDRÉ,

ancien écuyer en chef du Cadre noir,

le 30 janvier 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 février, à 10 heures, en l'église de Saint-Florent (près Saumur).

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Louis des Invalides.

Ni fleurs ni couronnes, des prières et des notes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Médion », Saint-Hilaire Saint-Florent, 49400 Saumur, 81, quai d'Orsay, 75007 Paris.

- Les familles Vizerbo, Voegeli, Lécourt,

Et leurs proches, ont la douleur d'annoncer le décès de

Eleonor VITERBO-VOEGELI,

survenue à Paris, le 28 janvier 1996.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, le 6 février, à 12 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes. Don à la FNAIR, 31, rue des Frères-Lion, 31000 Toulouse.

6, rue des Banches, 75016 Paris.

- M. Otto Wolf, sa famille,

Et les familles Petit-Rod, Moulouquet-Delort, Scheydacker, Marie, Demachère, Dumont,

ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine WOLF-LEFRANC,

ancien professeur de lettres de l'école Estienne,

survenue le 30 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux aura lieu le vendredi 2 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

5, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

Remerciements

- Christine, son épouse,

Bénédicte, Laurent, Guillemine, ses enfants,

Eugénie Mera, sa mère,

remercient de tout pour la famille, les proches, les amis, ses collaborateurs et le personnel de la société Forte, les équipes médicales, toutes les personnes qui leur ont témoigné un soutien chaleureux par leur présence et leurs messages, lors du décès de

Jean-Louis MERA,

alors que pendant les trois mois et demi de sa doulosse et brève maladie, servait à Bangkok.

Grand merci pour les nombreux dons remis au Centre de transfusions sanguines et les fleurs magnifiques.

« Elle est retrouvée Quel ? - L'Esprit C'est le mer à côté Avec le soleil. »

A Rimbaud (mai 1872).

Anniversaires de décès

- Une pensée très forte pour

Elisabeth

Et toute la famille Boissard,

De la part de ses amis, qui ne l'oublient pas.

- Madeleine demande une pensée, une prière pour

Gino DONATI

qui nous a quittés le 2 février 1991.

« Nin, je t'aime. »

Avis de messe

- Les amis de peinture

Elvire JAN,

née le 1^{er} mai 1904, à Sofia (Bulgarie), décédée le 19 janvier 1996 à Paris, et inhumée à Moissac-Bellême (Var),

se réuniront pour une messe de souvenir le 12 février, à 18 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris-6.

Services religieux

- Un service religieux à l'attention de

Jean-Pierre DANNAUD,

décédé le 7 décembre 1995,

sera célébré le mardi 6 février 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7.

Soutenances

Pluvieux sauf au nord-ouest

UNE PERTURBATION remontant de la péninsule ibérique donnera encore des pluies sur l'ensemble du Sud-Est ; plus au nord, cette perturbation se heurtera à l'air froid et occasionnera quelques pluies verglaçantes sur le Nord-Est ; le Nord-Ouest du pays bénéficiera d'un temps plus calme.

Vendredi, sur le Roussillon, le Languedoc, la Provence, les Alpes du Sud, la Côte d'Azur et la Corse, ce sera encore du très mauvais temps, avec un ciel couvert, des

pluies modérées et un fort vent d'est, atteignant 80 ou 90 km/h en rafales ; ces pluies pourront être orageuses en Corse. Dans les Alpes du Sud, la limite pluie-neige se situera vers 1 200 mètres d'altitude. Une tendance à l'amélioration se produira l'après-midi : les pluies commenceront à baisser d'intensité et le vent à faiblir. Sur le Sud-Ouest, les nuages seront abondants et les pluies rares et faibles.

Les régions les plus au nord subiront des pluies par moments un peu plus soutenues. Sur le massif des Pyrénées, la limite pluie-neige se situera vers 1 600 m d'altitude.

Le Poitou, les Charentes, le Centre, le Limousin, l'Auvergne, la Bourgogne, la Franche-Comté et la région Rhône-Alpes connaîtront un temps maussade, avec un ciel gris, et par moments un peu de pluie (faible neige sur les Alpes au-dessus de 1 200 m). Le nord de la Bourgogne et de la Franche-Comté subira par endroits un peu de pluie verglaçante. Le ciel sera gris et laissera échapper un peu de pluie dans les Ardennes, en Champagne et en Lorraine ; cette pluie sera verglaçante. En Alsace, le ciel ne sera que nuageux durant la majeure partie de la journée, mais des pluies verglaçantes se produiront en soirée.

Dans les régions du Nord-Ouest - Pays de la Loire, Bretagne, Normandie, Ile-de-France, Picardie et Nord-Pas-de-Calais -, après dissipation de quelques brumes matinales isolées, le soleil sera encore de la partie, mais il ne dominera pas de façon aussi nette que les jours précédents.

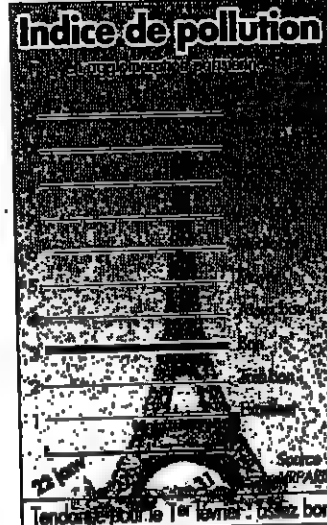
Les températures minimales seront comprises entre -3 et -7 degrés du nord au sud-est, entre 0 et -4 sur le reste de la moitié nord, entre 5 et 10 en descendant vers le sud ; quant aux maximales, elles s'étagèrent entre 0 et 3 près des frontières du Nord et du Nord-Est jusqu'à 13 ou 14 degrés sur l'extrême sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



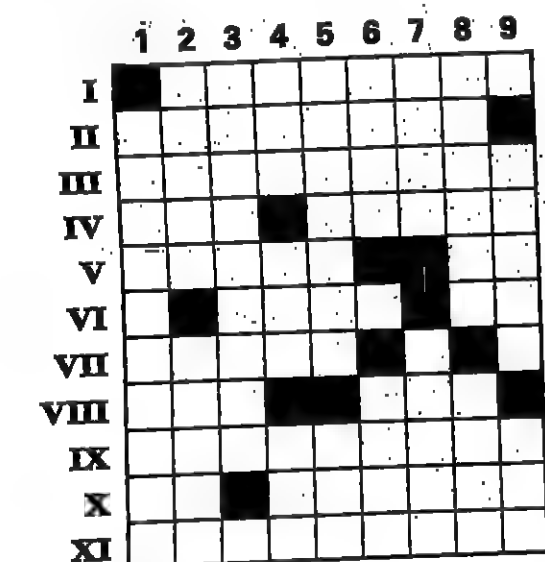
Prévisions pour le 2 février vers 12h00

La qualité de l'air



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6748



HORIZONTALEMENT
1. Faire ses débuts. - II. Un homme qui travaille dans la défense. - III. Voyait deux personnes dans le Christ.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

La durée suivante	France	Europe	Reste du monde
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G^e Léclerc - 69646 Chassilly Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ.

• par téléphone 4 jours. (Mettre d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Règlement : Portage à domicile • Suspensions vacances.

Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe 36 63 81 22

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (223 80 min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morin

Membres du comité de direction : Dominique Aubry, Gilles Peyron

133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. La compagnie AOM va desservir les villes de Toulon, Pau et Perpignan au départ d'Orly-Ouest. La liaison Orly-Toulon sera assurée une fois par jour dans un premier temps (entre le 5 et le 25 février), puis trois fois par jour. La compagnie effectuera deux vols quotidiens à destination de Pau et de Perpignan. - (AFR)

ÉTATS-UNIS. La nouvelle compagnie aérienne Pan American, qui a racheté le nom et le logo de l'ancienne Pan Am placée sous la protection de la loi sur les faillites en janvier 1991, se prépare à un retour sur les lignes intérieures américaines cet été. Pan Am devrait opérer à partir des cinq principaux aéroports internationaux des États-Unis : Miami, New York, Los Angeles, San Francisco et Chicago. - (AFR)

NEW YORK. Les taxis new-yorkais vont augmenter leurs tarifs de 20 % le 1^{er} mars. En échange de cette hausse, qui s'inscrit dans un plan d'amélioration du service proposé, les passagers bénéficieront de l'air conditionné, d'un chauffeur parlant l'anglais et connaissant la géographie de Manhattan. En outre, les taxis en mauvais état seront interdits à la circulation.

SCANDINAVIE. La Color Sea-Cat, nouvelle société de ferries rapides, desservira la ligne Langensund (Norvège), Göteborg (Suède), Fredrikshavn (Danemark) à partir du 1^{er} mai. Le trajet Göteborg-Fredrikshavn s'effectuera en 1 h 45 minutes et le trajet Langensund-Fredrikshavn-Göteborg en moins de six heures, avec un arrêt de quarante-cinq minutes à Fredrikshavn. Les deux ferries affectés à cette liaison pourront transporter chacun 1 800 passagers et 340 voitures particulières par jour. - (AFR)

THAÏLANDE. La compagnie américaine Northwest Airlines prévoit d'ajouter trois vols hebdomadaires supplémentaires entre Bangkok et le Japon dès que le nouvel accord aérien entre les États-Unis et la Thaïlande sera signé. C'est la ville d'Osaka qui accueillera ces nouveaux vols, l'aéroport de Tokyo étant saturé. - (AFR)

PARIS EN VISITE

Samedi 3 février

L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autotels).

LA COUR DES COMPTES (carte d'identité, 55 F + prix d'entrée), 11 heures, 13, rue Cambon (Paris et son histoire).

LES SALONS DE L'HÔTEL DE LASSAY, résidence du président de l'Assemblée nationale (55 F), 11 heures, 39, quai d'Orsay (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE DU LOUVRE : le XVII^e siècle flamand (35 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux) ; le XVII^e siècle hollandais (35 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux) ; les appartements royaux (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sous la Pyramide, devant l'accueil des groupes (Connaissance de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par artiste, Van Gogh (36 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

L'OPÉRA-GARNIER (50 F + prix d'entrée), 14 heures, en haut des marches (Institut culturel de Paris).

LES ARTISANS DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE, à travers cours et passages (50 F), 14 h 30, place de la Bastille devant la FNAC (Christine Mérie).

LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Daru (Monuments historiques).

LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE (35 F), 14 h 30, devant l'entrée, côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

LA COLLINE DE CHAILLOT (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant le Théâtre national de Chaillot (Paris capitale historique).

MONTFARNASSE, de La Coupole à La Cluserie des Illas (55 F), 14 h 30, sortie du RER Port-Royal (Europ expro).

MUSÉE D'ART MODERNE

exposition « Passions privées » (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 14 h 30 ; exposition Robert Doisneau, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition « A l'ombre du Vésuve » (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

PALAIS GALLIERA : exposition « Costumes à la cour de Vienne », 1815-1918, 14 h 30 (25 F + prix d'entrée), 10, avenue Pierre-I^{er} de Serbie (Musées de la Ville de Paris).

LE QUARTIER ALMA-CHAILLOT (60 F), 14 h 30, sortie du métro Champs-Élysées-Clémenceau (Vincent de Langlade).

LE CONSEIL D'ÉTAT (carte d'identité, 55 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée place du Palais-Royal (Paris et son histoire).

LES ÉGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

L'INSTITUT, 15 heures (37 F + prix d'entrée), 23, quai de Condé (Monuments historiques).

MUSÉE DU GRAND ORIENT DE FRANCE : la franc-maçonnerie (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Isabelle Hauville).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

هكذا من الأصل

AUJOURD'HUI

SCIENCES

MATHÉMATIQUES Dès 1899, Henri Poincaré avait soupçonné l'existence du chaos. A l'époque, cette géniale intuition ne fut pas appréciée à sa juste valeur. Il fallut at-

tendre le début des années 60 pour qu'un météorologue américain, Edward Lorenz, pose les premières bases de cette théorie. ● LA PUISSANCE de calcul des ordinateurs est

à l'origine de cette avancée, qui permet aux chercheurs d'étudier le comportement de systèmes dynamiques que l'on croyait totalement aléatoires. ● OUTIL conceptuel très

puissant, la théorie du chaos est aujourd'hui couramment employée par les scientifiques et les ingénieurs. ● DES BIOLOGISTES américains ont même mené des expériences mon-

trant que le chaos pourrait aider à traiter l'épilepsie. Des techniques issues du chaos permettent déjà de contrôler le fonctionnement des lasers et des machines-outils.

Le chaos remet de l'ordre dans la nature

Née dans les années 60, cette théorie mathématique a permis aux chercheurs de découvrir du sens caché dans certains phénomènes réputés trop complexes. Elle s'applique aujourd'hui à de nombreux domaines, mais fait l'objet d'un effet de mode contesté

« JE VOIS passer tous les travaux portant sur les applications du chaos. Et je peux vous dire qu'il y a des choses dont il vaudrait mieux ne pas parler. » Le Français d'origine belge David Ruelle est l'un des pères de la théorie du chaos. Cela ne l'empêche nullement de se montrer très sévère face à un engouement qu'il a parfois qualifié de phénomène de mode. « Je n'ai pas la religion du chaos, dit-il. Ce qui m'intéresse, c'est de comprendre les choses. » Cette dernière phrase pourrait sans doute illustrer toute la genèse de cette théorie extrêmement novatrice, dont certains semblent parfois attendre plus qu'elle ne peut leur donner.



Ce n'est sans doute pas un hasard si elle est née dans les années 60, au début de l'âge d'or de l'informatique. Comme le microscope avait ouvert aux chercheurs le monde de l'infiniment petit, l'ordinateur va leur permettre d'aborder un domaine qui leur semblait jusque-là impénétrable : l'infiniment complexe. La puissance de calcul de ce nouvel outil leur donne les moyens d'étudier des systèmes gouvernés par un très grand nombre de variables, ou des opérations répétées à l'infini.

Les météorologistes furent les premiers à s'engager dans cette voie. Parmi ces précurseurs, Edward Lorenz était sans doute l'un des plus curieux. Son modèle mathématique, reproduisant sur ordinateur de manière très simplifiée les mouvements convectifs de l'atmosphère, lui montra qu'une minuscule modification des données de départ pouvait avoir des consé-

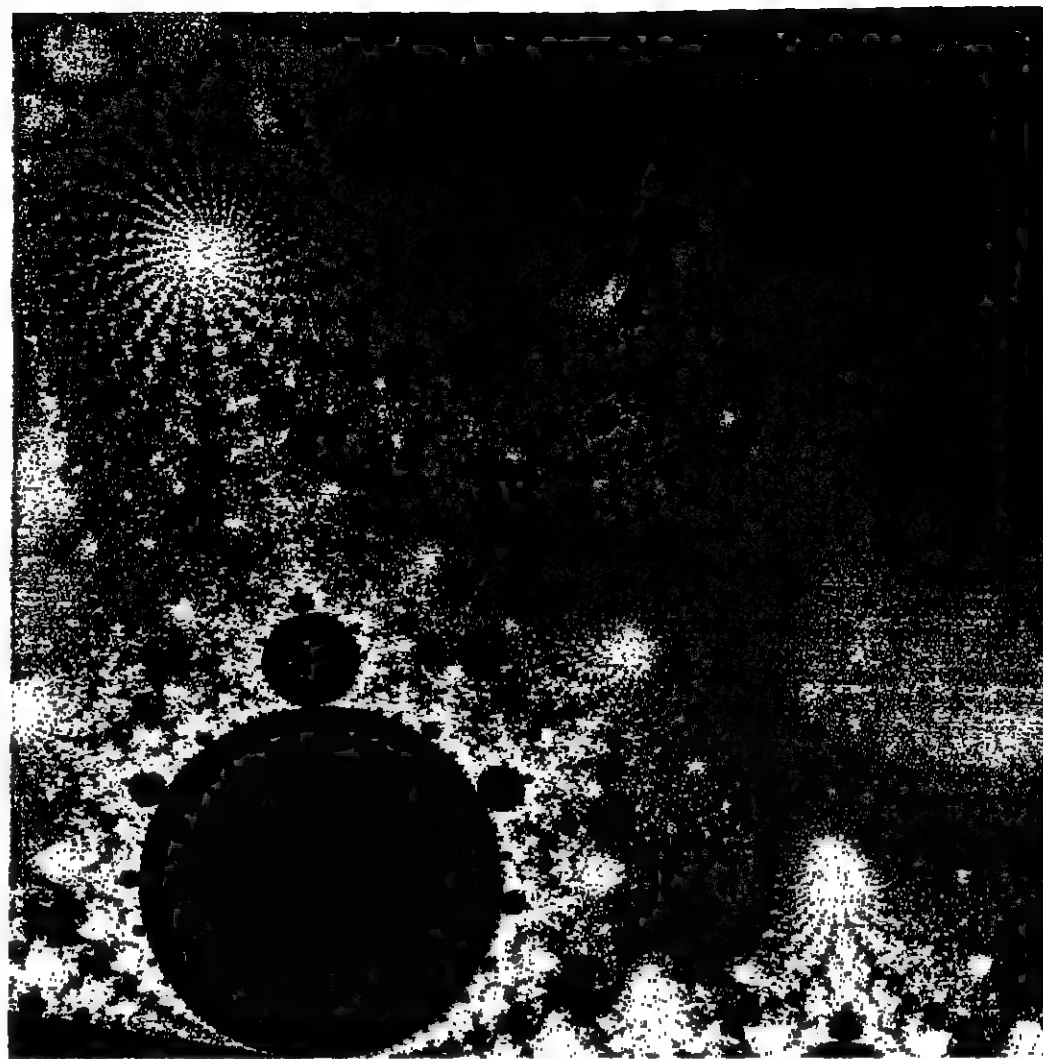
quences gigantesques. Un phénomène que l'on a familièrement baptisé effet papillon. Selon cette théorie, un battement d'ailes de ce lépidoptère à Paris pourrait, affirmé de manière très imagée et un peu exagérée les météorologistes, être à l'origine d'un cyclone aux antipodes. Edward Lorenz aurait pu s'arrêter là. Il préféra creuser et analyser cette surprenante observation, qui allait à l'encontre des conceptions scientifiques de l'époque. Passé au crible des mathématiques, l'effet papillon, que sa machine lui fit découvrir un peu par hasard, devint « la dépendance sensible aux conditions initiales ». La théorie du chaos commençait à prendre forme.

C'est encore un objet généré par ordinateur, l'attracteur étrange - « inventé » en 1971 par David Ruelle et le Hollandais Floris Takens -, qui permit de mieux cerner la nature des phénomènes chaotiques. Les images de ces objets, évoquant, comme dans le célèbre attracteur de Lorenz, la face de hibou ou des ailes de papillon, révèlent comme par magie des structures cachées sous des flots de données incohérentes. Il en est de même d'un puissant outil, la géométrie fractale, popularisée par le Français Benoît Mandelbrot.

REVELATIONS DE LA TURBULENCE

Née du point de vue nouveau fourni par l'ordinateur, la théorie du chaos a représenté « une avancée conceptuelle importante », mais pas une révolution. Rien à voir avec celle, par exemple, déclenchée par la relativité d'Einstein. « Le chaos n'a rien remplacé, explique David Ruelle. Il n'a pas supplanté les équations de Newton. Tout comme la mécanique statistique, fondée par le physicien autrichien Ludwig Boltzmann à la fin du siècle dernier, cette théorie ne nie pas les lois de la mécanique. Elle se contente de les enrichir. »

Son apport à l'étude des phénomènes complexes n'en fut pas moins décisif. Mais, là encore, David Ruelle refuse le triomphalisme. Les travaux qu'il fit avec Takens montrant que les phénomènes de turbulence aérodynamique sont de



Inventés par Benoît Mandelbrot sur ordinateur, les fractals, dont la structure géométrique se reproduit sans fin, sont de formidables outils pour mieux comprendre le sens caché du chaos et d'une de ses manifestations surprenantes, l'attracteur étrange.

nature chaotique. « Cela nous a permis de montrer l'un des aspects essentiels de la turbulence et de qualifier un certain nombre d'idées fausses. Mais le chaos n'a pas résolu tous les problèmes. On est encore loin de disposer d'une théorie de la turbulence. »

En fait, estime le mathématicien français de l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette (Esson), très peu de sys-

tèmes peuvent être qualifiés avec certitude de vraiment chaotiques. Cela ne « fonctionne », explique-t-il, que dans certaines conditions. Quand les paramètres en cause sont très nombreux, il faut que les équations de base qui les décrivent soient bien connues. Or, quand elles ne le sont pas, il faut que le système étudié ne dépende que d'un petit nombre de variables.

Le comportement du système

solitaire (dont le Français Jacques Laskar et les Américains Jack Wisdom et Gerald Sussman ont démontré le caractère chaotique) et, partant, celui de l'orbite future de la Terre entrent dans le premier cas de figure. Certaines réactions chimiques illustrent parfaitement la seconde situation. Mais, dans la plupart des autres domaines que les chercheurs tentent de piler à la mode du chaos, ces conditions

sont rarement remplies. C'est le cas de la biologie ou de l'économie, disciplines dans lesquelles la complexité et le nombre des facteurs mis en jeu se conjuguent à une grande incertitude concernant les règles de fonctionnement. « Paradoxalement, les modèles biologiques collent rarement à la réalité ; les mesures précises sur les populations sont pratiquement impossibles et rendent donc illusoire toute vérification expérimentale », estime David Ruelle.

LA PANOPHE DES INGENIEURS

Pourtant, reconnaît-il, la théorie du chaos peut, là aussi, apporter quelque chose. « Mais cela touche à la philosophie. » En somme, peu importe que l'on applique le chaos à des systèmes qui n'en relèvent peut-être pas si cette démarche permet de découvrir des phénomènes cachés. Sans doute est-ce pour cela que les ingénieurs ont intégré dans leur panoplie ce puissant outil théorique. Sur le plan fondamental, on a en effet un peu épuisé les choses les plus intéressantes, estime David Ruelle. « La théorie de base est achevée. Vingt ans après son élaboration, on ne fait pratiquement plus rien de remarquable », affirme-t-il.

Lui, le théoricien, a décidé de passer le main. « J'allais sortir de mon champ de compétences. Pour parler du chaos dans le système solaire, il vaut mieux être astronome. Pour parler du chaos en chimie, il vaut mieux être un spécialiste de la cinétique des réactions. Cela ne veut pas dire qu'on ne progressera plus. Mais on ne fera pas d'avancées décisives sans une idée vraiment nouvelle ; pour ma part, je n'en vois pas. »

A d'autres de prendre le relais. David Ruelle se contente désormais d'utiliser la théorie du chaos comme un simple outil. « Je travaille sur la mécanique statistique hors de l'équilibre, telle que l'a définie Boltzmann, explique-t-il. Je crois qu'on peut trouver des choses nouvelles en y appliquant le chaos. »

Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

L'intuition de Lorenz, le génie de Poincaré

LES ASTRONOMES sont aujourd'hui capables de photographier des collisions de galaxies aux confins de l'univers. Les chercheurs créent de l'antimatière et calculent, sans complexe, la température qui régnait dans le cosmos une seconde seulement après sa création. Mais ils sont toujours incapables de prédire s'il pleuvra sur Paris ou Londres dans quinze jours.

Bien qu'il paraisse simple, ce constat cache un problème d'une incroyable complexité. Les météorologistes ne peuvent fournir que des probabilités. En aucun cas des réponses définitives. Prévoir le temps avec précision, même avec seulement un jour ou deux d'avance, est presque une gageure. Pourtant, des stations météo et des satellites enregistrent en permanence les données atmosphériques.

Les équations de la mécanique des fluides s'appliquent à l'air et peuvent être traitées par ordinateur. On devrait donc pouvoir réaliser de bonnes prévisions plusieurs semaines à l'avance. Pourtant, cela ne fonctionne pas. L'explication de ce paradoxe tient en une série d'idées aussi séduisantes que puissantes : la théorie du chaos.

Il y a une trentaine d'années, les scientifiques croyaient encore que tous les systèmes déterministes, depuis les planètes jusqu'à l'atmosphère, en passant par la propagation de l'électricité dans les circuits, avaient un comportement prévisible. Il était donc possible, pensaient-ils, d'envisager leur évo-

lution en partant de leur état initial et en appliquant les équations qui en décrivent le fonctionnement.

Tout cela fut balayé en 1963, par Edward Lorenz. Ce météorologue du Massachusetts Institute of Technology (MIT) étudiait les mouvements de convection de l'atmosphère en utilisant - comme tous ses collègues - un modèle mathématique décrivant le phénomène de manière simplifiée. A sa grande surprise, il découvrit que, dans certains cas, ses équations fournissaient des solutions qui ne correspondaient pas aux conceptions de l'époque. Elles montraient notamment que deux systèmes aux conditions initiales très légèrement différentes évoluaient rapidement vers des états radicalement différents. Son ordinateur lui fournissait des structures géométriques qu'on nommera plus tard « attracteurs » et qui s'avérèrent être de nature fractale.

IRREDUCTIBLE CAPRICE

Edward Lorenz venait de découvrir le chaos. Or, plutôt, de redécouvrir. Car dès 1899 Henri Poincaré, qui travaillait alors sur le mouvement des planètes, avait pressenti que les systèmes déterministes n'avaient pas forcément un comportement prévisible ; que leur prédictibilité dépendait de la vitesse de croissance des erreurs. L'intuition de Poincaré ne fut pas reconnue à sa juste valeur par ses contemporains. Mais, soixante ans plus tard, nombre des outils conceptuels de base de la théorie du chaos doivent beaucoup au cé-

lebre mathématicien français. Le comportement des systèmes chaotiques est caractérisé, en particulier, par une extrême sensibilité aux conditions initiales. La différence la plus minime au départ y prend très vite des proportions énormes. Toute erreur de mesure - même minuscule - y est amplifiée de manière telle que la prévision devient sans espoir. L'existence même de phénomènes chaotiques signifie que le monde n'est pas entièrement prévisible, qu'il comporte un irréductible élément de caprice.

Cette théorie va aussi à l'encontre de l'opinion, largement admise chez les scientifiques avant Edward Lorenz, selon laquelle les causes simples entraînent forcément des effets simples. Dans les systèmes chaotiques, au contraire, des causes simples peuvent donner naissance à une dynamique extrêmement complexe. A l'opposé, des phénomènes d'apparence très complexe peuvent, en fait, être sous-tendus par une dynamique assez simple.

On a, depuis Lorenz, détecté le chaos dans de nombreux domaines, du fonctionnement des lasers à l'évolution de certains écosystèmes, en passant par la cinétique des réactions chimiques. Il devient ainsi possible de comprendre le fonctionnement de processus apparemment aléatoires. On a même prouvé qu'il semblait possible de contrôler certains phénomènes chaotiques pour les rendre périodiques.

Mark Buchanan

Quand les neurones disjonctent

LE CHAOS peut-il guérir ? Des chercheurs s'efforcent de déterminer son rôle dans la dynamique du cerveau, espérant en tirer une thérapie nouvelle pour l'épilepsie.

L'activité cérébrale est caractérisée par une pulsation électrique au sein de milliards de cellules nerveuses - les neurones. Quand elles se « déclenchent », chacune d'elles transmet une soudaine décharge de courant à ses voisins. Dans un cerveau sain, les neurones se déclenchent de manière plus ou moins asynchrone. Chez les épileptiques, en revanche, tous les neurones d'une petite zone - le foyer épileptogène - font preuve d'un fonctionnement synchronisé. Cela provoque des bouffées importantes d'activité électrique qui peuvent être décelées par électro-encéphalogramme. Ces bouffées - les décharges interictales - surviennent le plus souvent irrégulièrement, comme les ratés d'un moteur de voiture. S'il s'en produit plusieurs, de manière périodique, en un bref laps de temps, c'est la crise d'épilepsie, qui peut s'étendre à d'autres zones cérébrales.

Il est, certes, difficile d'appareiller un sujet humain en proie à une crise d'épilepsie. Stephen Schiff (Children's National Medical Center, Washington) et son équipe ont donc imaginé un modèle à partir de tranches de cerveau de rat prises dans l'hippocampe. Plongés dans un bain chimique adéquat, ces échantillons sont le siège de décharges neuronales pouvant parfois devenir synchrones, comme lors des crises d'épilepsie chez l'homme.

Les chercheurs se sont penchés sur les phases durant lesquelles le déclenchement des décharges dans cette préparation semblait tout à fait aléatoire. 91 essais menés sur 22 tranches différentes d'hippocampe de cerveau de rat ont permis à Stephen Schiff et à ses collègues de mettre en évidence de très courtes séquences périodiques, de fréquence variable. Parfaitement répétés sur les courbes de électro-encéphalogrammes, ces événements sont caractéristiques d'un comportement chaotique.

Ces travaux ont ainsi conforté ceux qu'un autre chercheur américain, Frank Moss (université du Missouri), a menés sur le chaos dans les systèmes biologiques. « Il semble, estime-t-il, que le fonctionnement d'un cœur ou d'un cerveau sain soit chaotique. L'appari-

tion d'un comportement plus régulier, voire périodique, de ces organes est souvent le présage de l'apparition d'une maladie. » Une telle découverte pourrait être d'une grande importance, dans la mesure où l'on sait aujourd'hui qu'un mouvement chaotique peut être contrôlé et, à l'opposé, qu'un système périodique peut être rendu chaotique d'une manière assez simple.

DÉCHARGES ÉLECTRIQUES

Stephen Schiff et ses collègues ont donc, tout naturellement, tenté de démontrer que les méthodes de contrôle et d'« anti-contrôle » des systèmes chaotiques pouvaient s'appliquer aux neurones de leur préparation. Dès qu'un événement périodique était décelé dans l'activité neuronale, de minuscules décharges électriques étaient appliquées aux tranches de cerveau de rat. Un ordinateur calculait en temps réel la fréquence du courant à transmettre aux électrodes pour que le déclenchement des neurones soit - au choix - rendu chaotique ou maintenu périodique. Cela fonctionnait, en dépit de quelques échecs imputables au « bruit de fond » - fréquent dans les systèmes biologiques - qui « assourdit » les mesures.

Est-ce à dire qu'un traitement simple de l'épilepsie est à la portée des chercheurs ? Beaucoup de travail reste à faire. « Nous avons utilisé des tranches d'hippocampe de rat pour travailler sur la physique du contrôle, il nous reste à tester ces méthodes sur l'homme », souligne Stephen Schiff. Ce travail pourrait être engagé d'ici un an.

Ces recherches, si elles débouchaient sur une application, représenteraient cependant un grand progrès dans le traitement de l'épilepsie, maladie qui touche 3 personnes sur mille et dont les causes ne sont pas encore totalement élucidées. Les symptômes peuvent être traités à l'aide de médicaments. Mais tous les malades ne sont pas réceptifs au traitement, qui peut donner lieu, par ailleurs, à des effets secondaires gênants.

M. B.

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature.

L'Afrique du Sud et la Tunisie en finale de la Coupe d'Afrique des nations

Le Ghana, qui faisait figure de favori, a une nouvelle fois été mis en échec

En écrasant le Ghana (3-0), mercredi 31 janvier à Johannesburg, l'Afrique du Sud - qui participe pour la première fois à cette compétition - s'est

qualifiée pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations. Elle rencontrera la Tunisie, qualifiée après sa victoire surprise en demi-finale, le même

jour à Durban, contre la Zambie (4-2). Ce sera une finale inédite, samedi 3 février, entre deux pays qui ne se sont encore jamais rencontrés.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial
La porte du vestiaire est restée close. Les joueurs ghanéens, longtemps prostrés, étaient incapables de faire face aux journalistes. Les mots sans doute se dérobaient pour expliquer pareille déroute. Ils sont restés invisibles et muets dans la coulisse, comme ils l'avaient été sur le terrain. Une nouvelle fois, le Black Star du Ghana échoue dans sa volonté d'hégémonie africaine. Le forfait du Nigeria en avait pourtant fait le favori sans partage de cette édition de la Coupe d'Afrique. Fort de son armada de joueurs professionnels aguerris aux championnats les plus durs, il devait enfin vaincre la malédiction qui semble le frapper. Finaliste malheureux en 1992, miné par les querelles internes en 1994, le Ghana n'a donc toujours pas obtenu la récompense que lui promettait une génération exceptionnelle de talents.

FOOTBALL

Il reste sur le titre obtenu en 1982 à Tripoli. Abedi Pele aussi. Blessé à une cheville au cours du quart de finale contre le Zaïre, le capitaine ghanéen n'a pu être à la tête de ses troupes sur le terrain. Alors il est venu seul devant les micros exprimer sa déception. Après le match pour la troisième place, il repartira pour l'Italie. La plupart de ses compatriotes reprendront aussi les chemins variés de l'exil. Sur les vingt-deux sélectionnés, cinq seulement

évoluent au pays. Les autres exercent leur profession en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Suisse et en Egypte.

Au total, trente-six Ghanéens jouent actuellement en Europe. Proportionnellement à la population (16 millions d'habitants) et au nombre de licenciés (13 500 environ), le Ghana est le pays d'Afrique qui « exporte » le plus de footballeurs. Tous ne réussissent pas comme Abedi Pele ou Anthony Yeboah. L'histoire récente de cette diaspora mercenaire est même jalonnée d'épisodes douloureux. Le cas de trois jeunes joueurs, champions du monde juniors en 1992, avait ému. Ces adolescents avaient signé un vague contrat avec un intermédiaire et s'étaient retrouvés au club italien de Torino. Considérés comme « kidnappés » par les autorités du football africain, ils sont aujourd'hui « portés disparus » pour le football de haut niveau. « Personne ne sait vraiment ce qu'il sont devenus », dit Abedi Pele. Ils n'étaient déjà plus au club minois lorsque celui-ci y est arrivé.

« Nos jeunes partent trop tôt en Europe et dans de mauvaises conditions », résume le joueur. Il a toujours signalé les pratiques des managers ou des clubs peu scrupuleux qui pillent le fertile football ghanéen. Aujourd'hui, il ne se contente plus d'accuser : « J'ai décidé de créer une société pour prendre en charge, en accord avec la fédération, la carrière des jeunes les plus doués. » Il compte ouvrir un bureau à Accra dans les deux mois qui

viennent, ainsi qu'une antenne en Europe. « A la fin de ma carrière, je reviendrai au pays et je m'y investirai encore plus, promet-il. Je veux faire profiter les jeunes de mon expérience. »

NOUVEAUX BUSINESSMEN

En 1982, le jeune Abedi Ayew avait dix-huit ans. Avec le Black Star, il gagnait sa première (et unique) Coupe d'Afrique des nations. Parallèlement, il galérait comme semi-professionnel en Arabie saoudite, revenant au Ghana pour trois saisons, avant de repartir tenter sa chance dans un club du Bénin. Ce n'est qu'en 1986 qu'il fut admis à faire quelques essais en France, à Saint-Etienne, puis à Nîmes. De ses épreuves initiales jusqu'à la consécration internationale, il a tiré de nombreux enseignements : « Un Africain a besoin de garder le contact avec sa famille et sa culture. Sinon, il perd ses moyens et ses qualités. C'est arrivé à de nombreux jeunes. C'est un échec pour le joueur lui-même, mais aussi pour le pays. Je ne veux pas seulement servir d'intermédiaire, mais conseiller, préparer, guider pour que l'accomplissement se fasse dans de bonnes conditions. »

C'est parce qu'il avait ressenti ce même besoin, il y a quelques années, que Joseph-Antoine Bell, l'ancien international camerounais, a incité un ami sénégalais, Pape Diouf, à devenir l'agent en Europe de joueurs africains. Mais l'ancien de but de Marseille, Bordeaux et Saint-Etienne ne jette pas la pierre aux intermédiaires qui as-

sistent nombreux à la Coupe d'Afrique, ainsi qu'aux diverses compétitions africaines. « Si ce sont des gangsters, alors ils ont beaucoup de complices dans les locaux de la banque », sourit-il. Il vaudrait mieux, selon lui, créer les conditions pour que la plupart de ces jeunes restent en Afrique. C'est-à-dire offrir des championnats attractifs pour que le joueur puisse choisir au moment de partir. « Les Egyptiens ont ce choix », explique Joseph-Antoine Bell. C'est pourquoi ils partent moins. »

L'arrivée d'anciens joueurs, respectés en hommes d'affaires, devrait favoriser une évolution vers plus d'efficacité et de professionnalisme. Le Nigérien John Fashanu, par exemple, a depuis six mois un contrat d'exclusivité avec l'équipe nationale de Zambie. Sa société, Blue Orchid (Orchidée bleue), gère notamment le contrat avec l'équipementier Reebok. Résultat, l'argent du sponsor ne se perd plus dans les sables mouvants de l'organisation africaine, et la Zambie est l'une des rares sélections à avoir pu de problèmes de primes impayées. L'ancien attaquant d'Aston Villa estime que toutes les fédérations devraient faire appel à des sociétés comme la sienne, « pour plus de transparence. » « Business, ce n'est pas un terme péjoratif », insiste Joseph-Antoine Bell. Mais en Afrique, on aime bien le bénévolat, sans se rendre compte qu'un mauvais cadre mal payé coûte finalement plus cher que bien des hauts salaires. »

Jean-Jacques Bozonnet

Le rugby cherche à limiter les transferts de joueurs

En instaurant des règles draconiennes, l'International Board veut prévenir un exode vers l'hémisphère Sud ou les clubs anglais

L'INTERNATIONAL

Rugby Board (IRB), le gouvernement mondial du rugby a lancé, mercredi 31 janvier à Londres, un double défi à ses grands clubs et à la législation européenne. Pour limiter les mouvements d'une fédération vers une autre, l'IRB a décidé l'instauration d'une période obligatoire de résidence de 180 jours avant tout transfert d'un joueur vers un autre pays. Cette règle, qui pourra faire l'objet d'arrangements entre fédérations, devrait empêcher les joueurs de s'aligner successivement dans des équipes de l'hémisphère Nord pendant l'hiver et dans des formations de l'hémisphère Sud durant l'été. Elle est également destinée à prévenir un exode massif des joueurs vers les clubs anglais, qui sont à priori les plus nantis du Vieux Continent et ont d'ores et déjà entrepris une vaste campagne de recrutement.

Mais le rugby étant désormais un sport professionnel, cette disposition semble contraire à la législation concernant la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne. La Cour européenne de justice vient en effet de confirmer, à travers l'arrêt Bosman, que celle-ci s'applique également aux sportifs professionnels. « L'arrêt Bosman a été interprété de manière très approximative », a affirmé Vernon Pugh, qui est devenu, mercredi le premier président élu de l'IRB, dont

le siège sera prochainement déménagé de Bristol vers Dublin. Il n'est de l'intérêt de personne que les meilleurs joueurs finissent dans un petit nombre de clubs ». Le nouveau règlement risque toutefois d'ajouter à la confusion qui règne dans le rugby international depuis son entrée dans une ère « open », et pourrait entraîner l'IRB ou les fédérations qui tenteraient de le faire appliquer devant les tribunaux.

PHILIPPE SELLA EN ANGLETERRE

Cette mesure n'a pas empêché les joueurs de rugby français de continuer à envisager leur expatriation. Ainsi, Philippe Sella s'en est allé, mercredi 31 janvier, qu'il jouerait la saison prochaine dans un club londonien. Le recordman mondial des sélections, qui vient de prendre sa retraite internationale, a indiqué qu'il avait reçu plusieurs offres de clubs anglais, sans préciser son choix. De son côté, Olivier Roumat, 2^e ligne de l'équipe de Dax et du XV de France, a réaffirmé qu'il étudie également des propositions de clubs britanniques, sans exclure un retour en Afrique du Sud. Olivier Roumat avait joué avec l'équipe du Natal, l'une des provinces sud-africaines, cet été. Cela lui avait valu, avec les internationaux Thierry Lacroix et Laurent Cabannes, d'être sanctionné par la Fédération française.

Le Limoges-CSP éliminé de la Coupe d'Europe de basket

LA VICTOIRE DES ESPAGNOLS de Taugrés Vitoria face aux Yougoslaves du Partizan de Belgrade (99-88), mercredi 31 janvier, a éliminé le Limoges-CSP de la Coupe d'Europe des clubs champions. La défaite décisive du Limoges-CSP face aux Belges d'Ostende (75-76), mardi, avait conduit ses dirigeants à rappeler les menaces qui pèsent sur l'existence même du club champion d'Europe en 1993 (Le Monde du 25 janvier). « Cette élimination nous coûte 1 million de francs, voire plus. La qualification pour les demi-finales était l'un des objectifs du club. Elle représentait une partie de son équilibre financier », a déclaré Xavier Popelier, président du Limoges-CSP, avant de confirmer Jean-Michel Senechal à son poste d'entraîneur. Le président du club a déclaré qu'il envisageait de mettre les joueurs « devant leurs responsabilités par le biais d'amendes ». De son côté, Richard Dacoury, le capitaine de l'équipe, actuellement blessé, a déclaré : « Les joueurs sont-ils conscients du danger qu'ils font courir au club alors que des dirigeants, des bénévoles se battent tous les jours pour sauver le CSP ? »

■ FOOTBALL : le joueur allemand Maurizio Gaudino a été condamné, mercredi 31 janvier, à deux ans de prison avec sursis pour escroqueries à l'assurance automobile par le tribunal de Mannheim. L'international devra également verser 600 000 francs à cinq associations caritatives. - (AFP)

■ TENNIS : Peter Graf a bénéficié de faveurs fiscales, a estimé, mardi 30 janvier, une commission parlementaire allemande. Le dossier fiscal de la famille et de l'entourage de Steffi Graf, numéro un mondiale du tennis, n'a pas été traité comme il devait l'être, selon une commission parlementaire de l'Etat régional du Bade-Wurtemberg. Dans un rapport qui fera l'objet d'un débat devant le Parlement régional le 7 février, la commission conclut cependant à l'absence d'éléments prouvant l'existence d'une ingérence politique. Peter Graf, écroulé depuis août 1995, est soupçonné d'avoir dissimulé au fisc une partie des revenus de sa fille, estimés à plus de 600 millions de francs depuis le début de sa carrière, et sur lesquels elle n'aurait payé que 34 millions de francs d'impôts. - (AFP)

Liesse à Tunis

Une explosion de joie a salué, mercredi 31 janvier à Tunis, la qualification de la Tunisie pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations. Dès le coup de sifflet final, plusieurs milliers de supporters, jeunes pour la plupart, ont envahi l'avenue Habib Bourguiba, au centre de la capitale, pour fêter, dans une ambiance bon enfant, la victoire de leur équipe contre la Zambie (4-2) à Durban. Cette performance des hommes de l'entraîneur franco-polonais Henri Kasperczak survient seulement deux ans après l'humiliation de 1994, où la Tunisie avait été éliminée chez elle au premier tour sans avoir remporté une victoire (Le Monde du 30 janvier). Qualifiés aux tirs aux buts face au Gabon en quart de finale, ils n'ont cessé de s'améliorer au fil des rencontres de l'édition 96. Face à eux, les Zambiens ne sont pas, en revanche, parvenus à rééditer l'exploit de 1994 où ils avaient atteint la finale contre le Nigeria, un an après avoir vu leur équipe nationale disparaître dans un accident d'avion.

Les « Bafana-Bafana » à la conquête de la planète foot

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Des entrailles du FNB Stadium, d'espèces coulees de supporters se répandent joyeusement dans la nuit tiède. Les plus nombreux, à pied ou à bord de minibus bondés, rejoignent les quartiers tout proches de Soweto. Le stade, cratère de 80 000 places levé au creux de collines ocre d'où l'on extrayait jadis de l'or, n'en finit pas de retentir des shosholozas, ces chants de mineurs qui sont devenus, depuis la Coupe du monde de rugby, des hymnes à la victoire.

« Bafana-Bafana ! » Le surnom de l'équipe nationale court de groupe en groupe, il est sur toutes les lèvres, repris en rythme, ponctué d'éclats de rire. Les Bafana-Bafana (P'tits Gars) ont écrasé les favoris ghanéens. Ce triomphe inespéré, on le savoure comme le parfum inconnu d'une friandise exotique. Née en 1992 seulement, l'équipe nationale a collectionné les revers pendant les trois premières années, et la voici d'un coup, comme le proclame avec emphase le président de la fédération, Solomon Morewa, « à un pas de la gloire éternelle. »

Grâce aux exploits des Bafana-Bafana, l'Afrique du Sud s'ouvre enfin à la planète foot. Malgré la fin de l'apartheid, dont de l'isolement international du pays, le peuple noir avait continué de vivre sa passion du football à huis clos. Son univers se limitait aux derbys entre les Orlando Pirates et les Kaizer Chiefs, les deux clubs ennemis de Johannesburg. Au-delà des frontières régnait le néant footballistique. Les rares nouvelles du monde qui parvenaient aux amoureux

de football sont les journées du championnat anglais, que la chaîne privée M-Net propose chaque lundi.

Cette approche autarcique, et un tantinet narcissique, du sport le plus universel explique-t-elle la discrétion avec laquelle la Coupe d'Afrique a investi le pays ? Seul quelques panneaux lumineux le long des autoroutes en signalent la présence. La télévision est discrète : pas le moindre reportage en dehors des retransmissions de matchs. Faut-il attribuer les stades vides du premier tour à ce problème « culturel » ou à de banales causes économiques ? 40 rands pour assister à un match (environ 55 francs), c'est quatre fois plus que pour une rencontre de championnat, et hors de portée de nombreux budgets familiaux.

UNE ÉQUIPE, UNE NATION

Le parcours exceptionnel de la sélection fait en tout cas le bonheur de Nelson Mandela. Le président se rend à l'hôtel des joueurs avant chaque match et prône les vertus unificatrices du sport. « Une équipe, une nation », le slogan qui a si bien réussi au rugby, est-il transposable au sport de la majorité noire ? Un plan média pour débaptiser les « Bafana-Bafana » en « Rainbow Warriors » (Guerriers arc-en-ciel) n'a pas rencontré le succès escompté. Pourtant, les observateurs ont noté qu'il y avait beaucoup plus de spectateurs blancs sur les tribunes du FNB Stadium, mercredi soir, que pour le match d'ouverture. Un timide début de football arc-en-ciel ?

J.-J. B.

VENTES

A la lumière des lustres

AU XVIII^e SIÈCLE, le scintillement féérique de la flamme des bougies sur le cristal des pendeloques a donné au mot lustre tout son sens premier. On parlait auparavant de « chandelier suspendu », dont les modèles remontent au début du XVIII^e siècle. Il s'agit des lustres hollandais en cuivre ou en fer forgé ou deux ou trois étages de bras de lumière en forme de S sont reliés à une tige axiale terminée par une grosse boule de cuivre.

Sous Louis XIV, les chandeliers suspendus acquièrent une majesté et une richesse d'ornementation inconnues jusqu'alors. On découvre l'emploi des pendeloques en cristal de roche taillé « en plaquette » (face externe plate) ou en « pendentif » (face externe bombée) ou encore en

étoile avec rosace de petite dimension pour assumer les poses d'attache.

Ces « couronnes de lumière » comprennent un ou plusieurs cercles de métal (argent, bronze doré ou argenté) superposés, de taille décroissante, fixés autour de la tige centrale. A partir de cette structure, les ornements en cristal sont montés en « enfilage », c'est-à-dire enfilés comme des perles par un petit trou, et enjolivés, sous Louis XV, de fleurs de porcelaine polychrome. Les motifs de cristal se multiplient : poire, perle, pyramide, guirlande, olive.

A la fin du XVIII^e siècle, la découverte du cristal artificiel à base de plomb permet d'intensifier la fabrication. Les lustres, de grande taille et jusqu'alors réservés aux salles d'apparat, se démocratisent en même temps. L'époque Empire produit quelques modèles originaux, ainsi qu'une nouveauté dans la forme des pendeloques, le myrza, une aiguille plus ou moins longue, que l'on assemble, en

groupe autour du pavillon (l'ensemble est attaché à la suspension) ou pour remplacer la sphère ciselée située dans la partie basse.

FORMES DES ANETES

Toutes les formes classiques sont ensuite reproduites, d'abord en cristal, puis en verre jusqu'à aujourd'hui. Les amateurs doivent se méfier des modèles en verre moulé dont le prix est très en dessous de celui du cristal. Le premier est sans éclat, avec des arêtes molles, alors que le second est limpide, miroitant et sonore, avec des arêtes bien tranchées. Quant au cristal de roche, il se reconnaît à son aspect moins translucide, plus blanc, et aux petites impuretés qu'il contient souvent : bulles minuscules ou fils très fins.

Les prix varient selon l'ancienneté et bien sûr les modèles en cristal de roche. Les plus importants se trouvent aussi les plus chers : un modèle à vingt-sept lustres du XVIII^e siècle, mesurant 158 cm de hauteur sur 208 de large, est estimé 200 000-

300 000 F (il sera vendu le 10 avril prochain à Drouot par M^{me} Picard et Solanet).

Un lustre en partie du XVIII^e siècle (c'est-à-dire restauré), à vingt-quatre lustres, et orné de cristal de roche, a été adjugé 105 000 F en novembre dernier, toujours à Drouot. Une dizaine de modèles du XIX^e, en cristal artificiel, montés sur bronze, seront mis en vente le 11 février à Glen. On attend de 50 000 à 80 000 F pour le plus important d'entre eux, qui mesure 150 cm de hauteur sur 130 de largeur.

Les prix baissent ensuite, selon les dimensions et la qualité du travail du bronze et du cristal (deux critères souvent jumelés), et les lustres du XIX^e les plus petits, sont accessibles à partir de 3 000 à 6 000 F.

Catherine Badel

* Hôtel des ventes de Glen. Etude Renard, 35, quai de Nica. 45 500. Tél. 33-67-01-83. Dimanche 11 février. Exposition le 10, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Le matin de la vente : de 10 h à 11 h 30.

BROCANTES

● Rouen (Seine-Maritime). « Les puces rouennaises ». Parc Expo. 380 exposants. 2-4 février.

● Paris-boulevard Voltaire et rue Oberkampf, 75004. 3-4 février.

● Modaux (Finistère). Place des Jacobins. 25 exposants. 2-4 février.

● Jarnac (Charente). Champ de foire. 40 exposants.

● Angoulême (Charente). Parc Expo Bel-Air. 3-4 février.

● Roquevaire (Bouches-du-Rhône). salle des fêtes. 40 exposants. 3-4 février.

● Sainte-Menève (Marne). Quartier Valmy. 30 exposants 3-4 février.

● Ambérieu-en-Bugey (Ain). Espace 1500. 50 exposants. 3-4 février.

● Bonneville (Haute-Savoie). Salle l'Agora. 35 Exposants. 3-4 février.

● Grand-Val (Yvelines). 70 exposants. Un expert. Entrée libre jusqu'au samedi 3 février. 11 h-20 h.

● Paris-Quai Branly, 75007. 70 exposants. 3 experts, dont un pour les bijoux. Entrée 50 F. Jusqu'au 5 février. 11 h-20 h. Nocturne le jeudi 1^{er} février jusqu'à 23 h.

● Bordeaux-Lac (Gironde). Parc Expo. 300 exposants. 3 experts, dont un pour les bijoux. Entrée 42 F. 2-11 février. 10 h-19 h. Nocturne mercredi 7 février jusqu'à 23 h.

● Tourcoing (Nord). Centre Mercure. Boulevard Gambetta. 35 exposants. 2 experts. Entrée 25 F. 2-4 février. 16 h-22 h le vendredi. 10 h-19 h. Samedi et dimanche.

● Chantilly (Oise). Jeu de paume du château. 50 exposants. Entrée 25 F. 3-4 février. 10 h-19 h.

● Beaugency (Loiret). Salle des Hauts-de-Lutz. 28 exposants. 1 expert. Entrée 18 F. 3-4 février. 10 h-19 h.

● GRANDS VINS : environ 150 lots de grands vins et alcools seront dispersés le samedi 3 février à Drouot. On attend 30 000-35 000 F pour trois bouteilles de montenapoli 1946 (une année rare) ; 16 000-18 000 F pour deux bouteilles de 1945. Un romanée-conti 1973 est estimé 2 000-2 200 F, une fine champagne Napoléon 1805 3 000-3 500 F.

* Drouot estimation : tél. : 48-01-91-00. Exposition le matin de la vente à partir de 11 heures.

ART Le Centre Pompidou présente, jusqu'au 15 avril, la première rétrospective du sculpteur anglais Tony Cragg au Centre Pompidou, Montée par Catherine Grenier, l'exposition retrace

vingt-cinq ans de création. ● **DES OBJETS TROUVÉS** sur la plage ou ailleurs ont servi de matériaux aux premières œuvres, des installations éphémères que cet artiste de qua-

rante-sept ans a imaginées au début des années 70. Ses dernières œuvres sont des sculptures aux formes plus élaborées et pleines d'humour, coulées ou moulées en bronze, fer,

plâtre ou dre. ● **SE QUALIFIANT** de « névrosé chaotique qui change perpétuellement d'état d'esprit et de centre d'intérêt », Tony Cragg appartient, avec d'anciens élèves de la

St. Martin School de Londres - Barry Flanagan, Gilbert and George, Bruce McLean, Richard Long -, à une formidable génération d'artistes qui a bousculé l'art à la fin des années 70.

Le sculpteur Tony Cragg recycle des objets, avec son humour anglais

Une exposition au Centre Pompidou retrace, jusqu'au 15 avril, le parcours d'un des meilleurs représentants de la nouvelle école de sculpture en Grande-Bretagne. Traitant des objets manufacturés, Cragg coule et moule le métal, le plâtre ou la cire pour obtenir des pièces surprenantes

TONY CRAGG, Centre Georges Pompidou, galerie sud, mezzanine. Jusqu'au 15 avril. Catalogue établi par Catherine Grenier, éd. du Centre Pompidou, 316 p., 200 F. Exposition « Elementary, Mr Cragg » à l'Atelier des enfants jusqu'au 1^{er} avril. **TONY CRAGG, DESSINS**, galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleye, 75003 Paris. Tél.: 42-77-05-58, jusqu'au 30 mars.

On l'a vu surgir sur la scène artistique en 1980, avec sympathie : il recyclait des débris d'objets en plastique collectés un peu partout, qu'il disposait au sol, les rapprochant selon leur couleur et non leur fonction, en spirale, en tapis, en queue de comète, ou au mur en mosaïques dessinant de grandes figures humaines, avec quelques bouts de tuyaux, assiette ou couvercle pour articuler les personnages, et pourquoi pas rappeler les attributs, bouclier et bidule, de quelque policier. Une façon de marquer l'incidence sociale d'un travail éminemment décoratif, et de justifier cette mise à plat - et en relief - d'objets sélectionnés pour leur qualité d'objets fabriqués par l'homme.

Volait, pouvait-on dire de Tony Cragg - un des meilleurs représentants de la très dynamique école de sculpture anglaise -, qui n'exalte ni ne dénigre la société de consommation, mais fait avec, prend le monde comme il est, avec un soupçon d'ironie, comme un nuage de lait dans le thé. Un artiste qui, fort de ses réflexions sur les propriétés de l'art minimal et la qualité des gestes des « land artists », trop romantiques pour lui, marche là où il y a trace de civilisation, avec l'envie de comprendre le pourquoi et le comment des objets

d'usage courant, qu'il ne dénature pas, comme s'il voulait en montrer la beauté.

Avec ces premiers coups d'éclat, Tony Cragg se posait contre tout ce qui était ou avait été : contre le discours critique des nouveaux réalistes, contre les spéculations autour du rapport culture-nature des artistes d'art povera, contre le romantisme des marches en pleine nature des artistes du land art. Cragg optait pour une attitude de constat, et son discours sur l'objet du quotidien paraissait limpide : comprendre ce que l'homme produit, pourquoi il le produit, et ne pas se laisser déborder par cette production. L'artiste semblait agir avec méthode, en scientifique - ce qu'il était de formation -, avec un sens remarquable de la composition. Ce qui ne gâchait rien.

Telle attitude rendait toujours possible un discours neutre sur la forme, dans laquelle l'artiste avait trouvé le moyen d'inscrire la vie quotidienne. Comme le montraient des pièces plus anciennes - empilements de planches, formant un bloc compact mais fourrés dans les interstices de chiffons, d'objets, de livres, donnant l'image d'une tranche de vie en mille-feuille. L'exposition en présente la plus grande version, qui date de 1975, et marque la fin des travaux éphémères dont l'artiste a gardé des photos : flèches de galets pointées vers la mer à marée basse, cailloux et algues inscrits dans des marelles. On peut remarquer que l'un de ses premiers gestes d'artiste fut de nouer des ficelles en filets pour y prendre des objets, boîtes de conserve et bouteilles plastiques. On y voit aussi comment, en disposant des cailloux sur son propre corps, l'artiste a voulu un temps établir une relation entre son



« Mindster, 1989-90 (cathédrale) ».

corps et la nature, et mettre au jour une « base géométrique commune à la pierre et à l'os, au minéral et à l'être vivant. Ce sont là autant de documents peu connus du temps où l'artiste se cherchait, qui éclairent son évolution et sa formidable capacité à se

renouveler. Parce qu'il ne se contentait pas d'étaler l'endroit des objets courants, qu'il lui fallait aussi aborder les choses du dedans, et que l'envie de faire plus délibérément acte de sculpture le dérangeait fortement. La sympathie éprouvée pour les

débuts de Tony Cragg - très suivis partout en Europe - s'est vite tournée en vraie curiosité, surtout quand, au milieu des années 80, l'artiste a entrepris de redresser des objets et de les arranger plus classiquement en tableaux. Associant chaise, chapeau haut de forme, bouteille, sphère, cylindre et parallélépipède, couvrant le tout d'une couche de granules de plastique coloré, il était dans l'esprit des natures mortes métaphysiques. En même temps, il donnait dans la pure fantaisie, n'hésitant pas à relier une malle en osier, un guéridon et un bidon de lait par des éléments coulés de tuyaux de canalisation mis bout à bout, établissant ainsi un fil organique entre des éléments dont le seul point commun est d'être produits par l'homme.

MÉTAPHORES D'ORGANES

Tout en développant dans l'espace ses théories d'objets manufacturés, tout en réalisant sa dernière frise à base de débris de plastique (Riot, 1987), Tony Cragg s'est mis à tourner lui-même - tel un potier - pots, tubes, flacons et autres matériels rappelant des ustensiles de laboratoire. Désormais il composerait aussi avec des images de l'histoire humaine, et plus seulement en se situant au présent. Et il confondrait volontiers autres et vessies, intestins, éprouvettes et autres bouteilles et vases auxquels il fait subir des torsions, pour aboutir à des formes sensuelles, qui sont des métaphores d'organes et d'organismes. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à produire d'énormes bouteilles en fonte de fer. Ou d'emplir des engrenages en ordre décroissant pour en faire des flèches de cathédrale ou de temple birman.

Depuis la fin des années 80, Tony Cragg n'a cessé d'élargir son champ de formes et de matériaux. Il coule, moule sans a priori bronze, fer, plâtre, cire ou polyuréthane, en des pièces toujours aussi surprenantes par leur diversité, leur humour aussi, un peu inquiétant parfois. L'humour qui accompagne cette investigation du dedans des objets tient surtout à leur mode de recouvrement qui enlève le morceau, comme cette forêt de crochets vissés dans un arrangement de bois associant piano, chaises et vieilles planches, ainsi fossilisé comme une épave remontée du fond des mers, avec son gilet en bouclottes de mohair (Sans titre, 1993).

L'accent peut être plus grave dans ce que Cragg appelle ses « formes premières », qui ne sont pas si loin d'Henry Moore, l'ancêtre qu'il a hanté la génération de Cragg voulait abattre, mais qu'aujourd'hui il s'agit de dépasser en dialoguant avec lui, et quelques autres sculpteurs opérant dans la veine organique, que Tony Cragg explore désormais si volontiers. Sans renier pour autant l'objet manufacturé. Comme le prouvent les dernières pièces réalisées pour l'exposition, qui marient le naturel et l'artificiel, par exemple le chapeau, sa forme, et une sorte de creuset, le tout moulé dans du plâtre blanc plein de trous, qui fait penser à ces coraux en forme de cerveau. Du corail à la bouteille, de l'énorme mâchoire humaine avec toutes ses dents à ce châteaillon recouvert de dents à jouer, Tony Cragg, ce « névrosé chaotique qui change perpétuellement d'état d'esprit et de centre d'intérêt », comme il le dit lui-même, n'engendre pas l'ennui.

Geneviève Breerette

Dans le vivier londonien de la St. Martin School

● 1949 : naissance de Tony Cragg à Liverpool (Grande-Bretagne). Son père est ingénieur dans l'industrie aéronautique.
● 1968 : après des études supérieures de technologie, il travaille dans un laboratoire. Il commence à dessiner les objets qui l'intéressent.
● 1970 : Cragg entre à la Wimbledon School of Art and Design de Londres et prend part aux recherches novatrices des élèves de la St Martin School tels Barry Flanagan, Gilbert and George, Bruce McLean, Richard Long. Ses premières œuvres sont des installations éphémères.
● 1973 : l'artiste entre au Royal College of Art, où il se lie d'amitié avec Richard Deacon. Amitié avec Bill Woodrow.
● 1975 : réalisation de *Stack*, un énorme bloc dans lequel l'artiste

fourne les objets de son atelier.

● 1979 : premières expositions personnelles à Londres, Berlin et Hambourg. L'artiste vit depuis 1977 à Wuppertal, en Allemagne.
● 1980 : première exposition à Paris, à la Galerie Chantal Crousel.
● 1982 : il est invité à la Documenta de Kassel.
● 1985 : expositions à Bruxelles et à l'ARC, à Paris.
● 1986 : exposition au Brooklyn Museum de New York, et dans trois musées de la Côte ouest des États-Unis.
● 1987 : l'artiste est à nouveau invité à la Documenta de Kassel. Fin des compositions utilisant les débris de plastique. Premiers bronzes et sculptures organiques.
● 1988 : il représente la Grande-Bretagne à la Biennale de Venise.
● 1992 : l'IVAM de Valence (Espagne) présente cinquante grandes sculptures.
● 1994 : le Musée des beaux-arts de Nantes expose ses dessins.

La France achète la collection Barbier-Mueller d'art nigérian

Ces pièces primitives, d'une valeur de 40 millions de francs, seront exposées en 1997

UNE TÊTE du Bénin, en bronze, de la fin du XV^e siècle, une grande « maternité » uoboro, une tête d'eff en terre cuite (XII^e siècle), une femme assise idoma, des pièces libyos, ibos, ekos, au total cent cinquante objets de premier ordre, dont certains font partie des chefs-d'œuvre de la statuaire africaine, vont entrer dans les collections françaises. Ils ont été achetés à Jean-Paul Barbier, un collectionneur suisse. Toutes viennent du delta du Niger, de la région de la Cross River et des territoires de l'est du Nigeria. Cet achat sera suivi en 1997 d'un second ensemble (cent soixante et onze pièces), issu des parties méridionale et septentrionale du même pays (ijo, Mumuye, Yoruba, notamment) et acquis auprès du même amateur. Pourquoi cet achat massif ? La di-

rection des Musées de France (DMF) découvre sur le tard que l'art dit « primitif » a un intérêt. La création d'un grand établissement présentant des chefs-d'œuvre venus, entre autres, du sud du Sahara est à l'ordre du jour (*Le Monde* du 18 novembre 1995). Les collections existantes dans deux établissements parisiens : le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO), à la porte Dorée, et au Musée de l'Homme du Trocadéro. La section africaine du MAAO est riche de 5 000 objets environ : 600 sont exposés mais une cinquantaine seulement peuvent être considérés comme essentiels. La répartition géographique de ces pièces est le reflet de la colonisation. Seules les ethnies des pays de l'ex-Afrique occidentale française et de l'ex-Afrique équatoriale française sont convenablement représentées. Le Nigeria, ancienne colonie britannique, Etat-pivot dans le domaine artistique à cause de la multiplicité de ses populations et de l'ancienneté de ses royaumes, est très mal loti : une vingtaine d'objets au total, dont une belle tête en bronze, du Bénin (XVIII^e siècle). Le Musée de l'Homme, dont les réserves débordent de collections hétéroclites venues des mêmes zones, n'est guère plus riche dans le domaine nigérian. Au rayon des chefs-d'œuvre, il possède deux plaques de bronze du Bénin. L'achat de la DMF vient donc combler une énorme lacune.

Cette acquisition est négociée depuis plusieurs années. Jean-Paul Barbier, amateur genevois d'art « primitif », a épousé Monique Mueller dont le père, Josef, Suisse originaire de Soleure, avait rassemblé à partir de la fin des années 20, une considérable collection africaine et océanienne. A la mort de ce dernier, en 1977, les deux collections ont été rassemblées, épurées

et par la suite considérablement augmentées (*Le Monde* du 25 octobre 1995). Comme aujourd'hui sous le nom de collection Barbier-Mueller, elle compte 6 000 œuvres d'art non occidentales (dont un tiers d'origine africaine) présentées par toutement dans un petit musée ouvert dans la vieille ville de Genève.

Il était d'abord question pour la France d'acheter la totalité de la section africaine : 2 000 pièces, estimées 240 millions de francs. Le collectionneur acceptait de les céder pour 165 millions de francs et offrait en sus les œuvres « historiques » qui avaient appartenu à des artistes ou à de grands collectionneurs français - Viamont, Delrain, Louis Carré.

UN « BLOC »

La DMF n'a pas répondu à une offre qui, estimait-elle, dépassait ses moyens. Après de longues négociations, les Français ont acheté le noyau nigérian de cette section africaine - 276 seulement sur 350 pièces - pour un coût de 40 millions de francs. C'est « le prix d'un petit Cézanne », estime Etienne Féau, responsable des collections africaines au MAAO. Jean-Paul Barbier a par ailleurs donné quelques pièces comme un grand masque ijo, des fétiches yorubas et un sabre royal du Bénin.

Où sera exposé cet ensemble nigérian ? En principe, dans un premier temps, au MAAO en 1997, avec des pièces venues du Musée de l'Homme. Il pourra, par la suite, être intégré dans ce grand « musée des arts primitifs », que le président de la République, Jacques Chirac, souhaite voir installé en France.

En revanche, Jean-Paul Barbier a conservé la plupart des masques nigériens, qui avec ceux des autres ethnies africaines, constituent pour lui un « bloc ». « Je voulais, explique Jean-Paul Barbier qui vient d'avoir soixante-cinq ans. Les autorités

suisse ou genevoises ne s'intéressent pas à mes collections. Mes enfants ont d'autres centres d'intérêt. J'aimerais que certains ensembles que j'ai constitués ne soient pas démembrés et vendus à une institution. C'est ainsi que cent cinquante objets précolombiens viennent d'être déposés à Barcelone, jusqu'au 31 décembre de l'an 2000, avec une option d'achat pour la municipalité catalane. Autre bloc à céder : les « primitifs de l'insolite » : 1 000 pièces de la région Indonésie-Philippines. L'ensemble est exceptionnel - statue commémorative de l'île de Nias, cavalier batik de Sumatra, poteaux ornés de l'île de Flores, autel à offrande de l'île de Leri. Aucun musée ne possède l'équivalent de ces objets très rares et aujourd'hui introuvables sur place. « Il y a là des objets dont on ne connaît que quatre ou cinq exemplaires dans le monde », indique Jean-Paul Barbier. Des négociations sont en cours avec l'université américaine Stanford, mais n'ont toujours pas été finalisées.

Les prix proposés par le collectionneur suisse sont-ils trop élevés ? La seule tête de bronze du Bénin, qui fait partie du premier lot acquis par la France, avait été achetée 14 millions de francs par Jean-Paul Barbier à Londres, chez Sotheby's, en 1989. Le tiers du montant versé par la DMF pour les 276 pièces nigériennes. Reste pour Jean-Paul Barbier la partie inaliénable de sa collection : celle qui concerne l'Océanie, enrichie par de nombreux achats effectués dans les années 60 auprès des musées d'Allemagne de l'Est et de Hongrie, qui se débarrassaient de pièces jugées « inintéressantes » - certaines d'entre elles avaient pourtant été collectées par des voyageurs, au cours du XIX^e siècle. Il y a fort à parier que cet ensemble ne sera pas dispersé.

Emmanuel de Roux

Pascal Quignard

LA HAINE DE LA MUSIQUE

Calmann-Lévy



Le directeur du Théâtre Kirov dénonce la décadence de la vie musicale en Russie

Le chef d'orchestre Valery Gergiev accuse l'indifférence des hommes politiques

Valery Gergiev, chef d'orchestre de quarante-trois ans, directeur du Théâtre Kirov de Saint-Petersbourg, dirige en ce moment Le Joueur, de

Prokofiev, à la Scala de Milan. Il s'interroge en termes particulièrement durs sur l'avenir de la vie musicale en Russie et l'incompétence des res-

pensables politiques. Il voudrait à la fois défendre le répertoire russe et faire revivre la tradition « européenne » de la ville.

MILAN
correspondance
« C'est maintenant ou jamais. Voilà ce que j'ai dit au premier ministre Tchernomyrdine : ou vous faites tout de suite quelque chose et vous le faites vraiment, ou vous pouvez dire adieu à ce théâtre. » Valery Gergiev parle en scandant ses mots, se remémorant cette rencontre. « Il n'y a plus de temps à perdre, mais l'a-t-il compris ? »

Agé de quarante-trois ans, portant sur son visage les traces de son origine caucasienne, ce chef d'orchestre dirige, depuis 1988, le Théâtre Marie (appelé Kirov à l'étranger) de Saint-Petersbourg, qui est, avec le Bolchoï de Moscou, l'un des hauts lieux de la vie musicale russe. L'industrie de la musique l'a découvert il y a quelques années, et le caïote depuis comme l'un des nouveaux talents les plus doués : Gergiev effectue de nombreuses tournées au Japon, en Europe et aux États-Unis, la BBC a retransmis en direct la Guerre et Paix de Prokofiev qu'il a dirigé, il a été élu en 1994 chef de l'année par le jury du Classical Music Awards, et la maison de disques Philips vient de sortir avec succès un Prince Igor de Borodine couvert d'éloges et un enregistrement étonnant de L'Ange de feu de Prokofiev.

« ILS DISPARAISSENT »

Gergiev dirige, actuellement, à la Scala un chef-d'œuvre de la jeunesse de Prokofiev, Le Joueur. Il consacre, cependant, les trois quarts de sa vie professionnelle à son théâtre. Mais l'appauvrissement de la vie culturelle en Russie le désespère. « Je me pose souvent la question : pourquoi suis-je resté en Russie ? Gorbatchev a ouvert les portes et tout le monde s'est échappé. Nous avons perdu en cinq ans des siècles de tradition. Une nation d'une extraordinaire richesse musicale est en train de s'appauvrir. »

Le chef d'orchestre dénonce sans nuances le désintérêt des hommes politiques pour la musique. « Ils sont là, le sourire aux lèvres. Ils ne viennent que pour se faire prendre en photo les soirs de première. Il n'y a pas moyen de leur parler, d'ailleurs ils changent tout le temps. Peu importe : la richesse de la Russie, c'est mon théâtre et non tel ou tel mi-

nistre. Les nouveaux hommes politiques, là-bas comme ailleurs, ne s'intéressent à la culture que comme instrument de pouvoir, nous n'arrivons pas à avoir des rapports sérieux, constructifs. »

Il lui reste des souvenirs déjà un peu effacés par le temps d'une Russie réunie autour de la musique. « Je n'oublierai jamais le premier concert que Rostropovitch a donné lors de son retour au pays, après tant d'années ! J'étais trop petit quand, en 1962, Khrouchtchev a invité Stravinsky à l'occasion de ses quatre-vingts ans, mais le retour de Slava, lui, je l'ai vraiment vécu. »

En quelques années, poursuit Gergiev, tout s'est défilé à une vitesse inimaginable. « Aujourd'hui, pour réussir à monter La Khovanchina de Moussorgski au Bolchoï, Rostropovitch a dû faire appel à nos chanteurs de Saint-Petersbourg, car à Moscou il n'y en avait plus. Les jeunes chanteurs étudient dans nos conservatoires avec nos maîtres, puis un impresario se pré-

sente, il leur fait signer un contrat et ils disparaissent. C'est un agent américain qui décide du destin des chanteurs russes ! Je n'arrive pas à y croire. De San Francisco à Tokyo, les musiciens que j'ai formés sont dans les programmes de tous les théâtres. Gergachova, Borodina, Grigorian, Galusin : je crêpe des stars et on me les prend. »

CONTINUATION

Saint-Petersbourg, rappelle le chef d'orchestre en colère, est une ville européenne, au XVIII^e siècle. On y écoutait de la musique italienne. Au XIX^e, Berlioz et Wagner y ont séjourné, Verdi est venu lui pour la première de La Force du destin, puis ce fut le tour de Richard Strauss. « Je veux faire revivre, dit-il avec obstination, cette tradition internationale, et naturellement défendre notre répertoire. Je viens juste de diriger Le Mystère de l'Apôtre Paul, une nouvelle œuvre du compositeur contemporain Karentnikov. On m'a dit que Kurt Masur, le directeur

du Gewandhaus de Leipzig, a dit : " Je ne veux pas finir comme la Russie ". Il a raison : mon pays est maintenant vraiment comme la mort. Mais un grand chef comme lui ne donne de l'espoir. Il travaille à Leipzig depuis vingt-cinq ans, son orchestre est un des meilleurs du monde, toute la ville le soutient. »

A Saint-Petersbourg, le coût du travail et des matériaux augmente, le budget du Kirov est en baisse. Gergiev a dû augmenter le prix des billets. « Mais si je les augmente encore, ce ne sera plus le peuple russe, celui qui aime véritablement la musique, qui viendra au théâtre, mais plutôt ces nouveaux riches qui n'y connaissent rien et n'y comprennent rien. Malgré notre terrible crise économique actuelle, nous avons tout de même réalisé quatre nouvelles productions en un an. » S'il n'a pas, à son tour, choisi le chemin de l'étranger, c'est parce que, répète-t-il, « je suis russe. »

Sandro Cappelletto

Quand « Le Joueur », de Prokofiev, triomphe à la Scala

LE JOUEUR, de Serge Prokofiev. Valery Gergiev (direction). Tamur Tchekidze (mise en scène). Scala de Milan, production du Théâtre Marie (Kirov) de Saint-Petersbourg. Prochaines représentations : 6 et 8 février 20 h ; 11 février 15 h. Tél. (09) 39-2-88-791. AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (avec l'Orchestre du Kirov), les 19, 20 et 21 février. Tél. : (0) 49-52-50-50. De 60 F à 670 F.

MILAN

correspondance
Un jour, la mère de Prokofiev, excellente pianiste beethovénienne, horrifiée de ce qu'elle entendait, demanda : à son fils : « Mais qu'est-ce que tu tapes sur notre piano ? » Le jeune homme, de vingt-quatre ans, savait très bien ce qu'il faisait. Il écrivait dans ses Mémoires : « J'ai choisi pour Le Joueur un langage ultramodern. » Si moderne que la direction du Théâtre de Saint-Petersbourg laissera passer quelque temps et suggérera à l'orchestre de décider que cette partition était « infaisable ». L'œuvre restera cependant au programme, et la première sera fixée pour février 1917, moment pour le moins révolutionnaire où les citoyens de la ville eurent autre chose à faire...

De cet opéra tiré du roman de Dostoevski il ne sera plus question jusqu'en avril 1929, date de création au Théâtre de la Momme de Bruxelles. Proko-

fiev est alors un des artistes vivants les plus admirés, ayant, entre autres, connu la gloire avec son opéra L'Amour des trois oranges, donné à Chicago en 1920. Mais il ne retrouvera plus ce sentiment de rage, cette ironie, ce sens du grotesque qui palpitent dans Le Joueur. Cet ouvrage, rarement joué, donné actuellement à la Scala de Milan, sera présenté à Paris, au Théâtre des Champs-Élysées.

La mise en scène de Tamur Tchekidze (du Théâtre Marie) colle aux critères d'un réalisme plus adapté à l'« art socialiste » qu'aux exigences d'un texte et d'une musique rétrocs, surréels jusqu'à dans le choix du lieu de l'action : les jardins et la salle de jeu du Grand Hôtel de la ville de Roulettenburg, où les nobles russes et allemands avaient l'habitude de venir se ruiner. La pauvreté de certaines solutions scéniques doit certainement être imputée à la grave crise financière que traverse ce théâtre prestigieux...

On ne remarque, en revanche, aucun effet de crise dans la direction d'orchestre de Valery Gergiev : la musique est traversée par une tension électrique incessante, un dynamisme exaspéré aussi imprévisible que la trajectoire de la boule jetée par le croupier dans le volcan de la roulette où fortunes et destins viennent se consumer.

C'est un véritable triomphe pour Gergiev, la troupe des chanteurs l'Orchestre de la Scala, dont la prestation est excellente.

S. C.

Les contrepoints ambigus de la danse de William Forsythe à Francfort

SIX COUNTER POINTS, de William Forsythe (assisté de Dana Caspersen), chorégraphie interprétée par le Ballet Frankfurt. Beethoven, Schubert, Thom Willems (musiques). William Forsythe (scénographie et lumières). Stephen Galloway (costumes). Le spectacle sera présenté, du 6 au 18 mai, avec la reprise de Limb's Theorem au Théâtre du Châtelet à Paris.

FRANCFORT

de notre envoyée spéciale
La dernière création de William Forsythe, Six Counter Points, présentée du 20 au 28 janvier à l'Opéra de Francfort, n'est assortie d'aucune référence à Derrida, Virilio, Baudrillard... Étrange nouveauté qui laisse perplexes les disciples. Si le maître, cette fois, ne dit rien, le sens ne serait-il pas tout bêtement à chercher dans le titre ? Six contrepoints ne demande pas le même art du décalage que The Vile Parody of Address (1988), Slingerland, Limb's Theorem (1989), Eldos : Telos (1995). Le titre indique une traversée horizontale, et en creux, d'une œuvre chorégraphique, débutée en 1976 au Ballet de Stuttgart (dès 1973, Forsythe quitte le Joffrey Ballet de New York pour l'Allemagne) et riche de plus d'une trentaine de ballets. Ces Six Counter Points auraient donc valeur d'une explication de texte chorégraphique, un exercice bien dans la manière de Forsythe.

Et contre toute attente, une fois n'est pas coutume, il laisse le spectateur en manque. Ces contrepoints sont trop éloignés de la ligne mélodique des œuvres les plus récentes, tumultes de gestes, d'images, de sons, dans lesquelles Forsythe donne

toute sa mesure. Le premier contrepoint, intitulé The The, est un duo pour Stephen Galloway et Christine Bürke, annoncé par la projection de slogans : « Le pouvoir d'une promesse », « L'anticipation d'un modèle ». Tout est gris, les danseurs, enchevêtrés, au centre d'un cercle de lumière, bougent au ras du sol, soutenant de leur main libre, de leur jambe libre, le membre sollicité. Danse de béquilles et d'entraide. Danse qui trébuche, bégaye : The The, répète le titre. C'est le début du spectacle. On s'attend au meilleur.

Rien pourtant de ce qui suivra ne

surprendra. On connaît ce Forsythe-là, impeccable, agrippé au style plus qu'à l'idée. Duo est écrit pour deux femmes : Regina Van Berkel et Jill Johnson, habillées en justaucorps noirs, bas noirs, uniforme sexy et la belle du chorégraphie. Trio met aux prises la blonde Dana Caspersen et Jacopo Godani et à Thomas McManus. Là encore, la figure du triangle où les deux garçons sont plus préoccupés d'eux-mêmes que de la fille a semblé être un cliché des mœurs actuelles.

Après Quatuor, pour hommes seulement, le dessin de ce programme

se confirme. Six Counter Points est une profession de foi. Les deux derniers ballets de la soirée – Two Ballets in the Manner of the Late 20th Century (1. Approximate Sonata. 2. The Veriginian Thrill of Ecstasy) – disent sans ambages combien la technique classique, en ce siècle qui a vu naître les géants de la danse contemporaine, tient toujours son rang et permet, quand on s'appelle Forsythe, de créer l'impossible.

L'opus final, Le Veriginian Prison de l'excititude, que certains voient comme une parodie de la danse classique, s'apparente plutôt à Jerome Robbins, à ce style sur pointes qui, quand il penche vers le music-hall, ose les couleures criardes et tient le mauvais goût pour une preuve affirmée de vitalité. La pièce est aussi un adieu. Aux spectacles que Forsythe aurait pu inventer sans mai, s'il avait suivi ses facilités naturelles, pour être, à son tour, un roi de Broadway. Ce qu'il a refusé.

Regard sur des formes que le chorégraphe a depuis longtemps dépassées. Regard, mené tambour battant, et sans regrets, à travers lequel le chorégraphe indique à partir d'où, mais aussi contre quoi, il a forgé le meilleur de son œuvre, choisissant l'Europe, l'Allemagne, afin de déconstruire un dessin pour lequel il semblait être né : être à la fois le continuateur de Balanchine et de Fred Astaire.

Six Counter Points, aux allures pédagogiques, accompagnera Limb's Theorem lors de la venue de la compagnie au Châtelet, en mai. Limb's Theorem, magistrale cacophonie de l'univers, aura ainsi son mode d'emploi. En avait-elle seulement besoin ?

Dominique Frérot

DU 10 AU 14 FÉVRIER
PROMETHEE ENCHAÎNÉ
d'Eschyle
MISE EN SCÈNE
Michel Raskine
AVEC
Jean-François Lapalus
Isabelle Sadoyan
Sylviane Simonet
THEATRE 71
MALAKOFF
A deux pas du métro
Malakoff-Plateau de Vanves
46554345

Toc !
« quelques illustrations de la stupeur dans laquelle une idée nouvelle plonge une personne qui n'y est pas préparée »
Danik Harnis
Mise en scène
Olivier Maurin
« Féroce et drôle... »
jusqu'au
12 février 96
Théâtre de la Cité
Internationale
21, bd Jourdan - 75014 Paris
45 89 38 69

DANS LES SALLES DE CONCERT

MAXIME LE FORESTIER

Olympia jusqu'au 1^{er} février. Tournée française à partir du 8 février.
Lors de l'enregistrement de *Passer ma route* (Polydor), il avait convoqué un casting étoilé (Jean-Jacques Milteau, Vanessa Paradis, Richard Galliano, Didier Lockwood, Zouk Machine, François Castiello du groupe Bratsch et Jean-François Bernardini de l'ensemble corse l'Inuvini). Mais, pour porter en scène son album, Maxime Le Forestier a choisi une formule légère avec seulement quatre musiciens (Jean-Pierre Sabar, Jean-Philippe Fanfant, Hervé Brault, Marc Perlier). Louable économie de moyens, quand d'autres font dans la surenchère. Mais inutile, *Chienne d'idée*, *Raymonde* ou *Choisissez-moi*, les titres du dernier disque, y perdent un peu de leur saveur. Quant à *Ambalaba*, emprunté au folklore mauricien et balisé scintillant dans la carrière du chanteur, il manque singulièrement d'ondulations. S'il repousse d'un sourire quelques requêtes de spectateurs, Le Forestier taquine volontiers la nostalgie. Il reprend *Né quelque part* et ressort quelques antiquités telles que *Mon frère* ou *San Francisco*, hymne de la vague hippie, que la salle, comblée, chantonne à l'unisson. Les nouveaux textes, dont certains écrits en complicité avec Boris Bergman, ne manquent ni de charme ni de relief, mais ils ne semblent pas encore entrés dans les mémoires. Le Forestier ne s'en formalise pas. Arpenter les chemins d'hier ne lui déplaît pas et il a l'œil ému quand il prend dans ses bras « la vieille », la guitare de ses débuts. Patrick Labesse

NOA

Salle Pleyel, les 29 janvier et 5 février, 20 h 30. 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. Tél. : 45-61-53-00. De 120 F à 175 F. Avec Gil Dor (guitare), Zohar Fresko (percussions), Nir Graft (basse). Album : Noa, MCA/Geffen.
Nos est israélienne, d'origine yéménite. Elle chante, d'une voix digne des meilleures époques du folksong américain : légers glissandos à la Joan Baez, vibration intense, et pureté de ton plutôt écologique, à la mode des sœurs McGarrigle. Pat Metheny et Steve Rodby ont produit son dernier album, *Noa*, dont un titre, *I Don't Know*, a envahi les ondes françaises. Noa est aussi percussionniste. Elle passe avec talent des congas au tambourin ou à la derbouka, instrument essentiel de la culture moyenne-orientale. Elle est à l'image de la culture israélienne d'aujourd'hui, éclectique, parfois trop : des ballades métaphoriques chantées en yéménite à de touchantes mélodies juives (en hébreu) jusqu'au rock (en anglais) heureusement chargé d'orientalismes. Entourée de son complice d'écriture et ex-professeur, Gil Dor, guitariste au jeu ample et orchestre à lui seul, Noa fait des incursions badines vers les Beatles (*Baby You Can Drive My Car*), rajoute un peu trop de vocalises, de brohaha jazzy, et un *Ave Maria* de béni-où-oui. Mais elle a déjà un style qui, en quelques mois, l'a projetée en tête des charts européens. Véronique Mortaigne

BARDES D'ASIE CENTRALE

Maison des cultures du monde, le 28 janvier. 101, boulevard Raspail, Paris-6^e. Tél. : 45-49-99-70.
Étrange et fascinant, le chant diphonique est fondé sur une technique consistant à émettre deux voix en même temps, le bourdon et les harmoniques, qui vibrent dans une mélodie stifiée. Originaire de Kalmouk, République située sur la rive occidentale de la basse Volga, Olma Zam Tasgan, comme Omdar Mongun-Ool Duktzenmel, venu, lui, de Touva, au nord-ouest de la Mongolie, pratique cet art vocal avec une aisance époustouflante. Majestueux, rigé dans une concentration absolue, il a refermé la fenêtre ouverte sur les bardes d'Asie centrale par la Maison des cultures du monde. S'il est le plus souvent accompagné au luth, *duur* ou *chans*, et à la vièle *ghidjak* ou *igil*, leur chant suit parfois une ligne très narrative et devient vite aride pour le public occidental. Ce programme avait au moins le mérite de ne pas choisir uniquement la carte du spectaculaire – le chant diphonique laisse à chaque fois l'auditeur pantalois – et offrait un aperçu significatif d'une tradition qui perdure en Asie centrale. R. La.

LES IMPROVISATEURS RÉUNIS D'YVES ROBERT

TRIO ANDRÉ CECCARELLI
Espace André-Malraux, Le Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), le 30 janvier, dans le cadre du festival Sons d'hiver. Jusqu'au 24 février. Tél. : 46-87-31-31.
Dès ses premières notes, le jazz a adapté des airs populaires et des chansons du music-hall. Le festival Sons d'hiver, qui a lieu dans une quinzième de villes du Val-de-Marne jusqu'au 24 février, a repensé à sa manière cette notion fondatrice. Les Improvisateurs réunis, orchestre de cuivres organisé par le tromboniste Yves Robert, évocant Indiana Jones, la lancinante mélodie du film de Jean-Luc Godard *Le Mépris*, écrite par Georges Delerue, jouent presque tel quel le *Sery Motherfucker* de Prince avant de faire un sort au tube de l'année 1995, *Pour que tu m'aimes encore*, du duo Dion-Goldman. Aux tours de passe-passe et à l'abstraction de son quartette régulier succède le plaisir d'une masse orchestrale pour solistes. Yves Robert réinvente cette conception classique, se montre ironique mais pas caricatural. Par contraste avec cette volonté ludique de diversité, le recours aux seuls thèmes des Beatles par le trio du batteur André Ceccarelli pouvait rendre la soirée passionnante. Mais il aurait fallu que les musiciens se débarrassent de leurs tics d'instrumentistes sans défauts, que le moindre arrangement ne soit pas téléphoné et n'écrase pas la simplicité des mélodies de Lennon et McCartney ici prises au ras des paquerettes. Sylvain Siclier

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur minitel, 35-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
le veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 5 FÉVRIER
S.6 - Tableaux, modernes et contemporains. Mes LOUDMER.
MARDI 6 FÉVRIER
S.13 - Bons meubles d'une propriété parisienne. Mes LOUDMER.
MERCREDI 7 FÉVRIER
S.5 - Essences. Tableaux. Objets d'art et d'ameublement. Me FICARD.
Experts : MM. J.-P. et G. Dille, G. Hénichaut et A. Lancelle.
VENDREDI 9 FÉVRIER
S.4 - GRAVURES ET TABLEAUX MODERNES.
Porcelaines Louis Philippe, Meubles de POILLERAT. Meubles anciens et style. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VILLIET.

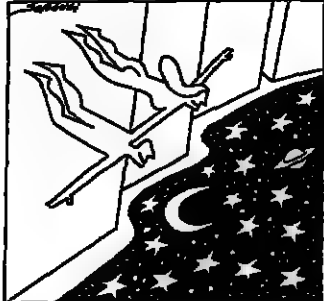
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VILLIET, 32, rue Drouot (75009)
47.70.67.68
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50
FICARD, 5, rue Drouot (75009) 47.70.71.22

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES
50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos - 200 000 Livres
(Commande par Minitel et envoi à domicile)
3615 LEMONDE

Le zoo de la guerre

Claude Yersin
crée une pièce inspirée
par Sarajevo

IL S'APPELLE Ludwig Fels, il est né en 1946 en Bavière et il vit depuis 1983 à Vienne. *Mariage à Sarajevo*, sa sixième pièce, est la première à être créée en France, dans une traduction et une mise en scène de Claude Yersin, directeur du Nouveau Théâtre d'Angers. Mariage ? Viol serait plus approprié. L'idée de la pièce s'est imposée à Ludwig Fels quand, en 1993, il a lu un article sur les vidéos pornographiques tirées des violents massifs dans l'ex-Yugoslavie. Sa réaction a été d'écrire une histoire d'amour. Rouge sang. Avec le viol



sous toutes ses formes. Viol des images par des médias, des corps, des amours et des vies détruits par la guerre. *Mariage à Sarajevo* se passe dans le zoo de Sarajevo. Ce pourrait être ailleurs, « partout où régit la guerre », dit Ludwig Fels.

★ Nouveau Théâtre d'Angers - Beaupaire, 12, boulevard Gaston-Dumesnil, 49-Angers. Tél. : 41-88-90-08. Jusqu'au 17 février. A la Comédie de Caen, les 20, 21 et 22 février. Au Théâtre du Port de la Lune de Bordeaux, les 27, 28 et 29 février.

UNE SOIRÉE À PARIS

Brigitte Fontaine
Son dernier album, *Genre humain*, a été unanimement salué par la critique. Son dernier spectacle, au Bataclan puis au Casino de Paris, a été unanimement salué par le public. Vingt-cinq ans après *Comme à la radio* avec Higelin, Brigitte Fontaine prouve que la folie créatrice est plus forte que les aïeux commerciaux.
Coff de la Danse, 3, passage Louis-Philippe, Paris 10^e. M. Bastille. 20 h 30, jusqu'au 10 février. Tél. : 43-70-36-22, 715 F.
Hanna el-Din
Chanteur, lutiste et percussionniste nubien, Hanna el-Din, né en 1929, fait sa première apparition en soliste à Paris. Découvert au Festival de Newport en 1964, il se produit depuis dans le monde entier. Peter Segal a fait appel à lui en 1993 pour composer la musique de son spectacle *Les Perses. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M. Saint-Picard, Notre-Dame-des-Champs, 20 h 30, du 1^{er} au 4 février. Tél. : 43-44-72-30, 100 F.*

Charanga Habanera
Charmant dancing rétro de Belleville, La Java se transforme chaque fin de semaine en cabaret « habanero ». Ce jeudi et ce vendredi, la salsa de la Charanga Habanera, un groupe formé en 1988 par douze Cubains sortis de l'école supérieure d'arts et depuis surnommés « les élégants de la scène ».
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10^e. M. Belleville ou Concorde. À partir de 21 heures, les 7 et 2 février. Tél. : 42-02-20-52, 40 F et 50 F.
Stephan Oliva
La clarté du discours musical du pianiste Stephan Oliva traduit son amour pour Bill Evans. Un trio avec Bruno Chevillon (contrebasse) et François Merville (batterie) en donne une créative interprétation. Un disque, *Jade Visions* (OwEMI) et des concerts disent cette histoire de musiciens vivants.
Montreuil (93), Instant chaviré, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 1^{er} février. Tél. : 42-67-25-91. De 35 F à 80 F.

ART

VERNISSEMENTS

Magdalena Abakanowicz
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger Paris 1^{er}. M. Tulleries. Tél. : 42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 1^{er} février 1996 au 30 mars 1996.
Au Moyen-Orient : photographies d'Henry Sauvaire (1831-1895) Musée d'Orsay, salle 49, quai Anatole France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. M. Soferino. Tél. : 40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Dimanche à partir de 9 h 30. Fermé lundi. Du 6 février 1996 au 19 mai 1996. 36 F, dimanche : 24 F.
Gilès Freund
Goethe-Institut de Paris, 17, avenue d'Iéna, Paris 16^e. M. Iéna. Tél. : 44-43-92-30. De 10 heures à 18 heures. Fermé samedi et dimanche. Du 2 février 1996 au 20 mars 1996.
Rodolphe et la Hollande
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. M. Varenne, RER Invalides. Tél. : 28 40 69 42. 32. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Du 6 février 1996 au 31 mars 1996. 28 F.
Antoni Tàpies
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. M. Mironov. Tél. : 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 1^{er} février 1996 au 30 mars 1996.

EXPOSITIONS À PARIS
L'Age d'or du petit portrait
Musée du Louvre, salle 611, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. M. Palais-Royal, Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 22 avril 1996. 45 F de 9 heures à 15 heures ; 26 F après 15 heures et dimanche ; gratuit pour les moins de 18 ans et chaque premier dimanche du mois.
Victor Bonnier dans les collections du Musée national d'art moderne
Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 mai 1996.
Lynne Cohen
Galerie des Archives, 4, impasse Beau-bourg, Paris 3^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 11 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 17 février 1996.
George Condo
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beau-bourg, Paris 3^e. M. Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures.

Fermé dimanche. Jusqu'au 21 février 1996.
Tony Craig
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 avril 1996.
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debel-leyne, Paris 3^e. M. Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 mars 1996.
D'Alexandre à Cléopâtre : portraits grecs sur pierres dures
Bibliothèque nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M. Bourne, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 13 heures à 17 heures ; dimanche et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1996. 22 F.
Diplômés 1995
Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. M. Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 47-03-03-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 3 mars 1996.
Robert Rauschenberg
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. M. Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F.
Elementary, Mr. Craig
Centre Georges-Pompidou, atelier des enfants, 1^{er} étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. Tj. sauf mardi, dimanche à 14 h 30 sur réservation au 44 78 49 17. Entrée 30 F. Jusqu'au 1^{er} avril 1996.
Féminin masculin
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (9^e étage) et Forum (8^e étage), place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996. 45 F.
San Francisco
Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. M. Concorde. Tél. : 42-60-63-63. Mardi de 12 heures à 21 h 30 ; mercredi, jeudi, vendredi de 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 février 1996. 35 F.
Gotthard Graubner
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debel-leyne, Paris 3^e. M. Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 février 1996.
Herbin, acteur des révolutions picturales du siècle
Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3^e. M. Filles-du-Calvaire. Tél. : 48-87-73-94. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 février 1996.

Philip Heying
Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4^e. M. Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 février 1996.
Natasha Lassnig
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 35 F.
Livres en broderie
Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sully, Paris 4^e. M. Sully-Morland. Tél. : 48-87-78-57. De 12 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. 22 F.
Mark Luyten
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4^e. M. Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 février 1996.
Dominique Mauriat
boîtes de lecture
Galerie du Ressort, 12, rue de Lille, Paris 7^e. M. Rue-du-Bac. Tél. : 49-26-04-89. De 14 heures à 19 heures et le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 février 1996.
Giulio Paolini
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M. Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 février 1996.
Fassions privées, art moderne et contemporain dans les collections
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M. Aline-Marceau, RER. Tél. : 43-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.
Anna et Patrick Puhler
Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debel-leyne, Paris 3^e. M. Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-78-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.
Nimrode
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. M. Palais-Royal, Musée du Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 18 février 1996. 35 F.
Emmanuel Sautin
Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6^e. M. RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 43-26-91-80. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.
Sérénade, terre de Bourdha. Dix siècles d'art au route de la soie
Grand Palais, 3, avenue du Général-Elsenhower, Paris 8^e. M. Champs-Élysées-Clémenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mer-

credi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 50 F.
David Smith
Galerie Gérard Pitzer, 16, avenue Maignon, Paris 8^e. M. George-V. Tél. : 42-59-90-07. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 février 1996.
Hiroshi Sugimoto
Centre Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. M. Rue-du-Bac. Tél. : 42-60-22-99. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 février 1996.
Tendre est la nuit
un hommage à David Schmeier
Galerie Sophie, 69, avenue de Villiers, Paris 17^e. M. Wagram. Tél. : 44-40-26-84. De 14 heures à 19 heures ; vendredi sur rendez-vous. Fermé samedi. Jusqu'au 15 février 1996.
Françoise Vergier
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 18 mars 1996. 27 F.

ILE-DE-FRANCE

Denmark
La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 64-62-77-00. De 14 heures à 18 heures ; les soirs de spectacles jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 3 mars 1996.
Michel Dieuxsaide
Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-Le Bretonneux. Tél. : 30-96-99-02. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 février 1996.
Dillenkötter
Le Cread, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.
Jackie Kayser, Catherine Mellin
Maison d'art contemporain Chailloux, 5, rue Julien-Chaillet, 94 Fresnes. Tél. : 46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.
Platonaire
Le Cread, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.
Photographies d'Ouka Lele
Bibliothèque Elsa-Triole et Aragon, parc de la Malra, 12-14, boulevard de la République, 95 Argenteuil. Tél. : 34-23-41-65. Mercredi de 10 heures à 18 heures ; vendredi, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures ; dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 février 1996.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

MARIO ET LE MAGICIEN

Film allemand de Klaus Maria Brandauer, avec Julien Sands, Anna Galiena, Klaus Maria Brandauer (2 h 10).
VO : Sept Paranaïens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

MON HOMME (*)

Film français de Bertrand Blier, avec Anouk Grinberg, Gérard Lanvin, Valérie Bruni Tadeschi, Olivier Martinez, Sabine Azéma, Mathieu Kassovitz (1 h 38).
UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Danton, dolby, 8^e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-58) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-39) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VF : Rex (Le Grand Red, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-36-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-39) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; L'Arlequin, 6^e (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Balzac, 8^e (45-61-10-60).

SELECTION

L'ANGLAIS QUI GRAVIT

UNE COLLINE

de Christopher Monger, avec Hugh Grant, Tara Fitzgerald, Colin Meaney, Ian McNeice, Ian Hart, Kenneth Griffith (1 h 35).
VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; UGC Danton, dolby, 8^e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, 8^e (36-65-70-73) ; 36-68-41-45 ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e (36-68-56-54) ; UGC Opéra, dolby, 9^e (36-68-21-24).
LE BALLON BLANC
de Jafar Panahi, avec Alida Mohammadkhani, Mohsen Karimi, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani, Mohammad Bakhtiari, Iranian (1 h 25).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-00) ; 36-68-59-02 ; Studio 28, 18^e (46-06-36-07).

Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; 36-65-70-43) ; UGC Odéon, dolby, 6^e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-58) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-81) ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Blenvenue Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-38) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Khnoparoma, dolby, 15^e (36-68-75-13) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pasy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-39) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pasy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VF : Rex (Le Grand Red, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-36-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-39) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pasy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; L'Arlequin, 6^e (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Balzac, 8^e (45-61-10-60).

SELECTION

L'ANGLAIS QUI GRAVIT

UNE COLLINE

de Christopher Monger, avec Hugh Grant, Tara Fitzgerald, Colin Meaney, Ian McNeice, Ian Hart, Kenneth Griffith (1 h 35).
VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; UGC Danton, dolby, 8^e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, 8^e (36-65-70-73) ; 36-68-41-45 ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e (36-68-56-54) ; UGC Opéra, dolby, 9^e (36-68-21-24).
LE BALLON BLANC
de Jafar Panahi, avec Alida Mohammadkhani, Mohsen Karimi, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani, Mohammad Bakhtiari, Iranian (1 h 25).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-00) ; 36-68-59-02 ; Studio 28, 18^e (46-06-36-07).

Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; 36-65-70-43) ; UGC Odéon, dolby, 6^e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-58) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-81) ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Blenvenue Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-38) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Khnoparoma, dolby, 15^e (36-68-75-13) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pasy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-39) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pasy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VF : Rex (Le Grand Red, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-36-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-39) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pasy, dolby, 16^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; L'Arlequin, 6^e (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Balzac, 8^e (45-61-10-60).

Michel Bassi

est candidat

poouillaient le struth. Sourires tristes, ricanements ironiques : « S'il n'y a pas de "non", c'est que le vote est truqué, parce que moi au moins j'ai voté "non". » « Je n'ai pas beaucoup de mémoire, mais je me souviendrai que j'ai vendu Libé », reconnaît un membre du conseil de surveillance, partisan du « oui ».

Pas d'éclats de voix, plus de psychodrame. Peu de personne se réjouissait de ce « oui » massif et pas tout à fait franc. Parce qu'il a souvent été prononcé du bout des lèvres, après de nombreuses hésitations, avec le sentiment que tout était déjà joué, qu'il n'y avait pas le choix, qu'un « non » aurait entraîné le retrait de Chargeurs et une catastrophe économique. Parce

RETROUVER LA CONFIANCE

Un deuxième vote a eu lieu sur le pacte d'indépendance entre Chargeurs et les salariés : il a également

nées 80, qui avait vieilli et dont le lectorat déclinait. « C'était une machine à tuer le ton Libé », regrette un rédacteur. La formule du journal total de 80 pages a été lancée sans que les capitaux nécessaires aient été réunis, le choc a été trop brutal pour les lecteurs et les annonceurs, et le titre et ses salariés se sont trouvés dans une spirale infernale qui les a conduits dans les bras de Chargeurs, aux conditions du groupe de Jérôme Seydoux.

de la rédaction en chef et de la structure du journal est en cours. Avant le vote, Serge July écrivait aux salariés : « Si c'est "oui", notre journal peut rebondir sur une nouvelle période, comme l'indispensable observatoire quotidien d'une société de mutations. »

Prise de contrôle de Renn Productions

**à la présidence
de l'AFP**

Le nom de Michel Bassi a été avancé par l'hôtel Matignon. Il risque donc d'apparaître comme le candidat du pouvoir en dépit du fait qu'il ait été cité après consultation de personnalités des médias. Selon son entourage, M. Bassi veut développer plusieurs axes : il souhaite être le « candidat de consensus, en particulier celui de la presse », se fonder sur « l'indépendance totale de l'agence » et sur la relance de son développement « sur la base d'un véritable projet d'entreprise » associant tous les partenaires (pouvoirs publics, presse mais aussi personnel).

Les salariés de *Libération* se sont prononcés sur le schéma

Le pacte d'indépendance donne des garanties à la SCPT pour donner son accord pour les principales orientations stratégiques (modification de statut, cession d'actions, prise de participation, nomination du PDG). Le directeur de la rédaction sera nommé par le PDG après un vote des journalistes. Si deux tiers des journalistes s'opposent, un nouveau candidat est présenté. Ce droit de veto s'exerce sur le troisième vote de refus.

Radio

France-Culture

19.33 Perspectives
scientifiques.
Journé des sciences du vivant
(4).

20.00 Le Rythme et la Raison.
Dionisi, un nouveau monde
(4).

20.30 **Seconde mainpore.**
Le manuel Legrand et
Michon.

21.32 Fiction. Les Menteurs, de
Bernadette Le Saché.

22.40 Nuits magnétiques.
Les cœurs.

0.05 Du jour au lendemain.
Jean-Luc Pédemonte (Les critiques).
8.50 Code, 4h. 1.00 Les Nuits de
France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.05 Domaine privé.

1

22.00 Soliste, Pierre Fourrier.
22.30 Musique pluriel.
Mozart Suite (extraits), c/e
Schmitt, par l'Ensemble de
Chambre de l'Orchestre
symphonique de Mahilz, dir.
Lev Markiz ; Sud (extraits), de
Risek.

0.00

Extrait du concert donné le 8 décembre 1995 au studio 106, par Emmer Ismailov, guitare, et le Trio Trigone. 1.80 Les Nuits de France-Musique.

Paris Première

Paris Première
20.00 20 h Paris Première.
21.00 Plumes de cheval ■ ■
Film de Norman McLeod
(1932, N., 70 min). 21014284
22.40 Totalement cinéma.
22.40 Messe pour Rossini
Concert enregistré en 1986
(120 min). 63673197
0.40 Musiques en scènes. 1.10 Le
Spectre de la danse (20 min).

Ciné Cinéfil
18.50 King Kong ■■■
 Film d'Ernest B. Schoedsack et
 Merian Cooper
 (1933, N., v.o., 100 min.)
 2574371
20.30 Le Maître
 de Don Juan ■

20.45 (et 23.50) Les Évasions célèbres. Jacqueline de Boverie. 21.40 (et 0.45) Jim Bergerac. Le rapt. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Lune de miel. (30 min).

Canal Jimmy

20.00 La Chasse à l'homme ■ Film d'Édouard Molinaro (1964, N, 90 min). 8421/9826

21.30 Les Aventures de la Comtesse


21.30 Antiquités de La Corvée.
22.30 Chronique du front.
22.25 Bulletin 國
Film de Peter Yates (1968, v.o.,
115 min.). 88878371
0.20 Souvenir. Entrez dans la
confiance: Serge Gainsbourg. 0.55
Liquid Television. 1.20 Father Ted.
Competition Time (30 min.)

RTL 9

20.30 Rocky 4. Film de Sylvester Stallone (1985, 95 min), avec Sylvester Stallone. Comédie d'action. 22.05

Leader. 22.10 Patrouille 109. Film de Leslie M. Martinson (1963, 150 min), avec Cliff Robertson. Aventures. 0.40 TBA-chez. 0.55 Un fil. Film de Jean-Pierre Melville

Laurent

ABUS
 «*été spécial*»
 soir
 h15 

► Signale dans « le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia »

- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

**Laurent
FABIUS**
«Invité spécial»
ce soir
20h15 

A partir de l'exemple américain, le magazine « Géopolis » s'interroge sur le service public. Faut-il croire à la fin de règne annoncée ?

سازمان چاپ

le coiffeur

Le Monde

VENDREDI 2 FÉVRIER 1996

29

La SNCF veut parvenir à un accord salarial en 1996

La direction de la SNCF a ouvert, mercredi 31 janvier, les négociations salariales 1996 par une série de rencontres bilatérales avec les organisations syndicales. Jean-Pierre Houdillon, le directeur des ressources humaines, a commencé les discussions avec la CGT (maîtrise et cadres) et de la FMC (agents de conduite). Il a rappelé que le GVT (glissement hiérarchique technique) et l'effet report des augmentations intervenues au cours de l'année 1995 entraîneraient une hausse mécanique de 2,6 %, laissant peu de marge de manœuvre par rapport au plafond d'augmentation de 3,4 % fixé par Alain Juppé le 3 janvier pour les entreprises publiques. D'autant que le premier ministre avait exprimé le souhait de ne pas voir accordées d'augmentations générales dans les entreprises publiques en difficulté.

La CGT a rappelé, qu'outre le GVT, elle réclame le maintien du pouvoir d'achat pour tous les cheminots (salariés et retraités), soit une augmentation générale équivalant à la somme de la hausse des prix prévue pour 1996 (1,8 %) et du RDS (0,5 %) à partir du 1^{er} février. L'approche des élections des délégués du personnel et des membres des comités d'établissement qui auront lieu le 28 mars devraient contribuer à durcir les positions syndicales. La direction de la SNCF a fait part de sa volonté de rechercher un accord salarial cette année, contrairement à ce qui s'était passé en 1995.

Christophe Jakubyszyn

M. Chirac revendique un « partenariat plus égal » entre l'Europe et les Etats-Unis au sein de l'OTAN

Un difficile exercice diplomatique pour le chef de l'Etat

WASHINGTON. De notre envoyé spécial. Pour la première visite d'Etat d'un président français à Washington depuis 1984, Jacques Chirac s'est assigné une mission en forme de difficile exercice diplomatique. Il entend dire aux Américains qu'ils doivent céder un peu de leur leadership dans le système de sécurité en Europe, du moins le partager avec leurs alliés, et en même temps qu'ils doivent aussi reprendre leur place et leurs responsabilités financières dans

grammes d'aide au développement. Il s'agit de dire « très franchement » que « l'Amérique doit assumer toute sa place et tout son rôle dans l'effort de développement et ne doit pas négliger ses responsabilités dans ce domaine », a poursuivi le chef de l'Etat.

Plus préoccupé encore qu'en Europe par la lutte contre les déficits publics, les sénateurs et, surtout, les membres de la Chambre des représentants ont taillé sans pitié dans l'aide que les Etats-Unis accordent aux pays pauvres. Selon

riérés de paiements sur leur contribution obligatoire au budget de l'organisation - c'est-à-dire près de la moitié du déficit des Nations unies. Vis-à-vis de la filiale de la Banque mondiale spécialisée dans les prêts aux pays les plus pauvres, l'AID, les Etats-Unis ont une dette de 935 millions de dollars.

Les réticences viennent, pour beaucoup, du Congrès. L'administration démocrate n'est pas loin de partager le point de vue de la France et des Européens : en ne jouant plus pleinement leur rôle au sein des grandes organisations internationales, notamment celles dépendant de l'ONU, les Etats-Unis ébranlent un système qui n'a pas autant démerité qu'on veut bien le dire sur la colline du Capitole.

Passée sa prestation au Congrès, M. Chirac devra être l'hôte à déjeuner du vice-président Albert Gore. Après une série d'entretiens dans l'après-midi avec le président Clinton, la journée de jeudi devra se conclure par un dîner de gala à la Maison Blanche.

C'est avec M. Clinton que le président français entend aborder la réforme de l'OTAN. La France s'est rapprochée de l'Alliance pour la voir évoluer dans une double direction : redéfinition de sa mission, à l'heure de l'après-guerre froide, et renforcement de l'identité européenne au sein de l'organisation. M. Chirac revendique un « partenariat plus égal » entre l'Europe et les Etats-Unis au sein d'une OTAN renouée : « Un pilier américain et un pilier européen liés par une alliance sans réserve », a-t-il déclaré mercredi.

Alain Frachon

Lettre de Pingrerie

par Pierre Georges

ILS ÉPARGNENT. Ils s'épargnent. Florin après florin. Jour après jour. Ils ont décidé de lutter contre la vie chère et les luxes inutiles. Leur vie est un modèle. A moins qu'elle ne soit un enfer.

C'est l'histoire d'un couple hollandais, pingre, admirablement pingre et qui, de son ascèse monétaire, fait un exemple. La frugalité leur est une seconde nature. Et le recyclage une vis et un vice sans fin.

Hanneke Van Veen, elle, Rob Van Eeden, lui, ont décidé un jour de ne plus rien dépenser. Ou le moins possible. Ils ont en somme choisi de renouer avec la tradition hollandaise de petits calculs qui font les grandes économies. Un peu à l'image de cette vieille blague belge qui court sur les voisins et que le *Wall Street Journal* se fait un bonheur de rapporter. Celle de l'enfant qui court derrière un bus scolaire pour économiser l'argent du transport. Et qui, à la maison, se fait moquer par son père : « Tu aurais pu économiser par en courant derrière un taxi. »

Hanneke et Rob passent ainsi leur vie, à La Haye, à courser les taxis. Concrètement, cela donne des résultats étonnants. Tout le contraire d'une vie de relance et de consommation, selon les bons principes de M. Juppé. Le couple économise ainsi 65 % de ses revenus, partant du louable principe que « moins on dépense, moins l'Etat vous taxe ».

Mais encore faut-il le faire ! Prenons ces citoyens exemplaires en leur enviable mode de vie. Et retenons quelques conseils qu'ils dispensent, pour une somme raisonnable, dans une lettre d'information confidentielle, *La Lettre des avarés*. Sur papier recyclé, d'ailleurs.

Premier et dernier conseil, outre quelques ouvrages et conférences : « Ne faites rien, financièrement, que vous trouvez ridicule. » A partir de là et considérant que le ridicule ruine s'il ne tue pas, Hanneke et Rob livrent des recettes infatigables. La douche, par exemple. Il convient de la prendre dans le noir, ce qui économise et l'électricité et le temps de douche. Et même l'eau, surtout si l'on a pris soin de placer un bac de récupération pour ensuite rincer les toilettes. La cuisine, aussi. Pourquoi solliciter à l'extrême une cuisinière à gaz ? Trois ou quatre feux allumés, c'est la débauche assurée quand il est si simple d'empiler les casseroles sur un seul brûleur. D'autant que si on lui parle gentiment, le riz lui-même accepte volontiers de s'attendrir pour peu qu'on enveloppe la casserole dans un drap ignifuge.

Les vêtements ? D'occasion. Les bouillottes de viande ? Sans trop de viande. Le potager ? Dans la cour. Le thermostat ? Au plus bas. Les produits de beauté ? Inutiles. Les cafés, restaurants ? Lieux de perdición, prohibés. Les médicaments ? Inconnus ou presque : « Continuez à souffrir jusqu'à votre seuil de tolérance. »

Bref, on l'aura compris, c'est Noël tous les jours chez Hanneke et Rob. Ce fut Noël d'ailleurs, même le 25 décembre. Et les invités n'en sont pas revenus, qui n'y reviendront d'ailleurs pas. Outre le banquet des trois plats pour la somme magique de 6 francs, ils reçurent en éternelle jolte carte. Avec bon pour un bol de soupe faite maison, deux heures de repassage, cinq séances de baby-sitting et trois massages. Dans le noir ?

Une aide d'urgence de 500 millions de francs va être versée aux éleveurs de bovins

LE MARCHÉ de la viande bovine est en pleine dépression et les éleveurs en effervescence. Il n'est pas de jour, depuis une semaine, sans que des commandos d'agriculteurs occupent des supermarchés, des abattoirs ou des marchés aux bestiaux, notamment dans les départements de l'Ouest de la France. Mercredi matin, les abattoirs d'Alençon, de Gacé et de Flers, dans l'Orne, ont été bloqués par des producteurs qui protestent contre la chute brutale des cours et qui contrôlent le contenu des camions frigorifiques.

Alain Juppé a reçu à Matignon, mercredi 1^{er} février, Luc Guyau, président de la FNSEA, et Joseph Daul, président de la Fédération nationale bovine (FNB). Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, a été invité par le premier ministre à faire en sorte que les aides accablées pendant l'été 1995, un peu plus de 500 millions de francs, soient rapidement versées. Jacques Chirac avait lancé le même rappel à l'ordre le matin au conseil des ministres.

Par rapport à 1995, les cours accusent une baisse de 11 %, et de 15 % par rapport à 1994. En 1995, c'est la chute de la lire qui avait considérablement freiné les exportations de viandes vers l'Italie, provoquant manifestations et occasionnant des mesures d'urgence. Depuis quelques semaines, plusieurs phénomènes négatifs se conjuguent pour déprimer un peu plus le marché. L'Allemagne, craignant une contamination de la maladie de la vache folle, a interdit toute importation en provenance de Grande-Bretagne, et les éleveurs anglais, en conséquence, tentent d'écouler leurs produits en France. De plus, les producteurs laitiers français ont fait récemment abattre beaucoup de vaches dites « de réforme » (les vieux animaux peu productifs) pour ne pas dépasser leurs quotas laitiers, ce qui conduit à engorger la production des abattoirs. Enfin, les grandes centrales d'achat jouent sur cette situation de déséquilibre et sur la concurrence pour « serrer » le plus possible les prix imposés à leurs fournisseurs, tandis que des viandes sont offertes aux consommateurs sans que leur origine soit clairement identifiée.

Paris a demandé la réunion d'urgence, vendredi 2 février à Bruxelles, du comité de gestion de la viande bovine. A son ordre du jour : le déblocage par Bruxelles des aides conjoncturelles et la revalorisation des primes diverses et pas toujours très transparentes versées aux éleveurs, la mise en place de dispositifs pour favoriser le stockage et les exportations subventionnées vers les pays du Moyen-Orient.

L'assainissement du marché de la viande sera au centre de la Conférence annuelle agricole que devrait présider Alain Juppé, jeudi 8 février, à Paris.

François Grosrichard

Le budget de la formation continue est augmenté dans la fonction publique d'Etat

AU TERME d'une négociation engagée depuis sept mois, Dominique Perben a proposé, mercredi 31 janvier, de consacrer 3,8 % de la masse salariale de la fonction publique d'Etat à la formation continue pendant trois ans. Quelque 12 milliards de francs pourraient ainsi être engagés, sur la période 1996-1998. L'UNSA, la CFDT, la CFTC et la CGC demandaient 4 %. La FSU réclamait 5 %. L'obligation minimale, dans le secteur privé, est de 1,5 %.

La dernière offre du ministre permet d'augmenter encore le budget de la formation continue, qui s'est élevé à 2 % de la masse salariale sur la période 1990-1992, et à 3,2 % sur la période 1993-1995. Le ministre a proposé que les fonctionnaires de catégorie C puissent bénéficier de six jours de formation sur trois ans (au lieu de cinq précédemment), et ceux des catégories A et B de cinq jours (au lieu de quatre précédemment). Il a accepté que le seuil plancher des dépenses liées au congé individuel de formation soit porté à 0,2 % de la masse salariale comme dans le secteur privé (au lieu de 0,15 % actuellement).

Roland Gaillard, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires Force ouvrière, a exprimé la crainte que la formation continue ne devienne le principal critère de promotion des agents et que les syndicats ne soient plus, de ce fait, consultés sur les procédures d'avancement « au choix » pour y faire valoir des critères d'ordre social. La CFDT, en revanche, a fait valoir que l'agent faisant l'effort de se former devrait pouvoir être récompensé.

Les organisations syndicales modestes ont obtenu qu'un groupe de travail examine la possibilité de mieux articuler carrière et formation. Les chefs de service ne pourront plus opposer de vagues « raisons de service » aux fonctionnaires qui demandent une formation, mais devront justifier leurs refus. La CFTC a regretté qu'aucune disposition contraignante ne soit prévue pour assurer le remplacement de ceux qui se recyclent. Une fiche individuelle de formation permettra de recenser leurs demandes, ainsi que les réponses fournies par l'administration. Les fédérations de fonctionnaires disposent d'une quinzaine de jours pour dire si elles entendent signer ou non cet accord.

Rafaële Rivals

Les lecteurs du « Monde diplomatique » sont appelés à participer à sa filialisation

CRÉÉ EN 1954 par Hubert Beuve-Méry, *Le Monde diplomatique* franchit la seconde étape importante de son existence, celle de sa filialisation au Monde SA. La première date de 1989, lorsque le mensuel obtint un statut particulier au sein de l'entreprise, permettant que sa ligne éditoriale soit établie en toute indépendance par sa rédaction. Celle-ci était aussi en charge du budget prévisionnel du *Monde diplomatique*, de ses publications périodiques *Monde de voir* et *Savoirs*, ainsi que des éditions en langue étrangère (allemand, italien, espagnol, arabe, grec) qui naquirent dans son sillage.

Cette convention a abouti à une responsabilisation accrue, à plusieurs initiatives rédactionnelles et à une hausse significative de la diffusion. En 1989, la diffusion moyenne du *Monde diplomatique* était de 110 000 exemplaires. En 1995, elle a dépassé les 165 000 exemplaires. Simultanément, les bénéfices ont été quadruplés pour atteindre 5,3 millions de francs, frais de structure déduits. Cela alors que les recettes publicitaires du mensuel, volontairement limitées, représentent moins de 5 % du chiffre d'affaires global (40 millions de francs).

Cette bonne santé a incité son directeur, Ignacio Ramonet, à relancer le projet de filialisation que *Le Monde diplomatique* poursuit depuis plus de quinze ans. Deux

facteurs, l'un interne, l'autre externe, l'ont impulsé. Il s'agit, d'abord, de la volonté de Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* et président du directoire du Monde SA, de moderniser les structures de l'entreprise, dans le souci de préserver son indépendance. Acquis pour le quotidien, cette modernisation l'est maintenant pour le « *Diplo* », par le biais d'une filialisation votée par le conseil de surveillance du Monde SA le 24 janvier. Il s'agit, d'autre part, d'un don de 1 million de dollars (5 millions de francs) fait, sans contrepartie, par un ami d'Hubert Beuve-Méry, Gunter Holzmann, citoyen allemand résidant en Bolivie et lecteur du mensuel depuis plus de trente ans.

La valeur du *Monde diplomatique* a été estimée à 41 millions de francs. Le Monde SA est détenteur de 51 % de la nouvelle entité *Le Monde diplomatique SA*. L'apport de Gunter Holzmann est géré par une association homonyme, dont font partie les salariés du mensuel. Cette Association Gunter Holzmann achètera des parts de la filiale *Le Monde diplomatique SA*, pour une valeur de 5 millions de francs, soit 12 %. Les lecteurs du *Monde diplomatique* étant, avec ses rédacteurs, les garants de son indépendance, il était logique de leur réserver une place dans la nouvelle structure. Ils pourront ainsi prendre part au destin du journal,

en tant qu'actionnaires regroupés dans l'association à but non lucratif Les Amis du *Monde diplomatique*.

Dans cet esprit, *Le Monde SA* a accepté de vendre 24 % des parts de la société - ce qui représente environ 10 millions de francs. De ce fait, les deux sociétés - salariés et lecteurs - disposeront ensemble de la minorité de blocage (fixée à 33,34 %) au sein de la nouvelle société éditrice. La somme des adhésions à l'association Les Amis du *Monde diplomatique* (600 francs + 100 francs de cotisation pour 1996) servira à acquiescer les actions du *Monde diplomatique SA* réservées aux lecteurs mais devrait aussi permettre de financer des développements ultérieurs.

Dans le numéro de février du *Monde diplomatique*, Claude Julien, son ancien directeur, et Ignacio Ramonet, son successeur, lancent un appel aux lecteurs et présentent cette opération. Ils soulignent que Jean-Marie Colombani a « d'emblée exprimé sa sympathie à l'égard du projet de filialisation ». Apporter sa contribution financière, concluent-ils à l'adresse des lecteurs, « c'est aussi la manière la plus claire d'exprimer votre volonté de disposer d'une presse libre ».

* Le bulletin d'adhésion à l'association Les Amis du *Monde diplomatique* se trouve dans le numéro de février du mensuel (en vente dans les kiosques, 22 F).

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

Cours relevés le jeudi 1^{er} février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 2012,20 +0,44 +4,75

Hong Kong Index 11359,20 +1,41 +13,61

Tokyo Nikkei sur 3 mois

Tirage du Monde daté jeudi 1^{er} février 1996 : 468 306 exemplaires

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 1^{er} fév. 1996

Paris CAC 40 2071,63 +0,00 +2,28

London FT 100 3746,20 +0,00 +1,20

Zurich 2018,00 +0,00 +1,20

Milan MIB 30 2465,00 +1,20 +2,35

Frankfurt Dax 30 2465,00 +1,20 +2,35

Salon CDS -0,00

Madrid Ibes 35 -0,00

Ambrovan CDS -0,00

هكذا من العمل



C'EST L'HISTOIRE D'UN MEC
QUI POUSSE DES CHARIOTS
SUR UN PARKING ET QUI
VA AVANCER VITE ET LOIN.

Blague à part, c'est une histoire vraie et plus d'un collaborateur Leclerc pourrait vous la raconter, car c'est son histoire. Dans le mouvement E.Leclerc, celui qui veut vraiment avancer...avance, quel que soit son niveau de formation. Parce que, depuis toujours, nous croyons en la capacité des hommes à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités. Voilà qui devrait intéresser aussi les 140 000 étudiants des filières commerciales qui se demandent si l'on peut faire carrière dans la distribution aujourd'hui.

E.LECLERC